

Université Panthéon – Assas

**école doctorale des Sciences de l'Information et de la
Communication**

Thèse de doctorat en
soutenue le 01.03.2011

**La presse clandestine pendant la guerre au
Liban (1975-1982),
Son organisation, sa distribution, ses lecteurs**

Thèse de Doctorat / 01 Mars 2011



Université Panthéon-Assas

Marie Claire Fares Feghali

Sous la direction de MM. Francis Balle et Hachem Hussein

Membres du jury :

M. Bernard Valade

M. Jean – Marie Cotteret



Avertissement

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans cette thèse ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leur auteur.

Dédicace

Beyrouth, le 25 septembre 2009

« Il est regrettable pour l'éducation de la jeunesse que les souvenirs sur la guerre soient toujours écrits par les gens que la guerre n'a pas tués ».

Louis Scutenaire

Aucun libanais de mon âge n'a connu la paix, la vraie, celle qui vous fait oublier les nuits sombres passées à l'abri, sous les bombes, ou dans la rue risquant à n'importe quel moment une voiture piégée ou les balles d'un franc-tireur.

Les différentes guerres du Liban, de 1975 jusqu'en 2006, puis les autres conflits armés qui n'ont pas encore pris fin même avec l'écriture de ces lignes, n'ont laissé que très peu de place à l'espoir dans nos vies, au « changement » pour lequel autant d'eux ce sont révoltés au cours des années.

Ce travail de thèse est dédié aux jeunes qui n'ont comme moi que des souvenirs de guerre, de prisons, de disparition arbitraire, d'assassinats, de fosses communes, dont mes collègues, journalistes libanais, qui se sont trouvés comme moi, contraints à écrire des articles songeant mille fois à cacher certaines vérités pour ne pas attiser le feu de la haine interconfessionnelle sous jacente.

Il est dédié à mes amis qui n'ont pas trouvé à Beyrouth de l'espace pour rêver au lieu de subir, de vivre au lieu de survivre, à Hadi, Margueritta et Safwan...

Au Docteur Hachem El Hussein, qui sait toujours changer la couleur de la tristesse, devenue partie inhérente de la capitale du chaos au monde,

*A Gebran Tueni, journaliste assassiné le 12 décembre 2005 son journal en main,
A Ghazi Aad et les familles des disparus Libanais dans les prisons Syriennes et les fosses communes qui cherchent toujours la vérité derrière leur deuil forcé,*

A ma tante Léna, qui m'a appris à lire et écrire en arabe et en français à l'âge de 7 ans, quand aucune école Libanaise n'admettait une brésilienne qui ne parlait que portugais.

A Yousra, mon arc en ciel dans les jours noirs de travail pénible qu'est le journalisme...

Marie Claire

Remerciements

Pour le travail ardent qu'a été cette thèse, je remercie :

- Monsieur Francis Balle, pour son attention et ses directives,*
- Monsieur Hachem El Hussein, pour sa patience, son attention et sa compréhension pour les rendez-vous manqués et les crises de panique qu'il a supportées...*
- Monsieur Nabil Bou Monsef, mon rédacteur en chef au bureau des informations locales au quotidien An-Nahar, pour son encouragement incessant,*
- Madame Maria Bou Zeid, ma collègue, pour les longues heures de voyage et séjours coûteux partagés à Paris entre amies,*
- Monsieur Safwan Mchawrab, pour sa collaboration et les incessants trajets que je lui ai imposés à chaque réinscription à Paris, pendant que j'étais coincée au travail à Beyrouth,*
- Monsieur Najib, libraire et archiviste dans la bibliothèque de l'AUB (American University of Beirut), pour les heures passées entre la poussière à réparer les machines à microfilms,*
- Les différents partis politiques libanais, aussi cyniques et incroyablement cruels soient – ils, pour m'avoir appris que le Liban ne changera point, et que la guerre n'a jamais pris fin.*

Résumé :

Cette thèse porte sur la presse clandestine au Liban, celle qui – non autorisée par l'État– fut publiée et véhiculée par les partis politiques belligérants durant la guerre au Liban entre 1975 et 1982.

Elle étudie dans son ensemble la nature d'une sélection significative, non exhaustive, des publications les plus représentatives de cette époque, ses messages, pour aboutir à la compréhension du public et des moyens de distribution de ces écrits.

Travail de première main, cette étude se base sur une recherche d'archives, qui sera plus tard approfondie par l'analyse de contenu, du langage, et de la sémiologie quand la publication le permet. Ainsi, nous repasserons en vue les périodiques Falastine Assawra, Al Qaeda, Al Marouni, Loubnan et Sawt El Hakika pour mieux sonder les points de vue sur les sujets traités ainsi que la façon de faire selon la vision de chacun.

Ainsi, nous avons affaire à des instruments qui témoignent d'une étape cruciale et fondamentale dans l'évolution de la presse libanaise, notamment celle qui s'occupe essentiellement des zones de crise et des manifestations les plus humaines de la liberté de penser.

On en conclura que la guerre est aussi bien médiatique qu'armée quand il s'agit d'un affrontement d'idéologies, et que dans un pays multi confessionnel comme le Liban, l'histoire est non seulement un point de vue, mais une lutte de construction d'image qui va plus loin que les faits. Michel Foucault le dit bien : "on a beau dire ce que l'on voit, ce que l'on voit ne tient pas dans ce que l'on dit".

Descripteurs :

Presse clandestine, presse non autorisée, Liban, médias, guerre, guerre du Liban, communautés confessionnelles, expression, journalisme, communication.

Title and Abstract

The clandestine press during the war in Lebanon (1975-1982), Its organization, distribution and readers

This thesis focuses on the underground press, or what is known as the clandestine press in Lebanon, that was published and promoted by the belligerent political parties during the war in Lebanon between 1975 and 1982. Noteworthy, these publications were not authorized by the Lebanese authorities at that time.

It analyses the nature of a significant selection of 5 of the most representative publications of that period, along with their messages, their readers and their different means of distribution.

As a first study of its kind, this research is based on archival documents, which context was later handled with depth, thus analysing the language and the semiotics when the publication permitted so. Accordingly, we chose to reflect the views of Falastine Assawra, Al Qaeda, Al Marouni, Loubnan and Sawt Al Hakika, examining the direction of the communication in each.

Noteworthy, this research deals with instruments that reflect a fundamental and crucial step in the evolution of the Lebanese press. It is essentially a means of communication used during times of crisis, serving political propaganda, sometimes agendas. Nevertheless, these publications are a manifestation of the freedom of speech.

We conclude that war is made with both arms and media, especially when it involves a clash of ideologies. It also teaches us that in a multi-confessional country like Lebanon, history is not only a point of view, but also a clash for image-building that goes beyond facts. Michel Foucault said it quite well: "we may say what you see, what we see does not always stand out in what we say."



Keywords:

Clandestine press, unauthorized press, Lebanon, media, war, war in Lebanon, confessional communities, freedom of speech, journalism, communication.

Principales abréviations

1er, 1re, 2e, 2nde : premier, première, deuxième, seconde

Al. : Alinéa

Art. : Article

Col. : Colonne

Comm. commentaire

Conclu. : Conclusion

Doc. : Document

Etc. : et cætera

Éd. : édition, éditeur

Égal. : Également

Env. : environ

Ex. : exemple

Introd. : introduction

Mém. mémoire

N° : numéro ; n°s : numéros

N.B. : nota bene

NDA : note de l'auteur

NDE. : note de l'éditeur

NDLR. : note de la rédaction

NDT. : note du traducteur

Nouv. : Nouveau, nouvelle

Obs. : observations

p. : page ; pp. : pages

Préf. : préface

Sect. : section ; ss : sous-section

Suiv. : suivant

Somm. : Sommaire

Trad. : traducteur, traduction

V. : voir

V° : ver

R° : recto



Réf. : référence

ONU : Organisation des Nations Unies

FINUL : Force intérimaire des Nations unies au Liban

OLP : Organisation de libération de la Palestine

MNL : Mouvement national Libanais

FL : Forces Libanaises

PSNS : Parti social nationaliste syrien

PSP : Parti Socialiste Progressiste

FDPLP : Front Démocratique et Populaire pour la Libération de la Palestine

FLA : Front Arabe de Libération

FPLP : Front Populaire de Libération de la Palestine/Commandement Général

FPLP : Front Populaire de Libération de la Palestine

FLP : Front de Libération de la Palestine

Sommaire

<i>Thèse de Doctorat / Mars 2011</i>	<i>1</i>
AVANT PROPOS	11
INTRODUCTION	13
LE CADRE DE L'ETUDE	39
ANALYSE DETAILLEE DES PERIODIQUES CLANDESTINS	49
PUBLIC ET DISTRIBUTION	205
CONCLUSION	210
BIBLIOGRAPHIE	214
TABLE DES ANNEXES	216
GRÉGOIRE HADDAD, APÔTRE DE LA LAÏCITÉ	217
CHARIF AKHAWI, OU LA RÉSILIENCE CITOYENNE	220
INDEX DES NOMS PROPRES	228
INDEX DES PARTIS POLITIQUES	239
TABLE DES MATIERES	250

Avant propos

Depuis 1975, le rôle du pouvoir central au Liban subit un recul considérable, de plus en plus important selon le secteur ou la région et/ou sa proximité de la capitale, alors centre des pires conflits intercommunautaires. Ces conflits étaient aussi, de nature essentiellement politique et idéologique entre deux courants : le premier arabiste islamo progressiste, le second essentiellement chrétien, préconisant une identité libanaise pure à l'écart de toute globalisation concernant surtout la résolution du conflit arabo- israélien.

Il faudra noter aussi que le dernier cabinet de la chambre des députés était alors élu en 1972. Ce même mandat fut prolongé à quatre reprises : en 1976, 1978, 1980 puis 1984.

C'est entre ces deux camps que se fera une guerre de nature différente, dont le support virait du territorial au médiatique, sans pour autant perdre de sa violence, qu'elle soit sémiologique, verbale ou idéologique.

Pendant ce temps, les différents partis politiques avaient réussi à remplacer l'État profitant de plus en plus du chaos qui ravageait le pays.

C'est alors que chaque parti politique s'est doté d'au moins une ou deux publications

Pour ceux qui n'ont pas vécu la guerre dans son apogée entre 1975 et 1982, il faudra attendre 1984, date à laquelle Mohammad Michel Ghorayeb, professeur à la Faculté d'Information à l'Université Américaine de Beyrouth (AUB) nota la genèse du phénomène de cette presse clandestine partisane, et en fit un inventaire important, bien que loin d'être exhaustif.

Cette étude porte donc sur presse clandestine pendant la guerre civile au Liban, son organisation, sa diffusion, ses lecteurs entre 1975, date du déclenchement de la guerre

civile, et 1982, avec l'invasion israélienne de Beyrouth, les troupes syriennes ayant envahi le Liban dès 1976.

Bien que le titre soit simple à première vue, cette recherche ne fut pas sans difficultés, à commencer par la recherche des ressources, l'exclusivité d'accès aux archives des différents collectionneurs, libraires et chercheurs, pour en arriver aux très grandes contraintes financières imposées par les différentes archives que nous avons du consulter.

Toutefois, nous y sommes, dans cette mosaïque médiatique, sociale et culturelle qu'était la société libanaise pendant la guerre, et qui l'est toujours assez longtemps après le silence des canons... en principe.

Introduction

1. Genèse de l'idée

Ayant vécu la plupart de sa vie en guerre, il est normal pour un Libanais visant à faire une recherche ou étude académique de se pencher sur les phénomènes qui ont marqué le plus sa société.

A Beyrouth, bien que reconstruite à la fin de la guerre des années 1989 – 1990, la paix n'existe pas toujours. Cet état de « ni guerre – ni paix » se fait remarquer au début sur les murs de la capitale par les innombrables graffiti porteurs de messages politiques, de points de vue différents, opposés même.

En Novembre 2004, pour un mémoire de Diplôme d'Études Supérieures en Journalisme dans l'Université Libanaise, en cotutelle avec l'Institut Français de Presse (IFP) et le Centre de Formation et de Perfectionnement de Journalistes (CFPJ), l'auteur de cette recherche fit l'inventaire des titres de presse clandestine durant la guerre au Liban entre 1975 et 1990, sous la direction de Docteur Hachem EL HUSSEINI.

L'Objectif de ce travail de mémoire visait à relire la Guerre du Liban sous un aspect différent, et d'en garder une étude pratique et sociologique capable, si développée, d'expliquer la suite des événements, mais aussi les perceptions des différents antagonistes d'un Liban qui ne se ressemblait pas chez l'un aussi bien que chez l'autre.

Bien que ce travail se soit avéré ardent, et ce malgré la présence d'un inventaire presque exhaustif de Mohammad Michel Ghorayeb, professeur à la Faculté d'Information à l'Université Américaine de Beyrouth en 1984, la recherche sur ce thème resterait incomplète sans une analyse du public de cette presse clandestine en

question, de sa distribution et de ses moyens de diffusion, avec notamment les versions des différents auteurs de ces titres de presse.

Ainsi, en 2006, cette idée de thèse commença peu à peu à se délimiter, se basant essentiellement sur un travail de recherche et de fouille d'archives et de bibliothèques de collectionneurs et anciens combattants.

Ceci étant dit, l'intérêt de cette étude réside dans le fait que ces publications – dont la parution a été suspendue pour la totalité des titres – possèdent une valeur quasi historique. Elles témoignent également d'une étape cruciale et fondamentale dans l'évolution de la presse libanaise, notamment celle qui s'occupe essentiellement des zones de crise et des manifestations les plus humaines de la liberté de penser. Il s'agit aussi d'un travail de première main, dans l'absence de recherches et de références sur le thème même, d'où son originalité.

Notons, qu'en plus des titres disponibles en vrac sur microfilm dans la bibliothèque de l'Université Américaine de Beyrouth, certains chercheurs et collectionneurs ont contribué à cette recherche en fournissant des copies de leurs archives, étant par eux-mêmes des témoins de la Guerre. D'autres ont pu parler du contenu de leurs archives, qui ont été hélas perdues dans la destruction de leurs maisons et bureaux dans la banlieue sud de Beyrouth durant l'offensive Israélienne sur le Liban en Juillet 2006¹.

1. Problématique et corps du sujet

Nous constaterons dans cette étude que la presse clandestine, contrairement à la presse en temps de paix dont le message est de diffuser l'information claire,

¹ Le conflit israélo-libanais de 2006, fut un conflit armé qui opposa Israël au Liban (principalement des forces armées comme le Hezbollah de Hassan Nasrallah, et dans une moindre mesure, l'armée libanaise) à compter du 12 juillet 2006. Une trêve correspondant à la résolution 1701 de l'ONU est intervenue le 14 août, au plus fort des combats. Cette guerre est connue en Israël comme la deuxième guerre du Liban, au Liban comme la guerre de juillet. Au Liban, elle a fait environ 1300 morts, 4000 blessés et un million de déplacés.

Les ponts, aéroports, ports, routes, transports en commun, usines électriques, stations services, postes d'essence, dépôts de nourriture, etc. sont détruits méthodiquement, bloquant le pays tout entier. Le bilan matériel comprend la destruction d'approximativement 7 000 logements, 900 usines, commerces, fermes et marchés, et exactement 630 kilomètres de routes et 29 infrastructures vitales (aéroport de Beyrouth, ports, réservoirs d'eau, stations d'épuration, centrales électriques) ; ainsi qu'un nombre indéterminé de relais de télévision, radio et téléphonie, de sites religieux, de bases militaires et autres équipements.

impartiale et objective, se transforme en une sorte de presse communautaire et partisane qui prend le dessus sur l'impartialité, alimentant ainsi le confessionnalisme et le communautarisme.

Or, dans un pays multicommunautaire comme le Liban où se côtoient 17 groupes religieux, ce communautarisme exagérée n'attise-t-il pas plus les conflits ? La désinformation dans cette presse clandestine n'exacerbe-t-elle pas les rivalités et tensions entre les différents antagonistes ? N'aurait-elle pas dû jouer le rôle des institutions ?

Ainsi, incapable de jouer le jeu des institutions, la presse clandestine au Liban pendant la guerre entre 1975 jusqu'à 1982 jette l'huile sur le feu. Elle contribue, par la désinformation parfois, et l'incitation sous-jacente ou même explicite à la violence et l'intolérance, à l'attisage du conflit et à la montée de la haine entre le public, qui ne portait pas nécessairement les armes. Nous verrons des uns écrire « Non à l'armée des maronites au Liban », pendant que d'autres défendront le « devoir » de chaque libanais de tuer un Palestinien.

Il est vrai que la presse au Liban a toujours été communautaire le long de son histoire. Et bien qu'elle prêche durant la paix les principes d'une certaine tolérance consensuelle, elle s'avéra en temps de guerre plus authentique et porteuse des vraies opinions et craintes des différentes communautés les unes envers les autres.

Ainsi, en temps de guerre, les organes de presses sont devenus plus explicites, car le camouflage consensuel adopté en temps de paix tombe à l'eau. Mais, même si le sectarisme est normal puisqu'il s'agit d'une presse clandestine partisane, son incitation à la violence en plein combat n'est pas saine, ou acceptable, et va à l'encontre de tout principe humain aussi bien que journalistique et professionnel.

A la différence de la presse clandestine résistante des années quarante en France, elle ne défend pas une seule et unique cause, mais des visions différentes d'un même Liban. Son identité est communautaire du moment qu'elle est tenue par des communautés particulières.

Dans les chapitres suivants, nous reverrons les périodiques en détails groupés selon les tendances politiques, qui varient entre islamo – progressistes (partis de gauche tels que les PSNS^{pp}, PSP², AMAL³, BAAS⁴...) partis palestiniens (OLP⁵, FDPLP⁶, FPLP⁷, FLPP⁸, FPLP⁹, FLP¹⁰, OLP¹¹...) et chrétiens (Phalanges¹², FL¹³, Marada¹⁴, Gardes des Cèdres¹⁵, Noumour et Ahrar¹⁶...) procéderons à une analyse détaillée de chacun selon sa disponibilité dans les archives, ayant recours aussi aux nombreux éditeurs collaborateurs.

Nous étudierons la thèse de chaque parti, les instruments utilisés pour la défendre, ainsi que les modalités de distribution et la nature des lecteurs.

2. Méthodologie

Ce travail de thèse porte sur un phénomène social observable, à savoir les écrits clandestins des différents partis politiques au Liban pendant la guerre entre 1975 et 1982. Pour cette raison, il est nécessaire de déterminer de façon précise les données sur lesquelles on se fonde pour bâtir l'étude. Rappelons donc que l'objet de l'étude est l'ensemble de données sur lesquelles porte l'analyse. Or dans ce cas, les voies permettant d'y accéder sont :

^{pp} Voir Index des Partis Politiques.

² Ibid.

³ Ibid.

⁴ Ibid.

⁵ Ibid.

⁶ Ibid.

⁷ Ibid.

⁸ Ibid.

⁹ Ibid.

¹⁰ Ibid.

¹¹ Ibid.

¹² Ibid.

¹³ Ibid.

¹⁴ Ibid.

¹⁵ Ibid.

- des textes oraux et écrits : interviews, articles de journaux, témoignages...
- des documents non textuels : dessins, caricatures, photographies...

Il est utile de préciser que ce travail se base essentiellement sur une enquête de terrain selon des observations faites avec une approche historique de textes, et sur des interviews.

Comme il s'agit dans cette étude d'un domaine mal connu¹⁷ au Liban, visant à la création d'une théorie, c'est à une méthode qualitative que nous avons eu recours. Ainsi, l'emploi de cette méthode permet de découvrir des régularités de comportements dans les organisations ciblées, d'en étudier la culture, et de comprendre les caractéristiques du langage et du contexte d'utilisation.¹⁸

Cette méthode repose donc sur une analyse qualitative, impliquant une description des données, leur classification et l'établissement d'un lien de connexion entre elles. Toutefois, reconnaissons que cette approche a ses limites : dans l'impossibilité de faire une observation directe du phénomène, l'étude repose essentiellement sur une lecture rétrospective et une analyse personnelle. Par conséquent, il est impossible de formuler une hypothèse, car elle ne pourrait être testée. Toutefois, l'analyse pourrait sonder les énoncés de la communication, ses directions, ses valeurs et buts. Elle se demande ce que cette communication révélerait chez les individus et ce à quoi elle ferait appel. Encore plus, elle pose un regard sur les moyens auxquels l'on a recours, comme le choix des mots (répétitions, composition de la phrase...), la représentation et le style, la charge émotionnelle des énoncés. Admettons – le : Ce n'est pas uniquement les violences humaines que reflètent ces médias militants, elles nourrissent à leur tour d'éventuelles violences.

Nous pouvons résumer la méthodologie du travail de cette thèse selon les étapes suivantes :

¹⁶ Ibid.

¹⁷ Bien qu'observable durant la Deuxième Guerre Mondiale en France et dans nombreux autres pays de l'Europe, ce genre de presse est resté peu sondé au Liban. Les quelques inventaires faits par certains chercheurs, notamment Mohammed Michel Ghorayeb, sont pour autant loin d'en présenter une analyse.

¹⁸ *Méthodes qualitatives en Sciences Sociales*, Daniel K. Schneider, TECFA, Faculté de Psychologie et des Sciences de l'Éducation, Université de Genève, 54 route des Acacias, CH-1227 Genève. Novembre 2007.

2.1. Collecte des données :

Le dépouillement des données part, logiquement, de la problématique, les thèmes et les sous thèmes fixés dans le sujet. Pour cela, il nous a fallu faire une lecture, au départ exhaustive, qui aurait abouti en fin de compte à une sélection définie d'éléments pertinents et intéressants pour le sujet.

Nous nous reposons dans cette thèse sur une sélection d'articles représentatifs du point de vue officiel d'un journal, à savoir les éditoriaux, les articles de rubriques fixes ou répétitives, de même que les slogans et autres outils visuels utilisés dans le cadre de la propagande militante de chaque parti.

Pour ce travail, la collecte des données fut une tâche assez particulière, vu la difficulté posée par certains propriétaires sur l'accès aux publications proprement dites. Et comme ces documents sont considérés comme étant rares, leur consultation fut assez exclusive et délicate pour ce qui est toujours sur papier. Quant aux documents sur microfilm, leurs périodicités sont irrégulières, et les articles parfois illisibles.

Plus particulièrement, la seule localisation de tels documents est considérée comme une trouvaille. Il a fallu recourir à plus d'une demi-douzaine de chercheurs, journalistes et particuliers ayant collaboré, publié ou distribué ces périodiques clandestins pour établir le contexte historique et pratique de ce phénomène.

2.2. Nature des archives :

Tous les périodiques en questions sont clandestins, non autorisés par les institutions de l'État Libanais. Ils sont tous parus dans la période de guerre entre 1975 – 1982 sur le territoire Libanais.

La plupart des exemplaires repérés ont été publiés en langue arabe, à l'exception d'une minorité d'annexes ou de copies traduites en français, anglais ou syriaque, et sont représentatifs des différentes doctrines et courants politiques de l'époque.

Aussi, certaines publications portent des signatures authentiques, alors que d'autres se contentent des pseudonymes des auteurs. Dans certains cas, une même organisation ou groupement politique publiait deux périodiques différents.

Il est également important de noter que toutes les publications de Beyrouth Est circulaient librement dans la partie ouest de la capitale, alors que certains partis politiques chrétiens interdisaient l'infiltration de toute publication qui contredisait leur idéologie.

2.3. Répartition du sujet :

Après une première lecture des dizaines de périodiques repérés, il a fallu procéder à leur regroupement selon leur appartenance politique, toutes périodicités et genres journalistiques (quotidien, bulletin, magazine...) confondus. Il en suivra un deuxième sous regroupement selon les périodicités et le genre.

2.4. Analyse de contenu :

L'analyse de contenu est elle aussi une tâche assez particulière. Elle part essentiellement de la matière recueillie, pour se poser les questions suivantes : de quoi traite la communication ? Quelles sont les directions de cette communication (favorables, défavorables, neutres ?) Quelles en sont les valeurs, les buts qu'elle poursuit ? Qu'est ce qu'elle révèle chez les individus ? A quoi fait-elle appel ?

L'analyse se penche encore sur les moyens utilisés dans la communication (menaces, peur, persuasion, force, négociation...), et sur les catégories et rubriques significatives en fonction desquelles le contenu sera classé et quantifié (ou qualifié).

Aussi, l'analyse se penchera sur une analyse généralisée du discours, portant sur la sémantique, la sémiologie, en portant une attention particulière à la charge émotionnelle des propos énoncés.

Nous avons donc procédé à une analyse de la Une et des rubriques et pages récurrentes dans les certains journaux, souvent porteuses d'un message politique. Il s'agit de sonder les éléments de bases constituant le squelette de chaque périodique, et les moyens de mobilisation par l'évocation de certains événements historiques. Nous verrons par exemple que certaines publications consacreront des pages entières à la narration des « massacres » commis envers leur communauté.

3. Contraintes Méthodologiques :

3.1. Documentation et ressources :

Presque aucune étude scientifique ou académique n'aborda ce phénomène au Liban, peut être parce qu'il est relativement récent, ne datant pas plus d'une vingtaine d'années. En effet, hormis la simple énumération de ces titres, nulle analyse ne fut faite, ce qui rend cette recherche un travail double d'efforts personnels et analytiques, certes, ajoutant à son mérite.¹⁹

Les ressources, quant à elles, sont une simple matière première, voire juste des journaux et des publications à périodicités différentes, parfois trop irrégulières, éparpillées tantôt sur microfilm ou en copie dure à la bibliothèque « Jaffet » de l'Université Américaine de Beyrouth, soit chez des particuliers, individus, journalistes, chercheurs, qu'il a fallu repêcher un à un, sans que cela ne résulte en une liste exhaustive des publications.

En effet, certaines, présentes chez des chercheurs habitant dans la banlieue sud de la capitale, furent perdues à jamais dans la destruction de leurs domiciles durant l'offensive israélienne sur le Liban en 2006.

3.2. Le Financement :

Le financement de cette thèse s'avéra la tache la plus difficile. En effet, hormis les frais de transport Beyrouth – Paris, les inscriptions, et le fournissement bibliographiques très essentiels, l'accès même à la bibliothèque « Jaffet » de l'Université Américaine de Beyrouth nous vaudra plus d'un an de travail, puisque cet accès, limité aux étudiants des facultés propres de AUB, est considérablement plus

¹⁹ Ibid.

coûteux aux étudiants des universités étrangères et est de l'ordre de 1 million de livres libanaises par an, l'équivalent de 460.61 euros par an. Cette somme vous donne uniquement l'accès au bâtiment. La copie de chaque article (article, pas Une de journal), est de 15 euros environ. Pour une étude qui repose sur journaux, comme il est le cas de cette recherche, la seule documentation des articles coûtera plus de 1000 euros par an, alors que mon salaire de journaliste, dans les 2 postes que j'assumais, tous deux à plein temps, ne dépassera pas les 600 euros par mois.

Cette nécessité de travailler en plein temps dans deux institutions différentes pour assurer le financement des études posa aussi une contrainte de temps énorme, à laquelle s'ajoutèrent les difficultés de travail dans une ambiance tendue de guerre et de problèmes de sécurité.

4. Contraintes Pratiques :

4.1. La situation politique :

En **Juillet** 2006, soit 3 mois après notre première visite à Paris pour la finalisation du dossier d'inscription en thèse à Paris II – Assas, Israël lance une vaste offensive aérienne et maritime sur le Liban, après l'enlèvement à sa frontière de deux soldats et la mort de huit autres. Elle bombarde Beyrouth et le Liban Sud, causant de graves dommages aux infrastructures. En tant que journaliste et reporter spécialisé en la couverture des zones de conflits, nous nous retrouvâmes forcés de couvrir le conflit, puis, le long des 5 mois qui suivirent, les efforts de reconstruction dans les zones atteintes, le déploiement de l'armée libanaise au Liban Sud, puis l'arrivée des 7000 soldats de la Force Intérimaire des Nations Unies au Liban, la Finul.²⁰

²⁰ Finul: A l'origine, la FINUL a été établie en 1978 par le Conseil de sécurité pour confirmer le retrait des troupes israéliennes du sud du Liban, rétablir la paix et la sécurité internationales et aider le Gouvernement libanais à assurer le rétablissement de son autorité effective dans la région. Après la crise de juillet/août 2006, le Conseil a décidé que la Force devra, en sus de l'exécution de son mandat d'origine, contrôler la cessation des hostilités; accompagner et appuyer les forces armées libanaises à mesure de leur déploiement dans tout le Sud; fournir son assistance pour aider à assurer un accès humanitaire aux populations civiles et le retour volontaire des personnes déplacées dans des conditions de sécurité.

En **Novembre**, les ministres du Hezbollah²¹ et du mouvement Amal²² quittent le gouvernement après l'échec de la formation d'un gouvernement d'union nationale au sein duquel ils auraient disposé d'une minorité de blocage. Quelques jours plus tard, Pierre Gémayel²³, ministre de l'Industrie, est assassiné par balles à Beyrouth.

En **Décembre**, les deux partis chiites et les partisans du général chrétien Michel Aoun entament un sit-in près des bureaux du chef du gouvernement Fouad Siniora²⁴, dont ils réclament la démission.

Janvier 2007, l'opposition déclenche une grève générale qui dégénère en affrontements entre chiites et sunnites dans les quartiers musulmans de la capitale. De violents combats éclatent fin mai entre l'armée libanaise et le Fatah al Islam, une milice islamiste retranchée dans un camp de réfugiés palestiniens à Tripoli, dans le Nord du pays. L'armée ne reprend le contrôle du camp, en ruines, qu'en septembre. La bataille a fait près de 400 morts. Une partie des miliciens serait parvenue à s'échapper.

Le 18 septembre, un attentat à la voiture piégée coûte la vie à huit personnes, dont le député chrétien anti-syrien Antoine Ghanem.

25 septembre, la séance du Parlement convoquée pour élire le président de la république est ajournée. Majorité et opposition ne parviennent pas à se mettre d'accord sur la formation d'un gouvernement d'union nationale et l'amendement de la loi électorale pour les prochaines législatives. En décembre, le général François Hajj est tué dans un attentat à la voiture piégée à Beyrouth. Il était pressenti pour remplacer le chef des armées Michel Sleiman²⁵, candidat à l'élection présidentielle.

²¹ Voir index des partis politiques.

²² Voir index des partis politiques.

²³ Voir index des noms propres.

²⁴ Ibid.

²⁵ Michel Souleiman : Président de la République Libanaise depuis le 25 Mai 2008. Voir Index des noms propres.

En Mai 2008, des affrontements meurtriers éclatent entre la majorité et l'opposition, à la suite du limogeage du chef des services de sécurité de l'aéroport, un officier chiite prosyrien et de la mise hors la loi du réseau de télécommunications du Hezbollah. Les chiites lancent une campagne de désobéissance civile.

A Beyrouth, le mouvement dégénère en bataille de rue et le Hezbollah prend le contrôle des quartiers ouest de la ville; les combats, qui font plus de 60 victimes, s'étendent à Tripoli et dans le Chouf.

La situation politique tendue, et la précarité de la sécurité força une grande partie des journalistes libanais, dont ceux spécialisés dans la couverture des zones de conflits à travailler de longues heures, et causa la fermeture à maintes reprises des institutions pédagogiques. Ceci ci traduit, dans notre cas, dans une interruption involontaire des recherches et des études, et posa de graves contraintes de temps.

5. Aperçu historique

5.1. Les communautés à la veille de la guerre

A la veille de la guerre, la société libanaise reste comme stratifiée²⁶. A la base, on trouve toujours les communautés dont les contours et les pratiques n'ont pas vraiment changé depuis des siècles. Les maronites, nominalement dirigés par un patriarche, estiment encore occuper une place prépondérante. Les Grecs orthodoxes, d'origines araméennes et proches des Arabes sunnites viennent en deuxième position. Enfin, les Arméniens dont l'implantation dans le pays est récente - 1918 après les massacres par les Turcs et 1939 après la cession en Turquie du sandjak d'Alexandrette - sont essentiellement actifs sur le plan économique quoi qu'ils possèdent par l'intermédiaire de leur parti Tachnag^{pp} des liens communautaires assez forts. Les sunnites dirigés par le Grand Mufti de Beyrouth élu à vie ont quantitativement cédé du terrain aux chiites dont le leader est l'imam Moussa Sadr^{np} qui disparaîtra en Libye en 1978 dans des conditions obscures.

²⁶ Voir l'Annexe pour la distribution des communautés.

^{pp} Dachnaksoutioun ou Parti Socialiste Arménien, voir index des partis politiques.

Une bourgeoisie riche a néanmoins émergé de cette communauté pauvre et remuante. La communauté druze reste dominée par les Joublatt à l'exception du clan Yasbaki^{np} implanté au Gharb et à Beyrouth, qui a fait allégeance aux émirs Arslan, mais qui est en perte de vitesse.

Les Palestiniens ne forment pas une communauté confessionnelle proprement dite puisqu'ils se partagent en musulmans pour 80% et en chrétiens pour 20%.

Normalement c'est l'OLP^{pp} qui domine toute la mouvance, mais il existe aussi des dissidents dont les groupes feront les délices des manipulateurs étrangers, des Syriens plus particulièrement, qui cherchent à contrôler la totalité de la Résistance : le FPLP^{pp} de Georges Habache, le FDPLP^{pp} de Nayef Hawatmeh, le FPLP-Commandement Général de Ahmed Jibril^{np}.

Quant à l'organisation palestinienne paramilitaire de la Saïqa^{pp}, elle dépend directement de Damas.

Avec les communautés, une autre strate, celle des clans s'est de longue date formée. Leurs contours peuvent déborder les périmètres communautaires et participer ainsi à la cohésion nationale en créant des liens horizontaux.

Les clans qui ont quelque chose de féodal regroupent une clientèle autour de quelques grandes familles ou de chefs charismatiques. On pensera bien entendu au clan des Joublatt et à celui des Frangié à Zghorta mais le phénomène existe dans toutes les couches de la société, chez les chiïtes avec les familles Hamadé ou Assad au Sud Liban, ou dans les milieux politico-économiques avec Henri Pharaon et les Solh. En fait, le clan, c'est l'*assabiyya* d'Ibn Khaldoun qui se fait, se défait et se reconstitue au gré des circonstances, inscrites néanmoins dans le long terme.

Ces communautés et clans sont à l'origine des phénomènes sectaires qui joueront un rôle capital durant la guerre. Ainsi, le Bloc national de la famille Eddé représente-t-il

^{np} Moussa Sadr ou El Sadr, fondateur du mouvement des « dépossédés » en 1974, pour permettre aux chiïtes libanais d'obtenir plus de droits. En 1975, il annonça la naissance de la milice **Amal** (ou espoir), (acronyme d'Afwaj al-Mouqawama Al-Lubnaniyya), pour assurer la défense de la communauté chiïte. Voir index des noms propres.

^{pp} Voir index des partis politiques.

la pure tradition maronite et le paternalisme de la montagne. Les Phalanges^{PP} - Kataëb - fondées en 1936 par Pierre Gémayel^{NP} se veulent interconfessionnelles et se situent à l'aile gauche de la droite chrétienne. Elles comportent une milice qui sera commandée par Bachir, le fils de Pierre. Le Parti national libéral de Camille Chamoun tente de reproduire - sans succès - un parti démocratique moderne. Il sera absorbé en 1979 avec ses milices, les Noumour^{PP}, par les Phalanges. A la faveur de la guerre, d'autres partis-clans se développeront : Brigades Marada^{PP} des Frangié, Gardiens du Cèdre^{PP}, Ordre des moines libanais, el Tanzim. Le sectarisme de tous ces partis-clans, en dépit de la tentative d'unification dans un Front libanais en 1976, a en fait interdit tout regroupement.

Cette même tentative a été faite du côté sunnite avec la création en juillet 1976 d'un Rassemblement islamique à la tête duquel siègent la plupart des anciens Premiers ministres. Partisan de l'arabisme, il n'aura pas dans la guerre l'importance du Parti des déshérités chiite de Moussa Sadr^{NP} qui se transformera en Mouvement Amal^{PP} sous la direction de Nabih Berri. La ligne d'Amal ne sera cependant pas toujours très nette. Sa milice s'opposera aux Palestiniens jugés responsables des représailles israéliennes au Sud Liban puis les soutiendront. C'est toutefois avec constance que le parti de Nabih Berri luttera pour que la communauté chiite, désormais la plus nombreuse, voie ses droits reconnus et sa misère soulagée.

Dans ce contexte, il était difficile aux partis réellement idéologiques de prospérer. Nous l'avons vu, le Parti socialiste progressiste^{PP} de Kamal Joumblatt^{NP} reste infiltré par la logique des clans. Le PSP existe bien en tant que filiale du Baas^{PP} Syrien, créé par notamment le grec orthodoxe Michel Aflak^{NP} mais il n'est apparu que récemment sur la scène libanaise, en 1958, et souffert de la division du mouvement panarabe en branche syrienne et en branche irakienne. Quant aux partis se réclamant de la gauche, le Parti du peuple (communiste) le PPS ou l'Organisation d'action communiste au Liban (maoïste) leur poids reste très en deçà des espérances de leurs dirigeants.

^{NP} Voir index des noms propres.

Joseph Maila²⁷, sociologue libanais, le dit bien dans la préface du livre de Régina Sneifer²⁸: *"la communauté, extension civile de l'Église ou de la Mosquée, en est venue remplacer l'État défaillant. L'allégeance à la communauté l'a emporté sur le lien civique, devenu au fil des temps évanescent. Ce processus de dégradation du politique est la caractéristique majeure des conflits dits identitaires (...). Dans le cas libanais, le sentiment patriotique ne disparaît pas totalement. Simplement, les communautés s'en font, chacune, la dépositaire (...)"*. Cette lutte acharnée contre l'autre, le compatriote musulman ou l'étranger palestinien, comme l'exprime Maila, *"cède devant les interrogations qui font jour sur l'inanité d'une lutte sans fin"*.

5.2. Les Guerres du Liban (1975 – 1982)

Le 13 mai 1975, Beyrouth prend feu.

Le matin, lors de l'inauguration d'une église dans la banlieue ouest de la capitale Libanaise, des tirs en provenance d'une voiture envoyée par le PSNS^{PP} tuent le garde du corps de Pierre Gémayel^{NP}, fondateur du parti des Phalangistes^{PP} (Kataëb) pour venger la mort et la torture dans les prisons infligés par ce dernier aux prisonniers du PSNS.

L'après-midi, les mitrailleurs phalangistes attaquent un bus passant dans la même rue, et tuent 27 travailleurs palestiniens. La spirale vers le chaos s'amplifie vite: quand 4 chrétiens sont trouvés assassinés coups de hache en décembre 1975, des miliciens phalangistes vengent leurs compagnons en un « samedi noir », tuant près de 600 musulmans près du siège de leur parti.

Très vite, la flamme se répand sur tout le Liban. Ainsi, d'embuscades sur les rues, à francs tireurs sur les toits, en passant de kalachnikovs en canons puis en lance-

²⁷ Professeur de sociologie politique et de Relations internationales, spécialiste du Moyen-Orient, de l'islam et de la sociologie des conflits. En 2009, il prend la direction du pôle religion créé au ministère des affaires étrangères français.

²⁸ Régina SNEIFER, *J'ai déposé les armes : Une femme dans la guerre du Liban*, Les Éditions de l'Atelier, 204p.

^{PP} Parti Social Nationaliste Syrien : voir index des partis politiques.

^{NP} Politien Libanais, fondateur du Parti Kataëb ou Phalangistes

^{PP} Phalangistes ou Kataëb, voir index des partis politiques.

roquettes, les camps de réfugiés palestiniens qui encerclent la ville deviennent la cible privilégiée des Kataëb.

Les Palestiniens répliquent en attaquant la ville de Damour (35 Km au Sud de Beyrouth) en Janvier 1976, et massacrent la plupart de ses habitants chrétiens.

A ce cercle vicieux de violence, s'ajoutent des pillages et des destructions qui touchent toutes les institutions de la capitale, y compris les banques principales et les ministères, divisant Beyrouth en deux le long de ce qui devint la « ligne verte ».

Cet état des choses se prolongera pendant les 17 années suivantes.

5.2.1. La première guerre (1975-1976)

La guerre se déclenche donc après les incidents d'avril 1975. Elle met aux prises les organisations du Front libanais parmi lesquelles les Phalanges occupent une place prépondérante, aux forces dites alors islamo progressistes. Ces dernières comportent l'OLP avec ses milices et les 5 brigades de l'Armée de libération, les autres groupes palestiniens qui ont fait l'union sacrée, FPLP, FDPLP, FLA, la Saïqa renforcée d'éléments syriens occultes et le Mouvement national²⁹ qui regroupe sous la direction de Kamal Joumblatt les forces de gauche du pays. A travers son alliance avec les Palestiniens, le leader druze vise la suppression du confessionnalisme et donc la possibilité pour un non maronite d'accéder à la présidence de la République. L'armée libanaise ne jouera pratiquement aucun rôle et finira par se disloquer.

La guerre s'étend sur tout le territoire libanais. En octobre, à Beyrouth, s'engage la bataille dite des grands hôtels qui se solde par la défaite des Phalanges.

Le 24 janvier, Damas impose un cessez-le-feu sur la base du projet en dix sept points du président Frangié qui atténue fortement le confessionnalisme. Le Liban vit alors une trêve de quelques mois mais Kamal Joumblatt qui n'a pas complètement atteint ses objectifs reprend le combat le 18 mars 1976.

Très rapidement, en raison de la supériorité numérique des progresso-palestiniens, les chrétiens subissent des revers sur tous les fronts et se retrouvent encerclés dans le nord de la montagne. On va droit à la partition du pays. C'est alors que la Syrie renverse complètement ses alliances.

Le président Hafez El-Assad ordonne l'entrée de troupes et de blindés au Liban suite à un feu vert Américain, dans le but de « préserver le statu quo et mettre en échec les ambitions des progresso-palestiniens ».

Grâce à l'intervention militaire et diplomatique des puissances régionales arabes, le président libanais et le chef de l'OLP sont convoqués à Riyad cette même année. Ils sont invités par l'Arabie saoudite et l'Égypte à reconnaître la légitimité de la présence des troupes syriennes au Liban, et l'officialisent par la mise en place de la Force arabe de dissuasion (FAD).

5.2.2. « Ni guerre ni paix » (1977-1981)

Cette présence militaire souffle sur les braises et enferme les Libanais dans des luttes internes. La Syrie écarte Raymond Eddé^{np} de la présidence, car il avait fait du départ des troupes étrangères le premier point de son programme. Les efforts pour rétablir l'entente nationale ne progressent pas, et de violents affrontements opposent l'armée syrienne aux milices chrétiennes en 1978.

En 1978, dans le Sud, le gouvernement Israélien, suite aux nombreuses attaques sur les villes du nord d'Israël organisée par l'OLP depuis le Liban, décide d'une offensive dans le Sud du pays : c'est l'opération Litani. Elle vise à repousser les milices palestiniennes au nord du pays et s'emparer de la rivière Litani. Après plusieurs semaines en territoire libanais, les troupes israéliennes se retirent partiellement, laissant la région à l'Armée du Liban Sud.

²⁹ Voir Index des partis politiques.

^{np} Politicien Libanais, fils d'Émile Eddé (Président du Liban de 1936 à 1941) auquel il succéda à la tête du Bloc national libanais (BNL) en 1949. Élu au parlement en 1953 il reste député de Byblos (Jbeyl) jusqu'en 1992.

Certes, depuis le début des années soixante dix, il y a un lien étroit entre les affaires libanaises et la question palestinienne. Nation fragile, le pays du Cèdre est l'enjeu des desseins de la Syrie comme d'Israël, la cause palestinienne servant à les légitimer : contrôle de la mouvance palestinienne en tant que peuple de la Grande Syrie pour Damas, destruction de l'identité palestinienne incarnée par une OLP qui, du Liban, menace moins l'État hébreu que l'édifice sioniste sur lequel il est construit. Si après cinq années de guerre la population est lasse des ravages qu'elle a provoqués, l'intervention étrangère, celle d'Israël d'abord, celle de la Syrie ensuite, va ranimer le conflit et porter le chaos à son paroxysme. Aussi, distinguons-nous deux phases : l'invasion israélienne qui broie la société libanaise ; la normalisation syrienne qui vassalise le Liban.

Le 4 juin, après un attentat contre l'ambassadeur israélien à Londres par un commando de l'OLP, l'aviation israélienne frappe les positions palestiniennes dans le Sud du Liban et dans la capitale.

Le 6, l'armée du Tsahal^{pp} pénètre au Liban au-delà de la ceinture de sécurité. Israël combat les Palestiniens, alors que leurs alliés druzes et chiites se retirent. Israël est alors en guerre contre les Syriens.

Un cessez-le feu est proclamé le 11 juin 1982. Le 14 juin, l'armée israélienne fait jonction avec les chrétiens des Forces Libanaises^{pp} (FL) et les Phalanges : C'est le début du siège de Beyrouth, de laquelle les Syriens sont repoussés.

Dans Beyrouth Ouest assiégée, le climat d'union se reconstitue entre palestiniens et libanais.

Le 23 août, le président Sarkis ayant achevé son mandat, Bachir Gémayel^{pp} est élu président de la République sous la protection des baïonnettes israéliennes. Chef du Front libanais, il a été porté au pouvoir par ses partisans mais très vite, il s'affirme comme le président de toute la nation et tente d'en rassembler autour de lui, les forces

vives, qu'elles qu'en soit la confession. Le gouvernement de Jérusalem essaye alors de lui imposer la signature d'un traité de paix mais Bachir Gémayel qui ne veut pas apparaître comme l'homme des Israéliens refuse.

Trois semaines plus tard, une énorme bombe fut placée dans le quartier général phalangiste, tuant Bachir et 60 de ses partisans.

Cet attentat ne fut jamais revendiqué, mais un membre du PSNS, Habib Chartouni, fut arrêté.

Après l'évacuation de Beyrouth par l'OLP, plusieurs centaines de milliers de civils palestiniens restés sur place se trouvèrent brutalement privés de protection et d'encadrement.

5.2.3. Massacres de Sabra et Chatila (1982)

Les milices libanaises phalangistes entrent dans les camps pour les « nettoyer » des combattants palestiniens. Les israéliens devaient contrôler le périmètre des camps de réfugiés et apporter un soutien logistique alors qu'une section des phalangistes dirigée par Elie Hobeika^{np} aurait pour mission d'entrer dans les camps, de trouver les combattants afin de les livrer aux israéliens.

Le 15 septembre, l'armée israélienne avait complètement encadré les camps et contrôlait tout accès, tout en mettant en place des postes d'observation sur les toits d'immeubles avoisinants.

Durant les deux nuits suivantes, les Israéliens illuminèrent les camps à l'aide de fusées éclairantes, permettant aux phalangistes d'entrer dans les camps de réfugiés de Sabra et Chatila situés à la sortie de Beyrouth pour punir les « terroristes ».

Au cours de deux jours de massacres violents, ils tuèrent un nombre élevé de civils (entre 700 et 3500 personnes selon les sources), parmi eux des femmes et des enfants.

^{np} Elie Hobeika, sit H.K (1956-2002) était un militaire et un homme politique libanais. Il est connu pour être un des responsables présumés du massacre de Sabra et Chatila. Il est mort dans un attentat à la voiture piégée à Hazmieh, dans la banlieue est du Liban.

Quelques heures après l'entrée des phalangistes dans les camps, le chef des services de renseignements de Tsahal reçoit une information parlant de 300 morts à Sabra et Chatila.

La question de savoir si l'armée israélienne a directement pris part au massacre est controversée. La seule enquête israélienne officielle dont la conclusion a été rendue publique en février 1983 faite par une commission israélienne dirigée par Itzhak Kahane, le chef de la Cour suprême a conclu à la responsabilité des phalangistes et à la responsabilité indirecte d'Ariel Sharon.

5.2.4. Le Mandat Amine Gémayel (1982 – 1988)

Amine Gémayel succède à son frère à la tête de l'état et rappelle la force multinationale à Beyrouth. Son sexennat commence sous le signe de l'espoir. Plusieurs passages sont ouverts entre les deux parties de Beyrouth, et de nombreux émigrés reviennent et avec eux, de l'argent et des projets.

Les États-Unis offrent un soutien financier pour la reconstruction de l'administration, des infrastructures et de l'armée. Un accord est signé stipulant la fin de l'état de guerre et un retrait israélien conditionné par un retrait simultané des forces palestiniennes et syriennes. Amin Gémayel a d'ailleurs dissout le commandement de la FAD le 31 mars.

Le gouvernement du président Gémayel fait peu de cas de l'opposition de Damas à ses négociations avec Israël, et le général Assad choisit d'appuyer par tous les moyens les forces d'opposition qui se mobilisent. Le chef de l'OLP, Yasser Arafat, revient au Liban avec un petit groupe de combattants, et s'engage dans des affrontements contre des Libanais soutenus par la Syrie, mais il doit quitter le Liban en décembre 1983.

5.2.5. La « guerre de la montagne » (1982 - 1984)

Les affrontements eurent aussi lieu dans les montagnes du Chouf. Habitée par des druzes, des sunnites et des chrétiens, la région avait jusque là été épargnée par la guerre.

Les miliciens phalangistes harcèlent les civils druzes. Bien vite, des représailles puis des violences religieuses éclatent. Le gouvernement menace d'envoyer l'armée, mais les druzes refusent, craignant que les troupes ne s'allient avec les phalangistes.

Le leader druze Walid Joumblatt bombarde alors l'aéroport de Beyrouth et attaque les positions de l'armée libanaise dans la ville. Quand les Israéliens se retirent de la montagne, l'armée rejoint les phalangistes contre les druzes et la milice chiite, Amal. Les druzes gagnent la partie avec le soutien de l'URSS. Des milliers de civils maronites sont contraints à partir en exil, sous crainte d'être massacrés, jusqu'à ce que les Américains, dans leur élan antisoviétique, bombardent les positions druzes et négocient un nouveau cessez-le-feu.

6. L'éveil chiite

Les forces internationales arrivèrent à Beyrouth en 1982. Toutefois, les Américains étant considérés comme des alliés d'Israël, l'opposition se renforça. En avril 1983, un attentat-suicide contre l'ambassade américaine tua 63 personnes et laissa 100 blessés.

Deux attentats suicides simultanés revendiqués par le Jihad islamique causèrent la mort de 256 marines et 58 militaires français (attaque du poste Drakkar). C'est la première fois que des attentats-suicides sont utilisés à telle échelle.

Cette première campagne d'attentats suicides est revendiquée par le Hezbollah^{PP}, alors une petite organisation chiite. La force multinationale battit en retraite en février 1984.

Les chiites, largement évincés de la lutte sunnite-maronite pour le pouvoir et ignorés par le gouvernement avaient toujours été les pauvres du Liban. Concentrés au sud et dans la Bekaa, ils avaient subi les attaques dans les raids israéliens contre les Palestiniens, et transformés en réfugiés, concentrés dans la banlieue de Beyrouth.

^{PP} Hezbollah ou le "Parti de Dieu". Voir index des Partis Politiques.

Les gardes de la révolution iranienne commencèrent à prêcher et à entraîner les plus démunis. Le terrain était fertile pour un message rejetant l'impérialisme occidental, et sa volonté de lutter pour sa cause transforma le Hezbollah en une véritable force de résistance libanaise qui, gagnant en popularité dans l'ensemble des communautés du Liban, commença à utiliser une des tactiques les plus redoutables des milices libanaises, l'enlèvement, et provoqua la fin de l'occupation au Liban.

7. La Presse Clandestine : un phénomène de guerre

Le dictionnaire "Petit Robert" définit "clandestine" comme "*qui se fait en cachette et qui a un caractère illicite, voire secret. Ex : un journal clandestin*".

Subséquentement, la presse clandestine est une forme de journalisme la plupart du temps engagé, qui est publiée et distribuée en marge de la presse autorisée.

En France, elle connaîtra son essor durant l'occupation allemande pendant la seconde guerre mondiale (1939 – 1944) comme instrument de mobilisation face aux propagandes allemande et Vichyste. Comme le souligna Olivier Wievroska, elle avait pour objectif de "modeler l'opinion" et de "mobiliser les Français" pour une France libre³⁰.

De ce fait, cette presse présentait un contrepoids de choc au langage officiel, et son action ne cessera de s'amplifier, jusqu'à atteindre son apogée en 1942. Issue de mouvements d'opposition idéologique, cette presse fut essentiellement le fruit d'initiatives personnelles prises par des groupes de citoyens sans mandat, ou de militants de partis politiques, tels que le parti communiste. Très particulièrement, cette presse clandestine constitua l'activité de mouvements qui portaient le nom de leurs publications : en zone Sud *Combat, Franc – Tireur, Libération*, puis en Zone Nord *Résistance, Libération, Défense de la France*³¹.

³⁰ O. Wievroska, *La Presse clandestine. Mélanges de l'école française de Rome : Italie et Méditerranée*, 1986, vol.108, n°1, p.125-136.

Dans son étude sur la presse clandestine française durant l'occupation allemande³², Marie – Cécile Bouju³³ relate les difficultés et les dangers encourus par les distributeurs de ces tracts et journaux censurés par le décret du 16 septembre 1939, et notamment par le resserrement des libertés d'expression et le contrôle du contenu des projets de publications imposés par le commandement militaire de l'époque.

En effet, conséquence des mesures relatives à l'économie en temps de guerre, le papier était rationné. Mais cette contrainte économique devint plus tard politique, puisque le papier fut octroyé aux journaux et maisons d'édition favorables à Vichy et à l'occupation. La principale caractéristique de ses publications est aussi leur extrême fragilité. En moyenne, un titre ne survit pas plus de 4 mois, et la moitié des journaux publiés à cette époque n'est composée que d'un numéro unique. Sa présence, et donc sa distribution, sont aussi inégales sur le territoire Français.

Les techniques d'impression sont, elles aussi, modestes. D'après le corpus Roux – Fouillet, la presse clandestine française est pour l'essentiel ronéotypée (54% des titres) ou imprimée (36%). Les autres techniques sont la dactylographie (9%), et de manière marginale le manuscrit (1%). Aussi, toujours selon Bouju, la part de la typographie dans la presse clandestine est essentielle : elle représente entre 20 et 25% des titres en 1940-1941, et 40% entre 1942 – 1943. Cette technique ne dépassera la ronéo qu'en 1944³⁴.

Ainsi, cette presse clandestine reposa pour beaucoup sur la bonne volonté et l'acceptation du risque, et sur des moyens parfois artisanaux de publication et de distribution.

³¹ La presse clandestine, conférence de JW Lapiere, L'exemple de Défense de la France : la presse clandestine, Octobre 2001.

³² M-C. Bouju, Manuscrite, ronéotypée, imprimée... : la presse clandestine durant la Seconde Guerre mondiale, <http://histoire-sociale.univ-paris1.fr/Collo/17-Presses%20clandestines%20colloque%20paris.pdf>

³³ Marie – Cécile Bouju est conservateur de bibliothèques et chercheur associé au CRHQ (CNRS – Université de Caen).

Plus tard, ces publications clandestines ramassées par les forces de l'ordre, stockées par les autorités policières, seront collectées par la bibliothèque nationale. Subséquemment, et sous le nouveau directeur Bernard Faÿ, la Bibliothèque nationale "s'est portée volontaire pour récupérer les collections, bibliothèques et archives des organisations politiques dissoutes"³⁵. Par la suite, elle a également obtenu des dépôts de la part des services de police". A la libération, selon la même étude, la Bibliothèque nationale contacte des résistants pour compléter cette collection. C'est ainsi que celle-ci réussira jusqu'en 1952 à récupérer et décrire 1106 titres de journaux clandestins.

En Russie, ce genre de presse porte le nom de *Samizdat* (du russe signifiant "auto-édition"). Il s'agissait d'un système clandestin de circulation d'écrits dissidents en URSS et dans les pays du bloc communiste, manuscrits ou dactylographiés par les nombreux membres de ce réseau informel. Le samizdat est utilisé par dérision envers le Gosizdat : les "éditions d'État" officielles du régime soviétique.

Tout comme la presse clandestine en France, l'existence du samizdat est liée au puissant système de censure.

Seulement au Liban, ce ne fut pas exactement le cas. En effet, la présence – même d'un système de censure implique l'existence d'un État. Or au Liban, le pouvoir central se désintégra lentement au fil des années, au profit d'une montée inégalée dans l'histoire du pays des puissances confessionnelles groupées en milices et fronts politiques.

Au Liban, c'est à Beyrouth Ouest que le phénomène fut le plus remarquable. A cela s'ajoutera le fait que selon la loi du 13/04/1953, aucun titre de presse ne soit autorisé à paraître en dehors de ceux déjà existant... Le coût en 1984 de l'un d'eux

³⁴ M-C. Bouju, Manuscrite, ronéotypée, imprimée...: la presse clandestine durant la Seconde Guerre mondiale, p.10-11.

s'élevait à un million de livres libanaises. (A cette époque, le prix du dollar américain était de 4 livres libanaises, aujourd'hui il est de 1507 livres.) Certes, il n'était pas évident de se financer de publicités.

Ainsi, cette presse clandestine libanaise, non autorisée faute d'État, se vit gagner du terrain rapidement en tant qu'instrument de propagande et de contre propagande parfois, dans les deux secteurs de la capitale déchirée, et dans les régions d'influence de tel ou tel camp.

Les moyens de reproduction étaient variés : simple copie de manuscrits avec papier carbone, dactylographie, ou même impression à grande échelle.

Notons que, selon un texte de loi mis le 13 avril 1953, tout propriétaire doit avoir cette permission préalable avant de publier un quotidien. Cette loi, inchangée jusqu'à nos jours, régit aujourd'hui la presse écrite.

Il serait pertinent à lumière des faits cités ci – dessus, d'établir un parallélisme entre cette presse clandestine au Liban et en France. Toutefois, cette comparaison n'étant pas l'objectif de l'étude, nous nous contenterons de noter les observations suivantes :

a) La rédaction :

Si en France les fondateurs de journaux clandestins sont essentiellement des amateurs et des non professionnels du journalisme (sauf exceptions, par exemple Georges Altmann à *Franc – Tireur* et Pascal Pia à *Combat*)³⁶, au Liban, c'est une majorité de journalistes, poètes, écrivains et avocats qui fondent des périodiques clandestins, et en assurent une longévité relative. Leur but est de faire prévaloir l'opinion de leur partis politiques, de leurs religions, rites, groupuscules idéologiques face à des ennemis multiples : tantôt des compatriotes Libanais d'appartenance religieuse

³⁵ M. Poulain, *Livres pillées, lectures surveillées. Les bibliothèques françaises sous l'occupation*. Gallimard, 2008, p.210-211.

³⁶ La presse clandestine : l'exemple de *Défense de la France*, conférence de Jean William LAPIERRE, Octobre 2001. p.02.

différente, tantôt les réfugiés palestiniens. En France, l'ennemi est précis, ciblé : c'est le régime Vichy allié à l'occupation.

Les sources d'information ne sont pas différentes: il s'agirait dans les deux presses de radios (En France, les déclarations du général Charles de Gaulle étaient diffusées par la radio de Londres, mais aussi la radio suisse romande de Sottens, et radio Brazzaville, puis radio Alger après 1942. Au Liban, l'on écoutait souvent la Radio Libanaise, et la Radio du Tsahal, diffusant depuis le Sud Liban occupé par les Israéliens).

b) L'impression :

En France, l'impression dépendait largement de la disponibilité du papier, rationné. Ce dernier fut réparti par les autorités de façon inégale. Ainsi, il fallait souvent l'acheter au marché noir. Ce processus fut financé par les partisans de chaque journal quand le papier existait en quantités suffisantes. Il arrivait aussi que des mouvements qui n'avaient pas de presse et qui avaient pu se procurer du papier en cédaient à ceux en faisant un. Ainsi, selon Lapierre, l'O.C.M donna 2 tonnes de papier à *Défense de la France*. Plusieurs furent imprimés par des professionnels dans des entreprises d'imprimerie en dehors des horaires de travail.

Au Liban, le papier existait en quantités suffisantes, et il n'y eut pas de rationnement important de papier, si jamais. L'impression se faisait à titre privé chez les partisans de certains partis politiques, ou même dans des entreprises d'imprimerie. Toutefois, les tirages n'étaient pas importants, et pouvaient passer inaperçus.

c) La diffusion :

Lors de l'occupation allemande sous le régime Vichy, la distribution était aussi clandestine que la production. Elle se faisait de main en main, dans les cercles d'amis ou de collègues, plus rarement à la volée. Cette presse était donc gratuite. Au Liban, elle se vendait dans les kiosks et chez les vendeurs ambulants, ou par des partisans selon la région. Toutefois, il était rare que celles – ci passent les lignes de démarcation. Leur diffusion se limitait ainsi à la zone dans laquelle elles étaient

produites et publiées. Très souvent, elles étaient vite épuisées. Les copies vendues passaient également de main en main.

d) La clandestinité :

Contrairement à ce qui se passait en France, les membres du mouvement au Liban n'étaient pas des dissidents, ni recherchés par l'État, en raison de la dissolution de celui-ci avant tout. Aussi, l'ennemi dans ce cas, n'était pas l'autre, mais un régime d'occupation.

La notion de clandestinité au Liban est différente. Si elle désigne pour la France une représentation symbolique et politique de publications dissidentes occupant l'espace public, elle est au Liban une presse marginale, non – autorisée certes, mais dont la production et la diffusion ne faisait pas objet de répression. Dans ce sens, il ne s'agissait pas d'une presse résistante, mais tout simplement « militante ». Ses objectifs quant à eux sont aussi différents, car les lectorats et les circonstances dans lesquelles cette presse se développa dans un pays et l'autre sont distincts.

Ainsi, parler de presse clandestine au Liban, c'est surtout se référer à une définition technique et judiciaire du terme. La clandestinité dans ce cas, n'est pas synonyme de résistance à une autorité majeure, imposant un travail en cachette, mais plutôt d'un parallélisme dans l'absence d'une institution régulatrice, à savoir l'État. Ceci permit une expression authentique des opinions de chaque groupuscule, communauté, mais ne fut pas, comme en France, l'expression d'une volonté d'unité patriotique face à **un** (et un seul) agresseur.

Le cadre de l'étude

État des lieux

En 1986, le journal libanais « Al- Joumhourya » fait état dans un reportage publié le 6 janvier de l'existence des différents organes de presse selon les chiffres suivants :

- 12 stations radio
- 5 chaînes télévisées
- 160 journaux non autorisés (toutes périodicités confondues)
- 7 agences de presse non autorisées
- 12 documents dits de guerre³⁷
- 412 livres dont le thème porte sur la guerre
- 3 magazines publiés par l'armée
- 11.000 posters pour martyrs et organisations politiques

Ce même reportage, qui ne cite aucune source et dont l'authenticité ne peut être vérifiée, énumère les titres de 19 quotidiens et de 20 hebdomadaires autorisés qui paraissaient régulièrement. Il relate également l'existence de nombreux titres de presse qui – bien qu'autorisés- n'étaient pas publiés.

Notre recherche, quant à elle, fait état de 106 titres de presses clandestins, dont seuls les six les plus représentatifs sont retenus. Ceux-ci reflètent les stratégies d'information adoptées par les partis Islamo – progressistes (*Al Qaeda*³⁸), les partis Palestiniens (*Falastine Assawra*³⁹), les partis Chrétiens de droite (*Al Marouni*⁴⁰,

³⁷ Manuscrits d'une ou de deux pages photocopiés en série, mais dont la configuration ne permet pas de les appeler des journaux proprement dits.

³⁸ Journal publié par le Front de la Libération de la Palestine (FLP) entre 1978 et 1979.

³⁹ Hebdomadaire puis quotidien publié par l'OLP entre 1975 et 1981.

⁴⁰ Quotidien publié par Antoine Jbeily en 1980.

*Loubnan*⁴¹), et les sous- communautés chrétiennes nationalistes arabes (*Sawt Al Hakika*⁴²).

1. Les partis politiques

1.1. Les partis Islamo – progressistes

Les partis islamo – progressistes formèrent en 1969 une coalition de gauche exigeant l'abandon du confessionnalisme et des quotas, qui devint le Mouvement National Libanais (MNL). Cette coalition était dirigée par Kamal Joumblatt, chef druze du Parti socialiste progressiste (PSP). Le secrétaire générale du MNL était Mohsen Ibrahim, chef de l'Organisation de l'action communiste au Liban (OACL). Plus tard dans les années 70, le MNL a été rejoint par des palestiniens, et a tenu de bonne relation avec l'OLP d'Arafat.

Le MNL fut donc fondé en 1969. Il regroupait notamment, outre le PSP et l'OACL déjà cités : le Parti communiste libanais (PCL), le Parti social nationaliste syrien (PSNS), les deux factions pro-syrienne et pro iraquienne du parti Baas libanais, le groupe nassériste des Mourabitoun, et le mouvement chiite Amal. Plusieurs groupes palestiniens ont rejoint le MNL, venant notamment du Front du refus. Au début de la guerre en 1975, le MNL comptait environ 25 000 miliciens, contre 18 000 miliciens des partis de Chrétiens droite.

Pendant les guerres de 1975 à 1982, les différents partis et protagonistes affiliés au MNL publièrent plus d'une cinquantaine de titres de presse clandestins, toutes périodicités confondues. Parmi celles – ci, nous étudierons *Al Qaeda*, qui opérait comme un vrai instrument de guerre et de propagande militaire. Ses techniques et stratégies de communication seront détaillées plus tard.

⁴¹ Hebdomadaire oublié par le poète et philosophe libanais Saïd Akl entre 1975 et 1982.

⁴² Bimensuel publié par Michel Ghorayeb entre 1978 et 1981.

1.2. Les factions Palestiniennes

L'Organisation de libération de la Palestine (OLP) est une organisation palestinienne politique et paramilitaire, créée en mai 1964. Elle est composée de plusieurs organisations palestiniennes, dont le Fatah, le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) et le Front démocratique pour la libération de la Palestine (FDLP).

Mouvement nationaliste créé par Ahmed Choukeiry, sous l'impulsion du Président égyptien Nasser, l'organisation sera dirigée ensuite par Mohammed Abed Arthouf Arafat, alias Abou Amar, alias Yasser Arafat (élu à la tête de l'organisation le 4 février 1969).

Pendant la guerre au Liban, l'OLP constitue le principal adversaire de Tsahal. Elle s'allia à l'armée syrienne et à plusieurs milices libanaises dont les plus importantes sont le parti socialiste progressiste (PSP) et les milices d'Amal, du parti nationaliste social syrien et celle du parti communiste.

Bien que d'autres partis palestiniens fussent aussi impliqués dans la guerre et dans la publication de titres de presse clandestins, c'est l'OLP qui contrôle le mieux ce domaine, avec un quotidien central, qui pourrait être le plus professionnel parmi les journaux clandestins de l'époque. En effet, *Falastine Assawra*, qui paraissait assez régulièrement, se dotait de professionnels, ce qui se refléta aussi sur sa mise en page, la qualité de ses articles aussi bien que la représentation générale de la publication. Notons que celle-ci, au début hebdomadaire, se transformera plus tard en quotidien.

1.3. Les partis chrétiens

Bien qu'ayant des buts et parfois même des alliés différents (parfois opposés), les partis politiques chrétiens, tous des milices armées, jouèrent un rôle primordial dans la guerre entre 1975 et 1982. Parmi ceux – ci, nous citons dans cette étude les 3 principaux⁴³ : Les Phalanges (Kataëb), Les Forces Libanaises, et les Gardiens du Cèdre.

⁴³ Revoir Introduction, et/ou Index des partis politiques.

En 1975, Le mouvement des Phalanges revendique 80 000 adhérents. Avec le début de la guerre, les miliciens phalangistes, jeunes recrues appartenant à l'ensemble des classes sociales, se retrouvent aux premières lignes de la bataille contre le Fatah de Yasser Arafat et ses alliés libanais progressistes. Bachir Gémayel, fils cadet de Pierre Gémayel, émerge des premières années de confrontation comme principal chef militaire des chrétiens et fonde les Forces Libanaises qui, bien qu'essentiellement constituées de jeunes Kataëb, fédèrent la quasi totalité des milices chrétiennes.

D'autre part, en opposition à l'alliance avec les Palestiniens et les milices musulmanes de gauche, les Forces libanaises (FL) se formèrent en 1976 sous la direction de Bachir Gémayel, comme l'aile militaire de la coalition du Front libanais. Les FL étaient à l'origine une coalition de diverses milices chrétiennes, incluant les Noumour Al-Ahrar (lié au Parti national libéral de l'ancien président libanais Camille Chamoun) et les militants des Gardiens des Cèdres, dirigés par Étienne Sakr, mais en fait dominés par la Phalange des frères Gémayel, l'aile militaire du parti Kataëb de Pierre Gémayel. Gémayel transforma les FL en une force militaire absorbant parfois par la force les milices chrétiennes plus petites. Les FL dominaient alors la partie chrétienne de l'espace politique libanais. Ces années sont considérées comme l'époque dorée des Forces Libanaises, qui jouissaient d'une forte popularité au sein des communautés Chrétiennes pour les divers services offerts à une population qui ne recevait rien de l'état : protection, sécurité sociale, etc.

Malgré les dénégations officielles, les FL acceptèrent un appui militaire et financier de la part du gouvernement israélien dans les premières années de la guerre civile.

Et, en 1982, alors qu'Israël envahit le Liban afin de chasser l'OLP de Beyrouth, Bachir, leader de fait des Phalanges, est élu Président de la république, soutenu par sa communauté. Il est assassiné le 14 septembre 1982 dans un attentat à la bombe qui le vise dans la permanence du Parti d'Achrafieh. Amine Gémayel, son frère aîné et député du Metn est élu à sa place.

Bien que ces 2 partis liés intrinsèquement se dotèrent pendant la guerre de nombreux titres de presse écrite, dont certains autorisés. Parmi les clandestins on trouvera

plusieurs partisans des Kataëb et des FL, malgré la difficulté d'établir, avec certitude, une preuve de financement officielle. Il en est le cas pour *Al Marouni* (Le Maronite) qui fera objet de notre étude. Toutefois, *Al Marouni* porte clairement la signature de ces 2 partis, autant dans son discours politique que dans les messages qu'il fait parvenir. A ceux-ci, il ajoute une connotation religieuse, qui donne à la guerre une facette confessionnaliste (Maronite en l'occurrence), pour ne pas dire un côté sacré.

En effet, *Al Marouni* est une revue hebdomadaire publiée tous les lundis. Le premier numéro paraît le 5-5-1980 par « Dar Al Waka'eh » et la revue se dit « hebdomadaire indépendante ». A la Une, on trouve un sigle « Majd Loubnan outya lahou » (La gloire du Liban lui fut attribuée). Cette phrase est souvent utilisée dans un contexte populaire pour évoquer le Patriarche Maronite.

Al Marouni se veut aussi la « Voix de la pensée et de la direction chrétienne au Liban et en Orient ». Ainsi, il traitera dans ses numéros de la division du Liban, des « complots » palestiniens, de la « destruction de la paix maronite ». Il ne manquera pas non plus à définir le rite maronite comme étant une ethnicité libanaise, et mettra même l'accent sur toutes les activités de la communauté maronite, aussi bien dans l'art que la littérature.

Les Gardiens des Cèdres, pour leur part sont un parti nationaliste libanais créé en 1975, sous le leadership d'Étienne Sakr (connu sous son pseudonyme Abou-Arz). Le parti se déclare comme laïc, bien que ses positions le rapprochent beaucoup du maronitisme politique et intellectuel radical.

En septembre 1975, les Gardiens des Cèdres rendent public leur communiqué n°1 opposé à la partition du Liban, puis le second communiqué annonça la position anti-palestinienne radicale du parti. Ils s'opposent profondément à l'arabisme et à l'identité arabe du Liban et intègrent, en 1976, le Front libanais, regroupant les partis de la droite chrétienne libanaise.

Les Gardiens des Cèdres prirent part aux batailles les plus importantes des premières années de la guerre, contre les camps palestiniens et les partis de gauche. Les principales batailles dans lesquelles ils se sont engagés furent : Zahlé, Tal-el-Zaatar, Chekka et Koura. A partir de 1978, ils ont combattu l'invasion des forces syriennes de Beyrouth et de Zahlé. En 1985, les Gardiens des Cèdres se sont opposés aux milices palestiniennes attaquant les villages chrétiens du Sud-Liban. Les miliciens qui sont restés dans la région ont plus tard rejoint l'Armée du Liban Sud pro israélienne dirigée par Saad Haddad puis par Antoine Lahd.

L'idéologie politique des Gardiens des Cèdres peut être qualifiée de nationalisme ethnique radical. Le Liban est une nation mono ethnique, les Libanais sont les descendants des Kanaanites et n'ont aucun lien ethnique avec les Arabes. Les Libanais, et non les Grecs, sont les fondateurs de la civilisation occidentale moderne. Ils ont donc appelé à la dé-arabisation du Liban, avec le dialecte libanais comme langue nationale, utilisant un alphabet latin développé par le philosophe et le poète Saïd Akl. Ceci sera reflété dans leurs écrits, notamment dans *Loubnan* que nous étudierons plus tard.

Avec l'action palestinienne au Liban, les Gardiens des Cèdres se sont rapprochés d'Israël et ont reçu un soutien logistique, financier et militaire. Ils appelèrent à plusieurs reprises à transférer les Palestiniens du Liban, afin qu'il ne reste plus aucun Palestinien sur le territoire national. Durant la guerre, ils sont allés jusqu'à adopter le slogan : « Le devoir de chaque Libanais est de tuer un Palestinien ! »

Loubnan, leur hebdomadaire qui sortira plus tard 2 fois par semaine est l'excellent miroir de l'idéologie du parti. Il part aussi d'une ethnicité libanaise, toutefois laïque, pour soutenir l'hypothèse que les libanaise ne sont pas des arabes, allant jusqu'à prétendre leur supériorité aux autres peuples de la région. Bien que ses propos se classent dans un cadre national, ils en demeurent racistes.

1.4. Les sous- communautés dissidentes

Des sous – communautés qui échappèrent à cette bipolarisation (anti maronite ou anti palestinienne) tombèrent dans le piège des noyaux idéologiques durs. Ceux- ci faisaient partie d'une élite Grecque Orthodoxe et rarement Maronite qui s'opposa au sectarisme imposé sur toute la confession par l'extrême droite chrétienne. Ceux-ci prirent, aux pensées tantôt communistes, ou séculaires prirent pour la plupart refuge dans les régions à majorité musulmane, où ils étaient plus libres d'exprimer leurs tendances.

Cette élite comprit journalistes, poètes, écrivains et penseurs dont la tendance politique allait à l'encontre de celle de leurs identités religieuses. Ce fut le cas notamment de Michel Ghorayeb, qui, se convertissant plus tard à l'Islam, se nomma Mohammad Michel Ghorayeb. Il publia entre 1978 et 1981 son bimensuel *Sawt El Hakika*, qui devint aussi l'instrument d'expression de ses pensées hostiles au maronitisme politique. Ainsi, *Sawt El Hakika* (Voix de la vérité), se veut la voix de l'Organisation des Chrétiens Démocrates. Pro-arabe, elle appellera dans le numéro 23 à l'annexion du Liban à l'union syro –libyenne.

Or cette division de la capitale se reflète aussi dans les medias écrits clandestins, comme seuls support d'expression.

Dans son ouvrage *Les Marqueurs de territoires idéologiques à Beyrouth (1975 – 1990)*⁴⁴, Michael F. DAVIE explique que Beyrouth, entre 1975 et le début des années 1980, se présentait schématiquement sous la forme de deux ceintures enveloppant un noyau central.

Il écrit : « celui-ci, grossièrement la Beyrouth Municipale, regroupait les populations et quartiers à longue histoire urbaine et connaissait un degré de mixité élevé. A l'Est de la rue de Damas, à Achrafieh et à Gemmayzeh, la population était en grande partie Grecque Orthodoxe ou Grecque Catholique, avec quelques noyaux maronites; à

l'Ouest de cette ligne, elle était beaucoup plus mélangée, avec un dosage variable selon les quartiers, de Sunnites, de Chrétiens de toutes les confessions et d'étrangers arabes, européens ou américains : Basta-Moutraniyyeh, Ras Beyrouth, Hamra, Verdun, Moussaitbeh, Mazraa. La population de ce noyau appartenait majoritairement à la moyenne et la haute bourgeoisie, formée de propriétaires fonciers, de commerçants, de cadres supérieurs, de membres des professions libérales, d'intellectuels, etc.

La "Beyrouth Centrale" était cependant inégalement couverte par cette trame citadine. Quelques vides, tels que les quartiers de Sioufi, Mazraa, Barbir, Hôtel-Dieu, avaient été tardivement comblés par une urbanisation liée à l'exode rural des années 1950 et rejoignaient la première ceinture périphérique. Ici, la population était essentiellement composée de salariés, de fonctionnaires, de petits artisans, citadins de la deuxième génération, occupant l'espace résiduel entre la cité et les anciens noyaux villageois de la banlieue: Ain el-Remmané, Chiyah, Tariq Jdîdé, Dekouaneh. Pour des raisons historiques, les populations chrétiennes étrangères à la ville s'étaient concentrées autour de la partie orientale du noyau central, les musulmanes à l'Ouest (DAVIE, 1992a), avec cependant des exceptions liées au dynamisme interne confessionnel propre des quartiers, comme à Nabaa, Moussaitbeh, Berjaoui-SODECO ».

Il continue : « Au-delà, la deuxième auréole, périphérie éloignée, était habitée par des déplacés d'installation toute récente, les années 1970 et 1980. Entassé dans des quartiers spontanés, mal desservis, souvent des réfugiés de la guerre au Sud-Liban ou du Mont Liban, ces groupements étaient confessionnellement homogènes: Bir el-Abd, Bourj al-Barajneh de la "Banlieue Sud", la périphérie de Jdaideh, d'Antélias, de Hadath (...). »

⁴⁴ Michael F. DAVIE, LES MARQUEURS DE TERRITOIRES IDEOLOGIQUES à BEYROUTH (1975-1990), *L'Affiche Urbaine*, Ndeg. 2, 1992, Groupe EIDOS et Maison des Sciences de la Ville, Tours.

Néanmoins, avant de se lancer dans l'étude de cas et d'exemplaires, il est essentiel de prendre en considération les remarques suivantes :

- La plupart des 106 exemplaires⁴⁵ repérés ont été publiés en langue arabe, à l'exception d'une minorité d'annexes ou de copies traduites en français, anglais ou syriaque.
- Les exemplaires recueillis représentent les différentes doctrines et courants politiques répandus alors dans la majorité du territoire libanais pendant les guerres de 1975 à 1982.
- Alors que certaines publications portent des signatures authentiques, d'autres se contentent de pseudonymes significatifs, porteurs d'idéologies.
- Certaines publications comportent des caricatures, d'autres formulent uniquement des opinions.
- Certaines respectent la technique journalistique d'écriture (pyramide inversée, titraillées...), d'autres ressortent plutôt d'un travail d'amateurs.
- Dans certains cas, une même organisation ou groupement politique publiait deux périodiques différents.
- Toutes des publications étaient régulières au début, leur périodicité se déstabilisant au fur et à mesure qu'on avançait dans le temps, jusqu'au jour où elles cesseraient de paraître. Ceci se produirait apparemment pour des raisons multiples, comme la pénurie de financement, la difficulté de distribuer...
- La plupart de ces publications sont parues dans la capitale et ses banlieues, notamment ouest. Ceci est dû à la liberté de distribution et de circulation qu'accordaient les partis politiques islamo – progressistes et leurs alliés palestiniens aux journaux en général, tenant en compte que les imprimeries de la majorité des

⁴⁵ Voir l'annexe pour une liste des périodiques clandestins repérés entre 1975 et 1982.

quotidiens non clandestins (Annahar, Assafir...) se situaient dans la zone ouest de la capitale.

Ainsi, ces périodiques reflètent non seulement les grandes divisions dans la société stratifiée, mais aussi les différentes visions – parfois contradictoires - quant au Liban dont rêvait chacun. Elle restera clandestine dans l'absence d'un État régulateur, ce qui laissera libre cours à la désinformation et au développement d'une certaine « info guerre⁴⁶ » typique de l'époque. Ainsi, elle optera pour une manipulation psychologique porteuse de violence cognitive.

L'effet de cette presse dans la prolongation de la guerre ou son intensification ne pouvant être mesurée, cette étude repose sur l'analyse de cette guerre de mots, manipulatrice jusqu'à la diffamation. Cette guerre se veut centrée sur l'effet produit sur le récepteur – ici le public- s'appuyant sur des idéologies, des langues, et des modes de raisonnement dans le but de faire adopter au public le vocabulaire de chaque parti politique.

⁴⁶ La guerre de l'information ou « info guerre » est l'ensemble des méthodes et actions visant à infliger un dommage à un rival ou à se garantir une supériorité par l'acquisition d'information (données ou connaissances), par la dégradation des systèmes d'acquisition d'information de l'adversaire ou par des méthodes d'influence et de propagation de messages favorables à ses desseins stratégiques.

Analyse détaillée des périodiques clandestins

Falastine Assawra

Bien que *Falastine Assawra* parût à Beyrouth entre 1975 et 1982, date de l'invasion israélienne de la capitale Libanaise, son historique remonte à 1972. En effet, Mohamed Souleiman⁴⁷ rédacteur en chef adjoint de l'hebdomadaire raconte dans un entretien publié le 25.12.2006 dans par le journal électronique « *Dunia Alwatan* » que l'évolution la plus notable dans l'histoire des médias palestiniens revient à avril 1972. A cette époque, le Congrès Populaire Palestinien ordonna en marge de la dixième session extraordinaire du Conseil national, la fondation d'un Centre d'Information Consolidée, dont le but serait d'institutionnaliser les moyens de communication de l'OLP et de promouvoir l'unité nationale du peuple palestinien.

Cet organisme, fondé en 1973, lança entre autre l'hebdomadaire *Falastine Assawra* comme revue centrale de l'OLP. Quand la guerre du Kippour⁴⁸ éclata en 1973, l'hebdomadaire se transforma en quotidien faisant le plan journalier des combats.

En 1982, avec l'invasion israélienne de Beyrouth⁴⁹, l'équipe de rédaction de *Falastine Assawra* et nombreux écrivains déménagèrent vers Chypres pour sa proximité de Tunis⁵⁰, nouveau siège de l'Organisation. En 1983, peu après la scission politique entre l'OLP et Fatah, les israéliens s'emparèrent du Centre de Recherches au Liban, pendant que les Syriens firent mainmise sur les organisations palestiniennes et leurs archives à Damas. Ceci n'empêcha pas Fatah de publier leur propre magazine de Tripoli au Nord Liban sous les bombardements. A chypres, le Centre

⁴⁷ Dit "Abou Ibrahim, rédacteur en chef adjoint de Falastine Assawra entre 1975 et 1982 à Beyrouth puis Chypres, et vice président du Centre d'Information Consolidée créé par l'OLP en 1977.

⁴⁸ Guerre d'Octobre 1973, voir index des noms propres.

⁴⁹ Opération Paix en Galilée.

⁵⁰ En 1982, en pleine guerre du Liban, Arafat échappe à la mort en quittant de justesse un immeuble réduit à terre par une bombe israélienne. Escorté et protégé par les légionnaires du 2e REP, il est forcé de quitter Beyrouth, assiégée par l'armée israélienne, le 30 août 1982, à bord d'un navire militaire français vers la Grèce puis la Tunisie. Le président tunisien, Habib Bourguiba, est peu enclin à héberger Arafat mais finit par accepter après les pressions de la Ligue arabe et de sa femme.

d'Information Consolidée fonda la même année l'institution « Bissane » qui entreprit la publication de *Falastine Assawra*.

Néanmoins, les numéros dont nous disposons au total ne dépassent pas les 32, tous observés sur microfilm. Ceci rend l'analyse de la qualité de papier, des couleurs (on ne sait pas si le journal comportaient des rubriques en couleurs), voire de la publication, impossible. Une autre contrainte de l'archive sur microfilm, est l'absence de dimensions mesurables, notamment du format. Il en ressort que toute l'analyse faite est une analyse de contenu écrit, caricaturé ou photographié, et sur le graphique et les visuels remarquables, comme le logo, l'ours, ou de certaines rubriques fixes ou récurrentes.

Nous avons retenu dans ce cas 134 pages, après avoir procédé à la lecture de tous les numéros disponibles. Dans l'incapacité technique d'imprimer ces documents entiers ou de les photocopier (les dispositifs de l'Université Américaine de Beyrouth ne permettant pas la reproduction ni l'impression de pages entières), nous avons opté pour la prise en photographie digitale de ces numéros. Il en résulte des reproductions parfois floues, mais fidèles à la vision disponible (parfois le microfilm lui-même est flou et illisible). On y ajoute que les pages ne sont pas toutes – sur microfilm - de la même dimension. Comme elles figurent détachées, nous estimons que ces pages étaient à l'origine toutes identiques de par leur format, mais elles auraient été documentées différemment lors de la saisie.

Approchée sur le sujet, la bibliothèque ne possédait pas une idée claire sur la matière.

Dernier rappel : les textes étant tous en langue arabe, nous traduirons les passages les plus expressifs et les plus illustratifs, pour présenter le reste de façon plus générale. Nous obtiendrons ainsi l'esprit de chaque journal en substance, et la tendance du contenu principal comme annoncé dans la méthodologie.

I. Numéro : Hors série – Spécial 11^{ème} anniversaire de la « Révolution Palestinienne »

Date de Parution : 01.01.1976

Pages : 242

Périodicité : hebdomadaire (pas de jour précis)

Format : immesurable

a. Couverture :

Il n'existe pas de logo sur la page de couverture. Le titre de la revue en caractère gras surmonte une illustration. On y trouve un V de victoire dans un cercle, où l'on perçoit un fusil, le drapeau palestinien et un keffieh⁵¹. Les autres éléments sont indistincts vu la mauvaise qualité de la projection. Sous l'illustration, au bas de la page, on perçoit le titre en arabe du numéro : "11 ans sur le chemin de la victoire".

La date se trouve à l'entête gauche, avec l'inscription "*numéro spécial*". A droite, il est inscrit : "*le journal central de l'OLP*".

Au verso, une photographie portraitée d'un inconnu surmonte la page. Elle est placée sur une colonne, permettant d'estimer la largeur de la page à 5 colonnes. Toutefois, vu les disparités dans une même reproduction sur microfilm, il est impossible d'obtenir les vraies dimensions de cet ouvrage. Sous la photo, dans la même colonne, on trouve en diagonale italique inscrit en arabe « *Numéro spécial à l'occasion du 11eme anniversaire de la révolution Palestinienne* ». Cette phrase surmonte l'intitulé « *Falastine Assawra* » inscrit en blanc sur une bande de noire. La colonne comprend également l'ours vertical du magazine, citant les différentes coordonnées et adresses des bureaux de Beyrouth et Damas, avec en dessous les prix de distribution en Égypte, au Koweït, Bahreïn, les pays du Golfe Arabe. L'on y trouve aussi le numéro de compte bancaire de l'institution, mis à la disposition des lecteurs pour les abonnements. Il s'agit de la *Banque Arabe (Al Bank Al Arabi)* de Ras Beyrouth, la banlieue exclusivement sunnite de la capitale dans le temps.



Quant à l'illustration, elle exhibe le dessin d'une colombe dans un cercle noir, aux contours blancs sur un fusil. On lit : « *La guerre éclate en Palestine et la Paix commence en Palestine* ». Très remarquable aussi au haut de la page, le logo d'un *Fidaï* en Keffieh entourant le chiffre 11. L'écriture autour est pratiquement illisible.



Couverture Falastine Assawra du 01.01.1976, spécial onzième anniversaire de la Révolution Palestinienne (Archives AUB).

⁵¹ Le keffieh est la coiffe traditionnelle des paysans arabes et des Bédouins, devenu l'emblème des Palestiniens. Il fut popularisé par Yasser Arafat dans les années 1960 lorsqu'il se fit remarquer comme leader de l'OLP.

b. Éditorial :

L'éditorial, intitulé "*contre la division, contre la capitulation*", se trouve à la page 3, sous la rubrique "*Mot d'Assawra*" (qui veut dire *le mot de la Révolution*, évoquant aussi le titre du magazine - *Falastine Assawra*). Cette rubrique est fixe et répétitive, et reflète, comme tout éditorial, la position du parti sur le thème de la dite Révolution Palestinienne, différente de la Intifada⁵². Notons qu'à droite, on trouve une effigie de la carte palestinienne.

L'article est encadré et s'étend sur une page entière. Il est divisé en 2 colonnes de dimensions égales séparées par une ligne noire verticale. Quant à la signature, on la retrouve à la fin du texte à gauche, où on lit "*Falastine Assawra*".

L'article met en valeur la position de l'OLP contre ce qu'elle nomme "*les forces isolationnistes*", pour désigner les partis politiques chrétiens, et va jusqu'à les accuser de faire partie d'une "*(...) conspiration impérialiste universelle, pour conclure des compromis cessionnaires qui obligeraient notre nation arabe à reconnaître la base sioniste, et de se laisser emporter par le courant de l'impérialisme belliqueux*".

En effet, l'édito évoque un *complot sur l'existence même la Révolution au Liban*", la liant à une *agression impérialiste sous l'égide des États-Unis Américains*". Il va jusqu'à accuser les *forces isolationnistes*, à savoir les partis chrétiens, d'"*acquérir le support des autorités locales*⁵³, *et de commettre des crimes horribles arrivés jusqu'à la coupure des approvisionnements nutritifs et médicaux de la banlieue- est de Beyrouth, habitée par 70 mille citoyens dont 16 mille palestiniens dans le camp de Tal El Zaatar*⁵⁴ (...)".

⁵² La première Intifada, appelée guerre des pierres, est un soulèvement général et spontané, qui a débuté le 9 décembre 1987, de la population palestinienne contre l'occupation israélienne. Elle a atteint son paroxysme en février lorsqu'un photographe israélien publie des images qui font le tour du monde montrant des soldats israéliens « molestent violemment » des Palestiniens suscitant ainsi l'indignation de l'opinion publique; elle a pris fin en 1993 lors de la signature des accords dits d'Oslo.

⁵³ Il s'agirait ici de l'Armée Libanaise qui aurait participé à l'embargo imposé au camp, et dont le rôle sera cité plus loin dans un reportage du même numéro.

⁵⁴ Le parti Noumour avait pris le contrôle du district de Karantina le 18 Janvier 1976, et le camp de Tal El Zaatar fut assiégé par l'armée Libanaise. Le 4 Janvier 1976, un cordon de 300 combattants fut établi autour du camp par 300 combattants du Tanzim et 100 combattants du groupe de Maroun Khoury dans un effort pour contenir les Palestiniens. Une route a été laissée ouverte pour permettre l'évacuation vers Aley des palestiniens, mais L'OLP a empêché de nombreuses personnes de quitter le camp. Le siège persista jusqu'au 12 août, date à laquelle les milices chrétiennes attaquèrent le camp, ce qui résulta dans la mort de plus de 2000 palestiniens, et 500 des miliciens chrétiens.

Il ajoute : *"les illusions que d'abattre la Révolution Palestinienne jouent dans les esprits des isolationnistes, comme dans les esprits de leurs maîtres impérialistes, ennemis des peuples, aux États-Unis (...)"*.

Plus précisément, l'éditorial évoque *"la conspiration de division"* comme étant *"un danger présent sur l'existence palestinienne au Liban, et un danger sûr et certain sur le droit du combat palestinien et de tout ce peuple expulsé par la main sioniste"*⁵⁵.

Il considère que la division présumée du pays vise son *"existence révolutionnaire et sa survie humanitaire"* dans le cadre de la même *"conspiration de compromis impérialistes et de soumission passiviste aux États-Unis"*. Il peint la résistance à cette division prétendue comme étant un *coup aux forces soumises à l'ennemi sioniste, prêtes à annoncer sa reconnaissance de l'entité sioniste*⁵⁶ *aux dépens du droit du peuple palestinien à continuer sa bataille armée en vue de libérer cette nation et de construire un État palestinien démocratique"*.

La chute reprend le refrain de la *Révolution palestinienne* sur 4 paragraphes : dans le premier, elle affirme sa *"capacité de faire face à la barbarie impérialiste sioniste isolationniste (...) et de défendre son droit à l'autodéfense et la légitimité de son existence"*. Elle appelle les *forces isolationnistes à revoir ses plans aventuriers, car il ce jeu avec le feu traduit par la coupure des approvisionnements en nourriture du camp de Tal El Zaatar ne passera pas. Car affamer 70 mille citoyens libanais et palestiniens est un crime contre l'humanité et contre tout Homme libre. Et si les forces isolationnistes fascistes commettent ces crimes, la Révolution palestinienne et le Mouvement National Libanais possèdent la capacité de rétorquer comme il se doit, et de mettre fin à cette insanité (...)"*.

A la fin, l'éditorial rappelle que la *Révolution Palestinienne "reste ancrée dans sa position de combattre la soumission à l'impérialisme, et assure que le complot de*

⁵⁵ Le sionisme est une idéologie politique nationaliste prônant l'existence d'un centre spirituel, territorial ou étatique peuplé par les Juifs, en général en Palestine. Le sionisme doit son nom au Mont Sion, colline sur laquelle fut bâtie Jérusalem. Les palestiniens utilisent le terme péjorativement pour désigner l'occupation Israélienne du territoire.

⁵⁶ L'État Israélien.

diviser le Liban est voué à l'échec, et que l'unité (du pays) sera défendue par la force du peuple Libanais et ses grands sacrifices". La chute de ce complot permettrait, selon l'article toujours, d'interdire à l'ennemi sioniste de la création d'une entité raciste similaire à la sienne".

Analyse du langage :

Le texte est constitué dans son ensemble de phrases très longues, typiques de la langue arabe. A titre d'exemple, le premier paragraphe est composé de 2 phrases. La première compte à elle seule 89 mots. La deuxième en regroupe 23.

L'auteur qualifie les milices chrétiennes de *forces isolationnistes*. A aucun moment, ces milices ne sont citées. Pour les évoquer, l'éditorial utilise les termes : *les forces isolationnistes fascistes, les aventuriers, les ennemis, les racistes, les impérialistes, illusionnistes, instruments de l'impérialisme...* Il allègue un *complot double, un danger à l'existence* même de la *Révolution*, dont les milices chrétiennes feraient partie.

D'autre part, la *Révolution* palestinienne est dotée d'adjectif plus glorieux, évoquant ses *droits à l'existence*. Ainsi, toute atteinte à ces *droits* porte de *l'inhumain*, et relate les intentions (*criminelles*) *horribles* des miliciens qui assiègent le camp de Tal El Zaatar. Elle s'attribue le devoir de défendre le peuple libanais du complot concocté par ces *pros – impérialistes américains ennemis des peuples*, avec le soutien des *peuples et populations arabes*, sans oublier le MNL.

Les termes utilisés puisent d'un lexique de guerre : *ennemis, crime, fascisme inhumain, siège, soumission, camp adversaire, résistance, force, division, révolution, nation, peuple, résilience, bataille, peuple combattant, création d'État...* Ceci contribue à la création d'un texte qui vise à la persuasion par la peur, la menace, tout en évoquant une touche humanitaire implicite.

Analyse du contenu :

Le texte joue essentiellement sur une dimension affective, ce en ayant recours au concept très romantique du *droit populaire* de défendre la révolution palestinienne.

Celle-ci revêt l'image d'un combat existentiel, victime de complots ennemis visant à la destruction du rêve d'établir un État palestinien souverain.

L'ennemi n'est pas cité, il n'a pas de nom. Il possède juste son qualificatif d'isolationniste intrus au monde Arabe, devenu instrument d'un ennemi plus grand et plus général : l'impérialiste américain allié du sionisme.

Cet ennemi est déshumanisé : c'est une entité étrange, absurde, insurgée et barbare, quasi impalpable. Elle est accusée de s'abattre sur les siens comme sur les palestiniens (l'embargo concerne autant les libanais que les 16 mille palestiniens), et donc dépourvue de toute sympathie. C'est là où la mobilisation émotionnelle bat son plein : l'ennemi – l'isolationniste – empêche la nourriture et les provisions médicales de parvenir à des population civiles, dont les palestiniens de Tal El Zaatar ne sont que minoritaires (16/70). Cet acte *inhumain* est donc le prix à payer aux *seigneurs américains* et à la *base sioniste* au moment crucial de la discussion de la cause palestinienne au Conseil de Sécurité des ONU.

Il s'agit aussi d'une mécanisation de la dépersonnalisation de l'autre. Subséquemment, cet autre se fond avec l'ennemi initial (ici l'État d'Israël, dit *entité sioniste*). Il en devient une partie indistincte, qu'il faut combattre, annihiler, autant pour le bien des Palestiniens que celui des Libanais. Ces derniers font aussi parti de la bataille pour défendre les droits des Palestiniens à porter des armes sur le territoire libanais même, et réfuter le danger de l'isolationnisme qualifié de fou.

A la fin, l'éditorial se boucle sur 2 idées : la menace de rétorque au nom du droit de l'autodéfense, et l'affirmation du soutien du peuple libanais et de ses *sacrifices*. C'est de cette manière que l'OLP, qui elle n'est citée aucune fois dans le texte, s'approprie de tâche noble de défendre le peuple libanais avec les siens, contre cet *ennemi* pourtant lui aussi libanais.

Remarque très importante aussi: la communication se veut ici imposante, dans le sens où c'est tout un peuple – victime - qui fait face à une *entité* brutale qu'on ne voit pas,

mais dont les complots sont présents tout au long de l'énoncé. La guerre y est, mais on ne voit pas de combattants. L'éditorial n'est autre que la voix des victimes d'une brutalité, qui sera développée plus loin dans le magazine.

c. Rubriques d'intérêt :

i. "Salutations révolutionnaires" : témoignage d'un croyant

Sous une rubrique intitulée *Salutations révolutionnaires*, nous trouvons un article signé Grégoire HADDAD⁵⁷, archevêque melkite émérite de Beyrouth et Byblos. Surnommé l'évêque rouge par ses adversaires, il fut mis à l'écart par la hiérarchie catholique pour son attitude et ses actions progressistes en 1975. Il est aussi le fondateur en 1961 du Mouvement Social, dont les jeunes oeuvraient pour un Liban démocratique et laïc. Ils travaillaient ensemble, et l'on ne savait pas qui était chrétien ou musulman. Ils maintinrent ce cap aussi longtemps que possible dans Beyrouth en ruines.

L'article s'étend sur 2 pages, divisées comme pour l'éditorial en 2 colonnes chacune. Sur la première colonne, encadrée, nous trouvons le titre de la rubrique en italique, un portrait photographié de Haddad souriant, sous lequel s'inscrit le titre du billet, *Témoignage d'un croyant*, en caractère gras saillants, et enfin la signature.

Le billet commence par un chapeau, dont les 3 premières lignes sont écrites en caractères gras. On y lit : "***Je crois au Christ, Je crois au Liban, Et je crois à la cause Palestinienne***". L'auteur ajoute : "*il est vrai que chacune de ces 3 croyances possède une signification distincte des 2 autres, mais toutes sont nécessaires. Elles ne se contredisent pas, mais se complètent et se synchronisent*".

L'article comporte 3 paragraphes essentiels, détaillant chacune des trois croyances citées dans le chapeau. Chacun est surmonté d'un sous titre en caractères gras, signalant la croyance détaillée. Ainsi, on lit : "***Je crois au Christ, (...) fils de Dieu qui aima l'Homme, tout Homme, entité unie, Fils de Dieu et de l'Homme incarné dans***

⁵⁷ Grégoire Haddad, apôtre de la laïcité, l'Orient le Jour, Carla Hénoud, le 15.07.2010. Annexe des articles.

l'Homme Jésus à Bethléem et Nazareth et toute la Palestine, Celui qui vint pour assembler en un ses enfants dispersés(...). Haddad cite ici des versés de l'Évangile selon Jean, sans pour autant les préciser.

Il poursuit : *"(je crois) au fils de Dieu et de l'Homme qui voulut que ses fidèles lui ressemblent incarnés dans l'environnement, le monde où ils naquirent pour servir et non asservir ceux parmi lesquels ils vivent (...), le Fils de Dieu et de l'Homme qui dit Ce que vous avez fait au plus petit d'entre les miens, c'est à moi que vous l'avez fait." (Matthieu, 25, 40).*

Prêtant sa foi à son pays, il dit: **"Je crois au Liban des hommes, ce petit univers de 3 millions d'habitants qui vivent, souffrent, et garde quand même l'espoir d'une vie plus belle, quand leur douleur se transformera en félicité et bonheur"**.

Au contraire, il ne **"(croit) pas au Liban confessionnaliste, formé d'une union de confessions non unies, mais au Liban séculaire qui devrait voir le jour, pour que l'homme y aie sa valeur propre"**.

Haddad dit ne croire pas non plus au pays *renfermé sur lui-même et sur les 3 millions de ses habitants, mais au Liban ouvert au monde Arabe proche de lui, un pays de Liberté, Lumières, d'Amour, de non violence et de dialogue.*

Il achève son credo en offrant son allégeance à la **Cause Palestinienne**, qu'il qualifie de *"cause de 3 millions de déplacés qui perdirent leur droits et leurs libertés. Il s'agirait selon lui d'un peuple qui voudrait sauvegarder son identité indépendante et complémentaire des autres peuples arabes, et qui refuse (rait) de fondre dans n'importe quelle formule inventée pour mettre fin au "problème" du Moyen Orient.*

Haddad note positivement que chacune de ces 3 croyances pourrait tenir à elle seule. Mais il précise que celles-ci se complètent, car la cause palestinienne est aussi celle de l'Homme, qui représente l'incarnation de Dieu. Celui ci est aussi présent dans les âmes des plus *petits* qu'il nomme *les souffrants de la Terre, jusque là Palestiniens*. Elle est aussi celle du Liban, dans la mesure où ce dernier représenterait selon l'Archevêque un modèle démocratique de gouvernance à l'État Palestinien attendu.

Analyse du langage :

Comme attendu d'un homme de foi, le lexique prête plutôt du religieux. On y trouve des versés des Évangiles de Jean et de Matthieu, ainsi que les références faites au pays natal du christ, qu'est la Palestine.

L'article puise du religieux pour aller au politique. Ainsi, en association avec les termes d'*Amour, Douleur, Espoir, Foi, Croyance, Dieu, Fils de l'Homme, servir*", on lit "*État, droits, Libertés, déplacés, peuples, identité, confessions, religion, non violence, dialogue...*".

Les phrases quant à elles sont courtes, précises, et l'article bien aéré et sobre à la lecture. Il ressemble à un sermon religieux, qui incite à la paix et dégage beaucoup de positivité chrétienne, jusque là peu remarquée, envers la cause palestinienne contre laquelle les chrétiens mêmes s'étaient acharnés.

Analyse du contenu :

Le texte fait appel à la charité chrétienne, à ses valeurs de tolérance, amour et pardon, en rappelant les paroles du Christ. Il donne à la cause palestinienne une dimension religieuse obligatoire à tout chrétien croyant, d'où l'importance de la contribution de Haddad à ce numéro spécial.

En effet, l'Archevêque très connu pour ses idées laïques et son opposition à l'esprit confessionnaliste qui régissait le pays alors, ne se contente pas de citer le Christ, mais ajoute à son article une dimension philosophique par laquelle il entend convaincre ses fidèles. De ce fait, il a recours aux textes religieux de l'Ancien et du Nouveau Testament, citant parfois Jacob et l'Apocalypse, pour parler d'une *terre nouvelle et d'un ciel nouveau*.

Il dit clairement que la foi sans actes n'a pas de sens, redonnant à la cause palestinienne sa dimension humaine. Face aux discours belliqueux, Haddad prône l'amour et la tolérance, rappelant que le christianisme ne se limite pas à une appartenance sociale et politique, mais la transcende pour atteindre les valeurs de

l'égalité entre les hommes, la justice et la compassion. Il affirme que Jésus – Dieu trouve son ultime réincarnation dans les plus petits et les plus faibles, quelque soit leur appartenance sociale et religieuse.

Dans cette même rubrique, nous trouverons également un article de l'Imam Moussa Sadr⁵⁸, du Cheikh Hassan Khaled ^{np}.

A noter, la reproduction des pages sur microfilm ne montre pas la pagination de tous les articles de cette rubrique.

ii. Entretien Fatah

L'entrevue avec le frère⁵⁹ *Abou Llotf*⁶⁰, secrétaire général du comité central du mouvement Fatah, et président du cercle politique de l'OLP se retrouve à la page 7 de ce numéro spécial. Tout comme les autres articles et rubriques du numéro, il s'étend sur 2 pages, donc 7 et 8.

De cet entretien, nous retenons la partie qui reflète la vision de Fatah sur le conflit au Liban, nous désintéressant de la première page qui traite des affaires internes au parti et à la Palestine exclusivement. L'entretien est sous forme de questions – réponses, sans intertitres. Au bas de la deuxième page, nous retrouvons la photographie de jeunes brandissant deux grands drapeaux palestinien et libanais. Bien que la photo se retrouve sans légende, nous lisons en - dessus un extrait de l'entretien, qui stipule que "*l'OLP joue son dans la préservation de l'unité du Liban et le retour de l'amour entre ses citoyens*".

Rappelons que – à l'instar de tous les numéros de *Falastine Assawra* retrouvés sur microfilm – la photographie est monochrome.

⁵⁸ *La Révolution Palestinienne et l'année A.D.*

^{np} V. index des noms propres.

⁵⁹ Se dit des Aujourd'hui, par extension, de ceux qui ont servi sous les armes ensemble ou des membres d'un même camp politique.

⁶⁰ Pseudonyme, ou de l'arabe *kounya*, adopté par tous les militants palestiniens en guise de nom de guerre.

Évaluant la situation au Liban du point de vue de Fatah, Abou Llotf estime "*comme l'OLP, que le conflit au Liban puise ses origines des profondeurs de la société Libanaise. Ce conflit même avait éclaté auparavant en 1958⁶¹ il y a juste 17 ans, et s'exprima par le recours à la violence. Toutefois, il prit aussi une facette confessionnelle dangereuse, et fut résolu en conséquence*".

Il ajoute : "*Nous rappelons que l'injustice sociale s'est aggravé, tout comme le sentiment d'insécurité chez de nombreuses confessions et forces nationales à cause de l'existence de milices chez leurs adversaire politiques. De plus, les raids israéliens aériens, maritimes et territoriens ont encouragé les forces isolationnistes et donc empiré la gravité du conflit au sein de la société libanaise*".

Il qualifie d'erronée la croyance qu'il soit possible "*de protéger le Liban en l'isolant des effets des crises arabes voisines et du conflit arabo – israélien. Ajoutons à cela que les privilèges que possèdent certains politiciens leur sont montés à la tête. Par conséquent, ils croient que la société est divisée entre seigneurs et esclaves, et que le mouvement de progression s'achève aux frontières libanaises*".

Analyse du contenu :

Comme le texte ne supporte pas une analyse de langage, nous procéderons directement à une analyse de contenu. En effet, le représentant de Fatah rejoint la

⁶¹ La crise de 1958 désigne une crise politique libanaise causée par des tensions politiques et religieuses internes au pays. Le président Camille Chamoun pro-occidental, refuse de rompre les relations diplomatiques avec le Royaume-Uni et la France alors que ceux-ci attaquent l'Égypte durant la crise de Suez en 1956, et la communauté musulmane pousse le gouvernement à une fusion avec la République arabe unie, ce que refuse catégoriquement la communauté chrétienne.

Les crispations se conjuguent pour faire monter la tension. Attentats à la bombe et assassinats précèdent de vastes manifestations de rue. À partir de mai 1958 éclate une guérilla dans la montagne entre loyalistes et insurgés.

Devant cette agitation et la révolution à la même date en Irak, Chamoun obtient le débarquement de 14 000 militaires américains (opération Blue Bat) comprenant 8 509 membres de l'US Army. Ceux – ci sécurisent le port de Beyrouth et son aéroport international ce qui assure le triomphe de la contre-révolution menée par les Phalangistes.

Le président des États-Unis Eisenhower, dans le cadre de la Doctrine Eisenhower, désigne Robert D. Murphy comme représentant personnel dans cette crise. Celui-ci joue un rôle significatif pour inciter Camille Chamoun à quitter le pouvoir et calmer le jeu

Dès la fin du mandat de Chamoun en septembre, un nouveau président unanimement respecté, le général Fouad Chehab est élu, et l'opposition impose la nomination du leader de l'insurrection, Rachid Karamé, au poste de Premier ministre.

position de l'OLP par rapport au conflit, raison pour laquelle il la cite. Notons que le souci de la rédaction de faire passer le point de vue d'un responsable de Fatah exprime la volonté de refléter une image solidaire des factions palestiniennes sur le territoire libanais.

Dans sa réponse, Abou Llotf tente de jeter la balle chez le camp adverse, faisant du conflit une question purement sociale. Il évoque ainsi les inégalités et va jusqu'à parler d'antécédents, quand il mentionne la crise politique de 1958. Il désigne l'existence de milices d'un côté sans évoquer l'autre, et fait l'allusion à des intérêts présumés partagés entre les milices chrétiennes et Israël.

Il est aussi catégorique en affirmant l'impossibilité d'une neutralité libanaise dans le conflit, auquel il donne un aspect international, et accuse les responsables politiques chrétiens, tels que le président de la république et le chef de l'armée sans les nommer, d'abuser de leurs privilèges. Il les qualifiera aussi intrinsèquement de hautains et prétentieux, parce qu'ils croient à ce que l'on prétende que la société demeure féodale.

Mieux encore, il détache la cause palestinienne du conflit, le rendant interne. Ainsi, il distance les factions palestiniennes de la brouille, pour assurer que l'OLP fait de son mieux pour sauvegarder l'unité du peuple libanais.

iii. Tal Al Zaatar

Cet article d'analyse se retrouve sur les pages 10 et 11. Il se dote de 3 photographies, dont l'une, centrale, s'étend sur les 2 pages. Chaque page est divisée en 3 colonnes, séparées par une ligne noire. À l'extrême droite, en caractères gras saillants, on trouve le mot *Tal El Zaatar*, sous lequel s'inscrit sur 2 pages le titre : *la conspiration de division derrière le complot d'affamement*".

L'article comprend une courte introduction, et continue par une argumentation numérotée.

L'introduction stipule qu'une *"relecture des étapes du conflit que mène la révolution palestinienne contre les complots promus par les forces isolationnistes attardées de la droite qui la visent au Liban (...) montre clairement ce qui suit:*

1 – le rêve sioniste de créer des entités artificielles et frêles autour des Territoires Palestiniens Occupés constitue de nouveaux ponts d'un cambriolage impérialiste des richesses des populations arabes. Ce rêve est en réalité la cause de l'explosion engendrée par les forces isolationnistes le 13 avril 1975⁶²(...). Ces forces prirent se chargèrent de former une embuscade aux profits des ennemis de la nation arabe, pour qu'elles puissent à leur tour imposer sa solution de créer son "État chrétien maronite". Cet État se procurera une protection exclusive en Israël, comme l'exprime ouvertement le sioniste Tsivi Chiloah dans le journal Yadiot Aharonot⁶³ le 22.09.1975 (...)".

2 – L'impérialiste et le sioniste savent clairement que la Révolution Palestinienne constitue un obstacle à ce rêve (...), et que sans sa destruction (...) il ne serait pas possible d'exalter ces désirs coloniaux (...).

3 – Nous remarquons les tentatives des forces isolationnistes au Liban de falsifier la fond et la forme du conflit, pour le faire paraître comme étant un désaccord palestino – libanais sur le pouvoir au Liban – et ce malgré les positions claires pratiques et théoriques de la Révolution".

4 – Pour cela, les forces isolationnistes eurent recours à toutes les armes disponibles, à commencer par le meurtre confessionnel, et le bombardement des camps de notre peuple palestinien, en passant par le déplacement confessionnel forcé et la tentative de créer une scission dans le front national et la coalition libano – palestinienne et se semer la discordance avec les forces arabes et étrangères (...)

L'analyse continue en accusant les *forces fascistes d'imposer une guerre d'affamement sur les camps de notre peuple à Tal El Zaatar, Jisr el Bacha, Dbayeh et dans d'autre régions à 100% libanaises".*

⁶² Date de l'éclatement de la guerre libanaise suite aux événements de Ain El Roummaneh (voir introduction).

⁶³ Quotidien Israélien fondé en 1939,

Le texte dénonce également *le bas chantage fasciste* qui relève selon l'auteur d'un *projet suicidaire fasciste qui entraîne des populations chrétiennes manipulées*.

Il ajoute que *la réplique nationale sur cette guerre fasciste d'affamement se fit grâce aux forces jointes qui menèrent une bataille de dressage aux instruments militaires des forces isolationnistes, les contraignant par la force d'ouvrir toutes les passerelles menant aux camps (...)*

Sous le titre *"les buts isolationnistes"*, l'auteur cite un responsable des Phalangistes qu'il ne nomme pas. Ce responsable présumé s'adressait à un chauffeur de camion qui essayait de faire parvenir aux habitants d'un camp palestiniens des provisions et de la nourriture. Celui – ci n'est pas nommé non plus. Le Phalangiste lui aurait dit : *"nous avons trouvé que vous nous coûtez moins cher que les balles, et avons donc décidé de vous tuer de faim"*.

L'auteur s'y base pour ajouter qu'un des buts de l'embargo imposé par les *petits Phalangistes et Chamounistes*⁶⁴ vise la *liquidation de l'existence humaine du peuple palestinien, qui constitue le feu ardent qui incite les peuples arabes dans notre monde arabe (...)* à prendre position pour défendre la cause palestinienne.

Il évoque à la fin des *"gains centraux de cette bataille"* qui seraient la protection des civils palestiniens, et de leurs droits à mener un combat armé pour leurs droits, et notamment, la protection des libanais de la division de leurs pays.

Analyse du langage :

L'analyse se veut avant tout argumentative, d'où la forme numérotée des paragraphes. On y remarque un retour au lexique de guerre par l'emploi de termes comme *embargo, balles, affamement, conflit, révolution, entité, territoires occupés, embuscade, ennemis de la nation, sécurité, liquidation, projets coloniaux, armes, meurtres, déplacements forcés, front national, chantage,*.

⁶⁴ Partisans des Noumour, présidés par Dani Chamoun.

Elle a recours à l'usage d'un vocabulaire condescendant péjoratif dans la description de l'adversaire, pour le déshumaniser encore d'avantage : *les petits, les isolationnistes, les fascistes passésistes, les exécutants fascistes, agents des impérialistes...*

Les phrases sont longues, et l'orthographe correcte homogène tout au long du texte. L'arabe est correct, la grammaire impeccable, malgré un bavardage inutile et une sur description parfois, visant sans doute la dramatisation des propos.

Analyse du contenu :

L'esprit général du contenu ne ressort pas de celui de l'éditorial. Tout comme ce dernier, il reprend l'usage de terminologies qui ôtent à l'adversaire tout face humaine. Celui-ci est réduit, déshumanisé, bien que nommé pour la première fois, certes péjorativement (*petits*).

L'auteur (inconnu car l'article n'est pas signé) peint une image héroïque des révolutionnaires, victimes du conflit, tous civils. Ceux-ci se retrouveraient harassés par des miliciens qui croient qu'il serait plus économique d'affamer les palestiniens que de les tuer par balles. Selon l'analyse, ce blocus imposé aux camps palestiniens (le texte généralise pour dramatiser, bien que le titre évoque uniquement le camp de Tal El Zaatar) aurait pour but d'annihiler le support populaire à la Révolution.

Il dresse un dessin positif, courageux, idéaliste des populations palestiniennes, sans pour autant mentionner le rôle des combattants de l'OLP et des autres factions dans la bataille de représailles, grâce à laquelle les rues aboutissant aux camps auraient été libérées. Il évoque un droit à l'autodéfense, mais rien de plus, insistant sur la nature nationaliste et patriotique du combat. Quant à l'autre, cet *impérialiste* qui entraînerait derrière lui des populations chrétiennes troublées, il n'existe que par des récits d'horreurs et de crimes. Ici encore, il n'a pas de visage, même pas de noms.

Aussi professionnelle soit la rédaction, elle omet le nom du responsable présumé des Kataëb, qui aurait prononcé le propos révoltant du prix de la balle. Elle ne mentionne pas non plus le nom du chauffeur de camion témoin de l'évènement.

A cela s'ajoute que l'analyse s'adresse particulièrement à la population civile. Elle a pour but de soulever la population contre l'embargo, et de lui expliquer les divers *gains* et bénéfiques des batailles stratégiques, pour ne pas l'aliéner.

Sur la forme, le texte adopte une approche d'argumentations structurées : il pose des questions dans l'introduction, puis y répond en paragraphes numérotés.

A noter, les 3 photographies du texte ne montrent aucun armé, mais des civiles, femmes et enfants dans les camps délabrés. Il n'y a pas de légendes ou de dates.

iv. Interview avec Kamal Joumlatt

Bien que le titre évoque un entretien avec le fondateur du Parti socialiste progressiste membre du MNL, le texte ne comprend que 2 questions, sur lesquelles le leader druze répond en une page.

Le texte est reproduit en bloc sur les pages 150 et 151, sans intertitres : Il confond les propos directs et indirects.

L'introduction fait l'éloge de Joumlatt, *qui se retrouve dans le camp de la Révolution Palestinienne, ami, frère, et allié dans la bataille contre les complots qui la visent.*

Dans cette entrevue de Talal Rahme, Joumlatt explique que "*le complot aurait pour but de taire la voix des palestiniens*", et appelle à "*prendre d'assaut les forces isolationnistes pour qu'elles recommencent à méditer et à réfléchir*".

Il invite à ce que la nouvelle année soit celle de *l'Union et la Fusion*, un refrain repris plus loin dans quelques slogans et légendes dans la publication.

Dans son analyse des évènements, il parle d'une "*alliance entre la Résistance et le MNL, et une unité de buts et de destin. A la fin, l'objectif à retenir c'est la protection*

de l'existence palestinienne et de sa sécurité et continuité, car cette dernière ne concerne pas les palestiniens seuls. C'est une des missions du mouvement de libération arabes, dont le MNL (...)".

Plus tard, il présente sa lecture des causes du conflit libanais, mentionnant des dimensions arabes, nationales et internationales.

Sur la forme aussi, l'entretien comporte une photo- portrait de Joumblatt sur la page paire, et une autre avec le journaliste sur la page impaire.

Analyse du langage et du contenu :

Joumblatt parle sur un ton calme, réfléchi, même quand il évoque ses adversaires. Il peint une image globale du conflit, lui donnant un aspect à la fois local et international. Il réaffirme son support à la Révolution palestinienne, reprenant les termes du complot, en lignée avec la ligne éditoriale du magazine. Quand bien même, il évoque la nécessité de battre les adversaires, non parce qu'ils sont différents, mais pour les appeler au raisonnement.

v. Articles signés divers

Le numéro spécial de 242 pages comporte aussi des rubriques diverses, dont *Les lionceaux de Palestine*, où l'on retrouve les camps d'entraînement pour les plus jeunes. On y trouve aussi des entretiens avec des combattants palestiniens en famille avec leurs enfants et en scène de bataille, ainsi que des dossiers traitant des conditions de vie des palestiniens en Jordanie, Gaza, Syrie et Koweït. Un dossier traite également le rôle du Croissant Rouge Palestinien, pendant que des études font le lien entre la création de l'État Israélien et la migration juive des pays d'Europe et d'Amérique et d'autres pays arabes.

D'autres billets relateront la position israélienne du conflit libanais, tandis que d'autres reportages traiteront de la guerre en Angola, de la révolution Érythréenne, et du refus d'une partie des Égyptiens de l'accord de Sinaï⁶⁵.

⁶⁵ L'Accord du 4 septembre 1975 sur le Sinaï est un accord diplomatique lié au conflit israélo-arabe et signé à Genève le 4 septembre 1975. Selon cet accord, le conflit entre l'Égypte et Israël « ne peut pas être résolu par la force militaire mais



II. Numéro : 175

Date de Parution : 25.01.1976

Pages : 44

Périodicité : hebdomadaire

Format : immesurable



Couverture Falastine Assawra du 25.01.1976 (Archives AUB)⁶⁶.

par un processus de paix ». Il demande également un retrait plus grand des forces armées des deux pays pour créer une zone tampon gérée par les Nations unies. Cet accord était conforme à la Résolution 338 du Conseil de sécurité des Nations unies et renforçait les relations diplomatiques entre les deux pays et les États-unis. Les Égyptiens souhaitaient reprendre autant que possible la possession de la péninsule du Sinaï (occupée par Israël depuis 1967). Cet accord améliora les rapports entre l'Égypte et les pays occidentaux mais fut très mal perçus par la Ligue arabe (et en particulier par la Syrie et l'OLP)

⁶⁶ Réf. microfilm : Mic – Na 109 B.

Sous le titre de *Liban Uni, Liban Arabe*, ce numéro se veut officiellement d'un ton pacifique, pour refléter l'ambiance d'entente qui régnait à l'époque suite à la signature d'un accord de cessez – le feu sous l'égide de la Syrie. Officieusement, le contenu s'oppose à l'accent de l'éditorial pour prendre un tournant plus provocateur. Ainsi, nous lisons des articles de diffamation à l'encontre du ministre de défense de l'époque, Camille Chamoun, des reportages photographiés sur les batailles de *Maslakh (la quarantaine*⁶⁷), le rôle de l'armée libanaise dans le blocus imposé à Tal El Zaatar et sa responsabilité présumé dans le massacre.

Ce numéro met surtout l'accent sur les chrétiens palestiniens, en mentionnant qu'ils forment la quasi-totalité des réfugiés dans le camp de Dbayeh. Il s'adressera comme nous le verrons dans l'éditorial aux chrétiens libanais, les rappelant souvent que les palestiniens sont aussi chrétiens, et insistant sur la façade politique (et non religieuse) du combat.

Les articles sont présentés dans un respect des règles journalistiques sur la forme, reflétant un professionnalisme presque inégalé dans l'époque. Comme un bon outil de guerre médiatique, le magazine cite ainsi les "*nouvelles des ennemis*" dans des dépêches d'agences (notamment AFP, Reuters et l'agence palestinienne Wafa).

Nous y lisons même une étude d'Abou Mazen^{mp} ou Mahmoud Abbas, le président actuel de l'Autorité Palestinienne, portant sur la migration des Israéliens.

Plus intéressant, nous retrouverons une rubrique rapportant les *positions Arabes du fascisme de la droite libanaise*.

a. Couverture :

Le titre- logo du magazine est inchangé. Nous trouvons autour la date et le numéro (175). Sur le fond d'une photo de visages peu distingués, qui participeraient à une manifestation, nous retrouvons la carte du Liban dans laquelle est inscrit: *Liban Uni*,

⁶⁷ Karantina était un bidonville à majorité musulmane dans le secteur chrétien de Beyrouth contrôlée par l'OLP. Il était habité des Kurdes, des Syriens et des Palestiniens. Le 18 Janvier 1976, les milices chrétiennes envahissent le camp. Les combats entraînèrent la mort d'environ 1.500 personnes. A noter que le massacre de Damour revendiqué par les palestiniens fut mesure de représailles pour les événements de Karantina.

^{mp} V. index des noms propres.

Liban Arabe. Il sera noté dorénavant que l'éditorial reprendra toujours le titre de la couverture.

b. Éditorial :

L'éditorial signé *Kalimat Assawra* se retrouve à la page 3, sur 2 colonnes. Il évoque un accord de cessez – le feu, sans en donner des détails. Il qualifie l'entente d'une *"lueur d'espoir que nous devons tous saisir avec une responsabilité historique, car les drames nous ont touchés tous, et la destruction n'a épargné aucune ville, et la tragédie du déplacement se reflète dans nos yeux tous, sans oublier que nous avons tous perdu nos bien-aimés et nos enfants dans ce conflit haïssable (...)"*

Il ajoute : *"(...) Nous le disons en connaissance des conspirateurs contre le Liban et la Palestine, ceux qui se sont soumis à l'ennemi sioniste jusqu'à la fin... Toutefois, nous nous adressons au public libanais chrétien avant le musulman... A ce grand public du Mont Liban, Metn, du Nord et du Sud, nous assurons que cet accord (...) constitue une lueur d'espoir pour mettre fin au schisme libanais – palestinien et pour relever les ruines et les rancunes, en vue de la reconstruction de ce pays et de l'union de ses enfants (...)"*

Il assure que la *"violence est une arme qui a fait preuve d'échec au Liban, tandis que le dialogue démocratique et le combat politique sont la seule force capable d'engendrer un sentiment de quiétude parmi les libanais. Et cette violence qui se voulut de diviser le Liban en nations closes s'est retournée contre (eux), et le Liban demeurât unit malgré tout (...).*

Réaffirmant que le Liban fait partie inhérente du monde Arabe, l'éditorial promet que la *Révolution* offrira tout son support à *l'unité du Liban et de son appartenance au monde Arabe*, ainsi qu'à *son unité et celle de son peuple et de son territoire*. Il dit garantir le respect des accords signés entre l'Autorité Palestinienne et l'État Libanais mais surtout de sa souveraineté, et souhaite à la fin que la paix règne sur le pays des cèdres.

Analyse du langage :

Le langage, comme le ton de l'article d'ailleurs, se veut relativement calme, réfléchi et positif, sans pour autant se monter soumis ou vaincu. Pour refléter l'ambiance d'un accord, le vocabulaire évoque les douleurs partagées des deux partis, dans une manifestation d'union et de volonté de résoudre les questions. Il invoque *l'espoir*, lui donnant une dimension de *responsabilité historique*. L'article mentionne également les *dramas communs, la destruction, le déplacement, la perte* des proches qui fut *imposée à tout le monde, le sang qui nourrit la terre libanaise*.

Il insiste sur le fait que le peuple libanais est *plus fort que le drame*, rappelant que le peuple palestinien a lui aussi perdu *des milliers de martyrs pour obtenir sa reconnaissance de la part du monde*.

Il parle *d'espoir*, et appelle à *soulever les ruines*, s'adressant avant tout au *large public chrétien*. Il estime que la violence ne résoudra pas le conflit, tout en maintenant sa position et sa vision des raisons du désaccord. Il insiste sur sa défense d'un *Liban Uni* et avant tout, membre de la communauté arabe.

Analyse du contenu :

L'éditorial est ferme dans sa position malgré l'apparence sereine de ses mots. Il s'adresse au public chrétien, celui de ses adversaires, comme pour les interpellier et leur tendre une main, sans pour autant lever le drapeau blanc. L'auteur, donc l'OLP, n'est pas vaincue, mais convaincue de la nécessité de pauser, poser, réfléchir, pour le bien de tout le monde. Elle ne fait pas de rétraction sur ses propos passés envers les adversaires, mais les confirme avec moins d'agressivité. Cet autre n'est plus *l'isolationniste* : il redevient simplement l'autre, qui veut quand même diviser le liban.

Toutefois, l'éditorial affirme que la violence ne n'apportera pas de solutions aux les questions non résolues, et place les palestiniens à égalité avec les chrétiens, partisans des adversaires, qui ont eux aussi perdus leurs fils, pères, frères... Il suggère que le Liban restera une partie de ce monde arabe avec sa majorité musulmane, ôtant au

conflit son visage confessionnel et religieux. Là, l'OLP reste fidèle à sa vision du conflit. Elle affirme qu'un accord ne veut pas dire la soumission ni la subordination.

c. Rubriques d'intérêt :

i. Les batailles :

Dans une opposition flagrante au ton d'entente de l'édito, les différents reportages, notamment ceux sur les différentes batailles entre les partis belligérants dans les régions contrôlées des uns et des autres. Ils soulignent aussi avec une note d'agressivité le rôle de l'armée libanaise dans les batailles, et lui consacrent une analyse entière sur une page.

Ces batailles sont celles de : Damour (4 pages), Beyrouth (2 pages), Tal el Zaatar (2 pages), Maslakh (Karantina) (2 pages) et Dbayeh (2 pages).

1. La bataille de Damour :

Le massacre de Damour a eu lieu le 20 janvier 1976, et fut commis principalement par les milices palestiniennes contre les habitants chrétiens de Damour, 20 km au sud de la capitale Libanaise.

Le 9 janvier 1976, les Palestiniens assiègent la ville en coupant l'eau, l'approvisionnement, l'électricité et interdisent la Croix-Rouge d'entrer dans la ville pour évacuer les blessés.

La ville est soumise à un intense bombardement. Le ministre de la Défense Camille Chamoun, piégé dans la région, demanda à l'aviation de soutenir la ville. Le 16 janvier au matin, des chasseurs Mirage III et Hawker Hunter de l'armée de l'air libanaise font une descente sur les positions des militants palestiniens et islamo-progressistes, mais l'opération est annulée par le Premier ministre Rachid Karamé. Ce fut la dernière mission des Mirage III libanais de la guerre civile.

Selon certaines sources, 750 personnes ont été tuées dans ce massacre. Beaucoup de corps avaient été démembrés, de sorte que les têtes ont dû être comptées pour dénombrer les morts.

Notons bien que le massacre de Damour a été perpétré en réponse au massacre de Karantina, du 18 janvier 1976, au cours duquel les Phalangistes tuèrent environ 1500 personnes.

Il existe un certain nombre de revendications contradictoires quant à savoir exactement les milices ont participé au massacre. Il est clair qu'il s'agissait d'une attaque dirigée par les milices palestiniennes, mais certaines sources indiquent une participation des factions palestiniennes soutenues par Damas. Une chose est néanmoins claire : l'attaque et massacre a été effectué par un mixte de miliciens palestiniens aligné avec le Mouvement national libanais.

Selon Robert Fisk, l'attaque a été conduite par le colonel Abou Moussa, un haut commandant de l'OLP et le Fatah (mais plus tard, chef de file la rébellion l'anti-Arafatiste de la faction Fatah). Toutefois Cedarland.org, cite les noms de Zouheir Mohsen, chef de file de la Saïqa, une faction palestinienne basée à Damas, agissant directement sur les ordres syriens.

Le gros des forces d'agression semble avoir été composé par les brigades de L'OLP et La Saïqa, ainsi que d'autres milices, y compris le Fatah. Certaines sources mentionnent également le FPLP, le FDLP et la milice musulmane Libanaise Al-Mourabitoun parmi les agresseurs. Il existe également des rapports que les mercenaires ou les miliciens de la Syrie, de la Jordanie, la Libye, l'Iran, le Pakistan et l'Afghanistan ont fait partie de l'assaut, et même des commandos japonais qui s'entraînaient au Liban⁶⁸.

La rubrique évoquant cette *bataille*, comme l'appelle *Falaise Assawra*, est la plus importante puisqu'elle occupe 4 pages, voire 11% de la revue. Elle arbore un discours victorieux, affirmant que la bataille a prouvé *la faiblesse des isolationnistes*. Elle fait état des *pertes des ennemis* avec un compte rendu complet de la bataille. Des photos

⁶⁸ http://fr.wikipedia.org/wiki/Massacre_de_Damour.



de combattants palestiniens, de maisons en flammes et ruines, et d'armés victorieux dans un bureau des Phalangistes, au dessus duquel ils dressent le drapeau de l'OLP.

Le contenu est par sa nature, agressif et violent. Il cite le *Commandant Abou Moussa* appelant à "*purger Damour des isolationnistes, car elle constitue le chemin d'approvisionnement principal à tous les habitants et citoyens, notamment ceux de Beyrouth, qui frôlaient la famine*". Il dénonce l'usage de l'aviation par l'armée libanaise durant la bataille, et attaque le *petit Chamoun* ministre de défense libanais le traitant *d'ingrat à jamais battu*.

Ce compte rendu s'avère l'un des plus violents de par son langage, bien qu'il ne n'évoque nulle part les bilans humains du coté des uns et des autres. L'image de la bataille est réduite à sa dimension stratégique et militaire, faisant abstraction des tueries, que les médias des partis chrétiens repeindront en long et en large. Elle est peinte comme une bataille *d'autodéfense* et de *représailles*. Abou Moussa, dont on ne connaît pas le nom, explique que la raison pour laquelle les confrontations eurent lieu est "*le blocage des rues imposé par les forces isolationnistes, Les Phalangistes et les Ahrar en collaboration avec des factions rebelles de l'armée libanaise, bien que nous ayons essayé de les rouvrir pacifiquement*...Il appelle l'opération militaire un acte de *purgation*.

Il nie catégoriquement l'entrée de troupes syriennes au Liban, et accuse les médias adversaires de mensonge, citant à l'appui l'envoyé spécial de Reuters, qui dit *avoir logé l'autoroute nationale, n'ayant ni vu ni entendu de présence syrienne au Liban (...)*.



Cette photo du compte rendu figure aussi sur la couverture extérieure du magazine. Elle montre les combattants des factions palestiniennes brandissant victorieux leurs mitraillettes et leur drapeau sur les balcons du siège des Phalangistes à Damour.

2. La bataille de Beyrouth :

Ce compte rendu de la bataille de Beyrouth ne sort pas de l'esprit du numéro, bien qu'il se montre plus agressif que normal. Nous y trouvons tous les éléments d'une communication de guerre : les "images" que nous recevons sont des images qui font la guerre.

Michel Mathien le dit bien : plus qu'aucune « communication de crise », la communication de guerre devient ici *le prolongement direct du dessein politique de « faire la guerre » et de sa logique : la poussée aux extrêmes dans l'usage de la force qui en découle pour les parties*⁶⁹. Elle se montre une communication de porteurs d'armes, d'experts en tactique, stratégie de combats.

⁶⁹ Mathien M., L'emprise de la communication de guerre. Médias et journalistes face à l'ambition de la démocratie, *Revue internationale et stratégique* 2004/4, 56, p. 89-98.

Malgré la bonne foi dont l'éditorial fait état, et ses promesses de respecter la souveraineté du pays, ce compte rendu attaque l'armée libanaise, l'accusant d'abriter des miliciens et mercenaires, et de comploter avec *le fascisme isolationniste de la droite libanaise*. Le titre à lui seul est assez expressif : *"L'unité dans la bataille (représente) l'unité du pays"*.

On lira dans l'introduction : *"Les forces isolationnistes de l'armée libanaise, sous le couvert desquelles se trouvent les forces fascistes de la droite osèrent imposer un blocus militaire et approvisionnement sur le secteur est (de la capitale, NDA) et Tal El Zaatar, et bombardèrent le 14.01.1976 le camp de Dbayeh puis le défonça et le rendit aux forces isolationnistes (les Kataëb, Ahrar et le reste des groupuscules) (...). Le 19.01.1976, l'armée mobilisa toutes ses forces, ses chars et blindés et groupa des troupes (...) des forces isolationnistes pour une offensive de 48 heures sur Karantina et Maslakh, puis apporta des tracteurs et démolit les quartiers les plus pauvres et chassa les habitants vers le secteur ouest et Ouzaii"*.

L'article estime que cet incident *"fait la lumière sur les objectifs des forces isolationnistes (...) et ses tentatives de trouver une solution politique au conflit vu le nouvel équilibre des pouvoirs résultant des 9 mois de combat" (...)*. Il aurait également pour but d'*"améliorer les conditions de négociations et constituerait une manœuvre politique afin d'imposer le compromis politique au lieu du compromis militaire"*.

Il rappelle également que l'objet de l'opération menée par les milices chrétiennes serait de *"nettoyer la zone des étrangers pour faciliter la mise en place du plan de division, (...) en usant des thèmes de souveraineté et de sécurité" (...)*.

D'autre part, l'auteur, certes inconnu, n'hésite pas à affirmer que la mainmise des miliciens chrétiens sur le camp palestinien de Dbayeh *"a mené à la purge du village de Damour des forces isolationnistes, de même que la prise d'assaut des positions de Maslakh et Karantina résulta à la résolution militaire de la bataille dans la Bekaa et*



le Nord. Et avec l'arrivée des forces de la Révolution près de Saoufar⁷⁰, tout le district de Kesrouan⁷¹ sera sous la merci des forces de la Révolution, pendant que le toutes les positions des forces isolationnistes de l'armée sont sous contrôle".



La bataille de Beyrouth, selon Falastine Assawra, numéro 175 du 25.01.1976 (Archives AUB)

3. La bataille de Dbayeh :

Ici aussi, la ligne éditoriale veut qu'on relate les combats, mettant l'accent cette fois sur le "massacre" comme l'évoque le titre de l'article. Le compte rendu, qui est plus un récit de guerre, met l'accent sur le rôle de l'armée libanaise dans la facilitation présumée des combats en faveur des milices chrétiens.

Au milieu d'une photo centrale du camp en ruines, nous retrouvons un encadré comportant l'historique du camp, insistant sur l'appartenance de ses 250 familles à la religion chrétienne.

⁷⁰ Village du Mont Liban, à 20 km au nord est de Beyrouth, et à la population essentiellement chrétienne.

⁷¹ Un des cazas du Mont Liban, situé à 17 km de la capitale, et dont la population est à 99% chrétienne maronite, avec 1% de musulmans chiites.

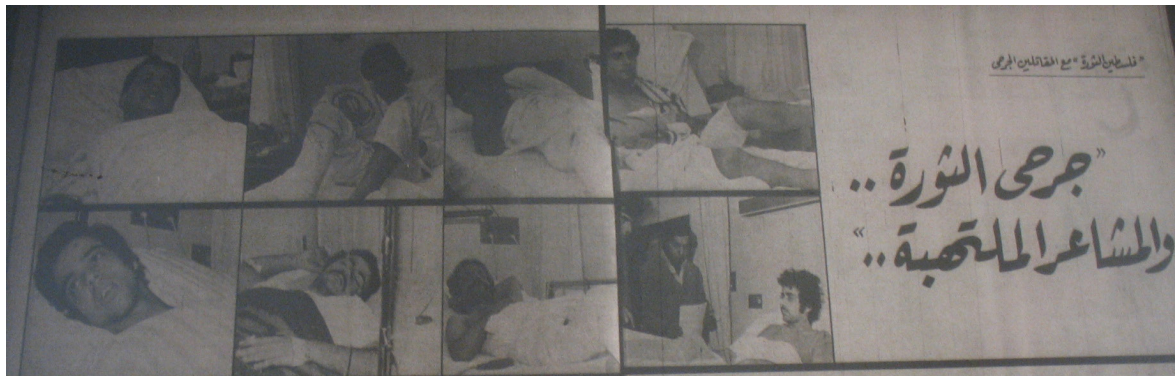


Le "massacre de Dbayeh" envers les chrétiens palestiniens, comme relaté par Falastine Assawra.

4. Les combattants blessés :

Cette rubrique sur les pages 26 et 27 consacre des entretiens courts, avec 8 combattants. A côté de chaque nom, nous trouvons la bataille durant laquelle le frère fut atteint, les détails du combat, avec un appel à la victoire.

Cet article viserait à remonter le moral des troupes.



Titraile et portraits de combattants. Falastine Assawra, numéro 175 du 25.01.1976.

5. Analyse sémiologique :

a. Caricature : *la droite fasciste*



Cette image se retrouve à la page 43, donc à l'avant dernière. On y voit un char, vêtu d'un habit religieux juif noir, derrière lequel on voit 3 des responsables libanais, dont on reconnaît 2 : le ministre de défense Camille Chamoun, l'ancien président de la république et fondateur des Phalangistes Pierre Gémayel, et le président de la République Souleiman Frangié, tous les trois chefs du Front Libanais^{PP}.

Celle-ci fait écho au refrain qui fait partie de la ligne éditoriale de la revue, se référant à la complicité entre les chefs des milices chrétiens, et même de certains hauts responsables dans l'État (dont 2 présidents de la République). A noter : la caricature figure au bas de la page dans une rubrique regroupant des réactions arabes, tirées de dépêches d'agences, contre *la droite fasciste libanaise*.

b. La couverture externe :



Celle-ci se contente de poster 4 photographies, illustrant la *victoire* palestinienne dans le village de Damour : mis à part la photo reprise (*voir la Bataille de Damour*), la couverture externe arbore un air de célébration triomphale. Bien qu'on ne puisse pas

^{PP} V. index des partis politiques.

distinguer les figures des combattants, on les reconnaît aux locaux adversaires dans lesquels ils se retrouvent. Ainsi, la 2^{ème} photo droite au bas de la page montre un armé à la porte d'un local, sur les murs duquel on lit *Katibat Annoumour*, ou légion des Noumour (Tigres de Dany Chamoun). En arabe, on lit : *A Damour, le Liban fit victoire*.

La substitution de la revue par un quotidien :

Nous ne savons pas la date exacte de la substitution de *Falastine Assawra* dans sa version Libanaise d'une revue à un quotidien de 8 pages ou de 4 pages même par moments. Il faut aussi noter que les années 1979, 1980 et 1981 connurent d'importantes ruptures de publications, raison pour laquelle une centaine de numéros ne figurent pas dans les archives de AUB, seul propriétaire de ces exemplaire sur le sol libanais.

Selon les archives donc, le premier numéro sous forme de quotidien est le numéro 719, du 14 mars 1979. De cette année même, seuls 11 numéros sont disponibles, à savoir les numéros 179 (14 mars), 731 (27 mars), 737 (3 avril), 740 (6 avril), 761 (3 mai), 763 (5 mai), 764 (6 mai), 768 (11 mai), 13 mai (769), 19 mai (775), 927 (27 octobre).

La parution dans le numéro 731 du 27 mars 1979 (voir le numéro ci –dessous) d'un éditorial se déclarant repris de la revue, suggère que la publication de la revue serait suspendue uniquement au Liban, puisque les microfilms regroupent sous *Falastine Assawra* les 2 publications. Comme le système d'archivage de l'Université Américaine ne permet pas la confusion des genres, même de titres similaires, la théorie de suspension de publication du magazine sur le territoire libanais (pour des raisons financières peut – être) est fort probable.

Tous les numéros de 1979 sont formés de 8 pages⁷², et ont une portée plutôt internationale du conflit entre les palestiniens et Israël. Quelques articles, notamment moins nombreux que ceux des années 1975 et 1976, relatent les combats au Liban. La nature du conflit prend une dimension plus régionale, incluant la Jordanie et l'Égypte, dont les chefs, respectivement le roi Hussein et le président Anouar Assadat sont qualifiés de traîtres de la nation et de la cause du peuple Palestinien.

Encore, tous ces numéros n'ont pas d'ours, et les articles d'opinion ne sont pas signés. La manchette se retrouve souvent sur 4 lignes de caractères différents, emportant les 8 colonnes de la Une. Le logo est le même, tant dans la revue que dans le journal.

En 1981, les numéros disponibles disposent de 4 pages et rarement de 8, mais gardent dans tous les cas le même format général. La présentation reste également identique. Le dernier numéro consultable (1482) est celui du 11 octobre 1981.

Finalement, entre 1967 et 1981, les lignes éditoriale reste inchangées, et le vocabulaire varie selon l'intensité de la crise politique.

Très remarquable quand même : quelque soit le format de cette publication, sa date de parution ou son nombre de pages, nous ne retrouvons aucune publicité, ce qui pose la question du financement.

⁷² Au Liban, toutes les impressions de quotidiens se font sur 8, 16 ou 32 pages. Le nombre de pages est toujours



III. Numéro : 731

Date de Parution : 27.03.1979

Pages : 8

Format : 8 colonnes.

Périodicité : quotidien

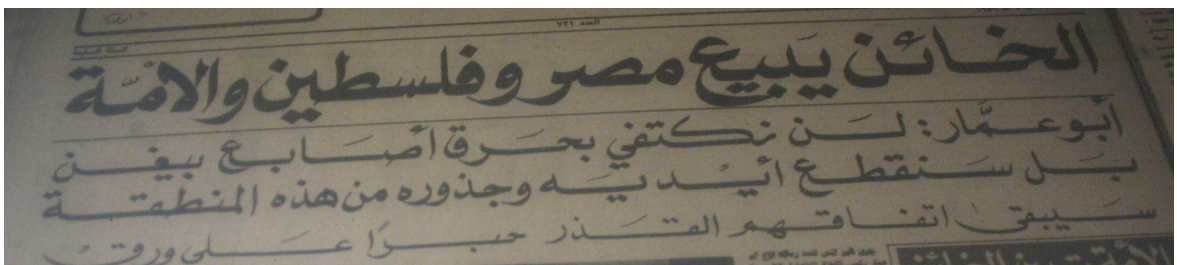


Une de Falastine Assawra, format quotidien de 8 pages, numéro 731 du 27 mars 1979 (Archives AUB).



Le logo en caractères arabes ronds est identique au logo de la revue. Une différence est pourtant claire : à droite, en dessus du mot *Assawra*, nous lisons : *journal central de l'OLP*, marquant le passage de la revue au quotidien. On retrouve deux carrés de part et d'autre du logo : sur celui de droite on lit : *Al Kuds ya Arab* (Jérusalem, Oh peuples arabes). Quand à celui de gauche, il reprend la même citation signée Abou Ammar : *Cette révolution n'est pas la démarche de la Palestine et de la Nation arabe seulement, mais celle de tous les libres à travers le monde.*

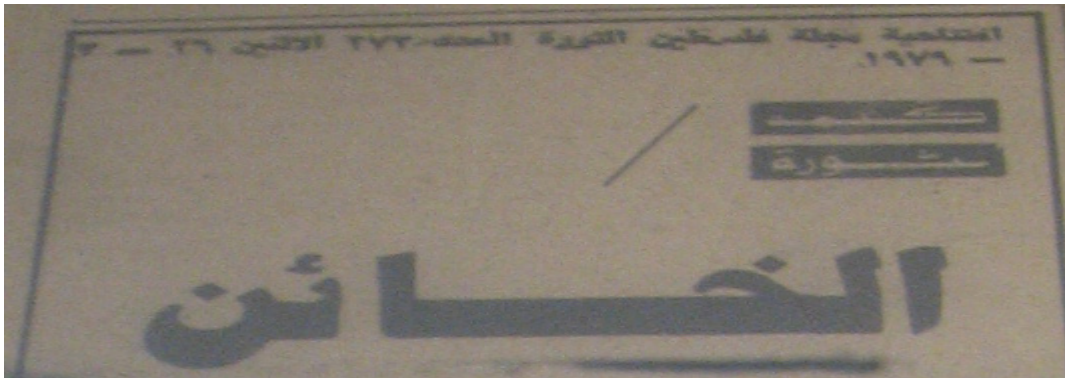
i. Manchette :



La Manchette se retrouve sur 4 lignes, dont la première, soulignée est mise en évidence par des caractères gras saillants. On y lit : *le traître vend l'Égypte et la Palestine et la Nation*. En dessous sur la deuxième, troisième et quatrième ligne **Abou Ammar** : *Nous ne nous contenterons pas de brûler les doigts de Begin/ mais couperons ses mains et ses racines de cette région/leur sale accord restera de l'encre sur du papier.*

Le mot *traître* figurant dans le titre fera aussi le titre de l'édito.

ii. Éditorial :



L'éditorial prétend être une reprise du même article, paru dans la revue de *Falastine Assawra*, dans son numéro du lundi 26.03.1979, donc une journée auparavant. Ceci suggérerait que la revue n'aurait probablement pas été suspendue totalement, mais sa publication serait absente du territoire Libanais.

Le titre de la rubrique est le même tant dans la revue que le journal, à savoir *Kalimat Assawra*.

Le contenu semble plus axé sur la politique, et se détache des récits de guerres auxquels *Falastine Assawra* nous avait habitués. Toutefois, il reste agressif de par son ton, bien que le vocabulaire soit soutenu.

Les phrases demeurent longues, faisant preuve d'un style d'écriture propre à l'auteur. La ponctuation, elle, laisse à désirer : une seule phrase de 10 lignes, comporte 5 virgules, mais pas un seul point. Les mots *traître* et *Israël* sont mis tout au long du texte entre guillemets. Si l'usage des guillemets pour le premier vise à souligner la connotation péjorative du terme, il porte une signification politique importante pour le deuxième. En effet, l'OLP ne reconnaît pas – elle ne le fait pas encore d'ailleurs – l'existence de l'État d'Israël, qu'elle accuse d'être *une entité violatrice* des territoires historiquement Palestiniens.

L'éditorial évoque également, non sans amertume, une histoire des *trahisons arabes* envers le peuple Palestinien. Il remonte à 1948, et fait un bilan historique, concluant que le président Égyptien Anouar Assadat représente *la synthèse d'une génération de*

traîtres parmi les responsables arabes (...) ayant fait preuve de leur impotence et leur paralysie face aux problèmes de notre Nation arabe (...).

b. Rubriques d'intérêt :

La rubrique *Dépêches du Sud Liban* est récurrente. Elle rapporte des nouvelles sur les stratégies militaires présumées des *ennemis sionistes isolationnistes* dans la région frontalière avec Israël.

D'autres dépêches d'agence font figure également. Elles regroupent les réactions de présidents ou de responsables à travers le monde (dont par exemple Fidel Castro), sur la signature de l'accord de Paix pas Assadat avec Israël.

Les rubriques deviennent aussi diversifiées. On y trouve des nouvelles internationales, et même la reproduction de paroles de chansons du monde, notamment africaines et latines, faisant l'éloge des révolutions.



IV. Numéro : 737

Date de Parution : 03.05.1979

Pages : 8

Format : 8 colonnes.

Périodicité : quotidien



Une de Falastine Assawra, format quotidien de 8 pages, numéro 737 du 3 mai 1979 (Archives AUB).

Du logo, à la manchette puis l'éditorial, l'esprit général reste le même. La ligne éditoriale demeure claire et précise. Toutefois, la dimension locale devient de plus en plus restreinte, et les récits des combats sont de moins en moins nombreux.

La majorité écrasante des articles n'est pas signée, et quand ceux-ci le sont, il s'agirait de pseudonymes ou de noms de guerre. La dimension des photos est réduite au profit du texte. Celles-ci sont de plus en plus événementielles, avec une absence remarquable de caricatures.

Synthèse :

Falastine Assawra se veut clairement un instrument de propagande, et un outil de guerre. Toutefois, elle n'est jamais sur l'offensive, et se place en défensive, évoquant son droit à la légitime défense de son existence, et de celle de la Révolution dont elle porte la parole.

Ainsi, on la verra s'adresser au public qui - supposément – est aussi celui de son adversaire militaire et politique. Elle emprunte les valeurs du Christianisme, rappelle que la Palestine même est la Terre de Jésus, fait appel à des écrivains et à des religieux maronites, grecs orthodoxes, et n'hésite pas à rappeler les positions du Vatican contre l'occupation israélienne des territoires palestiniens. Elle dénonce la violence, et n'a pas recours aux images de tueries choquantes pour faire prévaloir son point de vue. La seule violence qu'elle exprime est verbale. Et bien qu'elle n'appelle pas à la guerre, ni au combat, elle n'hésite pas à qualifier les représailles de défense.

Dans la forme, qu'elle soit en revue ou en quotidien, *Falastine Assawra* fait preuve de respect des genres journalistiques (entrevue, reportage, billet, dépêche...). Les titraillles sont correctes, les phrases pertinentes et les énoncés clairs et précis malgré l'exagération dans la longueur des phrases. La langue est correcte, et l'usage des photographies et des caricatures pertinent.

Ci-dessous un tableau de synthèse sur l'ensemble de cette publication :



	Revue	Quotidien
Langage	Agressif, avec une exagération du péjoratif. La déshumanisation est claire, et le lexique est celui de guerre, combats. Les phrases sont longues, les titres courts, mais la grammaire demeure correcte.	Moins agressif, selon le degré de la crise politique. Vocabulaire plus posé et réfléchi, se rapprochant de l'événementiel plus que l'affectif. Les phrases sont longues, les titrilles assez longues sur plusieurs niveaux. La grammaire demeure correcte, faisant preuve de style unique ou unifié.
Charge émotionnelle	Violence de propos avec manifestement le mépris de l'autre et la dramatisation des événements, peints comme une défense légitime de soi.	Propos moins violents, plus idéologiques. L'autre demeure méprisé, mais il change de face. L'ennemi possède désormais des associés en dehors du contexte libanais, et la bataille sort du local vers l'international.
Style de communication	Communication favorable, qui essaie de se rapprocher du public chrétien, à priori celui de l'adversaire, pour le convaincre de la légitimité de la cause palestinienne moyennant la religion.	Communication plus neutre car <i>l'ennemi</i> change. La communication devient moins centralisée sur le local et portée vers l'internationalisation de la crise.
Moyens	Vocabulaire agressif, discours valorisant la révolution. Le combat l'emporte sur la politique, et la persuasion se fait par la force des armes aussi bien que des mots. Les images de combats sont présentes, mais non-violentes. La caricature occupe une place importante.	L'énoncé est plus pesé, plus politiquement correct, bien que le ton de menace ressorte par moments. La révolution ne ressort que dans l'image globale, et l'accent est mis sur la diplomatie plutôt que les combats. Les images de combats sont presque absentes, de même que les caricatures.
Présentation	Professionnelle, reflétant une expérience journalistique approfondie et une connaissance des différents genres.	Demeure très professionnelle, et fait preuve d'expérience journalistique avec une connaissance des genres.

Al Qaeda

Al Qaeda est le quotidien publié au Liban par Le Front de Libération (FLP)⁷³.

Il n'en existe sur microfilm⁷⁴ que 303 numéros, tous publiés entre le 16 mars 1978 et le 15 mars 1979. Aussi étrange soit – il, il n'en existe qu'un microfilm, aux dates synchronisées, laissant supposer que le quotidien n'est paru que pour une année exactement, au jour près.

Ce quotidien ressemble plus à un bulletin interne, et semble destiné aux combattants de par le contenu technique et stratégique de ses propos. Il fait essentiellement le point sur les batailles, avec une prise de position souvent reflétée dans l'éditorial. Ainsi, nous retrouverons souvent des rubriques intitulées *la position militaire*, ou *analyse militaire*. Les 303 publications sont presque toutes d'une feuille de 2 pages, rarement de 2 feuilles, donc 4 pages (le premier numéro de 4 pages étant le numéro 25).

Les analyses politiques non militaires étant presque absentes des 100 premiers numéros, nous notons dans les publications qui suivent (de la centième à la 300^{ème}) plus de finesse dans la mise en page, avec l'apparition de rubriques fixes, parfois signées. Le logo change 3 fois, au septième, au 29^{ème} puis au 54^{ème} numéros, reflétant l'identité confuse et le travail d'amateur qu'est la mise en page de cette publication.

Le pseudonyme qui apparaît le plus souvent est celui de *Ta'abbata Charran (celui qui veut du mal)*, avec la signature occasionnelle de la rubrique *Mahatta (pause)*, d'écrivains tels que Salwa Mina, Assafi Saïd, Ali Fouda, Rachad Abou Thawer, Samih Chayb et Saber.

Le prix du quotidien fera apparence à partir du 300^{ème} numéro : il se vend à 25 piastres de Livres Libanaises.

⁷³ L'organisation est placée sur la liste officielle des organisations terroristes du Canada et des États-Unis et l'était jusqu'en 2009 sur celle de l'Union européenne, mais n'apparaît plus en 2010.

Aussi, *Al Qaeda* emprunte parfois des caricatures de journaux pan – arabes tels que le quotidien Koweïtien *Assyasa Al Kouweitya*. Quant à l'éditorial, il passera à partir du numéro 7 de la gauche à la droite, avec l'apparition sur le haut de la page à côté du logo d'un encadré intitulé *Mouâcherat (indices)* puis *Mouâcher (indice, au singulier)*. Celui-ci comprendra des brèves de 2 ou 3 lignes sur les *ennemis* israéliens ou *isolationnistes*.

Ajoutons que le FLP a été créé par Ahmed Jibril en 1959, et a reçu un fort soutien de la Syrie. Il s'agit d'un mouvement marxiste opposé au nationalisme prôné par le Fatah de Yasser Arafat. En 1967, le FLP fusionne avec deux autres groupes, tout d'abord *Héros du retour* (abtal al-awda) un mouvement affilié au Mouvement nationaliste arabe (MNA), puis avec un groupe dépendant du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP).

Le FPLP était alors dirigé par l'ancien leader du MNA, Georges Habache, mais Jibril décide en 1968 de faire sécession pour créer le Front Populaire pour la Libération de la Palestine - Commandement Général (FPLP-CG), qui s'est énormément rapproché de la Syrie.

Le FPLP-CG se scinde en deux après la participation de ce mouvement au côté des syriens à la bataille contre l'OLP en 1976. Le 24 avril 1977, les déserteurs du FPLP-CG forment le nouveau FLP, dirigé par Mohammed Zaïdan (Abou Abbas) et Talaat Yaakoub. Des combats sporadiques continuaient à avoir lieu entre les deux mouvements, jusqu'au bombardement du siège du FLP en août 1977 qui ont fait près de deux cents morts.

Enfin, notons que les numéros de *al Qaeda* sur microfilm sont particulièrement de mauvaise qualité, parfois coupés du bas. Ceci rendit l'analyse de certains articles improbable.

⁷⁴ Réf. Microfilm: Mic – Na 396, AUB.



I. Numéro : 1

Date de Parution : 16.02.1978

Pages : 02

Périodicité : quotidien

Format : 5 colonnes (tabloïd).



Une du numéro 1 du quotidien Al Qaeda, publié le 16.02.1978 (Archives AUB).

a. Logo :



Le logo est simple : il indique le titre du journal *Al Qaeda* en dessous duquel on lit *quotidien*. Dans un encadré à droite, nous trouvons l'image de 3 personnages, dont les identités sont méconnaissables. Il s'agirait probablement des 2 fondateurs du mouvement, Ahmed Jibril (deuxième à gauche) et Georges Habache (premier à droite, ainsi que de Leila Khaled, considérée héroïne de la résistance palestinienne⁷⁵.

A gauche, on retrouve le logo de la FLP, où l'on distingue l'étoile communiste, la carte de la Palestine entourée d'un cercle dans lequel se ferme un armé.

Dans la bande grise, on lit le numéro (1) et la date de parution, alors que s'inscrit sous le logo de la FLP *le journal central de du FLP*.

b. Manchette :



Le titre est loin du factuel. En effet, il écrit : *la résistance et la virtuosité sont Libano – palestiniennes*.

⁷⁵ Militante palestinienne et membre du conseil national palestinien. En 1969, à l'âge de 24 ans, suit un entraînement militaire spécial dans une base du FPLP en Jordanie. Khaled s'est fait connaître en 1969 en devenant la première femme à détourner le vol 840 d'un Boeing 707 de la TWA assurant la liaison Los Angeles/Tel-Aviv. L'année suivante, après avoir subi une opération de chirurgie esthétique qui lui modifie le visage, elle en a détourné le vol 219 d'El Al d'Amsterdam vers New York. Mais le pilote détourne l'avion vers Heathrow à Londres où Leila est livrée à la police locale.

Le 1er octobre 1970, le gouvernement britannique la libère en échange de prisonniers. L'année suivante, le FPLP a abandonné la tactique du détournement, bien que d'autres mouvements continuent à détourner des avions, le plus célèbre ayant pour résultat le raid d'Entebbe de 1976.

Cette titraille qui occupe les 5 colonnes du tabloïd en caractères gras n'est lié à aucun texte, mais ressort plutôt d'une propagande idéologique qui viserait à la mobilisation du public, ici probablement entièrement militant.

c. L'article principal :

Intitulé *rapport du premier jour de l'assaut israélien*, ce compte rendu se veut très factuel, sec, sans aucune charge émotionnelle ou touche humaine quelle qu'elle soit. Il est présenté en points balles, et retrace au quart d'heure près le cours de la bataille de 23h30 le 14.02.1978 jusqu'à 19h00 le 15.02.1978.

Il évoque les attaques israéliennes *le long d'une frontière de 100 km, moyennant les armes maritimes, aériennes et terrestres*, mais ajoute que *les fins politiques et militaires de cet assaut ne se sont pas concrétisées malgré l'ampleur des forces assaillantes (30 mille soldats)*.

L'article cite en passant nombreux villages et villes libanaises, telles que Maroun El Ras, Bint Jbeyl, Rachaya Al Foukhar, Marjeyoun, Rmeich, Khiam, Ebl Essaki, Yarine et autres. Certaines sont limitrophes, d'autres à une dizaine de km. Ceci prouve que les propos recueillis sont en fait de provenance du champ de bataille, dispersé sur plusieurs km. La frontière, certes, est dite *Libano – Palestinienne*, étant donné que FLP ne reconnaît pas l'existence de l'État d'Israël en dehors des Territoires Occupés.

Sur la forme, notons que les caractères sont dactylographiés, sans complications calligraphiques, et que même la correction de certains mots s'est fait de manière primitive. Ainsi, on retrouve des mots visiblement effacés et remplacés par d'autres écrits à la main.

On remarquera aussi que la typographie n'est pas unifiée, faisant de la publication un travail d'amateur plutôt que d'un journaliste professionnel.

d. Éditorial :

Intitulé *Maoukifouna (Notre position)*, celui-ci reproduit littéralement le discours officiel du *porte-parole du FLP à propos de la bataille*. Ce porte-parole n'est pas nommé. Il y affirme que l'attaque israélienne n'était pas "*surprenante, et cette bataille avec l'ennemi continuera avec la même violence révolutionnaire plus que jamais (...). Et nous nous voyons dans cet assaut le début d'une nouvelle période et d'un nouveau départ, parce que nous estimons que (la page) d'une étape entière du combat palestinien est désormais tournée (...)*".

D'autre part, la position des obscurantistes arabes (les régimes Égyptien et Saoudien), est claire, puisque ces 2 régimes traîtres ont dénoncé les combats héroïques de nos révolutionnaires à l'intérieur occupé (...)"

Il ajoute que la "*préservation de l'esprit révolutionnaire de nos forces (armées) est le seul moyen de victoire, tout comme le retour des anciens combattants sur leur positions est une nécessité absolue.*"

Analyse du langage :

Il s'agit clairement d'un langage militaire, laissant supposer que le quotidien n'a pour public que les combattants, et par extension peut – être, leurs familles. Ainsi, on pourrait qualifier une telle publication comme spécialisée, dans le sens où ses lecteurs sont engagés, militants ou militaires.

Nous retrouvons clairement les notes de combat, dans un discours qui vise à moraliser les troupes et les mobiliser. Subséquemment, nous lisons les mots *révolutions, esprit révolutionnaire, victoire, combats, traîtres, retour de combattants, ennemi, violence révolutionnaire...* "

Analyse du contenu :

Il n'est pas étrange que l'éditorial de ce premier numéro, qui ressemble plus à un brouillon qu'à un vrai journal, ne soit pas signé, d'autant plus que le porte-parole n'est pas nommé: il est supposé être connu.



Sur la forme, non harmonieuse, l'observateur aurait l'impression qu'il s'agirait d'une presse amateur, faite hâtivement, à tel point que les erreurs dactylographiées sont corrigées à la main, pour un tabloïd d'une feuille sur 2 pages.

Toutefois, ce contenu reflète une attention particulière aux détails du combat, qui ont été suivis dans ce cas au quart – d'heure prêt sur une période de 2 jours.



II. Numéro : 2

Date de Parution : 17.02.1978

Pages : 02

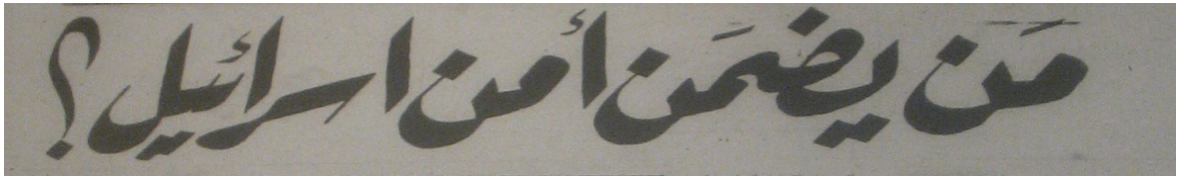
Périodicité : quotidien

Format : 5 colonnes (tabloïd).



Une du numéro 2 du quotidien Al Qaeda, publié le 17.02.1978 (Archives AUB).

a. Manchette :



Sous le titre sur 5 colonnes de "*Qui garantie la sécurité d'Israël ?*", l'article principal attaque les médias israéliens, notamment la radio israélienne dont les fréquences étaient captées (elles le sont même aujourd'hui encore) au Sud du Liban. Il l'accuse de diffamation, de mensonges, sous prétexte que les propos recueillis par ses journalistes visent à détruire le moral des *révolutionnaires*.

D'un ton propagandiste, une grammaire désuète et un arabe littéraire pauvre infesté d'erreurs, l'article reproche aux médias israéliens *d'influencer les auditeurs en prétendant le succès de l'assaut israélien continu sur le Sud du Liban, et la réussite des forces d'invasion à infiltrer les bases de nos combattants(...)*".

Il ajoute : "*mieux encore, ces instruments sionistes ont essayé de faire croire aux auditeurs que la vie a repris son cours normal dans les zones occupées, et que les habitants y ont accueilli les soldats de l'occupation avec des fleurs et des cris de joie. Cet ennemi sioniste cita ses journalistes qui transmirent leur fausse propagande afin de démoraliser nos peuples et décourager leur volonté de combat et de résistance (...)*".

Il accuse aussi les journalistes israéliens d'"*exagération en essayant de faire passer les évènements comme un coup assaillant de la part des militaires israéliens, et en prétendant que nos Fidayîn⁷⁶ ont déserté leurs positions bien avant l'arrivée des forces d'occupation*".

⁷⁶ Combattants des guérillas palestiniennes, signifiant littéralement les kamikazes.

Pour défendre ses soldats, *Al Qaeda* ajoute que *"la vérité sortit de la bouche du ministre de défense ennemi (Ezer) Wiseman⁷⁷ qui dit : nous n'étions pas dans une promenade", ce qui prouve l'ampleur de la rescousse (...) de nos héros (...)"*.

Il conclut que *"la grande victoire"* des combattants palestiniens est incarnée dans leurs *"décision de résister et de faire face aux agresseurs"*.

Analyse du langage :

La propagande militariste bat son plein : il s'agit d'une victoire quoiqu'il en soit, ne serait-ce que par la simple capacité à *résister* pour quelque temps. L'ennemi, lui, se sert des médias pour démoraliser les héros palestiniens, qui se servent des propos du ministre de défense ennemi pour souligner leur bravoure.

Comme pour toute communication de guerre, on reprend les termes de combat, de héroïsme. Les combattants, même perdants comme on le sous-entend, n'ont pas perdu et ne se sont pas enfuis. Leurs supporters ne les ont pas trahis non plus. Il ne s'agit que d'une exagération médiatique...

Notons enfin que le titre n'a rien à voir avec le contenu de l'article qu'il chapeaute.

b. Article principal :

Celui-ci se place dans un encadré au haut de la page, sous le titre : *"la poursuite du combat gâchera les objectifs des politiques des agresseurs"*. Il relate les propos du camarade Aboul Abbas, *chef militaire des forces du FLP*.

Là, le chef explique les causes de l'invasion israélienne : pour lui, il s'agirait de porter assistance aux *"isolationnistes chrétiens, afin de contrôler le Sud du Liban et le lier au Mont Liban dans la perspective d'annihiler les palestiniens"*.

⁷⁷ Ezer Weizman est né le 15 juin 1924 à Tel Aviv et décédé le 24 avril 2005 était un militaire et un homme politique israélien. Il est le septième Président de l'État d'Israël en fonction du 13 mai 1993 jusqu'à sa démission le 12 juillet 2000

Il accuse les *isolationnistes* de rechercher la protection des *ennemis sionistes*, pour *assommer les forces humaines palestiniennes résistantes dans le Sud*, et *détruire la relation cordiale entre la Résistance et les populations Libanaises à cause des pertes humaines au sein de la population civile (...)*".

Il félicite ses troupes pour leur *résistance héroïque légendaire*, face aux *opérations barbares*. A la fin de son discours, il appelle à la poursuite des combats, parce que la *résistance est notre seul choix*.

c. La voix des bases combattantes :



La page 2 de ce numéro ne sort pas de l'ordinaire. Il contient dans son essentiel des suites d'articles de la Une, avec quelques notes peu intéressantes pour le cadre de cette étude. Le seul encadré qui ressort, fait appel aux lecteurs : on y lit : *Lisez Al Qaeda, la voix des bases combattantes*. La légende en dessous est assez expressive : elle considère que *le plomb (les balles) [est] le maître de toutes les dispositions*.



III. Numéro : 7

Date de Parution : 22.03.1978

Pages : 02

Périodicité : quotidien

Format : 5 colonnes (tabloïd).



Une du numéro 7 du quotidien Al Qaeda, publié le 22.03.1978 (Archives AUB).

a. Manchette :



Sous le titre du *Combat... et uniquement le combat* sur les 5 colonnes habituelles, le paragraphe commence par un *byline*, celui de *la position militaire dans le Arkoub*.⁷⁸

Tout comme le compte rendu militaire et stratégique du premier numéro, cet article fait le compte rendu à l'heure près de la progression des combats ou assauts dans les champs de bataille.

Très remarquable aussi, la dernière nouvelle du front est arrivée à 04 heures du matin le jour même de la publication du quotidien, laissant supposer que celui – ci aurait dû être imprimé et distribué quelques heures plus tard. Bien qu'il ne s'agisse pas d'un journal professionnel proprement dit, la reproduction des faits suggère que le bouclage s'est fait le jour même de la publication. Aussi, les nouvelles couvrent les attaques sur un large spectre du territoire libanais, de Nabatyeh à Tyr et Cana, en passant par Abbassya, toutes au sud de la rivière Litani.

b. Article principal :

Par l'enchaînement des combats, nous vaincrons les plans des ennemis...Ainsi, l'article s'ouvre sur une invitation à la résistance face aux ennemis sionistes et impérialistes isolationnistes, sans perspective de cessez- le feu.

Il préconise que c'est par la perpétuité du combat *sous toutes des formes jusqu'à la mort ou la victoire que nous (la révolution palestinienne, NDA) vaincrons (...). Or la vraie occupation réside dans mollesse et la reddition.*

Dans un discours émotionnel, il appelle le peuple à soutenir la révolution, car elle délivrera *les populations arabes de la faiblesse de leurs dirigeants*. Il ajoute

⁷⁸ Région du Liban qui englobe 5 villages : Chebaa, Kfarchouba, Al Hebariyeh, Kfarhamam et Rachaya el Foukhar.

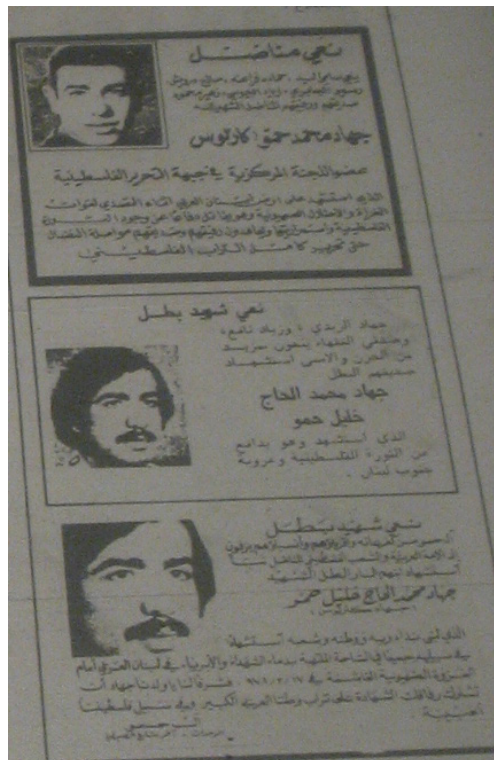
finalement que *l'ennemi sioniste n'est pas une légende indestructible devant la volonté des peuples*".

Analyse du langage et du contenu :

Aussi belliqueux que prévu dans une publication militaire idéologique, cet article constitue un appel au combat. Il joue sur les émotions patriotiques et nationalistes des masses populaires pour les convaincre de la nécessité de combattre tout le temps, à tout prix, jusqu'à la mort ou la victoire.

Pour lui, l'ennemi est battable, car il ne s'agit plus d'une légende : c'est le peuple et sa résistance qui l'emportent.

c. Obituaires :



Cette rubrique apparaît le haut de la deuxième page, et comporte 8 obituaires pour le même *martyr* du FLP. Celui-ci est qualifié de *résistant combattant, héros, et martyr*. L'un des textes le cite par son pseudonyme : il s'agit de Jihad Mohammad Hamou, alias *Carlos*. Il serait *tombé martyr* pendant qu'il défendait *L'identité Arabe du Liban*,

contre l'invasion des forces d'occupation sionistes, et sauvegardait la révolution palestinienne. Dans le premier obituaire, ses compagnons promettent de continuer le combat jusqu'à la libération du sol palestinien.

On apprend également dans le deuxième texte que Jihad, cadre du FLP, est tué en défendant la révolution et l'identité arabe du Sud Liban.

Les 3 premiers encadrés comportent des photos, dans lesquels le défunt paraît sous différentes formes. Sans le nom, on n'aurait pas dit qu'il s'agit de la même personne.



Tareq Omar Faeq est un autre martyr du FNP. Il aurait péri dans le premier jour de la bataille du 15 mars 1978 dans un raid aérien israélien et américain au Sud du Liban. Son obituaire reprend les cours de la bataille qui lui aurait coûté sa vie.



IV. Rubriques diverses :

Date de Parution : 1978 - 1979

Périodicité : quotidien

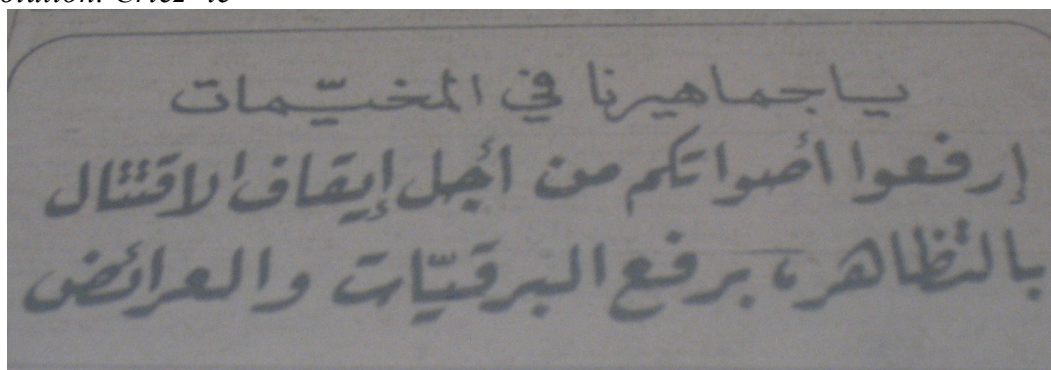
Format : 5 colonnes (tabloïd).

Avec la scission au sein des factions palestiniennes et le combat fratricide, *Al Qaeda* lance une modeste campagne appelant à l'unification des armes pour le bien et la sauvegarde de la Révolution Palestinienne. Celle-ci prendra notamment les formes d'articles divers, d'éditoriaux dont un est intitulé *Pourquoi Ô Falastine Assawra ?*⁷⁹, mais aussi d'encadrées invitant les populations des camps à se révolter contre les conflits inter palestiniens.

Ci- dessous quelques exemplaires :

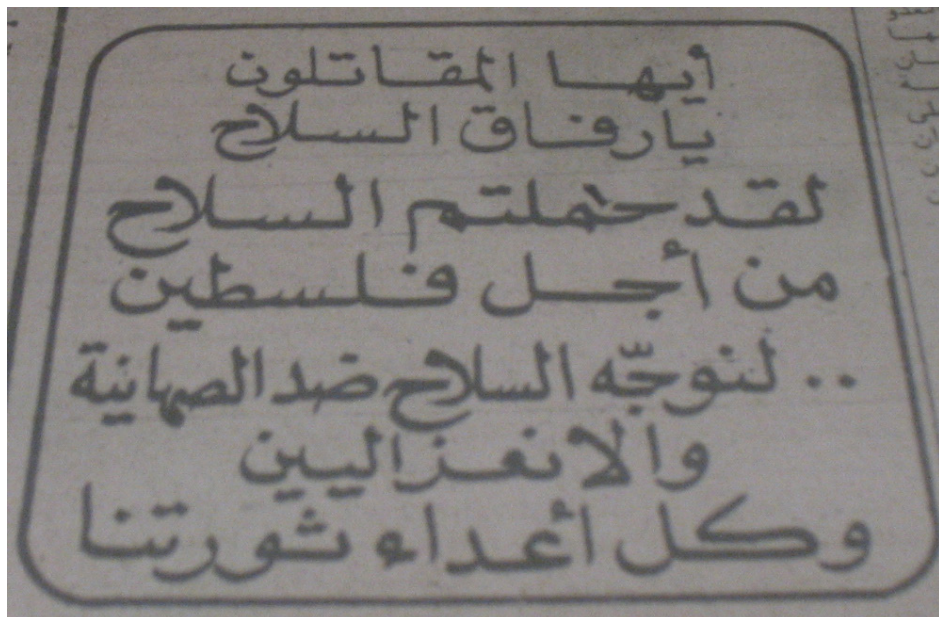


Oh, frères dans les comités populaires, la guerre fratricide équivaut au suicide de la Révolution. Criez- le



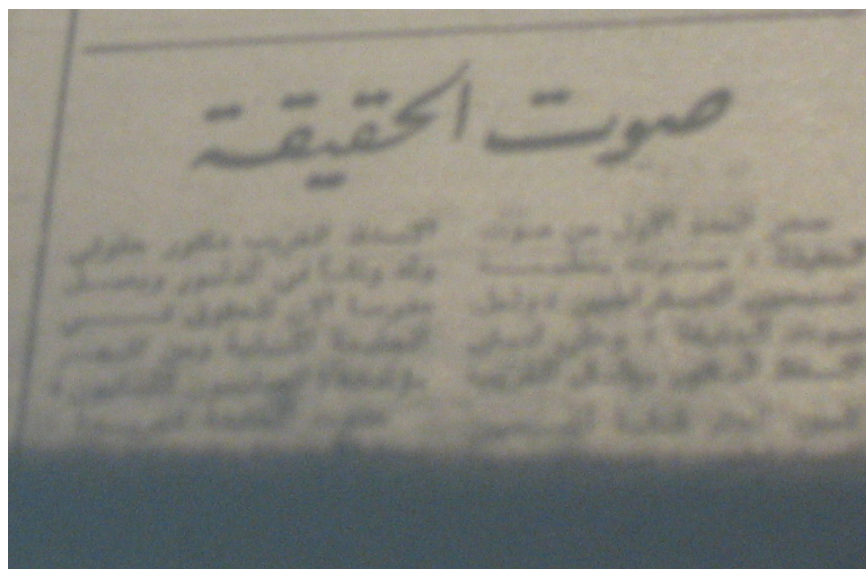
Oh, peuples des camps (de réfugiés), haussez vos voix pour l'arrêt de l'inter tuerie, par les manifestations, les dépêches, les pétitions.

⁷⁹ Dans le numéro 29, du 18.04.1978. Toutefois, l'article est illisible vu la mauvaise qualité du microfilm. Mais, étant donné l'ambiance générale reflétée dans le numéro, on devine qu'il s'agirait d'un blâme.



a. Un nouveau quotidien voit le jour...

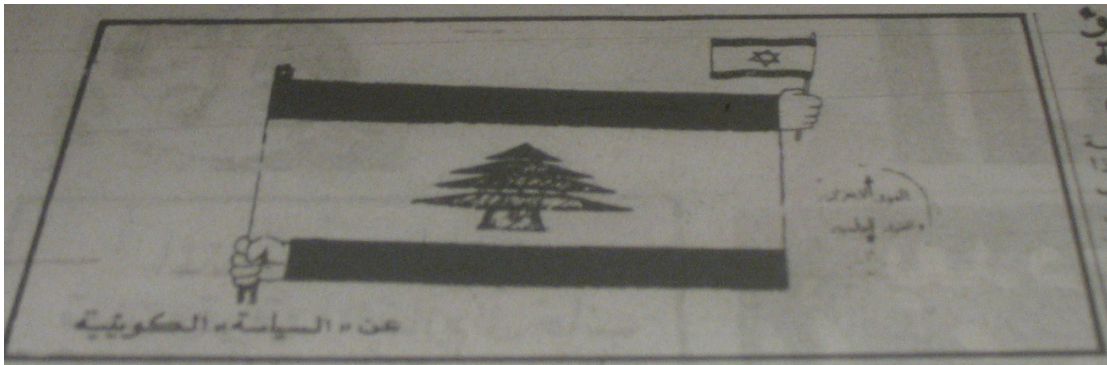
Le numéro 18 du 08.04.1978 annonce la parution d'un nouveau quotidien : *Sawt El Hakika*, que nous étudierons plus tard. Malheureusement, la mauvaise qualité de la reproduction ne permet pas d'enregistrer les premières impressions, retenues à cette époque.



b. Caricatures :

Les dessins caricaturés font apparition, bien que non systématique, dans certaines des deuxièmes pages de ce quotidien. Toutefois, certains sont copiés de journaux, tels que Assyasa Koweïtien, alors que d'autres ne bénéficient ni de légende ni de signature.

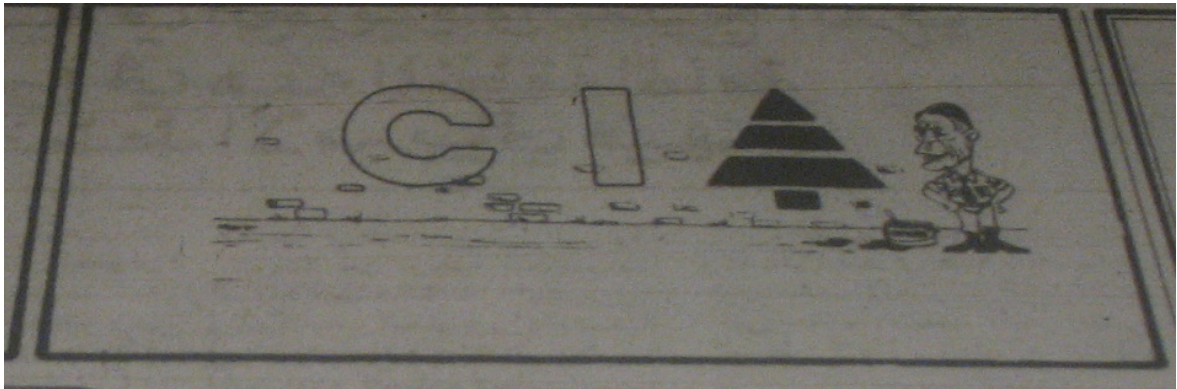
Ci – dessous une sélection des 3 que nous avons jugés les plus significatifs :



Cette caricature est parue dans le numéro 63 du 07.07.1978. Elle représente un drapeau libanais brandissant à la droite un drapeau israélien. Le bras portant le drapeau israélien fait allusion à la droite chrétienne libanaise, dans le temps allié à l'état hébreu. Comme la légende l'indique, il est copié du quotidien Assyasa.



Ce deuxième dessin du numéro 64, daté 08.07.1978, montre un crâne osseux, duquel ressort le cèdre, arbre caractéristique du Liban. Au dessous à droite, on retrouve le drapeau symbole des Kataëb, qui représenterait ici la mort du pays. Le regard de cette tête est toutefois dirigé vers le sud (Les territoires occupés peut – être ?) où l'horizon est plus propre, moins sanglant. Dans le cercle, supposé contenir la légende (vers le haut à gauche), nous lisons : *Loubnan*.



Cette dernière caricature choisie du numéro 105, représente le fondateur du parti des Phalangistes Pierre Gémayel, devant un pot de peinture avec lequel il a transformé la lettre "A" de l'acronyme des CIA⁸⁰ (Central Intelligence Agency), en cèdre des Kataëb. Cet arbre, dans la forme perçue dans le dessin, demeure à nos jours le symbole des phalangistes.

Synthèse

Tout comme *Falastine Assawra*, *Al Qaeda* emploie un vocabulaire agressif pour désigner ses adversaires, *les isolationnistes* et *les sionistes*. Bien que le même esprit régisse les deux, qui seraient parus à des époques rapprochés, le professionnalisme journalistique de la première fait défaut à la seconde.

En effet, *Al Qaeda* est moins sophistiquée, moins organisée. Elle ressort plus d'un travail d'amateur, et ne fait apparemment pas partie d'une stratégie de communication directe, propagandiste, comme il est le cas pour *Falastine Assawra*.

Comme publication de 2 pages uniquement, à l'exception de quelques numéros de 4 pages, *Al Qaeda* ressemble plus à un bulletin interne qu'à une publication externe proprement dite. Ainsi, non seulement les caractères dactylographiés ne sont pas tous uniformes, mais les corrections sont faites à la main.

⁸⁰ La Central Intelligence Agency ou CIA (« Agence centrale de renseignement »), fondée en 1947 par le National Security Act, est l'une des agences de renseignement les plus connues des États-Unis. Elle est chargée de l'acquisition du renseignement (notamment par l'espionnage) et de la plupart des opérations clandestines effectuées hors de ce pays. Elle a le statut juridique d'agence indépendante du gouvernement des États-Unis.

Sur la forme, *Al Qaeda* est un tabloïd de 5 colonnes, sans trop d'efforts sur la première centaine de numéros. Non seulement le logo change à plusieurs reprises, mais l'identité visuelle n'est pas affirmée. Ainsi, nous verrons l'éditorial passer de gauche à droite et des rubriques changer de taille et de forme. Le titre, lui, n'est fréquemment lié à aucun article, et la manchette apparaît comme un texte parachuté. Cette dernière, quand elle ne fait pas le point des combats, n'est qu'une simple transcription de l'allocution d'un responsable dont on cite la fonction sans le nommer.

Le texte y est abondant aux dépens de la photographie, et la plupart des articles ne sont pas signés. Le peu de caricature existant ne pallie pas l'absence des visuels. L'ours, lui non plus n'existe pas, et nous n'avons pas d'informations sur le lieu de publication de ce périodique, pourtant très régulier.

Quand au texte, il demeure assez technique, factuel, sans références ou citations nommées. Pourtant, la charge émotionnelle se fait apparente dans les éditoriaux, les appels à la continuité du combat ou à la cessation de ceux-ci entre les factions palestiniennes rivales ou belligérantes. Le langage est désormais pauvre, et comporte beaucoup d'erreurs, parfois dues à la confusion de l'arabe littéraire avec la transcription phonétique du dialecte.

En résumé, *Al Qaeda* est bel et bien un outil de propagande interne, et dont le public ne dépasserait pas les limites du camp de réfugiés palestiniens. Toutefois, il démontre une large expansion de des *reporters* présumés dans la région du Sud, qu'il couvre presque exclusivement, allant même jusqu'à surveiller les transmissions de la radio israélienne.

<i>Al Qaeda</i>	
Langage	Le langage est pauvre, avec confusion entre l'arabe littéraire et le dialecte palestinien (différent du libanais) courant. Les mêmes termes sont utilisés pour désigner les <i>ennemis</i> , avec une agressivité claire des propos. Les propos relatés sont naturellement belliqueux, avec une tentative continue de donner au combat l'image d'un mal nécessaire pour la survie des palestiniens et de leur cause.
Charge émotionnelle	Agressivité des propos avec manifestation du mépris de l'autre et la dramatisation des événements. Tout vient de la terre de combat, de la guerre, du cœur du terrain. La fatalité est toujours présente : il faut combattre ou mourir martyr. Dans ce sens la guerre est presque sainte, les combattants des héros
Style de communication	Communication militante, parfois technique, qui vise essentiellement le public combattant, ou celui des camps palestiniens.
Moyens	Vocabulaire agressif, mais le discours est laïc. Il s'agit essentiellement de récits de combats
Présentation	Travail d'amateurs au début, mais qui se développe au cours de l'année pour devenir un peu plus professionnel et élaboré.

Al Marouni

Nous connaissons très peu sur ce journal hebdomadaire. Selon les archives, il n'en fut publié que 34 numéros entre le 5 mai 1980 et le 29 décembre de la même année. Tous ces numéros sont consultables sur microfilm.

Selon Monsieur Joseph Abou Sakr, journaliste ayant participé dans la rédaction de ce journal, *Al Marouni*, ou Le Maronite, ne survécut pas plus d'une année, pour des raisons financières. Il souligna que la raison pour laquelle Antoine Jbeily, l'éditeur de cet hebdomadaire et propriétaire de la maison d'édition *Dar Al Wakaeh* entreprit de publier son journal était purement idéologique. Il voulait, selon Abou Sakr qui occupa le poste de journaliste pigiste dans *Al Marouni*, "*faire prévaloir l'existence d'une opinion différente, celle des chrétiens qui avaient plus de difficultés à financer et publier leurs propres journaux ou magazines pendant la guerre*".

Sur les 34 numéros repérés, le premier serait le plus important. Non seulement c'est un des rares premiers numéros retrouvés dans la foulée des centaines titres de presse clandestine sur le marché libanais, mais c'est aussi celui qui annonce la ligne éditoriale du journal, dans les propos des propriétaires mêmes.

Al Marouni, on le verra, se veut la voix des maronites du Liban. Une voix à la fois politique et religieuse, culturelle et aussi résistante. Bien qu'elle ne prête pas allégeance à un parti politique (chrétien certes), particulier, elle appelle à l'Union chrétienne contre les autres, arabes (et donc musulmans), palestiniens, qu'elle refoule dans la case *d'anti – libanais*, si l'on puisse ainsi dire.

Notons que les maronites constituent la plus importante communauté chrétienne du Liban, où siège l'Église maronite, une des Églises catholiques orientales. Ils occupent depuis toujours une place importante dans l'histoire, la politique ou l'économie du Liban. Notamment, le poste de Président de la République libanaise est occupé par un maronite depuis l'indépendance du pays en 1943, c'est le seul président chrétien parmi les chefs d'états et monarques des pays arabes.



I. Numéro : 1

Date de Parution : 05.05.1980

Pages : 12

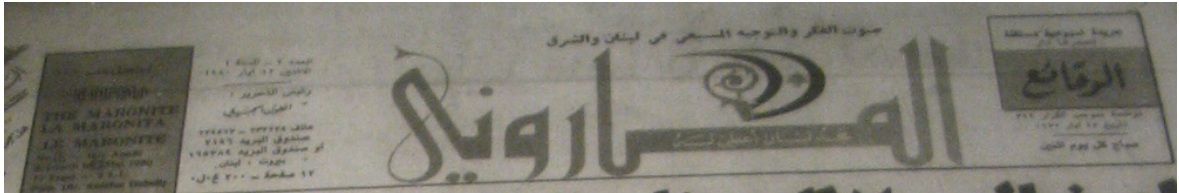
Périodicité : hebdomadaire (tous les lundis)

Format : 8 colonnes.



Une du premier numéro de Al Marouni, paru le 05.05.1980, et publié par Antoine Jbeily. (Photo microfilm, archives AUB⁸¹).

a. Logo :



Al Marouni, Le Maronite, est écrit en lettres arabes. Sur l'étendue entre les 2 lettres "mim" (M) et "alef" (A), nous lisons : *Majdou Loubnan Ou'tia Lahou* (la Gloire du Liban lui fut donnée), en référence au Patriarche des Maronites, dont le siège est au Liban.

En dessus, à gauche du drapeau libanais en vertical, nous trouvons la canne pastorale, ou la canne du patriarche. Enfin, le logo est chapoté de la phrase : "*Voix de la pensée et de l'intendance chrétienne du Liban et du Levant*".

Nous penchant un peu plus sur la calligraphie, nous notons que le "Yé", ou le "i" à la fin du mot *Marouni* prend la forme d'un poisson, très symbolique dans le christianisme primitif. Rappelons – le, en ces temps de persécution, le motif du poisson était le moyen caché de montrer le Christ.

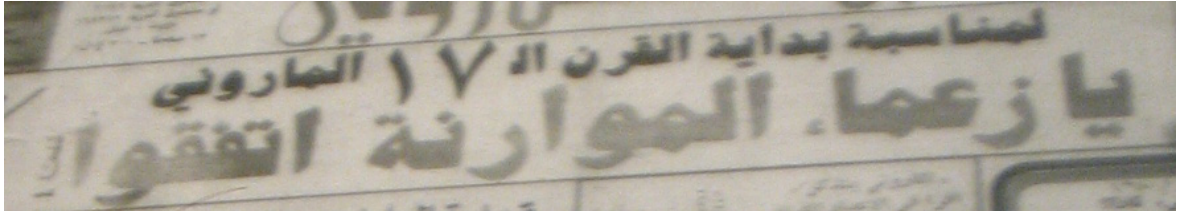
Deux carrés de part et d'autre de l'intitulé présentent également le journal : le premier, de droite, définit *Al Marouni* comme étant un *journal hebdomadaire indépendant publié par Dar Al Wakaeh*". Il ajoute que ce journal est *autorisé selon le décret 392 du 25 mai 1972*, et sort tous les lundis matin.

Toutefois, une recherche approfondie dans les archives des lois, décrets et décrets – lois libanais montre que non seulement ce décret n'existe pas : le 25 mai 1972 il n'y a pas eu de décrets.

⁸¹ Réf. microfilm : Mic – Na 357.

Le carré de gauche, gris, reprend le titre du journal en langues syriaque⁸², araméenne, arabe, anglaise et française.

b. Manchette :



Le titre de la manchette se retrouve sur deux niveaux :

"A l'occasion du début du 17eme siècle maronite

Chefs des maronites, entendez – vous !"

Alors que le sur titre est en caractère gras noir, le titre lui est en gris, et de taille plus importante.

A noter que le haut de page, surmontant l'ours, le journal annonce en titre gras un article sur les *1680 organismes et partis politiques en (Beyrouth) ouest*", mettant le Liban dans une sorte de *"course entre l'unité et la division"*.

Soulignons que le titre n'est lié à aucun article. Il apparaît détaché, orphelin, et ne s'approprie aucun sujet.

c. Éditorial :

L'édito se retrouve sur 2 colonnes dans un encadré à l'extrême droite de la page. Notons que l'arabe se lit de droite à gauche, contrairement aux langues latines et ses dérivés.

Près du titre *"Pourquoi Al Marouni"*, l'on retrouve à nouveau la canne patriarcale et le drapeau libanais, rappelant le logo du journal. Le titre à lui seul est explicite : il annonce le but de la publication du *Marouni*, et du choix même du titre.

⁸² Langue sémitique parlée au Proche-Orient, et qui appartient au groupe des langues araméennes. L'araméen existe au moins depuis le XIIe siècle av. J.-C. et a évolué au cours des siècles. Le syriaque désigne des variantes d'araméen qui se sont répandues au début de l'ère chrétienne.

En effet, l'éditorial explique : *"Le lecteur se demande sans doute, et nous demande : pourquoi un journal intitulé Al Marouni, et pas Liban, par exemple? Notre réponse est très simple (...)"*

Il ajoute : *"Les maronites, qui ont joué un rôle primordial dans la sauvegarde du Liban, et dans sa conception même depuis 11 siècles et quelque, sont soumis à la diffamation, au contresens, et aux mauvaises interprétations et maltraitance, ainsi que l'ingratitude. Il est donc essentiel de remettre les choses en perspective sur les plans patriotique, nationaliste, humanitaire et culturel, raison pour laquelle nous avons décidé de publier Al Marouni, dont les buts sont :*

- *répondre aux fausses accusations et toutes sortes de dénonciations et diffamations é l'encontre des maronites,*
- *présenter les faits et l'histoire maronite dans sa vérité, et exposer ses traditions, ses rôles et sa personne (...)"*.

L'article appelle également chacune des 16 autres confessions "*non maronites*" du Liban à publier leurs périodiques propres, *pour mettre fin à l'hypocrisie politique.*

L'éditorial, qui n'hésite pas à annoncer qu'il compte dans sa mission sur *Allah et Saint Maroun*⁸³. Il prétend aussi se dédier à la cause maronite, pour éclaircir leurs positions dans l'histoire du Liban et du Levant, tout en portant une attention particulière aux maronites de la diaspora.

Enfin, l'éditorial promet à ses lecteurs une analyse de la situation politique, religieuse et confessionnelle du pays. Il est signé du titre même du journal : *Al Marouni*.

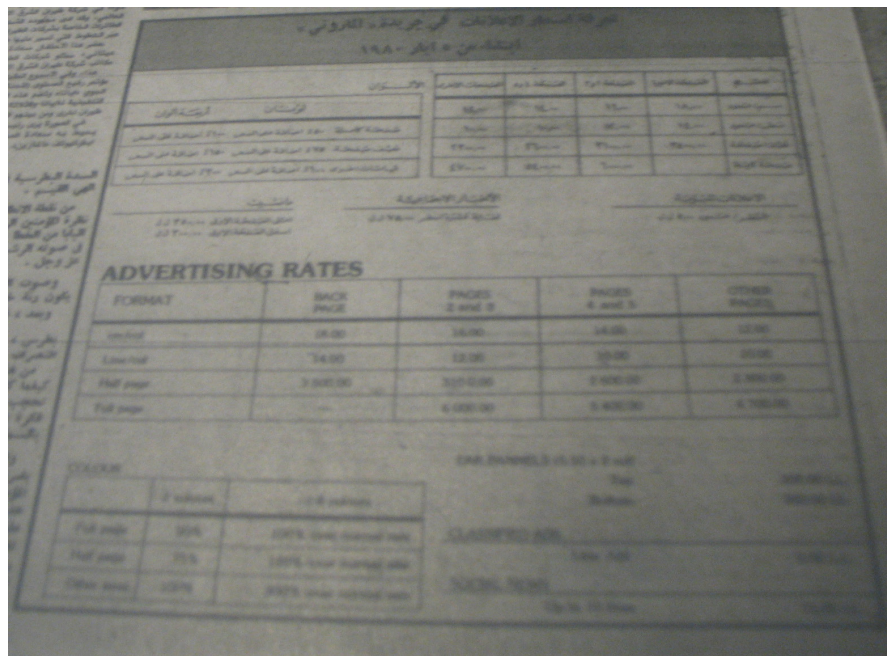
⁸³ Saint Maron (Maroun) est né au VI^e siècle et il est mort vers 410. Il était prêtre. Devenu ermite, il se retira près de la ville de Cyr sur le mont Taurus, dans la région d'Antioche. Fêtes le 9 février (Église maronite catholique) et le 14 février (Église orthodoxe). Le 9 février est fête nationale chômée au Liban. Maron est considéré comme le père du mouvement spirituel et monastique appelé maintenant *Église maronite*, une église chrétienne importante en Syrie et au Liban. Le mouvement maronite a atteint le Liban quand Abraham de Cyrhus, le premier disciple de Maron, s'est rendu au Liban où il a établi une mission pour convertir les païens d'origine phénicienne. Les disciples de Maron, les moines et les laïques, sont toujours restés fidèles aux enseignements catholiques

d. Rubriques d'intérêt :

La Une de ce numéro apparaît plus comme un grand sommaire. Il annonce ce qui s'avèrera être des rubriques fixes, telles que : *Al Marouni se souvient, Mémoires d'un palestinien au Liban, Reportages de Massacres, Histoire religieuse, dépêches apostoliques, Histoire des Maronites.*

Nous procéderons ci – dessous à l'étude détaillée des rubriques les plus représentatives, selon leur apparition dans les pages correspondantes, ainsi que leur fréquence.

i. Frais de publicité :



The image shows a document with a table titled "ADVERTISING RATES". The table has five columns: "FORMAT", "BACK PAGE", "PAGES 2 AND 3", "PAGES 4 AND 5", and "OTHER PAGES". The rows list different ad formats: "1/2 page", "1/4 page", "Full page", and "Full page". The rates are listed in a currency, likely Lebanese Lira (L.L.).

FORMAT	BACK PAGE	PAGES 2 AND 3	PAGES 4 AND 5	OTHER PAGES
1/2 page	10.00	10.00	10.00	10.00
1/4 page	7.00	7.00	7.00	7.00
Full page	20.00	20.00	20.00	20.00
Full page	40.00	40.00	40.00	40.00

Below the table, there is a section for "CLASSIFIED ADS" with a table showing rates for different durations: 1 week, 2 weeks, 3 weeks, 4 weeks, and 5 weeks. The rates are also listed in the same currency.

Bien qu'il ne s'agisse pas d'une rubrique proprement dite, ce tableau détaillant les frais de publicité dans le périodique revêt une importance significative : d'abord, il nous renseigne sur les modalités de financement de la publication en question, renforçant son statut de journal quelque peu "indépendant".

Mieux encore, il nous indique que certaines pages étaient en couleur, étant donné que les frais variaient selon la taille de la publicité, son emplacement entre les pages 1 à 5 et les couleurs.

ii. *Les faits en parlent :*



Cette rubrique, qui se veut factuelle, relate l'histoire des maronites au Liban, et leurs rôles et fonctions dans un cadre idéologique très clair. Nous la retrouvons à la page 5, qu'elle occupe en entier. Elle tient plus d'un dossier que d'un reportage.

L'introduction établit un lien entre l'histoire du Liban, la ténacité des maronites et leur capacité à l'adaptation avec les conditions les plus difficiles pour rester attachés à la terre de leurs ancêtres.

Parmi les intertitres, on lit : *les spécificités du peuple maronite, les vérités maronites historiques, les justifications du message maronite, les qualités du peuple maronite, la doctrine maronite, le pouvoir maronite de résistance.*

Les paragraphes sont séparés, en dessus des intertitres, par le dessin de la canne patriarcale. Quant aux photographies, ce sont celles de lieux saints maronites au Mont Liban.

iii. *Al Marouni se souvient...*



... des massacres de Damour, certes en rétrospective. Cette rubrique occupe le centre de la page, avec un titre encadré au dessous duquel se trouvent des images de cadavres, de chrétiens prenant la fuite par la mer, de maisons déchiquetées et de tombes profanées. L'image la plus choquante, de par ses significations religieuses, est celle d'une chaussure collée à la place de l'icône de la Vierge Marie, dans l'Église de la Sainte Vierge à Damour, selon la légende.

Sous ces 4 images, le dossier cite les noms des "*martyrs de Damour*".

II. Numéro : 3

Date de Parution : 19.05.1980

Pages : 12

Périodicité : hebdomadaire (tous les lundis)

Format : 8 colonnes.



Une du numéro 3 du journal Al Marouni, paru le 19.05.1980 (Archives AUB).

a. **Manchette :**



La titraïlle s'étend sur les 8 colonnes de la page et occupe 3 lignes comme suit :

Les palestiniens soudoyés de 4 milliards de dollars en frais de colonisation

La Russie accepte l'installation de 400 mille palestiniens au Liban

La division secrète des états : maronite, chiite, druze... et une nation palestinienne

Dans ce numéro, contrairement au premier, la manchette est liée à un texte essentiel au cœur de la page, qui s'étend également sur une demi page sur une largeur de 8 colonnes.

On y lit : *"Il semble que le projet de colonisation des palestiniens au Liban est rentré dans le stade d'exécution, après un accord Russe – Américain sur les détails. Il serait actuellement disputé dans les cercles diplomatiques les plus fins..."*

Le texte ajoute : *"Nous disons que la colonisation commence, non parce que les présidents Kamel El Assaad⁸⁴ et Adel Osseiran⁸⁵ et leurs partisans disent que c'est*

⁸⁴ Président du Parlement libanais, entre mai et octobre 1964, puis entre mai et octobre 1968 et enfin, de 1970 à 1984. Il présidera les sessions parlementaires qui ont vu l'élection des présidents Elias Sarkis, Bachir Gémayel (dont il était proche) et Amine Gémayel.

⁸⁵ Député chiite du Sud Liban entre 1943 et 1951, puis entre 1953 et 1964 et entre 1968 et 1992, il a joué un rôle important lors de la crise d'Indépendance du Liban en 1943, quand il fut arrêté par les Français avec les présidents Béchara el-Khoury, Riyad El Solh et Camille Chamoun.

Entre 1953 et 1959, il a présidé le Parlement libanais. Au cours de sa carrière, il a occupé différents postes ministériels : Ministre des Provisions, ministre du Commerce et de l'Industrie (1943-1944) dans le gouvernement de Riyad el Solh, sous la présidence de Béchara el-Khoury. Ministre de l'Intérieur (1969) et ministre de la Justice (1969-1970) dans les gouvernements de Rachid Karamé, sous la présidence de Charles Hélou. Ministre de la Justice (1974-1975) dans le gouvernement de Rachid Solh, sous la présidence de Souleïman Frangié. Ministre des Travaux publics et des Transports, ministre de l'Économie et du Commerce, ministre de l'Éducation nationale et des Beaux-arts, ministre du Plan et ministre de la Justice (1975-1976) dans le gouvernement de Rachid Karamé, sous la présidence de Souleïman Frangié. Ministre de la Défense et de l'Agriculture (1984-1988) dans les gouvernements de Rachid Karamé et Salim El Hoss, sous la présidence d'Amine Gémayel.

déjà un fait accompli, ni parce que Abou Ammar le nie, non plus parce que les faits temporaires deviennent avec le temps permanents..."

"Nous le disons parce que nous possédons en main des documents qui prouvent que cette colonisation contre laquelle se sont unis en apparence les libanais, et tous les pays membres de l'ONU et la palestiniens et les arabes, en fait les rassemble dans le seul but de l'imposer(...)".

Cet article principal, assurant que les factions palestiniennes ont touché une somme importante d'argent en compensation à leur installation au Liban, prétend que ce compromis fait partie de *l'article 6 des décisions secrètes des accords de Camp David*⁸⁶.

Il cite également comme source d'informations un rapport du *Front de Libération Arabe proche de l'Iraq*, selon lequel Fatah aurait accepté la proposition de la dite colonisation, après avoir reçu des renseignements selon lesquels le mouvement chiite Amal serait prêt à user de la force contre la Révolution Palestinienne pour empêcher sa mise en place définitive au Liban.

Analyse du contenu :

Bien qu'évoquant d'un ton alarmant le *complot* de la colonisation palestinienne, l'article de manchette se veut calme. Il ne lance pas d'appels démesurés à adresser ce plan qui viserait pourtant les maronites par la force, mais essaie quand même d'en expliquer les éventuelles *menaces*.

⁸⁶ Les accords de Camp David furent signés le 17 septembre 1978, par le Président égyptien Anouar El-Sadate et le Premier Ministre israélien Menahem Begin, sous la médiation du Président des États-Unis, Jimmy Carter. Ils consistent en deux accords-cadres qui furent signés à la Maison Blanche après 13 jours de négociations secrètes à Camp David. Ils furent suivis de la signature du premier traité de paix entre Israël et un pays arabe : le traité de paix israélo-égyptien de 1979.

Il y eut deux accords-cadres de Camp David en 1978. Le premier accord fixait un cadre pour la paix au Proche-Orient. Le second concernait la conclusion d'un traité de paix entre les deux pays dans les six mois suivants. Celui-ci fut signé le 26 mars 1979 à Washington et permit à l'Égypte de récupérer le Sinaï en 1982 après le retrait complet de l'armée israélienne et le démantèlement de certaines implantations juives comme à Yamit.

Gardant un aspect professionnel, il se base sur des sources qu'il cite, bien que peu pertinentes. On se demande ainsi : quelle serait l'utilité d'un rapport d'un front pro – iraquien sur la question palestinienne au Liban ?

Analyse du langage :

Ici, le langage ne se distingue pas particulièrement du contenu, qui lui demeure factuel. Il se veut simple, concis. Les phrases se sont pas longues, et le vocabulaire et clair, mais soutenu. L'usage de l'arabe littéraire est correct, et la ponctuation décente. Notons toutefois, que les caractères ne sont pas uniformes. Bien qu'ils apparaissent de la même case, ils sont tantôt gras, tantôt pas.

Il fut impossible de vérifier s'il s'agit d'une erreur isolée de tirage en série pour ce numéro uniquement.

b. Éditorial :

Il est intitulé : "*La division est le résultat inévitable de l'atteinte à la paix maronite*". Signé *Al Marouni* entre deux guillemets, il représente une partie de la manchette, car il se donne la tâche de l'expliquer. On y lit : "*Nos lecteurs lisent dans ce numéro les détails des projets de division et de colonisation qui feront du pays des 10.000 m²⁸⁷3 états pour les confessions libanaises, et un pays de substitution pour des non libanais*".

Il poursuit : "*Nous publions ces détails avec beaucoup de peine dans l'âme, parce que nous n'aimons pas être témoins du déchiquètement, de la division et de l'effritement d'un pays exemplaire comme le Liban, sans raison essentielle, sauf l'envie de résoudre les problèmes des autres à notre compte*".

Ce que nous rapportons dans ce numéro n'est pas de notre invention, mais c'est ce que racontent les milieux politiques, religieux, diplomatiques, internationaux et arabes. Nous transmettons donc à l'opinion publique en toute fidélité les échos des histoires qui se concoctent (...) derrière les rideaux, dans le dos du peuple".

⁸⁷ 10.452 m² est la superficie du Liban.

Il ajoute : "*Le devoir patriotique, ainsi que le dévouement à l'histoire nous obligent à vous faire part d'une vérité très dangereuse, celle qui préconise que tout ce qui se passe sur le territoire libanais (...) vise à porter atteinte sans aucune raison ou logique aux maronites du Liban (...). Or ceux-ci constituent l'élément d'équilibre et de paix essentiel entre les groupes et les catégories de la société libanaise, et toute déstabilisation se reflètera directement sur l'entité libanaise dans toutes ses composantes religieuses (...)*".

Analyse du langage :

L'éditorial fait écho à l'article de manchette. Comme son nom le dit bien, il reflète le point de vue de l'éditeur, qui trouve derrière ce plan une tentative d'assaut contre les maronites du Liban.

Ainsi, il évoque *la vérité dangereuse* qu'il dévoile avec une certaine dramatisation. Il fait des chrétiens maronites du pays le centre d'équilibre social, et prévient que toute atteinte à cette catégorie serait une atteinte à l'entité Libanaise dans sa totalité.

L'auteur emploie dans son discours la première personne : avec son *nous*, il établit un lien, un contact plus intime avec son lecteur, qui est essentiellement le public maronite. Il lui parle d'un maronite à un autre, sans pour autant aliéner les autres, non – maronites.

Il met en garde, *par devoir patriotique*, donnant à ses propos des dimensions salvatrices. Cette exagération est aussi soulignée dans l'usage de la titraille sur 8 colonnes, peu familière dans la presse libanaise.

Analyse du contenu :

Comme le langage l'exprime bien, il s'agit là d'un nouveau complot qui se dévoile. Une fois encore, les chrétiens sont menacés par le biais des réfugiés palestiniens, dont la présence encore aujourd'hui sur le territoire libanais, pose un problème démographique et religieux. Admettons – le : c'est la peur des chrétiens de se voir

moins nombreux que les musulmans (notamment les sunnites) qui fait que tout plan de règlement de la question de réfugiés par leur nationalisation pose problème.

Al Marouni met en garde, mais ne menace pas. Bien qu'il s'agisse d'une presse militante, son combat est plutôt religieux que militaire. C'est le *droit* des maronites d'exister, de demeurer ancrés dans le pays que l'on défend. C'est aussi leur rôle dans l'histoire, leur qualité de catalyseur confessionnel que l'on met à l'avant.

Quand *Al Marouni* dénonce une éventuelle *division* du pays, c'est l'étranger qu'elle accuse. Le Liban n'est pas un pays pour les *non libanais*. On le nie. On n'en veut simplement point.

c. Rubriques d'intérêt :

i. Publicité encore... Le Volume I de la Guerre au Liban !



Cette annonce publicitaire pour le premier volume d'une encyclopédie sur la guerre du Liban fait apparence dans de nombreux numéros d'*Al Marouni*, à côté parfois



d'autres annonces de la Middle East Airlines⁸⁸ (MEA) sur ses nouveaux vols au Caire ! Bien qu'il ne soit pas possible de vérifier si celles-ci sont payantes, leur intérêt réside dans le fait qu'il s'agirait peut être des seuls publicités publiées dans un journal non autorisé, indiquant l'importance de son tirage. Si l'annonce de la publicité encyclopédique est privée, il n'en est pas de même pour celle de la MEA, dont la majorité des actions est détenue par l'État Libanais.



Annonce des horaires de vols Beyrouth – Caire- Beyrouth à partir du 1 septembre 1980, comme parue dans Al Marouni.

⁸⁸ Air Liban S.A.R.L, compagnie de vol Libanaise fondée en 1945 par Saeb Salam. L'État Libanais détient depuis toujours la majorité de ses actions (51%).

ii. Les faits en parlent encore...



Cette rubrique est récurrente dans les 34 numéros disponibles. Elle aborde, cette fois l'histoire *infaillible et liée au Ciel*, des maronites en tant que *nationalistes, et ce, grâce au fondateur de leur nation, Saint Maroun*.

Analyse du langage :

Très idéologique, ce reportage retrace l'histoire des maronites et de leurs ancêtres, établissant un lien étroit avec l'histoire du Liban. Il qualifie les monastères et les églises maronites de *toit qui abrite la vie maronite créative, pionnière, bâtisseuse et généreuse*.

Il prétend également que le Liban réussit *grâce aux maronites à offrir à cet Orient la première maison d'impression et le premier journal et le premier livre*".

Dans son introduction, il insiste sur le fait que la guerre du Liban n'a pas commencé le 13 avril 1975, mais bien avant en 1840, date de l'occupation du Liban et de la Syrie par l'Égypte sous l'égide de l'Empire Ottoman. L'auteur, dont on ne connaît pas le nom, donne à l'article la mission de sauvegarder *l'histoire des maronites dans cette terre, face aux tentatives de diffamation et aux interventions étrangères.*

Il décrit le Liban comme étant *"le théâtre de la guerres des cercles ennemis aux maronites en particulier, et aux chrétiens levantins en général"*. Il affirme que ces maronites ont hérité de leurs ancêtres phéniciens et Cananéens – *les premiers habitants du Liban – les traditions de culture, publication, et connaissance (...) plurilinguisme (...) alors que nombreux pays jusqu'aujourd'hui tels que les États Unis demeurent monolingues.*

Selon lui, les couvents maronites *constituèrent la pierre d'angle dans la Renaissance Arabe*, rappelant d'une façon bizarre une certaine corrélation entre les phéniciens et les maronites : les phéniciens seraient eux aussi adeptes de la famille *sainte* dans leurs pratiques religieuses d'antan (!).

Pour *Al Marouni*, le *peuple maronite* est plus fort que *les peuples de Ninive et de Babel*. Il conclut, dans ce contexte, *qu'on ne blâmerait pas un soldat qui défend son territoire, car il s'agit là de l'appel de l'histoire et du devoir"*.

Analyse du contenu :

Le reportage se base sur une la propre interprétation de l'auteur de l'histoire pour prouver l'importance et l'existence stratégique des chrétiens du levant dans le milieu arabe. Il énumère les exploits des maronites dans un cadre très religieux, entre les photos d'églises et de monastère dans le monde pour donner à ses confrères une dimension universelle.

Aussi, il ne manque pas à rappeler le rôle de ces derniers dans le domaine de la culture et de la publication, pour leur conférer une responsabilité éducatrice et



pédagogue en tant que précurseurs de la Renaissance et successeurs des grands phéniciens.

Il clôt après une énumération émotionnelle quelque peu exagérée de ces accomplissements sur une note défensive, préconisant le droit donné des maronites à défendre leur héritage de pionniers. Le discours demeure calme, mais très étudié, avec des termes bien choisis, dans ce qui paraît une stratégie de communication matraquée. Le public visé est essentiellement le public chrétien, notamment maronite. En évoquant le droit du soldat à ce défendre, et défendre son héritage, l'auteur s'engage auprès des miliciens chrétiens, toute allégeance confondue.



III. Numéro : 5

Date de Parution : 02.06.1980

Pages : 12

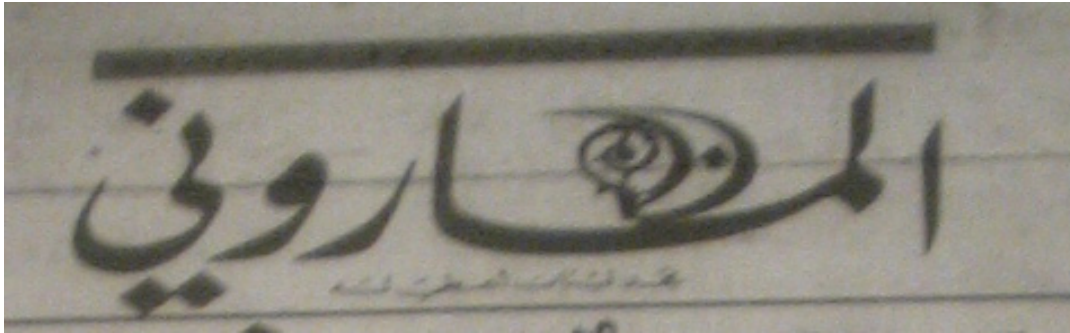
Périodicité : hebdomadaire (tous les lundis)

Format : 8 colonnes.



Une du numéro 5 du journal Al Marouni, paru le 02.06.1980 (Archives AUB).

a. Logo :



Nous constatons dans ce numéro le changement de la forme du logo, qui prend un air moins sophistiqué et plus sérieux si l'on puisse ainsi dire.

Al Marouni, est toujours écrit en lettres arabes. Toutefois, la phrase *Majdou Loubnan Ou'tia Lahou* (la Gloire du Liban lui fut donnée) ne figure plus sur une étendue entre les 2 lettres "mim" (M) et "alef" (A), mais plutôt au bas du mot en caractère plus petits.

En dessus, à gauche du drapeau libanais en vertical, la canne pastorale y est. Quant à la phrase : "*Voix de la pensée et de l'intendance chrétienne du Liban et du Levant*", elle n'existe plus.

Les deux carrés de part et d'autre de l'intitulé présentant le journal figurent avec un petit changement : ils ne sont plus sur fond gris, mais blanc. Leur contenu demeure le même.

b. Manchette :



Celle si est énorme et occupe près du sixième de la page. La titraille résume l'essentiel des revendications maronites. On lit :

***Formation d'un front de refus maronite
Pas de négociations avant l'évacuation !***

***Les maronites refusent : le déplacement des libanais- le non retour des déplacés – la division confessionnelle - la violation des régions libanaises par les palestiniens et les étrangers – la nationalisation des palestiniens – l'occupation étrangère !
... ils demandent : l'adoption du système pluraliste – l'abolition de tous les accords avec les palestiniens – la distribution des palestiniens sur tous les pays arabes – la séparation de la crise du Liban de celle du Moyen Orient***

La titraille s'étend en arabe sur 6 lignes, du jamais vu en journalisme professionnel. Elle résumerait tout article, quelque soit son importance. D'ailleurs, le langage employé dans le titre mérite qu'on s'y arrête : on y parle de déplacement de libanais contre la nationalisation des palestiniens, d'un refus de l'occupation dite *étrangère*, et de la distribution des réfugiés sur les pays arabes, comme s'il ne s'agissait pas d'êtres humains.

Ici, la haine entre maronites et palestiniens bat son plein: non seulement on confond les réfugiés avec le système politique des factions – donc les civils avec les porteurs d'armes – mais on appelle dans le même contexte à un changement du système politique du Liban, dans une confusion totale d'idées. Ceci prouverait non seulement la crainte qu'éprouvaient les maronites de l'époque sur leur existence et celle de leur pays, mais aussi leur xénophobie (on appelle les palestiniens des occupants) mêlée d'un patriotisme prononcé.

Le texte lui évolue dans la même direction, détaillant chacun des titres de la manchette. Il explique que les maronites sont mal compris, ajoutant que tout ce qu'il font et disent *visé à protéger leur intégrité, leur personnalité et leur patrie*. Le texte s'étend à la page 3, dite principale.

A noter, la Une que la colonne de droite comporte comme un sommaire, énumérant les rubriques les plus importantes dans les pages correspondantes. Ce qui attire le



plus notre attention, c'est que l'auteur de chaque rubrique est mentionné de nom ou de pseudonyme. Tel est le cas par exemple de Michel Abou Jaoudeh, ancien éditorialiste du quotidien Annahar qui y écrit un article sur les maronites, mais aussi de *Marouni Atik* (maronite ancien) qui nous apprend *La doctrine maronite*.

c. Éditorial :

La lecture de cet éditorial est impossible, vu la mauvaise qualité de reproduction du microfilm. Pour cette raison, nous procéderons au sondage d'autres articles d'intérêt reflétant l'esprit du journal.

d. Autres rubriques d'intérêt :



Cette fois, il ne s'agit pas de publicité, mais d'une annonce d'un numéro spécial qui documente les massacres commis contre les chrétiens au Liban et en Syrie dans les 120 dernières années. L'annonce non seulement promet de raconter l'incendie de Damour en 1840, les massacres de la guerre de la montagne à Hasbaya et Deir el Kamar en 1860 et l'incendie de Beyt Méry, mais aussi de publier une dizaine de photos jusque là inconnues.



La date de publication de ce spécial n'est pas précisée, mais on lit bien "*bientôt*".

L'annonce demande également aux lecteurs de réserver leurs numéros à l'avance.

Remarque : dans les 34 numéros disponibles dans les archives, on ne trouva pas une trace de ce numéro spécial.

IV. Articles spéciaux et/ou rubriques d'intérêt dans divers numéros

i. Étude : la presse clandestine... dans la presse clandestine !



Il s'agirait ici probablement du seul article paru dans un journal clandestin sur la presse clandestine au Liban des années 1975 – 1980, plus précisément dans le numéro 19 du 08.11.1980.

Placé sous la rubrique des **Études** à la page 4, cet article occupe le haut de page sur 8 colonnes, et se retrouve dans un encadré. Il est signé au nom du *département des études dans Al Marouni*, et est intitulé *La guerre de la presse au Liban*.

Dans cet article, on apprend l'existence de 3 types de journalisme au Liban depuis le début de la guerre en 1975, celles – ci étant selon l'étude : *la presse de Beyrouth est (chrétienne), la presse de Beyrouth – ouest (musulmane) et la presse "neutre" des arabistes – marxistes*.

En accusant la presse libanaise d'être sectaire, et de servir à la propagation des idées de chacun des partis politiques propres à chaque confession et religion, l'article

accuse la presse *de troisième ligne* de prétendre la neutralité pour faire passer le message des adversaires.

Il prétend que la presse perçue comme neutre, et dont la ligne éditoriale est adepte de marxisme - arabisme, pratique un black – out des allocutions pro chrétiennes au profit de celles des partis pro musulmans et palestiniens. Elle l'accuse aussi de convoiter la *presse maronite libre et les cercles de culture chrétiens libanais*.

A la fin, l'article mentionne l'existence en 1980 de 99 titres de presse autorisée, toute périodicité confondue, dont seules 22 sont publiées régulièrement pour des raisons politiques et financières.

Plus intéressant, *Al Marouni* évoque l'existence de 10 publications clandestines non autorisées par l'État Libanais, mais par d'autres pays européens et arabes.

ii. Statistiques : les libanais contre la *présence palestinienne* :



Cet encadré est paru à la Une du numéro 20 du journal *Al Marouni* du 15 septembre 1980. Comme son titre l'indique, il s'agit de *statistiques sur la présence palestinienne au Liban*.

L'encadré n'indiquant pas la compagnie aurait conduit l'étude *par ordinateur*, il est impossible de vérifier la véracité des chiffres. Toutefois, nous les reprenons tels quels :

Beyrouth Est :

- 93% sont contre la présence palestinienne au Liban
- 5% estiment que les palestiniens sont un peuple déplacé
- 2% sont partisans de la co- existence libano- palestinienne
- 99% sont partisans de leur distribution sur les pays arabes

Beyrouth Ouest :

- 63% sont contre la présence palestinienne au Liban
- 17% estiment que les palestiniens sont un peuple déplacé
- 20% sont partisans de la co- existence libano- palestinienne
- 92% sont partisans de leur distribution sur les pays arabes

Aucun autre commentaire n'est fait sur ces chiffres. Toutefois, le rapprochement des chiffres, et donc des positions entre les habitants des 2 Beyrouth sur la présence des palestiniens, et la perspective de leur nationalisation demeure expressive.

Elle aurait pour but implicite de rapprocher les points de vues des différents partis de la guerre, ne serait- ce que du côté chrétien du pays.

iii. Une revue mensuelle ?



Le numéro 30 du 24 Novembre 1980 annonce la parution *très prochaine*, en langue française, d'une revue intitulée *Le Maronite*. On lit en dessous du titre également *La voix de la pensée et de la directive chrétiennes au Liban et dans tout le Moyen Orient*.

Pourtant, nous n'avons trouvé aucune trace de cette revue dans les archives de l'Université Américaine de Beyrouth. Comme le propriétaire de la maison d'édition

Antoine Jbeily est décédé depuis une dizaine d'années, et dans l'absence sur le territoire libanais de ses héritiers, il fut impossible pour cette recherche de trouver les numéros de la revue pour une étude comparative, comme celle de *Falastine Assawra*.

iv. Le Liban entre les mains de la Vierge Marie...



Cette image se retrouve sur le haut de la dernière page du numéro 10, paru le 10 juillet 1980. Notons qu'à cette date, il s'agissait d'un jeudi plutôt que d'un lundi. Elle montre un dessin de la Vierge Marie, tenant les mains du mot *Liban* en arabe (Loubnan). On lit en dessous : *Oh Vierge, le Liban est entre vos mains.*

Notons que des mains présumées du Liban, on remarque des gouttes de sang, rappelant celles du crucifix. La Vierge elle aussi pleure, les yeux fermés.

Synthèse :

Tout comme *Falastine Assawra*, *Al Marouni* est un instrument de propagande aussi bien religieuse que politique. Bien que cet hebdomadaire n'adopte pas directement le discours politique de l'un ou de l'autre des partis politiques ou milices chrétiennes, il en demeure partisan par son discours.

Ainsi, nous lisons au long des 34 numéros disponibles des rappels des massacres commis par les factions palestiniennes, aussi bien que des discours contre la présence palestinienne civile et militaire au Liban. Subséquemment, non seulement nous verrons des images de cadavres et de meurtres, mais des analyses à l'appui, puisant de l'histoire des maronites dans un cadre très idéologique, et pas nécessairement précis.

Sur le fond, le contenu est donc idéologique et religieux. Il reflète la vraie image du *maronitisme politique (Al marouniya Al syasya)* qui cache derrière sa propre doctrine de gouvernance une facette ecclésiastique, qui se base sur l'apport de la culture chrétienne levantine à cette région à majorité musulmane. Les thèmes récurrents sont – comme pour *Falastine Assawra* – ceux des tueries, de la division du pays. Toutefois, *Al Marouni* ne fait pas le point des combats quotidiens. A cela ajoutons qu'il serait peu pertinent de comparer deux journaux sortis à des époques différentes, avec des circonstances politiques différentes et qui changeaient du jour au lendemain. Les années 80, contrairement aux années 1975 et 1976, sont marquées par plus de "paix".

Sur la forme, le langage demeure simple et clair, malgré quelques erreurs d'orthographe et de grammaire occasionnelles. La mise en page est un peu encombrée, et moins professionnelle. Quelquefois, les caractères ne sont pas uniformes. Il est impossible de vérifier s'il s'agit d'erreurs d'impression en numéros ou en série.

<i>Al Marouni</i>	
Langage	Idéologique, religieux, simple et concis malgré quelques erreurs occasionnelles de grammaire.
Charge émotionnelle	Agressivité des propos avec manifestement le mépris de l'autre et la dramatisation des événements, parfois puisés de l'histoire lointaine dans une sorte de "théorie de conspiration" contre les chrétiens levantins. Ici aussi, la <i>résistance</i> à cette atteinte aux maronites notamment est peinte comme une défense légitime de son héritage. On verra des images de massacres lointains, repris dans des rubriques spécifiques, avec un repli sur soi, sur sa communauté.
Style de communication	Communication neutre, qui vise essentiellement le public chrétien, pour le convaincre de la légitimité de la cause maronite moyennant la religion.
Moyens	Vocabulaire agressif, discours religieux. Bien que les combats ne soient pas présents (souvenons- nous, en 1980 il n'y en avait pas autant que 1975 et 1976), l'autre n'est pas apprécié, voire même dévalorisé. Le discours puise beaucoup de l'histoire, à véracité discutable et disputable, pour donner de l'ampleur aux propos.
Présentation	Professionnelle, mais reflétant une expérience journalistique superficielle.

Loubnan

C'est le journal porte parole des Gardiens des Cèdres, probablement celui qui regroupait le plus d'écrivains, de poètes et d'historiens à l'époque de sa diffusion.

Il fut fondé par Saïd Akl, poète libanais contemporain, fanatique du Liban et de son identité Phénicienne. Sa touche personnelle est très présente dès le premier numéro.

En effet, Saïd Akl est chrétien. Il soutient que les Libanais ne sont pas Arabes, mais Phéniciens. Il ira même jusqu'à élaborer une transcription du dialecte libanais en caractères latins, mais l'usage de cette langue purement libanaise demeura très restreinte. En 1975, il devint le maître à penser du parti des Gardiens des Cèdres fondé par Étienne Sakr et qui joua un rôle actif durant la guerre civile du Liban. Et bien que le parti se déclare comme laïc, ses positions le rapprochaient beaucoup du maronitisme politique et intellectuel radical.

En septembre 1975, les Gardiens des Cèdres rendent public leur communiqué n°1 opposé à la partition du Liban. Le second communiqué annonça la position anti-palestinienne radicale du parti. Ces deux principes forment les piliers essentiels de leur communication.

Cette idéologie politique peut être qualifiée de nationalisme ethnique radical. Ainsi, le Liban est une nation mono ethnique, les Libanais sont les descendants des Kanaanites et n'ont aucun lien ethnique avec les Arabes. Mieux encore, les Libanais, et non les Grecs, sont les fondateurs de la civilisation occidentale moderne.

Partant de là, les Gardiens des Cèdres appellent à la dé-arabisation du Liban. Notons également qu'avec l'action palestinienne au Liban, les Gardiens des Cèdres se sont rapprochés d'Israël et ont reçu un soutien logistique, financier et militaire.

Ils appelèrent à plusieurs reprises à transférer les Palestiniens du Liban, afin qu'il ne reste plus aucun Palestinien sur le territoire national. Durant la guerre, ils sont allés jusqu'à adopter le slogan : « Le devoir de chaque Libanais est de tuer un Palestinien ».

Cette agressivité active envers l'arabisme et les palestiniens est très présente dans leur communication écrite, notamment dans *Loubnan*, dont le premier numéro paraît le vendredi 24 octobre 1975. Une des plus régulières parmi la presse clandestine de l'époque, cette publication hebdomadaire au début (tous les vendredis), reparaitra 2 fois par semaine (mercredis et samedis).

Loubnan est un tabloïd de 5 colonnes et de 4 pages (2 feuilles), dont le contenu est essentiellement politique au début, avec des rubriques historiques insistant sur les racines phéniciennes du pays. La religion est rarement évoquée, rappelant l'idéologie laïque à la base du parti politique dont *Loubnan* se veut porte parole. Plus tard, avec l'implication plus active de Saïd Akl qui écrira lui – même l'éditorial, le contenu se penchera plus à la poésie, sans pour autant trahir les buts politiques de sa publication.

Les images sont absentes, et la mise en page un peu primitive au début. Les premiers numéros semblent avoir été dessinés à la règle, avec un logo qui change 3 fois dans les 3 premiers numéros. Malgré cette confusion visuelle au début, le journal se forgera une identité visuelle claire au cours des années, malgré des changements occasionnels dans le bandeau. Le langage est très soutenu et très correct dans les premiers mois, avec des rares fautes de frappe. Ce n'est qu'à partir du numéro 46 que l'arabe littéraire est remplacé dans toutes les rubriques par le dialecte libanais, écrits avec les chiffres et les lettres arabes. Toutefois, les origines sémitiques du Liban de Saïd Akl, et par extension des Gardiens des Cèdres, se démarquent dans les signatures des articles, qui sont toutes des noms de divinités Phéniciennes. Ce passage de l'arabe littéraire à l'arabe dialectique porte avec lui une vulgarisation des propos, bien que le contenu demeure "politiquement correct", dans ce sens où le changement n'est que dans la présentation des sentences, et pas dans leur essence.

C'est aussi le bandeau qui change très souvent : par exemple, la note *publié par les Gardiens des Cèdres* sera remplacée à partir du numéro 14 daté du 27.01.1976, par *au service des Gardiens des Cèdres*. La typographie, elle, est sujette à la modification à plusieurs reprises. On n'en connaît pas la raison exacte, mais on pourrait facilement

estimer qu'il s'agirait de problèmes de locaux d'impression, et/ou d'accès à l'imprimerie dans des périodes de manque de sécurité.

D'autre part, l'éditorial principal de droite est signé El, et celui de gauche Elissa. El – du sémitique – signifie Dieu dans le deuxième millénaire avant JC. Il évoque la force et la puissance. Elissa, Elissar, est la fondatrice légendaire et première reine de Carthage. Elle est la fille de Bélos et la sœur du roi de Tyr Pygmalion.

D'autres noms phéniciens font aussi apparence. Il s'agit de Hannibal, Eshmoun, Rafiil, Ilolay, Itoubaal, Nahrbaal, Nâhâr, et autres. Avec le passage de l'arabe littéraire à l'arabe dialectique, ces deux éditoriaux feront de même. Plus tard, El est remplacé par Saïd Akl.

Le titre du quotidien est aussi très significatif : il n'évoque pas uniquement le pays, le nationalisme, car *Loubnan* (Loub – Anan) du syriaque, veut dire *le cœur de Dieu*.

Ajoutons finalement que *Loubnan* comporte également une rubrique fixe intitulée *Amjad Loubnan* (Les Gloires du Liban) écrite par l'historienne May Murr, qu'on soupçonne être derrière la colonne d'Elissa à la Une. En effet, on l'apprendra plus tard, Murr fut la rédactrice en chef de *Loubnan* entre 1975 et 1982, date de parution du dernier numéro. Elle y publia également des extraits de son poème épique *Loubnanyada* (comme Illiaza, ou Iliade) de 30.000 versés.

L'ensemble de ses articles historiques sur la Phénicie fut regroupé après son décès en 2008 en 12 volumes, dont certains sont encore des manuscrits, sous le titre de *Liban – Phénicie, la terre de Dieu*.



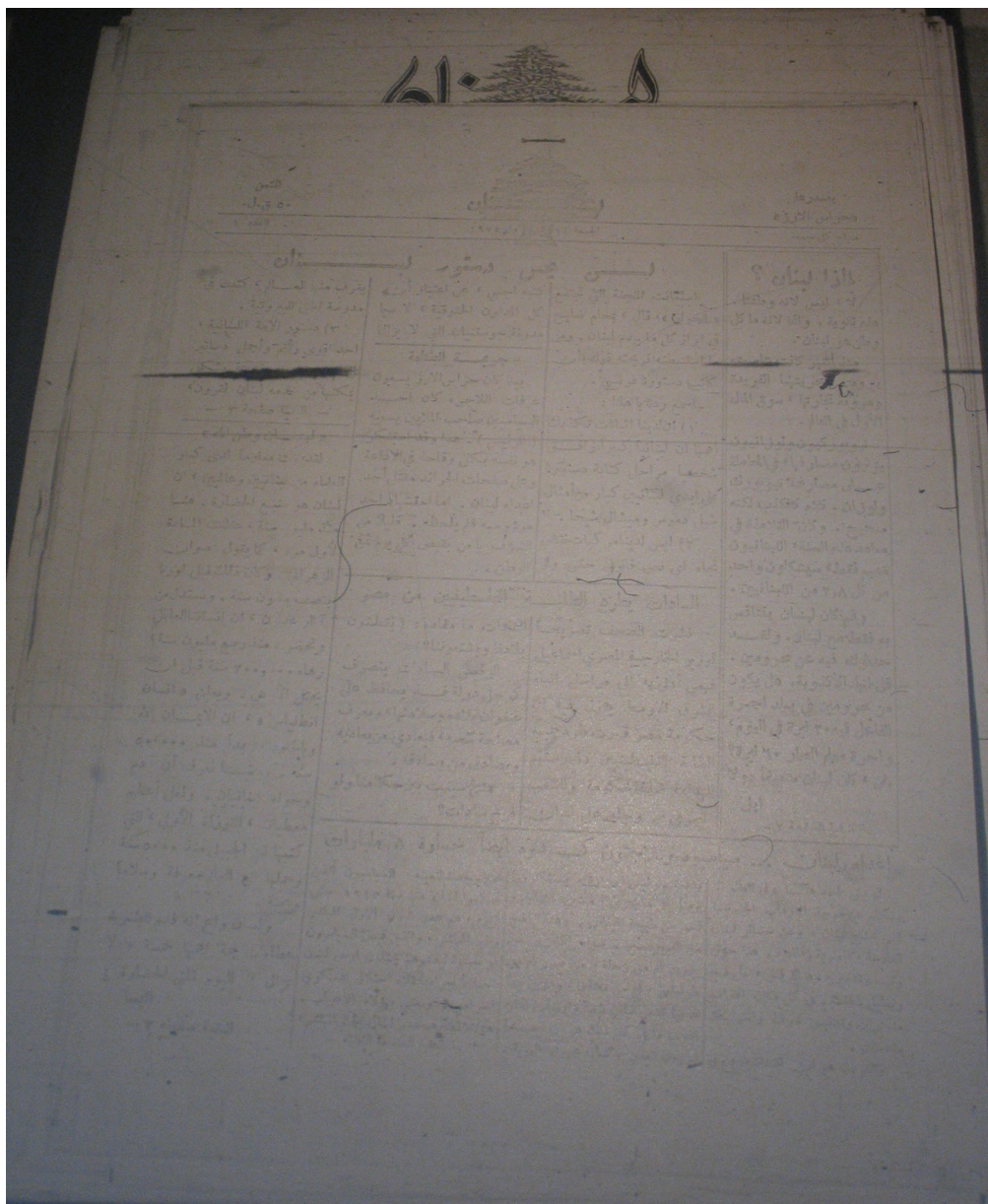
I. Numéro : 1

Date de Parution : 22.03.1975

Pages : 02

Périodicité : hebdomadaire

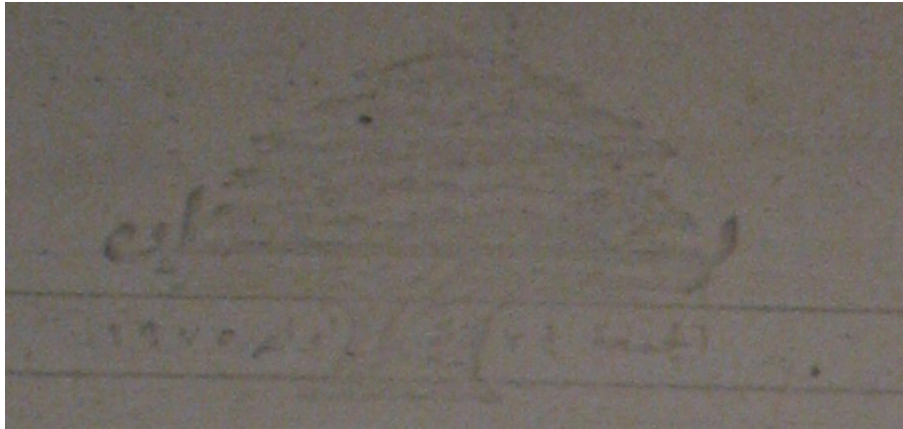
Format : 5 colonnes (tabloïd).



Une du premier numéro de Loubnan paru le vendredi 24 octobre 1975. Comme il est clair, ce numéro est presque illisible, vu la mauvaise qualité de reproduction sur microfilm⁸⁹ (Archives AUB).

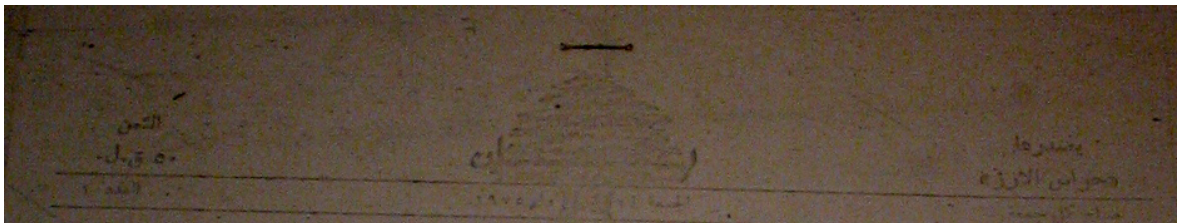
⁸⁹ Mic – NA 96. Tous les numéros de ce quotidien sont présents sur microfilm de 1975 à 1982. C'est un des quotidiens les mieux préservés dans les archives de AUB.

a. Logo :



Le logo est très simple : on y lit le mot *Loubnan* dactylographié avec dans l'arrière plan un cèdre, car il s'agit notamment du journal des Gardiens des Cèdre. Ce logo change à deux reprises au deuxième numéro puis au troisième numéro pour devenir plus graphique. On notera, comme mentionné plus haut dans l'introduction générale de ce journal, que le logo change très souvent. Toutefois, les grandes lignes demeurent similaires : un cèdre avec le mot *Loubnan*.

b. Entête :



Ici, les couleurs de l'image ont été modifiées pour rendre la lecture plus facile. Toutefois, ceci n'est pas le cas de la copie du microfilm. Nonobstant, nous apprenons que le journal est hebdomadaire et paraît tous les vendredis. La date se positionne au dessous du cèdre, sur lequel on lit en petits caractères le mot "*Loubnan*". Le numéro se vend à 50 piastres. Le prix restera le même pendant les 7 années de parution de cette publication.

c. Éditorial :

Pour ce premier numéro, il n'en existe qu'un seul, signé par El. Bien qu'intitulé *Pourquoi Loubnan ? (Limaza Loubnan)* cet éditorial ne nous explique pas la raison

d'être du journal. Il prend un ton patriotique, et s'engage à montrer une facette très progressiste du pays, sans pour autant mentionner les problèmes qui y existent, notamment liés à la guerre ou au conflit. La seule référence qui y figure est timide : on y lit : *"Il y a de cela quelques mois, la capitale Beyrouth de par sa flotte unique et la flexibilité de son commerce était le premier marché monétaire mondial"*.

Partant de l'idée qu'aucun pays ne ressemble au Liban, l'auteur se lince dans une énumération d'indices économiques et culturels du pays. Il se vante que le tiers des libanais – *"et uniquement des libanais"* est des lycéens, que les new-yorkais et les lausannois préfèrent les banques libanaises aux leurs, et que *tout ce qui se dit sur la pauvreté est mensonge. Pouvons nous parler de pauvres quand l'ouvrier touche 30 Livres Libanaises par jour ? (...)"*

d. Articles d'intérêt :

i. Saif Loubnan...

La Une qui ressemble plus à un bloc d'articles accolés les uns aux autres dans l'absence de photographies comprend 4 écrits, hormis l'éditorial placé à droite. Certains sont renvoyés à la deuxième page, qui annonce aussi un écrivain additionnel : *Saif Loubnan*, ou l'épée du Liban. Son article est court. Intitulé *Bienvenue au journal Loubnan*, il exprime la joie et fierté de l'auteur de faire partie de l'équipe de rédaction et se dit descendant de Fakhreddine⁹⁰, et des grands de

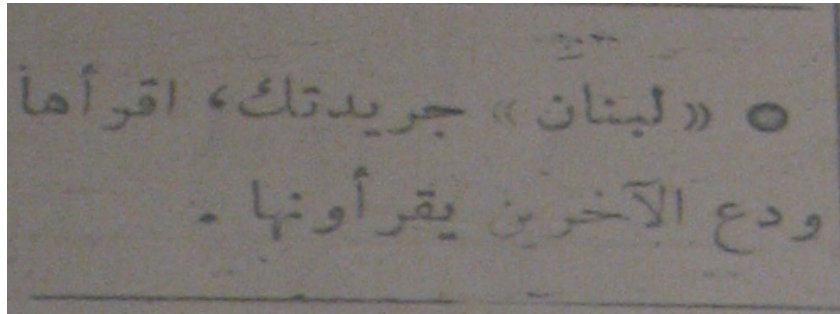
⁹⁰ L'Émir Fakhreddine II Le Maan (1572 – 1635) est considéré comme étant le précurseur du Liban moderne. Il est le premier chef politique du Liban auquel revient le mérite d'avoir conçu et réalisé l'entité nationale par un plan d'action mûrement étudié, malgré l'opposition de la Cour de Constantinople qui voit d'un mauvais œil sa prépondérance grandissante.

Il parvient à réaliser l'union intérieure malgré les dissensions intestines, il ouvre son pays à l'Occident - et particulièrement à l'Italie, ayant été exilé en Toscane pendant cinq ans à la suite d'une invasion du pacha de Damas -, et enfin son règne est le prélude de la véritable renaissance libanaise sur tous les plans urbanistique, culturel et commercial. A son retour d'exil, il remporte une importante victoire à Anjar sur les troupes du pacha de Damas. Mais cette indépendance inquiète trop la Sublime Porte qui décide d'en finir avec cet Émir trop dangereux. Battu près de Niha, Fakhreddine se livre aux Turcs qui l'emmènent à Constantinople où il est exécuté avec ses trois enfants.

Figure légendaire et remarquable en outre par sa grande tolérance religieuse, l'émir Fakhreddine restera dans la mémoire de ses concitoyens comme celui qui a doté le pays d'une solide administration en même temps que de nombreuses réalisations historiques (les célèbres mosquées de Saïda et de Beyrouth, la première imprimerie installée en Orient.

l'histoire tels que Pythagore de Sidon. Il clôt son article par le terme "*Labbayka Loubnan*" pour se mettre au service de sa patrie.

ii. *Lis et fais passer !*



Ce serait probablement la plus petite des annonces, mais aussi la plus expressive. En effet, le journal invite les lecteurs à lire et faire passer le numéro qu'ils ont entre les mains, dans le but d'atteindre le plus de lecteurs possibles. On en verra des annonces sous des formes différentes, que nous étudierons plus bas. Toutefois, le journal ne donne pas, dans son premier numéro, une idée des chiffres de tirage. Il faudra attendre le deuxième pour apprendre plus.

iii. *Les ennemis du Liban*

Cet article tient dès le début les palestiniens comme seuls responsables de tous les malheurs du Liban. Ils les accuse directement *d'avoir fourni par leur présence l'environnement propice au crime, à la destruction, et à l'armement et l'entraînement militaire pour ensuite assassiner le Liban*".

Il les qualifie d'*ennemis du Liban* et leur reproche de causer des pertes "*estimées à 8 milliards de Livres Libanaises, l'équivalent du budget financier du Liban pour plusieurs dizaines d'années*". "*Selon les experts*", ajoute l'article, "*il s'agirait de la catastrophe financière la plus importante dans le pays, dont 150 mille patrons sont désormais au chômage, avec également le départ de nombreuses compagnies étrangères (...)*".

Toutefois, l'article se termine sur une note positive, rappelant que le pays des Cèdres *ressuscitera*.

Analyse du langage et du contenu :

C'est l'ouverture du langage agressif envers les palestiniens, pour lequel sont connus les Gardien du Cèdre. Dans ce sens, la ligne éditoriale du journal est claire : les palestiniens sont les ennemis supposés du Liban, et ils sont responsables de tous les évènements malencontreux du pays.

Le langage est précis, sans aucune touche de diplomatie. Les phrases sont courtes, correctes et très distinctes. L'auteur est quand même soucieux du détail : il cite des experts, non précis, pour appuyer ses informations. Plus qu'une communication idéologique, nous nous retrouvons face à une contre propagande très franche, et qui ne joue pas le jeu de la politique. Elle est pragmatique, et ressort d'écrivains qui ne manquent pas d'habileté à exprimer leurs points de vue, sans pour autant mâcher leurs mots.

II. Numéro : 2

Date de Parution : 31.03.1975

Pages : 04

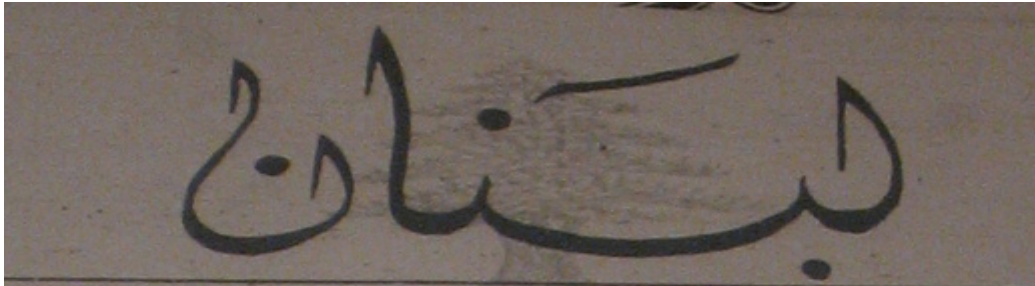
Périodicité : hebdomadaire

Format : 5 colonnes (tabloïd).



Une du premier numéro de Loubnan paru le vendredi 31 octobre 1975. (Archives AUB).

a. Logo :



Le logo change : le cèdre devient plus important, et *Loubnan* couvre la totalité du dessin avec des caractères gras simples.

b. Entête :

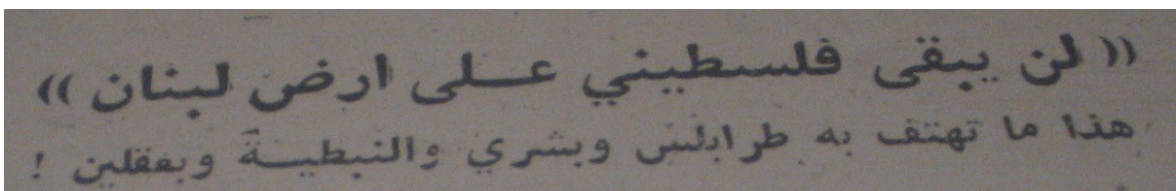


Bien que le logo du milieu change, l'entête demeure identique à celle du premier numéro. De la droite, on apprend que la publication est l'hebdomadaire des Gardiens du Cèdre, et qu'il paraît tous les vendredis. A gauche, en passant par la date au dessous de *Loubnan*, on trouve le prix de vente et la numérotation.

c. Manchette :

Il n'y a pas de manchette proprement dite, dans le sens que celle-ci ne reflète pas l'actualité factuelle du contexte entier, mais plutôt une partie très subjective, comme par hasard, celle qui correspond le plus à la politique éditoriale du journal.

Le titre central écrit :



"Il ne restera aucun Palestinien sur le territoire Libanais"

Crient Tripoli, Bcharri, Nabatyeh et Baakline

Les villes énumérées dans le titre ne sont pas choisies par coup de chance : chacune représente le fief d'une des quatre communautés religieuses principales. Ainsi, on retrouve Tripoli (musulmans sunnites), Bcharri (chrétiens maronites), Nabatyeh (musulmans chiites) et Baakline (druzes).

On y lit aussi : *Répondant aux appels d'un libanais apprécié du nom de Shérif Al Akhaoui⁹¹, de nombreuses manifestations ont couru les rues hier, rassemblant entre 500 mille et un million de participants selon certains venant de différentes régions du Liban(...). Ces libanais, toutes confessions confondues ont réclamé - sous les tirs de ceux qui tentent de peindre le Liban comme pays confessionnel malgré lui – l'arrêt des combats et le refus de la haine. Ces manifestations s'accompagnèrent du carillon des cloches des églises, et des appels des chants des minarets. Elles furent précédées de banderoles anti-sectaires et de slogans pour un Liban prospère (...).*

Il ajoute : *"Toutefois, pas une seule banderole ne s'éleva pour annoncer que le Liban n'a rien à voir avec tout ce qui se passait, et que les seuls responsables sont les palestiniens. C'est leur présence financée et armée sur notre territoire qui fournit aux porteurs d'idéologies destructives et à tout élément frustré ou mauvais l'atmosphère propice pour se rassembler et s'armer, et par la suite vandaliser et commettre des crimes (...).*

L'article est renvoyé par la suite à la deuxième page, où l'on lit dans les deux derniers paragraphes : *"(...) Vu que les médias au Liban sont vendues dans leur majorité et soumises entièrement au cauchemar palestinien, les Gardien du Cèdre estiment que le seul moyen à disposition est d'utiliser les graffiti. Ainsi, leurs soldats ont imprimé à ce jour plus de 2000 phrases sur les murs de la capitale, sur lesquels on lit "il ne*

⁹¹ Shérif Al Akhaoui, ou Charif Al Akhaoui était un journaliste radio Libanais ingénieux et populaire. Il créa pendant la guerre une "chambre de d'opérations", qui informait les citoyens sur les bonnes rues à prendre pour éviter les francs tireurs. En 1975, il appela à une manifestation pour la paix à travers le Liban vers la ligne de démarcation entre Beyrouth Est et Beyrouth Ouest dans la région du Musée (Mathaaf), pour appeler à l'arrêt des combats. Mais des miliciens ouvrirent le feu sur les manifestants, tuant plusieurs parmi eux. Pour protester, Al Akhaoui suspend son programme à la radio. Il en résulte une telle peur que les citoyens s'obligèrent à rester chez eux, ne sachant plus quels sentiers prendre pour éviter le feu. Ce fut le président de la République libanaise même qui intervint pour lui demander de reprendre ses activités. Il décéda en 1987. Voir art. de réf. Annexe 1.

restera aucun palestinien sur le territoire Libanais". (...) Oui, les Gardiens du Cèdre feront tous pour chasser ceux dont la présence criminelle résulta en la destruction de notre pays et l'atteinte à nos mœurs".

Analyse du langage :

Cet article qui se place au cœur de la Une se veut expressif de la voix de la majorité des Libanais. Il prétend que 500 mille à un million de ces citoyens "purs" si l'on puisse ainsi dire, donc le tiers du peuple libanais (!), ont participé à des manifestations dans toutes les régions pour revendiquer un arrêt des combats.

Le choix des cités et villages ayant participé n'est pas anodin : comme pour le titre, nous constatons que les villes énumérées sont représentatives des communautés religieuses différentes. Ceci reflète à renforcer la position assez forte que prend le journal à l'encontre des palestiniens, qu'il nomme *les étrangers*. Il les traite de tous les noms, faisant d'eux encore une fois la cause de tous les malheurs du Liban. Ce sont des criminels, des ingrats. Leur présence est un *cauchemar* et même les outils de presse qui les défendent sont vendus.

Il ne restera aucun palestinien sur le territoire Libanais, l'article n'a pas assez de le répéter. On va même jusqu'à adopter le slogan dans les graffitis sur les murailles de la capitale⁹².

Analyse du contenu

Le contenu est d'un patriotisme exagéré, parfois mal placé. Il reflète non seulement la frustration des auteurs avec la présence palestinienne qu'il qualifie d'étrangère, mais va jusqu'à prononcer des menaces racistes envers ces derniers. C'est une guerre ouverte contre les palestiniens au Liban, quels qu'ils soient.

⁹² Maria CHAKHTOURA, 1978 : La guerre des graffiti. Liban 1975-1978. Beyrouth, Éditions Dar An-Nahar, s. p., bilingue (Arabe - Français).

Les palestiniens sont réduits, et tenus responsables de la guerre et de ses répercussions. Cette pensée est récurrente, et l'esprit peu tolérant de cet article est un peu le même dans tout le journal. Il reflète non seulement un discours politique affichée (même sur les murs !), mais d'une ligne éditoriale claire et établie qui use des mêmes qualificatifs, comme issues d'un *style book* propre à *Loubnan*.

Du point de vue lexicale, les phrases sont courtes et directes. On ne trouve pas d'erreurs d'impression ou de grammaire, et la typographie est homologue, dans l'article comme dans tout le numéro.

d. Éditorial El :

Il porte le titre *Liban comme il en demeure*, et complète l'article central sur la manifestation à laquelle appela le journaliste Shérif Al Akhaoui, qualifié comme étant *l'Homme de courage*. L'auteur, El, écrit que le Liban demeure comme il l'était, un pays uni, miraculeux. C'est le pays de la paix, qui revendique la paix, et qui saura se reconstruire une fois la guerre terminée, et le soleil levé.

L'article est court, et ne compte pas plus de 100 mots. Il occupe l'encadré droit de la page. Le langage est clair, mais ne manque pas de ce romantisme patriotique, qui espère que le pays se rétablira après la guerre comme ce phénix⁹³, qui donne à la Phénicie aussi son nom. On soupçonne Saïd Akl d'être l'auteur de cette rubrique.

e. Éditorial Elissa :

Cet article, signé Elissa, paraît pour la première au deuxième numéro. Elissa, ou Didon dans la mythologie grecque, est la fondatrice phénicienne légendaire et première reine de Carthage. Elle est la fille de Bélus et la sœur du roi de Tyr Pygmalion.

⁹³ Le phénix, ou phœnix signifiant rouge et désignant le point cardinal sud, représente un oiseau fabuleux, doué de longévité et caractérisé par son pouvoir de renaître après s'être consumé sous l'effet de sa propre chaleur. Il symbolise ainsi les cycles de mort et de résurrection.

L'article, un billet, occupe l'angle gauche au haut de la page, parallèlement à celui de El. Il est également encadré. On apprendra plus tard que c'est en fait May Murr qui écrivait cet éditorial sous le pseudonyme de la reine phénicienne.

Il cite en caractères italiques au début une phrase du manifeste des Gardien des Cèdres : *Quand le Liban est en danger quoiqu'il en soit, nous ne reconnaissons que le Liban*".

Ainsi, l'article critique les politiciens libanais, qui *préconisent que l'affaire la plus importante pour le Liban est celle des réfugiés palestiniens*. Il ajoute : *comment un libanais ose – t- il œuvrer pour un non – Libanais ? Ceux qui prétendent une envie envers les vandales de notre pays ressemblent à un maître de foyer, qui mène un combat pour sauver le bras amputé de son voisin, aux dépens de son fils mourant (...). Tout ceci en raison de la richesse du voisin despotique (...)*".

Elle conclut : *Que ces politiciens sachent, que le jour où le Liban deviendra l'affaire, c'est le monde entier qui en souffrira (...)*".

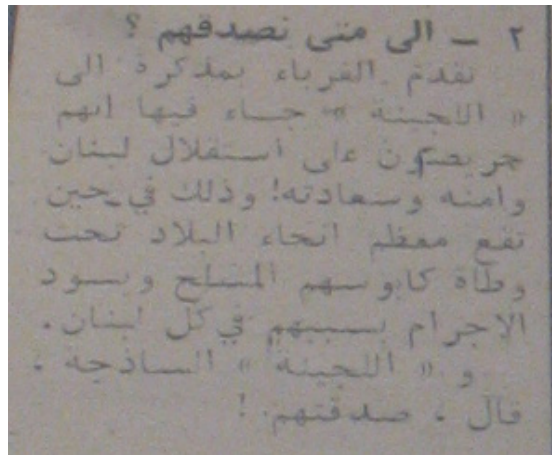
L'article, bien que court, est un peu plus long que celui de El.

f. Dépêches d'intérêt :

i. Jusqu'à quand les croirons – nous ?

Dans le cadre de la ligne éditoriale qui adopte une agressivité remarquable envers les palestiniens, nous retrouvons à la page 2 sur une colonne de trois brèves, dont nous retenons la deuxième uniquement. Intitulé "*Jusqu'à quand les croirons – nous ?*", la brève prétend que *les étrangers ont présenté une note verbale au "petit comité"⁹⁴, dans lequel ils affirment leur respect à l'indépendance du Liban, sa sécurité et sa félicité ! Et ceci, pendant que la majorité du pays est sous le joug du cauchemar de leur présence armée, et de leur criminalité. Et le petit comité naïf, soit disant, les as crus !*".

⁹⁴ De l'arabe, *loujaina*, qui est un diminutif du mot *lajna* signifiant comité. Ce mot est utilisé dans son sens péjoratif pour désigner le Comité de Dialogue Libano – Palestinien.

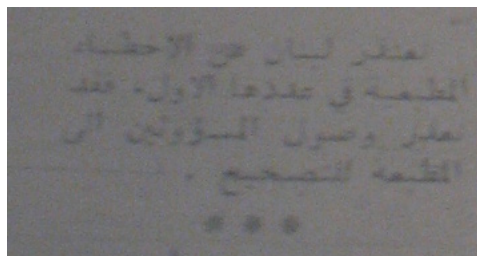


Copie de la brève mentionnée. Nous noterons que le mot "loujaina" est placé entre guillemets, pour plus de dénigrement.

Analyse du langage et du contenu :

Le contenu est d'un sarcasme cynique. Le Comité de dialogue Libano – Palestinien est réduit à un *petit comité*, pour le discréditer et dénigrer son rôle. Les palestiniens eux, en lignée avec la politique éditoriale de *Loubnan*, sont qualifiés d'*étrangers*, et leur présence est cauchemardesque. On sous entend également que leur présence porte atteinte à l'indépendance du pays, et, encore une fois, la brève les accuse de criminalité.

ii. Erratum...



Au bas de la deuxième page, le journal présente aux lecteurs ses excuses pour des erreurs d'impression dans le premier numéro. Il ajoute qu'il fut impossible pour les responsables d'accéder à l'imprimerie pour les corriger, reflétant quand même un souci pour la perfection littéraire.

Notons que le restant des pages contient essentiellement des suites d'articles.



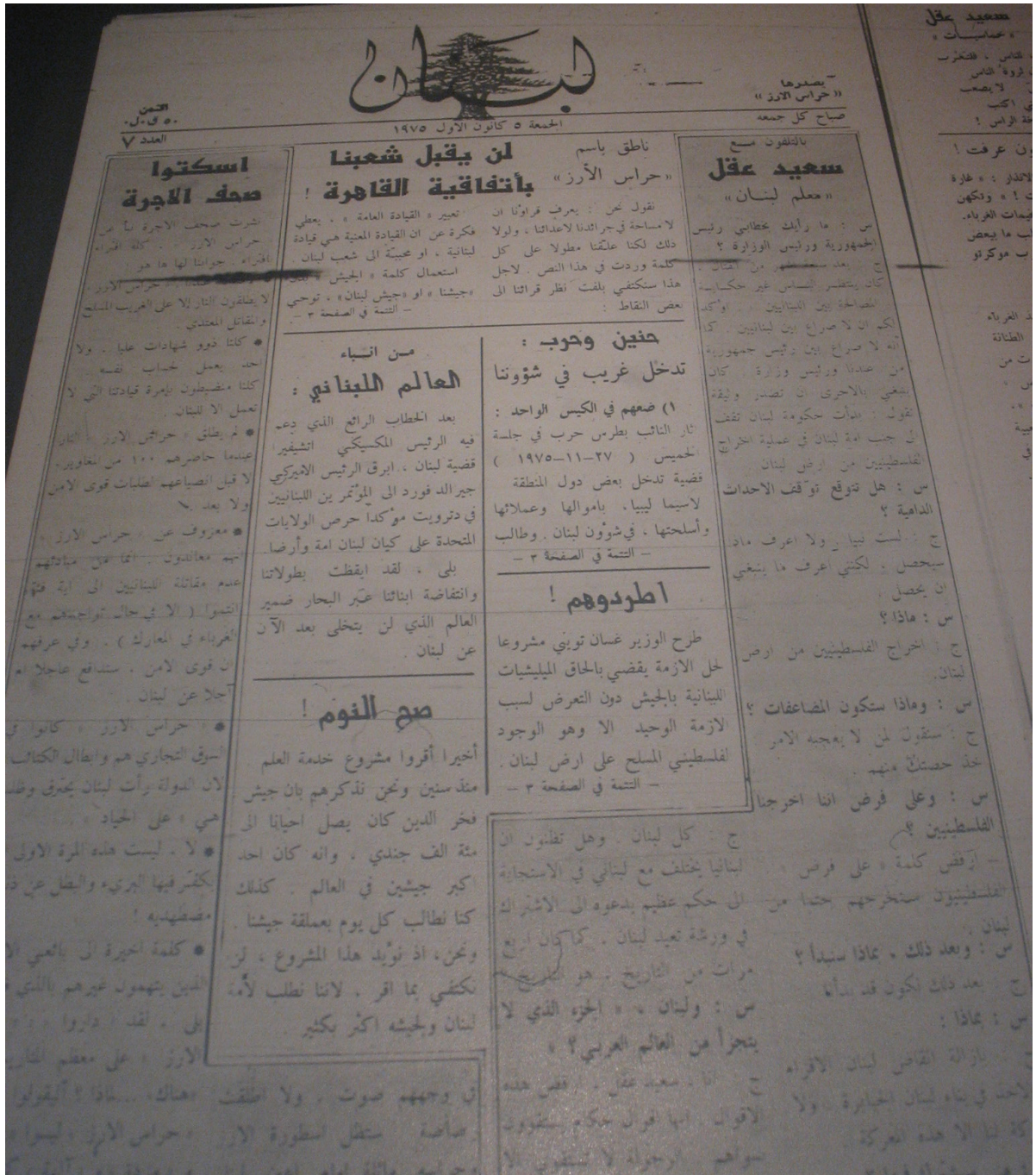
III. Numéro : 07

Date de Parution : 05.12.1975

Pages : 04

Périodicité : hebdomadaire

Format : 5 colonnes (tabloïd).



Une du numéro 7 de Loubnan, paru le 05.12.1975. On y retrouve une première contribution active de Saïd Akl, dont un entretien téléphonique prend la place de l'éditorial de El dans l'encadré de droite. (Archives AUB).

a. La Une :

i. présentation :

La mise en page est très mal faite, et les caractères employés sont moins esthétiques. Les titres deviennent plus subjectifs, et l'on s'éloigne peu à peu du journalisme professionnel. Notons que, bien que *Loubnan* se soit efforcée dans les 5 premiers numéros à maintenir plus ou moins la *face* d'un journalisme professionnel, elle n'a pas pour autant prétendu la neutralité. Toutefois, ses articles deviennent à première vue de plus en plus populistes, usant des points d'exclamation et s'éloignant du langage littéraire très soutenue qu'elle employait au début.

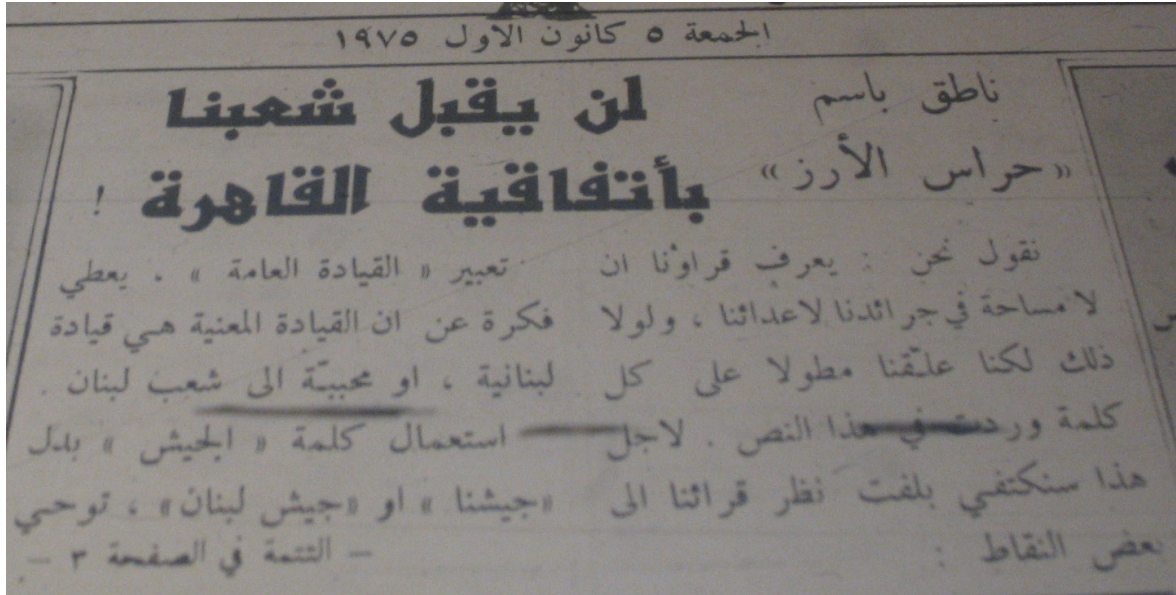
Pour ce numéro, nous nous pencherons sur les brèves des pages internes, dont le contenu est très expressif de par la violence des propos.

ii. *Au téléphone avec Saïd Akl, "Maître" du Liban :*

L'interview est très basique, et reste une transcription très fidèle d'un entretien téléphonique avec *Le Maître Akl*. On ne sait pas qui aurait pu faire l'entretien, mais une chose est claire : le coin réservé à El demeure sa propriété, puisque c'est Akl qui y est par la voix, s'il ne l'est pas par la plume.

En réponse à une question sur sa position envers les allocutions du président de la république et le chef du gouvernement, Akl réitère qu'il n'y pas de conflit entre les libanais, ni de conflit entre les chefs du pays. Il appelle ces deux à publier un communiqué dans lequel ils s'engagent dans la lutte pour chasser les palestiniens du Liban. Pour Akl, il n'existe pas de combat plus important. Il en suivra la construction de tout le pays.

iii. Porte – parole des Gardiens des Cèdres : Halte aux accords du Caire !



Il s'agit là de l'article principal de la Une. Celui-ci cite dans sa tiraille un porte parole des Gardiens des Cèdres sans le nommer, faisant part de son refus catégorique des accords du Caire qui permirent l'armement des factions palestiniennes au Liban.

Ce qui ressort le plus du discours déjà connu des Gardiens des Cèdres, c'est ce que mentionne le porte parole, en disant: " *nos lecteurs savent qu'il n'y a pas d'espace dans nos publications réservées à nos ennemis, sinon nous aurions répondu longuement à chaque mot publié dans le texte*".

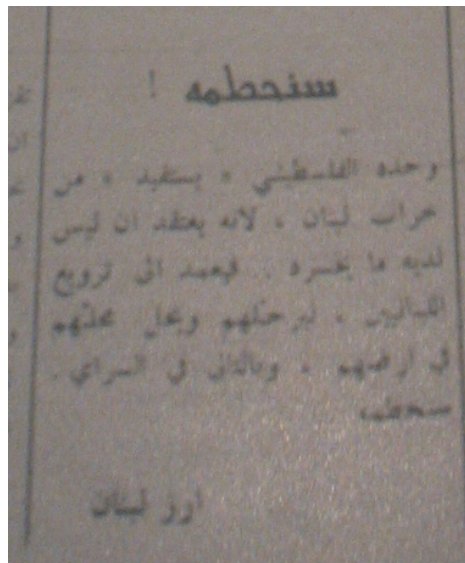
Le porte- parole fait référence en fait, à un communiqué du FPLP-CG publié dans un journal que *Loubnan* ne nomme pas, accusant l'armée libanaise d'avoir confisqué leurs armes pour les passer aux *isolationnistes*. Ainsi, le porte – parole critique le FPLP – CG, rappelant que le commandement général n'est ni libanais, ni apprécié par les libanais. Il accuse le communiqué d'utiliser le mot "armée" (entre guillemets), pour désigner l'armée libanaise, de manière péjorative, doutant ainsi du patriotisme des soldats libanais, et de leur fidélité au Liban.

Il critique aussi l'usage du terme "isolationnistes" pour évoquer "les défenseurs du Liban", qualifiant le CG d'audace. Il conclut sur un ton de menace : "*Écoute bien, Oh quotidien qui défend les palestiniens aux détriments du Liban: les accords du Caire signés par un soldat fugitif et un politicien mythomane sont des accords refusés du peuple libanais qui les considère comme de l'encre sur du papier. Nous sommes le peuple libanais et sa conscience. Pas eux. Nous*".

b. Articles d'intérêt :

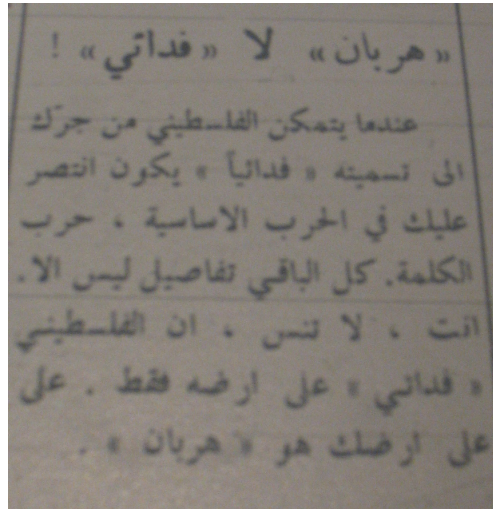
i. *Nous le briserons !*

Signée *Arz Loubnan*, ou Cèdre du Liban, l'article est un mot (en arabe) : *nous le briserons*. L'auteur dit, en 26 mots, que le palestinien est le seul à *bénéficier de la destruction du Liban parce qu'il pense qu'il n'a rien à perdre*. Il prétend que ces réfugiés veulent chasser les libanais de leur terre, pour ensuite prendre les pouvoirs. La chute de la brève reprend le titre : *nous le briserons*.



Encadré de la brève parue sous le titre "Nous le briserons" à la page 2 de ce numéro.

ii. "Lâche", pas "Fidai" !



Encadré de la brève parue sous le titre "Lâche, pas Fidai" à la page 2 de ce numéro. Employé ici pour la première fois, le mot "lâche", synonyme aussi de "fuyard" en arabe (dialecte libanais), sera dorénavant employé pour désigner les réfugiés palestiniens.

La brève s'adresse au lecteur à la première personne : c'est la propagande persuasive en direct. Contrairement aux autres brèves, celle-ci n'est pas signée. Ici, le journal va plus loin, en discréditant la lutte des palestiniens pour leur cause. Il qualifie le palestinien qui mène une lutte en dehors de son territoire de *fuyard* et non de *Fidai*. Il ajoute que toute personne qui se soumet à l'appellation du réfugié *Fidai*, lui cède une victoire dans la plus importante des guerres : la guerre du verbe.

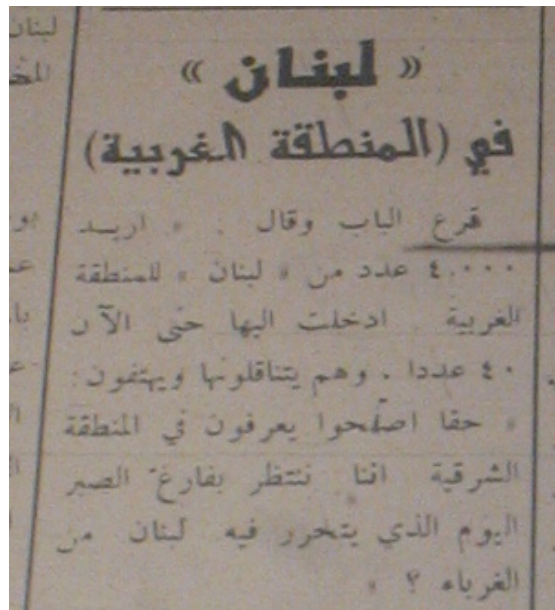
La brève continue, s'adressant au lecteur toujours à la première personne du singulier, pour conclure : *N'oublie pas, que le palestinien est un "Fidai" sur son territoire seulement. Sur le tien, il est in lâche*".

La communication, aussi courte soit-elle, est très profonde. Elle est sévère, limitatrice, péjorative, et très dépréciative. Les mots *Lâche* et *Fidai* sont employés en dialecte libanais, et non en arabe littéraire.

La brève évoque, pour la première fois, l'existence d'une guerre du mot, ou guerre du verbe. L'énoncé est violent, car il marque un conflit où les émotions exprimées

renvoient à des affects profonds. Comme le dit bien Pascal Lardellier dans son ouvrage Violences médiatiques : contenus, dispositifs, effets⁹⁵, "la manifestation comportementale d'états intérieurs, qui, au plan de la réception, peuvent de révéler attractifs autant que répulsifs".

iii. "Loubnan" se distribue



Loubnan dans Beyrouth Ouest. Le terme "Beyrouth ouest" est placé entre guillemets, comme pour souligner le refus de la rédaction d'admettre la division de la capitale. On s'y attend, puisque Loubnan insiste qu'il ne s'agisse pas d'un conflit entre les libanais, mais entre les Libanistes et les Palestiniens.

Dans ce même numéro, nous trouvons à la page 2, une référence sur la distribution de cette publication clandestine, et des limites de sa diffusion. La deuxième se trouve à la page 2, alors qu'une troisième apparaît sur la page 3.

La première évoque le tirage de *Loubnan*. Intitulée *Loubnan dans la conscience de tous les Libanais*, elle raconte que toutes les 1500 copies se sont vendues en un seul jour. Ceci poussa la rédaction à publier 5000 copies additionnelles, ajoutant que la demande pour l'hebdomadaire fut tellement grande dans la région de Beyrouth Ouest que les lecteurs payaient plus de 50 piastres de Livres Libanaises pour le numéro.

⁹⁵ Pascal LARDELLIER, Violences médiatiques : contenus, dispositifs, effets, Éditions l'Harmattan, 271p. P. 36 - 37.

Après avoir appelé le lectorat à ne pas payer le numéro plus que le prix affiché à sa Une, *Loubnan* conclut : *on nous demande pourquoi notre publication se propage comme par magie. A ceci nous répondons : c'est parce que nous avons 10 mille ans d'histoire et d'ingéniosité et d'abnégation pour la préservation du pays* ».

La deuxième raconte l'histoire d'un bonhomme qui tape à la porte pour demander 4000 copies de *Loubnan* pour Beyrouth Ouest. La brève cite le type, disant qu'il a réussi à présent à faire passer, clandestinement, 40 copies, et que les lecteurs se les arrachent. Ceux – ci se seraient, toujours selon le bonhomme dont on ne connaît pas le nom, si les habitants de Beyrouth Est *savent vraiment enfin que nous attendons impatiemment le jour de la libération du Liban des étrangers*".

Quant à la troisième, elle remercie un "ami" de l'équipe de la rédaction, directeur de banque, qui photocopierait les communiqués des Gardien des Cèdre et des premiers numéros de *Loubnan*, sur la demande de ses clients.



IV. Numéro :

Date de Parution :

Pages : 04

Périodicité : hebdomadaire

Format : 5 colonnes (tabloïd).



Une du numéro 348 paru le 24.11.1982, dont la manchette évoque l'assassinat de Bachir Gémayel, 21 jours après avoir été élu président de la république libanaise (Archives AUB).

a. Manchette :



C'est certes le titre principal du journal, et le seul qui évoque la mort de Bachir Gémayel. Aucun autre article de la Une n'y fait référence. En dialecte libanais, la manchette fait l'éloge du *héros* dont l'assassinat aurait jeté le pays en deuil. On y parle du choc des libanais qui ne croyaient pas leurs yeux, leurs oreilles, et qui ont ensuite, comme un peuple uni avec sa terre "*éclaté en sanglots*".

Gémayel est qualifié de *Fidaï*, *ancien soldat qui bravait le plomb et le feu, et qui jouait avec la mort*. Pour Saïd Akl, dont la présence est remarquable dans cet obituaire émotionnel, la mort du *héros* n'est qu'une absence physique. Pour lui, Bachir demeure présent dans les cœurs de ceux qui l'ont aimé, surtout pendant la courte période pendant laquelle il fut président du Liban.

b. Articles d'intérêt :

i. Les États-Unis ont tort...

Le plus intéressant dans cette brève, est que le titre est de par l'espace qu'il occupe, plus important que le texte. Il accuse les États – Unis d'avoir tort sur leur vision de la solution pour le Liban, rappelant que le peuple ne veut pas uniquement le retrait de toutes les armées étrangères. Ils revendiquent "*l'expulsion des 940 mille palestiniens*" de son territoire.

ii. Les "sauveurs" israéliens ?

Juste au bas de l'article, nous trouvons en caractère gras la phrase : *Tu n'es pas vaincu tant que tu combats*". Plus grave peut – être est le titre qui suit, qui critique l'État Libanais pour avoir protesté devant le Conseil de Sécurité de l'ONU l'occupation Israélienne de Beyrouth Ouest. Il estime que *"l'armée israélienne a sauvé tout Beyrouth de la saleté palestinienne, et notre État qui se ment toujours s'est plaint aux ONU"*.



Extrait des trois brèves mentionnées ci- dessus, comme parues dans la Une du numéro 348 (Archives AUB).

V. Numéro : Divers – Articles d'intérêt

Pages : 04

Périodicité : hebdomadaire

Format : 5 colonnes (tabloïd).

a. Bandeau :

Comme indiqué plus haut, le logo change à plusieurs reprises, bien qu'il garde le même aspect général. Quelques petites altérations se font remarquer aussi de part et d'autre dans les 16 premiers numéros parus entre 1975 et 1976, avant que l'hebdomadaire n'adopte sa forme finale le 07.02.1976, jusqu'en 1982. Notons que les dates de parutions ne sont pas fixes au début. Ainsi, les parutions du mercredi seront vite suspendues après 1976.

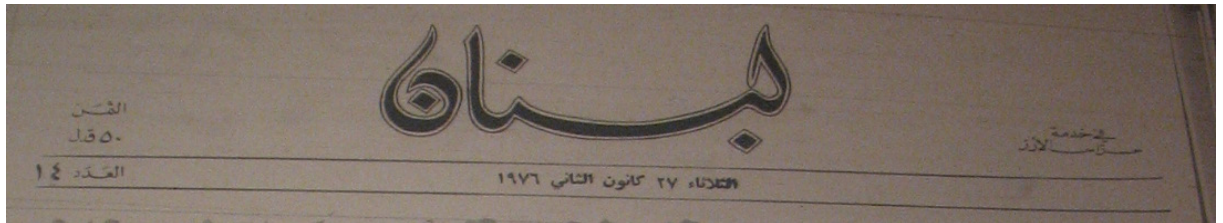
Les changements sont comme suit :



Dans le numéro 10 du vendredi 26.12.1975, le cèdre dépasse le mot *Loubnan*, et la date de parution est mentionnée au dessous du logo. Le prix est affiché à gauche, et le numéro en bas. L'éditeur est Les Gardiens des Cèdres.



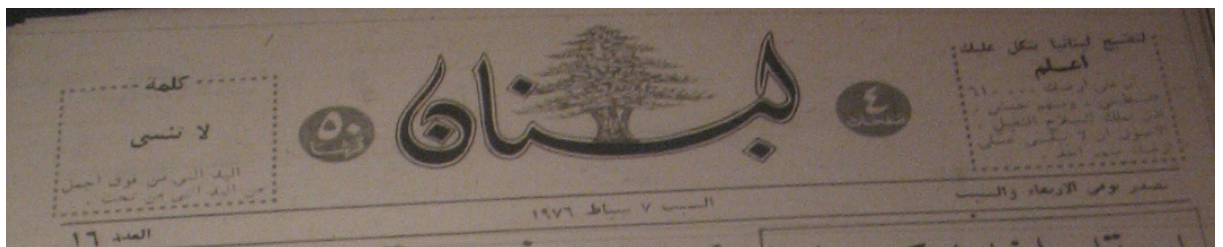
Dans le numéro 11 du vendredi 02.01.1976, le cèdre ne dépasse pas le mot *Loubnan*. En dessous de l'éditeur, apparaît la périodicité (tous les vendredis matin).



Dans le numéro 14 du vendredi 27.01.1976, le cèdre disparaît totalement, de même que la périodicité. Le terme *publié par les Gardiens des Cèdres* est remplacé par *au service des Gardiens des Cèdres*.



Dans le numéro 14 du mercredi 04.02.1976, le bandeau reprend la le logo du numéro 11, gardant la mention *au service des Gardiens des Cèdres*. La périodicité demeure absente.



Dès le numéro 16 du samedi 07.02. 1976, le bandeau prend sa forme finale, qui perdurera pour les 6 années qui suivent : Le nombre de pages et le prix sont mentionnés dans des bulles grises de part et d'autre du Logo, et la périodicité revient, annonçant que *Loubnan* paraîtra les mercredis et vendredis. Seule celle – ci changera avec l'amendement de la fréquence de parution. Deux encadrés apparaissent également : ils comportent des brèves, des commentaires, ou des citations de Saïd Akl.

b. La guerre du verbe :

Loubnan se dote d'une violence particulière des énoncés. Rares sont les quotidiens, toute la guerre durant, qui exhibaient une telle haine envers l'autre. Il en demeure que cette publication, aussi particulière soit – elle, était une des rares à dire à haute voix ce qu'elle pensait, sans enjoliver.

Nous prendrons ci – dessous des extraits d'articles ou de titrailles estimées violentes de par leur contenu, incitant à la haine pour le moins qu'on puisse dire.

i. 88% des Libanais détestent les palestiniens :



Le numéro 12 du 9 décembre 1976 réserve sa manchette à une statistique qui aurait pris un échantillon représentatif de 917 personnes, toutes fonctions et religions confondues. Résultat : 88% des Libanais détestent les palestiniens, *et le pire reste encore à venir.*

ii. écrasons les 940.000 palestiniens qui convoitent notre pays...



Cette manchette du 29.01. 1982 appelle les libanais à porter les armes, pour écraser les 940.000 réfugiés palestiniens qui convoiteraient le Liban. Pour *Loubnan*, ces palestiniens "lâches" qui ont fui leur pays veulent faire du pays des cèdres leur nation. L'article évoque la réaction de certains politiciens arabes, qui auraient critiqué la visite du président français de l'époque François Mitterrand en Israël.

Le surtitre ne manque pas à rappeler qu'aucun pays n'est capable de sauver le Liban. Pour *Loubnan*, seuls les libanais, pistolet en main, peuvent se débarrasser des palestiniens, dont le chef Abou Ammar est nommé "*Kis Aloout*", ou *sac d'ordures*.

iii. Pendaïson à quiconque se réunit à un palestinien



Cette manchette du 26.02.1982 juge que quiconque se réunit à un palestinien, ou prononce le mot *division*, ou prétend chercher l'entente entre les libanais (qui selon *Loubnan* ne se mal entendent pas), devrait être pendu. Elle estime que ceux qui commettent ces 3 crimes seraient des vendus au sac réfugié Arafat et nieraient les sacrifices de 14.000 martyrs tombés pour défendre le pays de l'ennemi palestinien.

iv. Quatre ou cinq nouveaux Tal El Zaatar pour "sauver" le Liban !



C'est le vendredi 26.03.1982. Le titre est une citation, certes appuyée par la rédaction, appelant à 4 ou 5 nouveaux massacres comme ceux de Tal El Zaatar, pour sauver le Liban du joug des palestiniens.

L'article principal rapporte une conversation entre plusieurs responsables libanais, dont un *pauvre* croit qu'il serait impossible dorénavant de sauver le pays. C'est alors qu'un *vrai vrai homme* lui répondit que *même si l'ennemi est composé d'un million d'hommes (...)* les deux officiers qui ont fait Tal El Zaatar sont toujours là... *Quatre ou cinq (massacres pareils) sauveraient le Liban...*

v. *Sayda l'humiliée sort ses griffes pour déchirer le dernier palestinien...*



C'est le vendredi 28.05.1982. Après un éloge épique de l'héroïsme historique de Sayda, Sidon, l'auteur souligne que la dignité de cette ville phénicienne fut lésée par *l'ennemi* palestinien, qui a fui sa terre *comme un lâche*. Il rappelle que la guerre a fait jusque là plusieurs milliers de morts, de blessés, de dégâts... Il ajoute que Sidon vengera sa dignité, son humiliation. Elle a tiré ses griffes, et ne les cachera plus, jusqu'à ce qu'elle *déchire* le dernier palestinien.

vi. Traîtres les évocateurs d'une cause palestinienne...



C'est ainsi que Akl considère, dans le numéro 237 du vendredi 9 juillet 1982, toute personne qui sympathise avec les palestiniens. Pour ce écrire, il dit que des documents prévoyant l'annonce des palestiniens de la transformation du Liban en une patrie de substitution en août 1982 ont fait surface. Il évoque *la tenue des restants des palestiniens d'une conférence secrète que Loubnan dévoila seule. Cette conférence conclut que dans l'impossibilité de retourner à la dite Palestine, et l'incapacité d'ériger une nation au Koweït, il faudrait prendre le Liban comme patrie de substitution (...).*"

Pour cela, la seule salutation d'un palestinien devrait entraîner tout libanais devant le tribunal, alors que l'évocation de l'existence d'une cause palestinienne est une trahison.

Synthèse

Loubnan n'emploie dans la totalité de ces numéros, le long de sept ans de publication, aucune image ou photographie de guerre. Cependant, son incitation à la violence de par la haine qu'elle exhibe envers les réfugiés palestiniens nourrirait à son tour une éventuelle violence envers cet *ennemi*.

Non seulement le palestinien est déshumanisé, humilié, traité de sac d'ordures, de voleur, d'ingrat, de mercenaire : le chasser est un devoir patriotique dont la négligence impliquerait la trahison.

Les propos émis sont d'une violence indéniable. Celle-ci constitue, comme le dit bien Lardellier, "*le creuset où se rencontre l'homme dans toutes ses dimensions, jusqu'aux moins plaisantes, c'est-à-dire les moins culturelles*". Saïd Akl a beau être un poète et philosophe avide de son pays, sa patrie, la généralisation de ses propos, la confusion qu'il fait entre les réfugiés civils et les factions palestiniennes va parfois très loin, trop loin.

Toutefois, *Loubnan* est très expressif de l'époque. C'est une publication courageuse, originale, audacieuse parfois, et qui constitue à elle seule un phénomène de guerre. Ses écrivains font tous partie de l'élite littéraire du pays, et, malgré sa subjectivité qui ne se fait pas timide, elle réussit à maintenir un niveau littéraire respectable. C'est le *libanisme* dans toutes ses dimensions : une identité laïque, qui puise ses racines de l'histoire ancienne et tente de préserver des influences arabisantes qu'elle dénonce.

Loubnan est le miroir de ce ghetto libanais, qui veut à tout prix préserver son pays en le neutralisant. Le Liban est une entité à elle seule, isolée du monde, qui dépasse le monde.

Elle mobilise le nationalisme de chacun, sans tenir compte de la religion. Elle nie les divisions, nie la scission de la société libanaise, fait du palestinien la source de tous les problèmes. L'ennemi de son ennemi devient son ami, raison pour laquelle *Loubnan* défend les israéliens qui auraient pourtant envahi le pays.



Elle réussira à maintenir la publication, malgré la confusion qui accompagna ses premiers pas. Elle maintiendra son identité, son discours sept années durant, pendant que d'autres périodiques se seraient déclinés.

Il en demeure que *Loubnan* est l'effort s'un seul homme, et porte son empreinte malgré le discours prononcé des Gardiens des Cèdres. Les identités se confondent : on ne sait plus qui s'inspire de l'autre.

Loubnan n'a donc pas besoin d'images pour ressortir : on la reconnaît au génie de Saïd Akl, qui dépasseraient parfois les limites du bon sens.

<i>Loubnan</i>	
Langage	Le langage est très soutenu quand il emploie l'arabe littéraire. Toutefois, avec le passage au dialecte libanais, le vocabulaire se permet une agressivité vulgaire, mais qui se rapproche du parlé des lecteurs.
Charge émotionnelle	Les propos ne sont pas uniquement agressifs : ils sont violents, incitent à la haine et au meurtre. L'auteur use et abuse du patriotisme pour justifier toute mesure contre un ennemi présumé qui vient arracher la terre. Il est humilié, traité de tous les noms, déshumanisé, dédaigné. Cette haine atteint son paroxysme quand les titres qualifient tout sympathisant avec les palestiniens de traître.
Style de communication	Communication militante. Elle découle directement de l'idéologie des Gardiens des Cèdres, et cite sans hésiter des "vérités" tirées du manifeste de ce parti politiques anti-palestinien jusqu'à tomber dans l'autre extrême en devenant pro- israélien.
Moyens	Vocabulaire agressif, mais le discours est laïc. On ne cite pas de combats, on ne publie pas d'images. La guerre est une guerre de mots, qui dépasse de par sa violence celle des combats auxquels elle fait appel.
Présentation	Regroupe une élite de penseurs, tous fanatiques du Liban. Bien qu'il s'agisse d'une forme de presse militante, <i>Loubnan</i> est très peu conventionnelle. Elle change de logos, mais pas de contenu, et sa ligne éditoriale demeure la même au long des 7 années de sa vie. Loin d'être factuelle, cette publication ressemblerait à un grand manifeste politique.

Sawt El Hakika

Mohammad Michel Ghorayeb était juriste de formation, et plus tard professeur de journalisme à la Faculté d'Information et de Documentation à l'Université Libanaise. Il a été aussi le premier à évoquer l'existence d'une presse clandestine pendant la guerre au Liban, et à en faire un inventaire qu'il gardait dans sa propre bibliothèque, avant d'en faire une donation à l'Université Américaine de Beyrouth en 1984.

Dans ce sens, Ghorayeb ne fut pas uniquement un précurseur, mais aussi un fin archiviste et sociologue, parce qu'il considéra ce phénomène de presse clandestine comme un fait social très particulier. Bien qu'il ne publie pas d'étude proprement dite sur la presse clandestine, il fut le seul à s'y intéresser au point d'en garder des traces plus ou moins complètes. Nous découvrirons plus tard l'existence d'autres publications clandestines auxquelles Ghorayeb n'avait pas fait référence, et qui existaient chez d'autres journalistes – chercheurs, tels que Youssef Khazem, formateur à la BBC World Trust Fund à Londres. M. Khazem mit en effet plusieurs dizaines de copies de publication clandestines au service de cette recherche, qu'il gardait entre son domicile en Grande Bretagne et au Liban.

Toutefois, notre sélection ne pouvant être exhaustive, nous avons opté à l'étude dans la dernière partie de ce chapitre du journal que Ghorayeb a lui-même publié, pour faire entendre la voix des *Chrétiens Démocrates*. Ceux-ci, dans un manifeste publié dès le premier numéro du journal *Sawt El Hakika*, exprimerait l'opinion des *vrais chrétiens*, ceux qui dénonçaient les dérapages des milices maronites, et appelaient à une union libanaise face à la guerre odieuse.

Pendant la collecte des données pour notre mémoire, en 2004, nous avons pris contact depuis chypres avec Dr. Ghorayeb, qui mit à notre disposition quelques copies de son journal. Malheureusement, il décéda quelques mois plus tard, rendant impossible sa contribution directe en tant que témoin de l'époque dans la présente recherche.

De *Sawt El Hakika* (Voix de la vérité), ou *Al Hakika* (la vérité) nous avons trouvé 31 numéros, tous parus entre Avril 1978 et Novembre 1981. Selon les archives, les seuls

numéros manquants sont ceux du 09.08.1978 et du 13.12.1978. Ceci nous indique que la périodicité était très irrégulière, malgré la face très professionnelle du journal, que ce soit dans la mise en page ou dans la présentation du contenu.

Le nom du journal change à partir du 16^{ème} numéro, gardant toutefois les mêmes auteurs principaux. Le logo aussi change, et l'identité visuelle du journal est confuse comme sa périodicité. Bien qu'officiellement bimensuel, ce journal connaît d'importantes ruptures. Ajoutons que *Sawt Al Hakika* est distribuée gratuitement.

Politiquement, *Sawt Al Hakika* est pro- palestinienne, ou mieux, opposée au maronitisme politique qui régnait à l'époque. Ainsi, nous trouverons souvent dans ses brèves des critiques acerbes aux phalangistes, notamment à Bachir et Pierre Gémayel, de même qu'à Dany Chamoun. Elle dénonce également les plans présumés de division du Liban, et l'existence de partis politiques religieux féodaux et – *isolationnistes* - qui s'entretient pour des visions différentes du Liban.

L'éditorial, fixe à la Une, est celui de Michel Ghorayeb, avant sa conversion à l'Islam et le changement de son prénom à Mohammed Michel Ghorayeb. Le titre fixe de cette rubrique est *Kalimat Hakk* (ou mot de vérité). Contrairement à *Loubnan* par exemple, *Sawt El Hakika* comprend des photos à son Une, légendes à l'appui, avec l'apparition de caricatures au bas de la page.

Les autres articles ou poèmes sont signés du nom de leurs auteurs. Les 31 numéros sont tous de 4 pages chaque, à l'exception du numéro 11 du 01.12.1978 qui paraît en 8 pages.

Notons qu'à partir du numéro 18, une rubrique fixe sous le titre de *Vérités isolationnistes* apparaît régulièrement à la page 2.



I. Numéro : 01

Date de Parution : 01.04.1978

Pages : 04

Périodicité : hebdomadaire

Format : 6 colonnes



Manchette du premier numéro de Sawt El Hakika⁹⁶, paru le 01.04.1978. La page entière étant illisible, nous nous limiterons dans cette reproduction à la manchette.

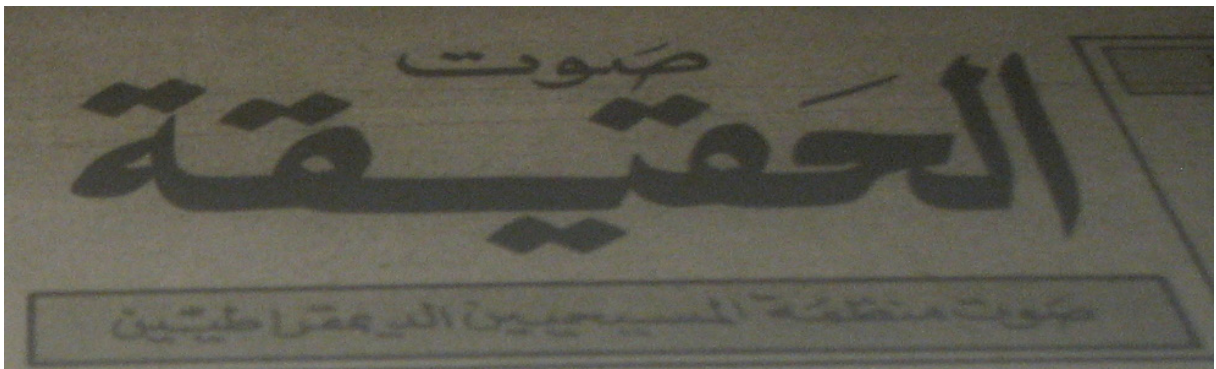
⁹⁶ Réf. microfilm : Mic – Na 461.

a. Bandeau :



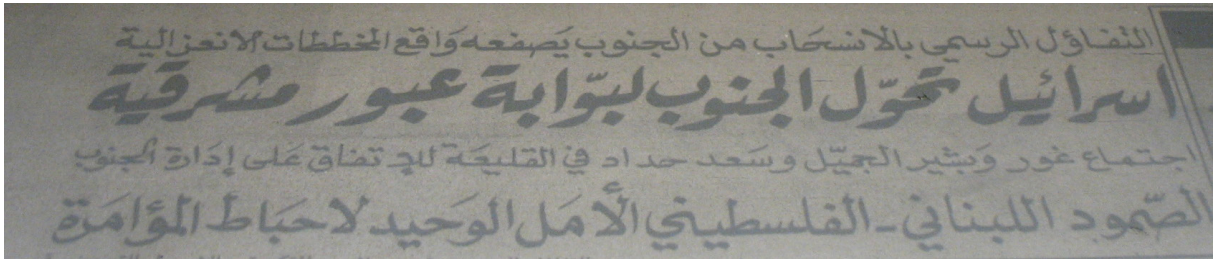
Sur le bandeau, le logo que nous étudierons plus bas occupe la place centrale. Il est entouré de part et d'autre de deux encadrés : le premier, à droite, explique sur une bande grise que la publication est distribuée gratuitement. On y lit également le numéro, la date, et l'adresse postale uniquement. A gauche, l'on y trouve sous une bande grise une citation du Christ intitulée *En vérité je vous déclare*. On y lit : *Voici mon testament : aimez – vous les uns les autres comme moi je vous ai aimés. Rendez à César ce qui à César, et à Dieu ce qui est à Dieu. Mon royaume n'est pas de ce monde. (La Bible)*".

b. Logo :



Sawt El Hakika, ou la Voix de la Vérité, est celle de l'Organisation des Chrétiens Démocrates. Le Logo se retrouve sur trois niveaux : le premier sur lequel nous lisons en caractères moyens le mot "Sawt" (voix), le deuxième où l'on trouve en caractères gras le mot *Hakika* (vérité), et le troisième, une bande grise annonçant que le journal est le porte parole de l'Organisation des Chrétiens Démocrates. Ce logo est sujet au changement, comme c'est le cas pour le bandeau.

c. Manchette :

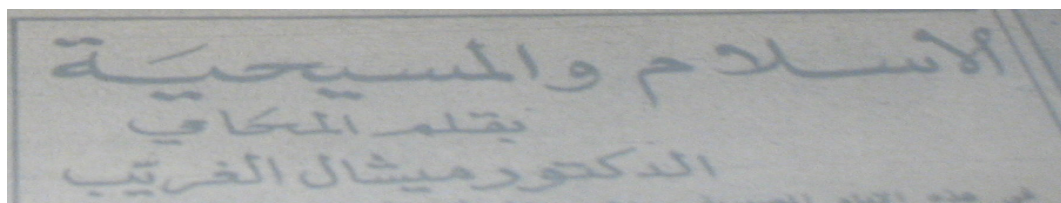


Le titre se place sur 4 lignes, et s'étend sur 4 colonnes de la Une. Il dénonce l'optimisme officiel - qu'il juge irréaliste - sur un retrait possible du Tsahal du Sud du Liban. Il estime qu'Israël cherche à transformer cette région en portail vers le monde arabe, et appelle à la solidarité Libano – palestinienne pour *vaincre le complot*.

Contrairement aux autres journaux étudiés dans cette recherche, le titre de l'article principal correspond réellement au contenu du texte, qui présente une analyse de la situation du point de vue de la rédaction. Bien que la titrairie s'étende sur 4 colonnes, l'article lui n'occupe que 2 colonnes, les 2 autres étant réservées à l'éditorial.

Néanmoins, l'article principal représente plus une analyse qu'un papier factuel, et évoque des plans israéliens historiques pour une mainmise sur les ressources naturelles d'eau au Liban. L'article est ensuite renvoyé à la dernière page (page 4).

d. Éditorial de Michel Ghorayeb :



Pour ce premier numéro, Michel Ghorayeb, qui signe son article "*L'Islam et le Christianisme*" l'avocat Docteur Michel Ghorayeb, occupe les troisième et quatrième colonnes du journal. Les deux premières colonnes seront réservées à un autre éditorial que nous étudierons plus bas.

On devine tout de suite que Ghorayeb est le rédacteur en chef de ce journal, vu l'emplacement et la signature exagérée de son article. Celui-ci présente en fait une étude historique, citations et références à l'appui, *pour le bien des maronites trompés*. Il estime que ce retour aux faits historiques est devenu nécessaire, parce que "(...) *ceux qui ont entraîné les maronites dans cette guerre de confessions tentent de les montrer faussement, et essaient de les tromper en évoquant l'existence d'une nation maronite différente non liée à l'arabisme*".

Il ajoute : "*il est devenu impératif de revenir à la vraie histoire pour rappeler aux membres trompés de notre rite ce qu'ils auraient peut-être oublié. Or, les maronites sont syriens d'origine, et se sont déplacés des alentours d'Alep au Mont Liban dès le cinquième siècle. Et le message de l'Islam ne les persécutait pas, mais ce fut bien le contraire (...). Les maronites connurent ainsi pendant le règne de l'Islam une grande prospérité, contrairement aux époques de certains évêques fanatiques*".

Analyse du langage :

Dès le début, l'auteur veut se montrer connaisseur en cause : il accumule les titres (Docteur, avocat) au lieu de les placer en marge, comme il en est de coutume dans un journalisme professionnel. Il dénonce le fanatisme chrétien, estimant que ceux qui s'alignent derrière les partis maronites menant guerre trompent les fidèles. L'histoire, citations bibliques et coraniques à l'appui, prouve que les maronites sont à l'origine syriens, et donc arabes.

Le mot *vrai* et ses dérivés reviennent à plusieurs reprises, pour affirmer les propos. Son antonyme, *faux*, *trompé* surgissent également dans le texte.

Analyse du contenu :

Ghorayeb se fait témoin de *vérité*, et insiste qu'il soit le mieux placé pour le faire pour les maronites, car lui aussi est maronite. Ce n'est pas par hasard d'ailleurs qu'il place à la tête de son journal une citation biblique du Nouveau Testament, appelant les hommes à l'Amour, et à être justes les uns envers les autres.

Dans son étude, il se veut aussi historien. Il tente de rapprocher les chrétiens des musulmans et vice versa, en citant des versés tirés du livre saint de chacun. Il rappelle que les musulmans ont protégé les chrétiens, et que ces derniers sont en fin de compte arabes, comme tous les habitants des parages (certes, à l'exception des Israéliens).

Il répond au discours tenu par ses adversaires idéologiques. Il ne croit pas à une nation maronite (souvenons-nous de discours de *Al Marouni*), et maintient que ceux-ci sont bien des arabes (pas forcément des phéniciens comme le défendait Saïd Akl dans *Loubnan*).

Pour cela, son étude se veut posée, réfléchie, et logique. Il l'appuiera par un traité idéologique à deux reprises : la première, dans l'article d'à côté *Kalimat Hakk*, et la deuxième dans le manifeste de son parti politique : l'Organisation des Chrétiens Démocrates.

e. **Éditorial *Mot de Vérité* :**

Il exprime la position officielle de la rédaction, qui le signe du nom du journal. Contrairement au reste des articles, cet éditorial est par son contenu plus fort que tout autre billet. Remarquablement, il insiste avec beaucoup de force au *droit* à la résistance, qu'il décrit comme devoir ultime pour la *libération du Sud Liban*.

Il ajoute que cette résistance est aussi une opposition tenace contre « *ceux les groupuscules sectaires, qui exécutent les ordres de telle ou telle force extérieure. Ceux ci sont des tumeurs malignes qui ne seront arrachées que par le scalpel d'un chirurgien (...)* ».

Pour *Sawt El Hakika*, « *Le Sud n'est pas uniquement chiite, ou chrétien ou musulman ou druze. C'est le Sud de tout le Liban, et l'ultime front de combat de tous les arabes du Levant et du Maghreb. Son destin est le nôtre, et le dernier mot est celui de l'arme nationale. Nous sommes le phénix, qui tombe martyr pour que vive la cause, nous ne renoncerons pas aux complots (...), mais ferons face à l'ennemi extérieur, et*

combattons pour enlever de nos dos le poignard des symboles des traîtres au Liban (...).

Analyse du langage et du contenu :

Nous nous retrouvons encore une fois face à un langage belliqueux, qui promet le combat jusqu'à la libération du sud Liban de l'occupation israélienne. Le combat ici fait partie inhérente de l'idéologie du groupe, de ce *nous* collectif qui se veut martyr pour la terre et la patrie.

Bien que partant d'une idée noble – celle de la libération et de la résistance à l'occupation – le vocabulaire ne manque pas à évoquer la mort comme un mal nécessaire, lui donnant des dimensions parfois démesurées : il faut mourir aussi pour débarrasser le sud des traîtres, de ceux qui nous ont planté le couteau dans le dos. Pour donner plus de légitimité au combat, on enlève au sud sa facette religieuse : ce n'est pas un sud exclusivement chrétien, druze ou musulman, mais il s'agit bien du Sud du Liban, le pays de tous les libanais.

La communication est directe, et engage la première personne du pluriel. Elle ressemble plus à un *Communiqué n°1* du parti politique, celui qui annonce son projet de travail, son idéologie et ses croyances pour les années à venir. Elle s'adresse au lecteur pour le convaincre que l'ennemi est tout homme, tout parti qui élève le sectarisme aux dépens de la laïcité, et de la non soumission aux sectes et partis religieux. Dans cet article, on met de côté le factuel, le neutre, pour exprimer ouvertement ce à quoi l'on croit : le combat, et uniquement le combat.

f. Article d'intérêt : Le manifeste de l'Organisation

Dans ce premier numéro, l'Organisation des Chrétiens Démocrates annonce sa création comme organe *national sectaire*. Il explique ses buts et visions, toutes aux antipodes des partis chrétiens traditionnels de l'époque. Ainsi, l'organisation dénonce ce qu'elle appelle "*les plans de divisions confessionnalistes de ce qu'on appelle le Front National, et la division démographique religieuse dont le but serait des créer*



des cantons fermés pour ensuite annoncer la création d'états religieux comme prévu par les cercles sionistes avant même la création d'Israël (...).

Le manifeste dit refuser également "les complots discriminatoires, les déplacements forcés, et surtout les prétentions du Front National de représenter tous les chrétiens (...). Par contre, nous assurons l'appartenance du Liban à son environnement arabe, et refusons toute tentative de l'isoler de cet environnement (...)".

Ce manifeste, que le journal dit publié par les agences de presse et les radios, aurait aussi fait le sujet de discussions entre l'Organisation et les différents partis politiques, tels que : le parti communiste libanais, le parti socialiste, Mourabitoun, Le Baas, Le parti Nassérien, Fatah, OLP, Al Saïqa et... le FDLP. Ceci témoignerait non seulement de l'existence d'un autre point de vue parmi les chrétiens, mais aussi du schisme profond au sein de la communauté et la société libanaise chrétienne.



II. Numéro : 15

Date de Parution : 15 – 30 février 1980⁹⁷

Pages : 04

Périodicité : bimensuel

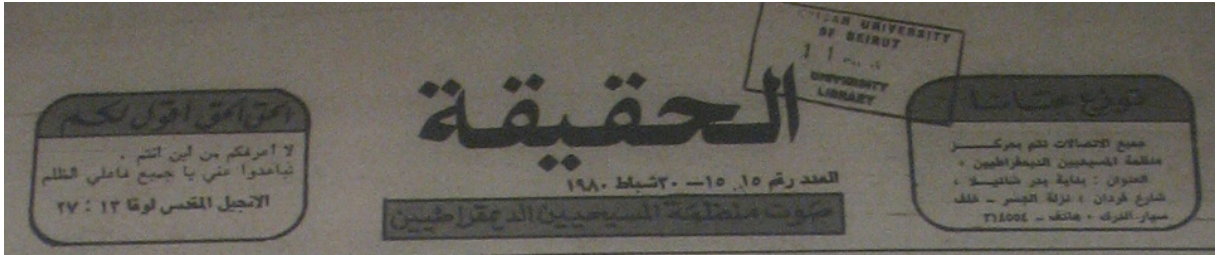
Format : 6 colonnes



Une du numéro 15 daté du 15 – 30 février. Il s'agirait bien sûr d'une faute de frappe.

⁹⁷ Erreur de frappe pour le mois de février.

a. Bandeau :



Dans ce numéro, le titre du journal est déjà passé de *Sawt El Hakika* à *Al Hakika*. En dessous, nous retrouvons le numéro et la date de parution, ainsi que le carré gris dans lequel on lit *Voix de l'Organisation des Chrétiens Démocrates*. Le carré à gauche du logo indique les adresses postales, signalant également que le journal se distribue toujours gratuitement. Dans l'encadré de gauche, nous retrouvons comme ce fut le cas pour les 14 numéros d'avant, des versés de la Bible, correspondant le plus souvent au contenu de l'article principal ou de la manchette. Ici, nous lisons : *En Vérité en vérité je vous le dis : je ne vous connais pas, ni ne sais d'où vous êtes; retirez-vous de moi, vous tous, ouvriers d'iniquité. (Luc 13 : 27)*".

b. Manchette :



Halte à l'armée des Maronites. Le titre est très fort, et en même temps agressif envers la seule institution qui aurait pu unir les libanais sur une identité nationale non sectaire.

Et bien que l'auteur, notamment Ghorayeb, ne cesse d'appeler à l'union du pays, il tombe dès la première phrase de son article dans la logique de division en écrivant : *"Nous ne doutions pas une minute, quand le gouvernement annonça son intention d'introduire l'armée dans nos régions⁹⁸, qu'il n'y entrera pas. Ceci, car il est recalé populairement à l'avance, quoique dise le ministère de l'information citant les évincés du pouvoir et les fayots (...)"*.

Il ajoute, sur le même ton de sarcasme cynique, que *" le peuple n'attendra pas sur les trottoirs de Beyrouth Ouest ni ceux de Sayda et Sour (Tyr, NDA) d'applaudir les soldats libanais rentrants. Et, après 5 ans de dévastation et de destruction, de déplacement (...) le président Sarkis tente de faire entrer son armée, qui n'est en réalité autre que l'armée du Front Libanais presque, comme s'il n'y avait eu ni de guerre ni de combattants (...). Or il est connu que les armées ne sont utilisées indépendamment d'une résolution politique, émanant d'une volonté populaire unie ou majoritaire (...)"*.

En criant halte à cette *armée de maronites*, qu'il nomme *l'armée de Victor Khoury⁹⁹ et de Johnny Abdo¹⁰⁰*, il appelle au changement du système politique qu'il qualifie de maronitiste féodal, sans oublier de mentionner qu'en tant que maronite *habitant Beyrouth Ouest*, il le refuse également.

Ghorayeb estime également qu'il est inutile d'énumérer les noms de tel ou tel commandant musulman dans l'armée car – pour être acceptée – celle-ci devrait être rebâtie à l'image de "l'armée du Liban arabe".

Analyse du langage :

Ghorayeb, pourtant maronite, ne cache pas son antipathie pour les partis politiques maronites, aussi bien que tout responsable maronite dans le pouvoir. Il critique avec

⁹⁸ Sawt El Hakika, ou Al Hakika, cite une adresse postale à Verdun, immeuble Chatila, donc à Beyrouth Ouest. La région de Hamra – Verdun est connu pour avoir abrité durant la guerre des chrétiens et des musulmans sans problèmes, puisque presque tous étaient des partisans de la gauche libanaise.

⁹⁹ Chef de l'armée Libanaise du 28.03.1977 au 07.12.1982. Notons que le chef de l'armée libanaise est depuis toujours chrétien maronite.

cynisme la décision du président de la république d'envoyer les troupes armées dans la banlieue ouest de la capitale, ajoutant que *le peuple* ne l'accueillera pas sur les trottoirs.

Dans son vocabulaire, il répète le refus du maronitisme. Ainsi, on lira "l'armée de Victor Khoury et de Johnny Abdo", "les privilèges religieux", "féodalité maronite", "armée de maronites".

Toutefois, ce refus est pallié par l'acceptation d'un pouvoir admettant l'identité *arabe* du Liban, en l'occurrence, celle défendue par les *chrétiens patriotes que (nous sommes)*, selon l'auteur.

Analyse du contenu :

Ghorayeb part de sa propre identité maronite pour prouver qu'il existe un point de vue très différent, pour ne pas dire contradictoire à celui avancé par les chrétiens partisans des partis de droite, tels que les Phalangistes et les Noumour.

Pour lui, maronite vivant parmi les musulmans de Beyrouth Ouest, il faut abolir tout le système politique qui se repose sur une division inter – religieuse du pouvoir, surtout que ce pouvoir même est octroyé par les maronites. Tout comme il part de citations bibliques pour mettre en valeur son rapprochement du vrai christianisme, et donc l'éloignement des autres de ses valeurs humanitaires, il use de son appartenance au rite pour donner plus de poids à ses dires.

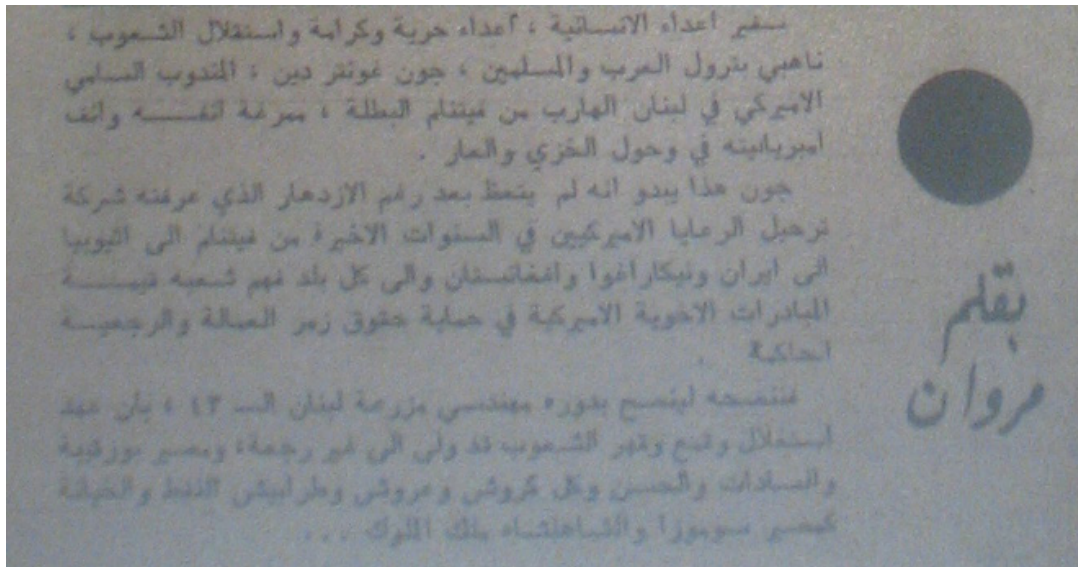
Il attaque les siens, si l'on puisse ainsi dire, pour appeler à une union arabe, plus en concordance avec la vraie identité du Liban selon sa vision et celle de son parti.

Ainsi, peu à peu, son éditorial se transforme peu à peu en base pour la publication des principes généraux de son parti politique. Dorénavant, *Al Hakika* se transforme en un

¹⁰⁰ Directeur du service des renseignements de l'armée libanaise.

bulletin interne, comportant essentiellement les évènements et activités de l'Organisation des Chrétiens Démocrates.

c. Dans la plume de Marouan...



Dans la plume de Marouan est le titre de la rubrique, ou l'article, marqué par un point noir. On ne connaît ni le nom de Marouan, ni sa fonction. Dans son billet, il s'adresse à l'ambassadeur des États – Unis au Liban, qu'il qualifie d'"ambassadeur des ennemis de l'humanité, de la liberté et de la dignité ainsi que l'ennemi de l'indépendance des peuples, voleur du pétrole des arabes et des musulmans, John Gunther Dean"¹⁰¹.

Dans son billet de 3 phrases sur 3 paragraphes, il conseille à Dean "de conseiller aux ingénieurs de la ferme libanaise de 1943 de garder à l'esprit la chute de l'ère de

¹⁰¹ Diplomate juif américain, ayant servi le poste d'ambassadeur des États – Unis au Liban de 1978 à 1981.



l'abus des peuples (...), et de se rappeler que les destins de Bourguiba¹⁰², et Assadat et Alhassan (...) seront identiques à ceux des Somoza¹⁰³ et le Chahin chah¹⁰⁴".

On ne connaît pas la raison pour laquelle un article pareil apparaîtrait à la Une. Toutefois, son contenu, agressif envers les américains accusés d'appuyer les milices chrétiennes (rappelons – nous des *isolationnistes impérialistes de Falastine Assawra*) demeure en lignée avec le discours politique du journal.

¹⁰² Habib Bourguiba, né le 3 août 1903 à Monastir et décédé le 6 avril 2000 à Monastir, est le premier président de la république Tunisienne.

Avocat formé en France dans les années 1920, il revient au pays et commence à militer dans les milieux nationalistes. En 1934, à l'âge de 31 ans, il fonde le Néo-Doustour, fer de lance du mouvement pour l'indépendance de la Tunisie. Plusieurs fois arrêté et exilé par les autorités du protectorat français, il choisit de négocier avec la Quatrième République, tout en faisant pression sur elle, pour atteindre son objectif. Une fois l'indépendance obtenue le 20 mars 1956, il s'emploie à mettre sur pied un État moderne en mettant fin à la monarchie et en proclamant la république dont il devient le premier président le 25 juillet 1957.

¹⁰³ Les Somoza étaient le patronyme d'une influente dynastie politique du Nicaragua. Cette influence perdura pendant quarante-trois ans sur la vie politique du pays. Trois membres de cette dynastie furent présidents de la république.

Le premier fut Anastasio Somoza García (1896–1956) de 1937 à 1947 et de 1950 à 1956. Suite à attentat sur sa personne, il succombera à ses blessures le 29 septembre 1956. Le deuxième était Luis Somoza De Bayle (1922–1967), son fils aîné, qui présida le pays de 1956 à 1963. Quant au troisième Anastasio Somoza De Bayle (1925–1980), son second fils, il fut président de 1967 à 1972 et de 1974 à 1979.

La dynastie des Somoza fut renversée en 1979 par le Front sandiniste de libération nationale (FSLN). Une image marquante de cette victoire fut le déboulonnage et la chute de la statue d'Anastasio Somoza, sur la place publique de Managua.

Les autres figures marquantes de la dynastie furent : Hope Portocarrero, épouse d'Anastasio Somoza De Bayle, Anastasio Somoza Portocarrero, fils d'Anastasio Somoza De Bayle et Bernabé Somoza. Les contras (contre-révolutionnaires) soutenus financièrement par les États-Unis tentèrent de reprendre le pouvoir alors aux mains du F.S.L.N. de Daniel Ortega, afin d'empêcher le pays de bifurquer vers le communisme, comme l'avait fait Cuba. Pendant plusieurs années, la quasi-totalité du budget national passa dans l'armement. Une véritable guerre civile ravagea le pays jusqu'à la fin des années 1980.

¹⁰⁴ Mohammad Rezā Shāh Pahlavi, né le 26 octobre 1919 à Téhéran et mort le 27 juillet 1980 au Caire, est le dernier shah d'Iran qui régna du 16 septembre 1941 au 11 février 1979 (événement dit du 22 Bahman 1357).

III. Numéro : Divers – Articles d'intérêt

Pages : 04

Périodicité : hebdomadaire

Format : 5 colonnes (tabloïd).

Dans les paragraphes suivants, nous avons préféré l'analyse de rubriques spéciales ou représentatives à celles d'un ou plusieurs numéros. En effet, au cours des jours et avec l'irrégularité de parution de ce journal, le contenu général non seulement se ressemble, mais le discours devient de plus en plus interne et idéologique.

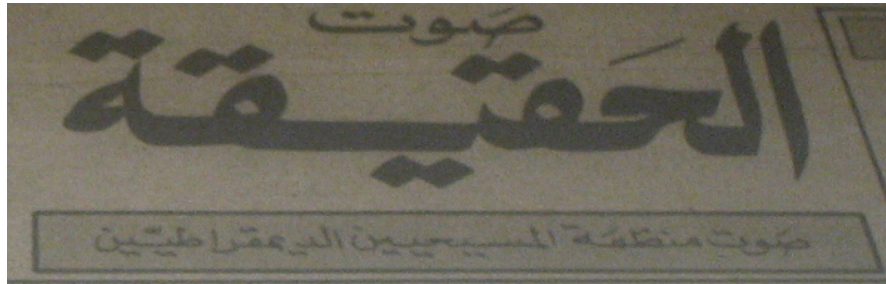
Le factuel ressort uniquement des activités de l'Organisation, et des visites et/ou réceptions de son chef Michel Ghorayeb, photographies à l'appui. Sont publiées également les communiqués de son parti, et ses prises de positions en relation à des évènements peu particuliers.

Nous étudierons ci-dessous le changement fréquent du logo, qui fait partie inhérente de l'identité visuelle de tout journal, de même que les caricatures de la Une. Nous nous pencherons également sur quelques rubriques récurrentes ou importantes, dans le sens où elles dégagent des émotions particulières à cette période de guerre sans combats.

a. Le changement des logos :

Le logo change avec le changement de la périodicité. Ainsi, moins la publication est régulière plus le logo change. A partir du numéro 15, c'est le titre du journal qui devient *Al Hakika* au lieu de *Sawt El Hakika*.

Contraint à l'exil le 16 janvier 1979, il fut remplacé par un conseil royal et renversé par la Révolution iranienne. Mohammad Reza Pahlavi n'a jamais abdicqué officiellement.



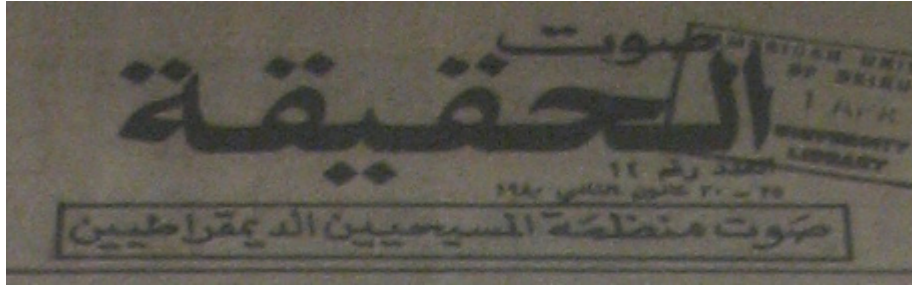
Logo du premier numéro paru le 01.04.1978. (Voir l'analyse détaillée à la page 175).



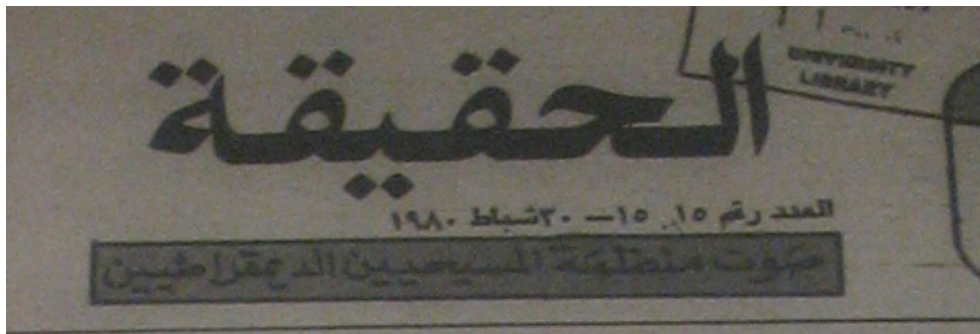
Logo du numéro 2 pour la période de 14.04.1978 au 30.04.1978. Le seul changement perçu est la disparition du gris dans l'encadré où l'ont lit "Voix de l'Organisation des Chrétiens Démocrates". D'autre part, la périodicité (bimensuelle) est mentionnée dans l'encadré de gauche.



Logo du numéro 3 paru pour la période du 15.05.1978 au 30.05.1978. La typographie change complètement. Le mot Sawt est placé à côté du mot Al Hakika, contrairement aux logos des numéros précédents. La notion de "distribution gratuite" est mentionnée à droite du logo en dessus de premier mot, au lieu de l'encadré de droite.



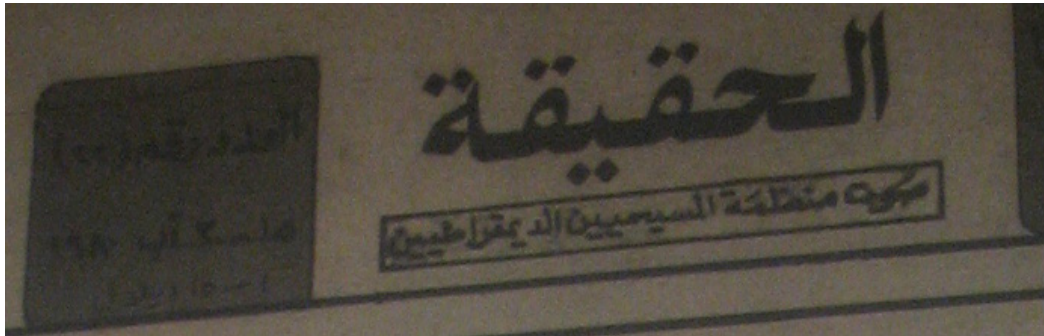
Logo du numéro du 14 paru entre le 15.01.1980 et le 30.01.1980. Il ressemble à celui du premier numéro, sauf que le mot Sawt est placé plus à droite. La périodicité et la date sont mentionnées en petits caractères sous le logo.



Dans ce numéro 15, du 15.02.1980 et le 30.02.1980, le titre du journal, et par conséquent le logo, devient Al Hakika.



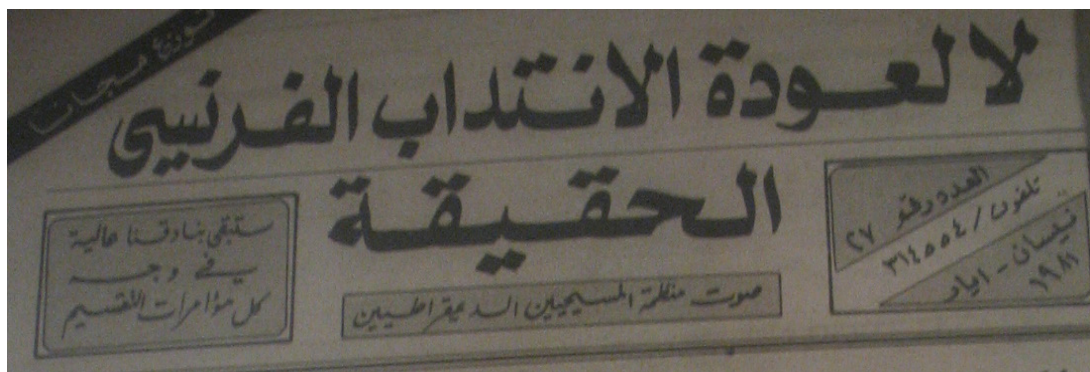
Logo du numéro 19, du 15.06.1980 au 30.06.1980. La date est passée de sous le logo vers l'encadré de gauche. La typographie change complètement.



Logo du numéro 22, daté du 15 au 30.08.1980. La typographie change encore une fois, pour ressembler à celle du numéro 15.



Logo du numéro 23 du 01.10.1980 au 15.10.1980. Le logo semble dactylographié ou dessiné à la main. Quant à la date et la périodicité, elles se retrouvent dans l'encadré de gauche.



Le logo de ce numéro 27, bizarrement, parait en dessous du titre de la manchette sur laquelle on lit "non au retour du mandat français". La mention de distribution gratuite ici passe à gauche sur une bande noire, tandis que la date se retrouve dans l'encadré de droite. On y lit : "numéro 27, téléphone : 314554, avril – mai 1981".

b. Caricatures :

A la différence des autres périodiques étudiés dans le cadre de cette recherche, les caricatures occupent une place importante dans les premières pages de *Sawt El Hakika*. On remarque que le caricaturiste demeure le même, et que la matière qu'il offre est propre au journal et correspond à sa politique éditoriale.

Subséquentement, on verra revenir souvent les dessins de Pierre Gémayel et de Camil Chamoun s'entre-tuer, ou ceux de figures chrétiennes, comme le Pape ou un prêtre se distancier des comportements des leaders chrétiens libanais. Souvent, des versés du Nouveau Testament sont employés à l'appui.

Les dessins remplacent souvent les photographies, qui ne se font pas remarquer dans les divers numéros. Pour cette raison, nous retrouverons souvent des encadrés exagérés d'articles, avec beaucoup d'espaces blanches. Quand la photographie fait défaut, c'est la caricature qui la remplace. Notons aussi que les photographies ne sont pas des produits d'agence de presse, mais plutôt des images *faites maison*, dans lesquelles on trouve Ghorayeb accueillant tel ou tel représentant de partis politiques divers.

Ci-dessous une sélection des 5 dessins les plus représentatifs. Ajoutons aussi que le choix de ces dessins est fait de la sorte pour permettre une plus grande exposition des 31 numéros disponibles de ce journal :



Caricature du numéro 3 (15-30.05.1978), arborant un milicien chrétien brandissant un couteau dans le dos d'un officier de l'armée libanaise. Le milicien est connu au logo des Noumour sur son bras gauche, et celui des Phalangistes sur son képi. Aucune légende ou commentaire n'accompagne ce dessin.



Caricature du numéro 4 (01.15.06.1978), dans lequel Gémayel et Chamoun se battent à coup de poings. Notons que Chamoun tient dans sa main un os sur lequel on lit "la force organisée".



Caricature du numéro 6 (01.15. 07.1978), où un serpent symbolisant le Front Libanais se mord la queue. Dans la légende on lit : " le serpent qui désespère se mord la queue".



Caricature du numéro 8 (01-15.08.1978). Saint Maron, crucifié, se dit : "Père, ne

leur pardonnez pas, parce qu'ils savent ce qu'ils font". Les deux messieurs tenant les marteaux au bas du crucifix sont notamment Chamoun et Gémayel.



Caricature du numéro 13 (15.12.1978). Le pape s'adresse à Chamoun et Gémayel citant l'évangile selon Mathieu (21 : 13). Il leur dit, d'un ton d'accusation : 13 Et il leur dit : "Ma maison sera appelée une maison de prière. Mais vous, vous en faites une caverne de voleurs".

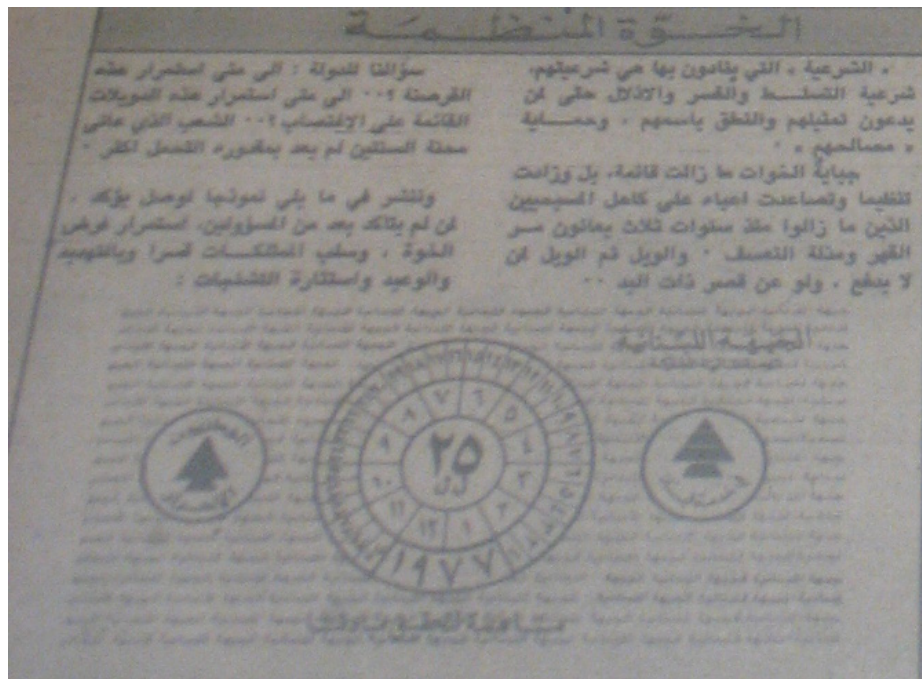
c. "Vérités isolationnistes"...

i. "Le pillage organisé"

Sous les titres de *Nouvelles su Ghetto*, ou *Vérités isolationnistes*, *Sawt El Hakika* ou *Al Hakika* dénonce les pratiques des milices chrétiennes, qui étaient allées jusqu'à imposer des impôts de protection sur les habitants des régions chrétiennes de Beyrouth Est, entre autres.

Dans la photo ci bas, paru à la page 2 du premier numéro de *Sawt El Hakika*, le journal critique *la légalité despotique, tyrannique et humiliante de ceux qui*

prétendent parler au nom des chrétiens. Il présente la copie d'un reçu d'impôt imposé par le Front Libanais (on remarquera les logos des Phalangistes et des Ahrar), et appelle l'Etat Libanais à agir face à ce *pillage organisé*.



Intitulé "l'impôt organisé", ce billet comporte la photo d'un reçu signé le Front Libanais.

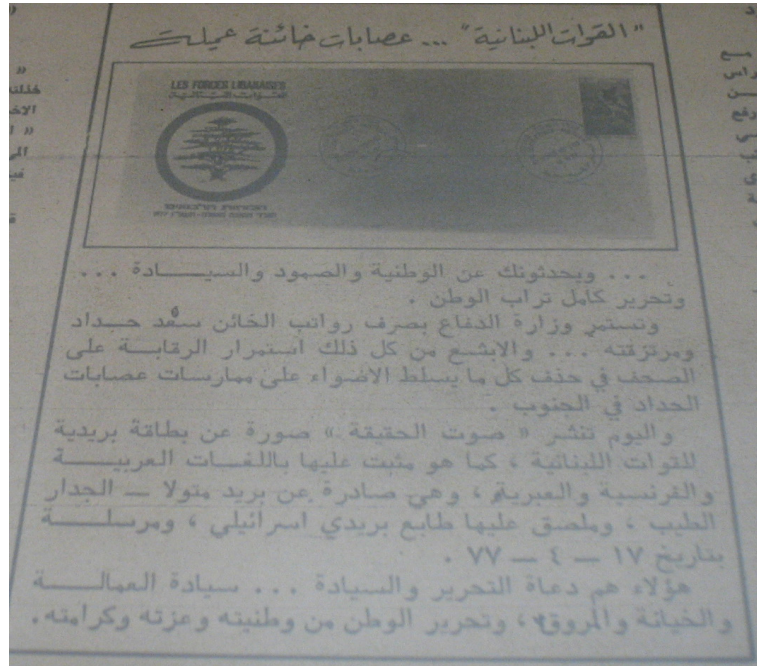
ii. Les FL : "des gangs de traîtres"...

Le tour est venu au Forces Libanaises, accusées ici d'être une milice de gangsters traîtres et clientélistes. La photographie est celle d'une carte postale des FL, où l'ont lit le nom du parti en français, anglais... et hébreu. Le timbre de droite est un timbre israélien, parvenu de la poste libanaise, le 14.04.1977.

La légende ne manque pas de sarcasme : elle dénonce *ceux qui évoquent le patriotisme et la résistance et la souveraineté, et la libération de tout le sol libanais (... des souverains traîtres (...).*

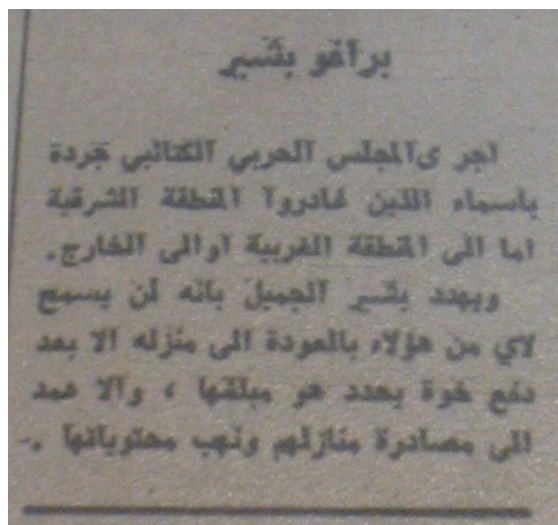


Cette photo est parue dans le numéro 06 du 01-15.06.1978.



iii. "Bravo Bachir"...

On ne peut vérifier la véracité des faits évoqués dans cette brève. Celle-ci prétend que le chef des Phalanges – FL, Bachir Gémayel aurait fait une liste des noms de personnes ayant quitté Beyrouth Est vers Beyrouth Ouest. Il menaçait ces derniers de les empêcher de retourner chez eux sans payer des impôts spéciaux, sous réserve de confisquer leurs biens et piller leurs domiciles. Cet article est paru dans le numéro 8 du 01 – 15.08.1978.

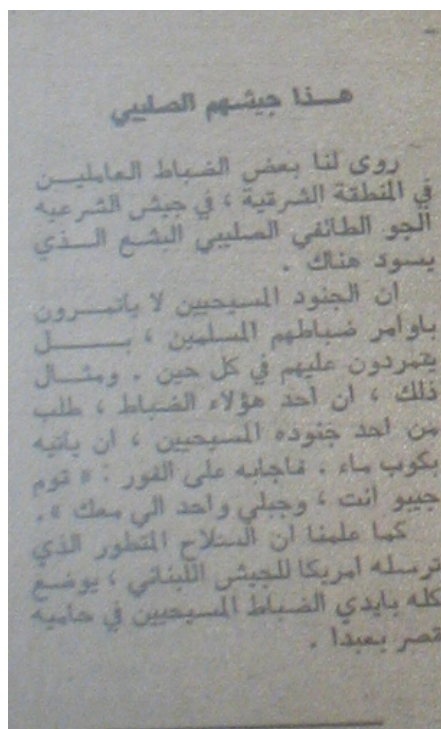


iv. "Leur armée de croisés"....

Dans cet encadré, intitulé *Voici leur armée de croisés*, *Sawt El Hakika* utilise un vocabulaire moyenâgeux rappelant les croisades pour qualifier l'armée libanaise, seule armée légitime dans le pays. Le journal joue la diffamation, en disant qu'il règne du côté chrétien de la capitale *une ambiance de croisés affreux*. Il parle de l'existence de différends entre les officiers de l'armée, dont les chefs supérieurs musulmans ne sont pas obéis par leurs subordonnés chrétiens.

En dernier, l'encadré ajoute que les armes envoyées à l'armée en guise d'aide militaire de la part des États – Unis *sont toutes entre les mains des officiers chrétiens à Baabda*.

Cet article serait paru en août 1981. Le jour n'est pas précisé.



Synthèse

Bien que l'éditeur soit un professionnel en matière de journalisme, *Sawt El Hakika*, ou *Al Hakika* manque la rigueur d'un journal bimensuel portant la voix d'un parti politique. A la différence des publications des partis de gauche dont les composantes sont essentiellement chrétiennes (comme le parti communiste libanais dont les membres étaient surtout grecs orthodoxes), *Sawt El Hakika* affiche l'identité maronite de son propriétaire, et en fait un point de départ pour prouver l'existence d'un point de vue différent de celui qui prévaut parmi les autres chrétiens par la force des armes.

Michel Ghorayeb, qui se convertira finalement à l'Islam et deviendra Mohammed Michel Ghorayeb, exprime ouvertement son opinion, mais ne réussit pas à lui donner l'envergure qu'il faut au cœur du chaos médiatique qui régnait à l'époque.

Bien qu'on ne sache pas les chiffres de tirage, il est clair que *Al Hakika* ne réussit pas à franchir les lignes de démarcation vers Beyrouth Est, et son contenu reste largement dépendant des communiqués du parti politique dont le journal devient le porte parole.

Toutefois, ce contenu même, de par son langage, son vocabulaire, ses visuels affiche une agressivité passive envers l'État Libanais, dont l'absence est souvent évoquée. Il reviendrait, selon *Al Hakika*, à cet État même de mettre fin aux dérapages des milices chrétiennes, puis de se dissocier du religieux pour servir tous les Libanais. Il dénonce les maronites qui accaparent le pouvoir, et n'hésite pas à revenir aux sources bibliques pour dénuder ses adversaires, et contredire leurs arguments.

La photographie est timide, remplacée souvent par les dessins. Le logo lui, change sans cesse et perturbe l'établissement d'une identité claire pour le journal. Le changement du titre ajoute à cette perturbation. Quant aux auteurs, ils sont souvent absents. Les rares pseudonymes qui font surface seraient peut être ceux employés par Ghorayeb même, qui finit par écrire 2 éditoriaux à la Une : un qu'il signe, l'autre portant le nom du journal. Plus tard, le titre de l'édito devient manchette, signalant encore plus l'absence du factuel dans un journal politique.



L'irrégularité de la périodicité joue également contre *Al Hakika*. Précisons – le : cette irrégularité est réelle, puisque tous les numéros existant sont affichés en série, et le fournisseur de toutes les archives n'est autre que Ghorayeb.

Néanmoins, *Al Hakika* est unique : elle ressort du canton chrétien, et donne une image différente de ces maronites qui veulent à tout prix nier le droit de l'autre, musulman, à exister et fondre dans l'environnement arabe qui l'entoure. Devant ce maronite qui se rapproche plus des chrétiens européens, américains ou même aux Israéliens, *Al Hakika* brandit le drapeau de l'arabisme, de l'appartenance à la terre de Saint Maron, de Jésus Christ, également terre de la renaissance arabe et de Salaheddine El Ayoubi, alias Saladin.

<i>Sawt Al Hakika</i>	
Langage	Le journal emploie exclusivement l'arabe littéraire. Le vocabulaire demeurant dans les limites du soutenu, il reprend toutefois les termes utilisés par les factions palestiniennes pour désigner les miliciens chrétiens, tels que " <i>les isolationnistes</i> ", " <i>le ghetto</i> ", " <i>les traîtres</i> ", " <i>les croisés</i> ", " <i>les clientélistes</i> ".
Charge émotionnelle	Les propos sont agressifs, nourris par une haine qui frôlerait parfois une crise identitaire chez l'auteur. Celui-ci se vante tantôt d'être un bon maronite, différent des autres, tantôt il appelle à détrôner les siens qui accaparent le pouvoir. Bien qu'il ne mêle pas directement le politique au religieux, Ghorayeb n'en fait pas non plus une grande différence. Ainsi, il finira par s'attaquer à l'armée libanaise qu'il qualifie de <i>légitime</i> , la nommant une armée de <i>croisés</i> . De plus, Ghorayeb se voit libanais, mais appelle à l'union arabe et avec le monde arabe. Sa prise de position envers Israël demeure politique, et il dénonce, naturellement, toute coopération arabe avec la France, car il estime qu'elle va à l'encontre de la volonté des peuples.
Style de communication	Communication idéologique culturelle, qui demeure loin du militantisme armé des autres journaux.
Moyens	Vocabulaire agressif quand il s'agit des maronites, du maronitisme politique. L'auteur a recours au religieux pour discréditer les miliciens qui cherchent à donner à leur combat une facette religieuse, voire même sainte. On ne cite pas de combats, on ne publie pas d'images non plus. C'est la guerre des pensées, mais aussi celle de l'existence d'un point de vue différent.
Présentation	Michel Ghorayeb apparaît en solo dans les articles et les prises de position. Le journal ressemble plus à un bulletin interne, qu'à un journal politique proprement dit. Le factuel est absent aux dépens des manifestes idéologiques. L'identité visuelle est confuse, et prête à trop de changements.

Public et distribution

Quand on évoque un public, il convient de définir de qui il s'agirait. Globalement, ce sont les lecteurs d'un livre ou d'un journal, les spectateurs d'une pièce de théâtre ou d'un film, les téléspectateurs d'une émission de télévision, les internautes qui surfent sur internet. On parle aussi dans ce cas d'assistance ou d'auditoire. Le terme "public" rend ce sens-là dès la fin du XVIIe siècle.

Pour Yves Citton, le public est une *"collection d'individus apparemment autonomes et indépendants, qui ne se connaissent et ne se voient pas (contrairement à une foule), mais qui tendent malgré cette séparation spatiale à penser et à agir de la même façon, parce qu'ils se retrouvent circulairement dans les médias qui informent leur sensibilité et leur idéologie, selon une logique qui relève des lois du marché davantage que d'un contrôle politique direct"*¹⁰⁵.

C'est plus généralement l'ensemble des habitants d'une région, d'un pays, voire du monde. On parle alors de grand public, par opposition aux publics spécialisés qui sont intéressés ou attirés par tel ou tel média, plus ou moins spécialisé.

Subséquemment, le public serait pour nous une masse de gens non structurée, qui possèdent des courants d'idées différents s'exprimant dans leur intérêt pour tel ou tel journal, plutôt que l'autre. Or, au sein de la société très stratifiée des années 1975 – 1982, rares étaient les journaux clandestins qui franchissaient la ligne de démarcation d'un côté vers l'autre à cette époque, faisant de ces publications les propriétés des cantons où elles étaient produites.

Mieux encore, la division de la société libanaise d'antan fut telle que rares étaient les partisans des milices chrétiens, comme les phalangistes par exemple, qui vivaient

¹⁰⁵ Yves CITTON, *Lire, interpréter, actualiser. Pourquoi les études littéraires ?* Préface de François Cusset, Paris, Éditions Amsterdam, 2007, Lexique, p.348

dans la banlieue ouest de la capitale. Ce fut de même pour les partis pro – palestiniens, les réfugiés ou même les musulmans pro – arabes qui avaient préféré demeurer aux cotés des leurs que de subir les regards de leurs adversaires politiques (rappelons nous les impôts imposés de la part des FL sur ceux qui choisissaient de vivre dans les quartiers musulmans ou communistes de Beyrouth).

Ainsi, bien que certains périodiques comme *Falastine Assawra* s'adressaient – on dirait mieux ciblait – le public chrétien des "adversaires", celui-ci ne constituait pas forcément la majorité de son lectorat. Or *Falastine Assawra* paraît aussi comme un support de presse élitiste : elle perdure dans le temps, ce qui laisse supposer qu'elle n'avait pas d'ennuis de financement, malgré l'absence de publicités dans ses pages.

Mais *Falastine Assawra* est aussi - et avant tout - un instrument de propagande. Elle fait partie de l'arsenal de l'OLP, car sa naissance découle d'une décision du Congrès Populaire Palestinien de fonder le Centre d'Information Consolidée. Le but de celui-ci était d'institutionnaliser les moyens de communication de l'OLP et de promouvoir l'unité nationale du peuple palestinien.

Dans ce sens, elle ne compte pas sur son public, et ne cherche pas à convaincre nécessairement les bases, tant que *la tête*, à savoir le commandement général des factions palestiniennes tenait le public. Son public cible est celui des adversaires, qu'elle cherche à convaincre de la justesse de sa cause. Son lectorat, lui, ne dépasserait pas la crème de la société palestinienne au Liban et sa diaspora, ainsi que les cercles politiques qui tournent dans son orbite. Malheureusement, il ne fut pas possible pour cette étude d'apprendre plus sur le tirage de ce périodique, et ses moyens de distribution.

Il en est de même pour *Al Qaeda* par exemple, dont le public serait exclusivement presque formé de combattants ou de réfugiés palestiniens dans les camps de Beyrouth Ouest et le Sud du Liban, notamment après les batailles qui mirent fin aux camps dans les zones à majorité chrétienne d'habitants. Or, nous l'avons dit, *Al Qaeda* est

moins impressionnante que *Falastine Assawra*, et nous serions surpris si son cercle de distribution atteignit jamais les zones chrétiennes.

D'autre part, dans un entretien, le journaliste Joseph Abi Daher, pigiste pour *Al Marouni* et 3 autres périodiques autorisés¹⁰⁶, explique les contraintes de publication et la nature de chaque public. Il explique que, bien que sollicité par de nombreux journaux imprimés à Beyrouth Ouest, il lui était impossible de franchir les *frontières*.

Pour lui, c'est l'avidité des gens de savoir ce qui se passait dans l'absence ou l'irrégularité des journaux autorisés¹⁰⁷, qui fit proliférer la presse clandestine.

Quant au public – ici le lectorat - de ces journaux, il était essentiellement composé de partisans qui "*payaient quelques centimes le prix des journaux pour aider le parti à subvenir aux besoins des siens*".

De son travail à *Al Marouni*, il dit que, tandis que Jbeily le chargeât de corriger les textes et d'en rédiger quelques uns, il se procura un groupe de jeunes qu'il payait pour distribuer les numéros dans les régions de Jounieh et Kesrouan. Pour Jbeily, il s'agissait de maintenir son business, et de créer des opportunités d'emplois aux jeunes pendant la guerre. Toutefois, avec le déclin des combats vers le début des années 80, non seulement le financement devenait plus difficile, mais l'État Libanais reprit en main le dossier de la presse, ce qui mit fin à l'existence de nombreux titres clandestins.

Quant à *Loubnan*, nous l'avons appris par le biais du journal même, le public est celui des Gardiens des Cèdres qui se trouvaient en plus de la capitale dans le sud du pays. Sa distribution se faisait de main à main, en copies, comme s'il s'agissait d'une communication de bouche à oreille.

¹⁰⁶ Joseph Abi Daher travailla pour *Al Amal* (Le travail) des Phalangistes, *Al Ahrar* et *Alliwa* comme critique culturel et artistique.

¹⁰⁷ *Annahar* et *Assafir* imprimaient leurs numéros à Hamra, tandis que *Al Anouar* publiait à Hazmieh. Ces deux derniers se dotèrent de deux copies différentes, l'une destinée à Beyrouth Est, l'autre à Beyrouth Ouest, employant dans chacun des endroits un lexique différent pour fuir la censure.

Toutefois, contrairement aux autres périodiques, *Loubnan* se distribue en quelques milliers de copies à Beyrouth Ouest. Bien qu'on ne puisse vérifier la véracité des propos évoqués par le journal, nous apprendrons que 1500 copies d'un de ses numéros se sont vendues en un seul jour. Ceci poussa la rédaction à publier 5000 copies additionnelles, ajoutant que la demande pour l'hebdomadaire fut tellement grande dans la région de Beyrouth Ouest que les lecteurs payaient plus de 50 piastres de Livres Libanaises pour le numéro.

On lira aussi l'histoire d'un bonhomme qui tape à la porte pour demander 4000 copies de *Loubnan* pour Beyrouth Ouest. Là bas, les lecteurs se les arrachent.

Sawt El Hakika, finalement, se distribue gratuitement. C'est le journal qui va vers les lecteurs, au lieu de les attendre. L'imprimerie se retrouvant à Beyrouth Ouest, la majorité des numéros distribués en dehors du cercle de l'Organisation des Chrétiens Démocrates se faisait dans les lieux publics, tels que les églises de cette banlieue. En effet, dans une de ses brèves, *Sawt El Hakika* évoque l'enthousiasme avec lequel son numéro fut accueilli lorsqu'on le distribuât à Ras Beyrouth. Selon l'encadré, la rédaction aurait aussi reçu de nombreux appels téléphoniques revendiquant la distribution périodique des numéros.

Il serait aussi pertinent d'attirer l'attention sur le fait que la majorité écrasante des imprimeries professionnelles se situaient à Beyrouth Ouest. Celles de Beyrouth Est, toutefois, étaient des petites imprimeries de couvents, tandis que d'autres appartenaient à des hommes d'affaires. Ce fut le cas par exemple de Jbeily dont la première imprimerie fut saccagée, ce qui le contraignit à continuer de travailler de sa maison de Jounieh, avec des instruments primitifs (superposition de lettres, dactylographie, calquage des sélections d'articles d'autres journaux, simple copie de manuscrits avec du papier carbone, ou même impression à grande échelle...)

Il serait également intéressant de noter que les obstacles à cette presse clandestine très particulière au Liban ne sont pas identiques à ceux rencontrés par les publications non autorisées dans les pays occupés.

Et, bien que la survie de ces deux presses clandestines soit identiquement difficile, les buts poursuivis par chacune et les moyens n'étaient pas nécessairement les mêmes.

Ainsi, pendant que les journaux français du temps de l'occupation nazie de la France durant la deuxième guerre mondiale étaient axés sur la collecte de l'information, la recherche de rédacteurs, l'approvisionnement en matériels divers (à commencer par celui du papier, sévèrement contingenté au profit des administrations, des éditions et organes officiels ou agréés), ou encore la répression contre toute forme d'opposition à l'occupant nazi, la presse clandestine libanaise jouissait de plus de "liberté".

En effet, cette dernière s'éloignait souvent du factuel, et, vu que le conflit (de part sa nature interne plutôt qu'internationale au début) ne connut pas d'embargo sur l'import ou le transport de marchandise dans le territoire, il ne fut pas question de manque de support.

Contrairement à la France où une ordonnance du préfet de police de Paris le 17 octobre 1940 "interdit aux fabricants, marchands grossistes de vendre sans autorisations délivrées par les commissaires de police, les appareils duplicateurs et les papiers susceptibles d'être employés à la confection de circulaires ou de tracts ronéotypés", les machines ne faisaient pas défaut. Il était donc inutile de se procurer le matériel en dehors des circuits légaux, dans le marché noir.

La diffusion n'étant pas contrôlée, il ne se posait pas de questions de sécurité sur les distributeurs à l'intérieur du "territoire de production".

Conclusion

Dans cette thèse, nous avons étudié les instruments utilisés par chaque parti pour faire prévaloir son discours, ainsi que les modalités de distribution et la nature des lecteurs. Nous avons appris que, contrairement à la presse clandestine de la France du temps de l'occupation nazie, elle n'est pas le fruit de l'oppression, mais de la désintégration des institutions. Comme la collecte d'information n'ait pas été centrée sur le factuel, les seuls obstacles auraient été financiers pour l'impression, logistiques devant sa distribution et/ou diffusion en dehors du territoire dans lequel ces publications étaient produites.

Ceci étant dit, l'intérêt de cette étude réside dans le fait qu'il s'agisse d'un travail de première main, dans l'absence de recherches et de références solides ou consolidées sur le thème. Elle découle aussi de la valeur historique authentique de ces écrits, qui témoignent d'une époque qu'on cherche à tout prix d'oublier. Son intérêt repose aussi sur la valeur scientifique de ce travail : si en France la Bibliothèque nationale se chargea de collecter les tracts et périodiques clandestins entre 1940 et 1944, et que cette tâche prit une dizaine d'années, au Liban ce travail se fit de manière individuelle et l'effort demeura personnel. Et bien que quelques chercheurs s'efforcèrent à en faire la collecte plusieurs années après l'avènement de ce phénomène, les analyses de ces documents en profondeur fait défaut.

Comme nous avons affaire à un phénomène social observable, la recherche s'est surtout basée sur le repérage des écrits, puis l'analyse qualitative de leur contenu dans le contexte historique de leur publication. Cette approche aussi bien descriptive que compréhensive permet de découvrir des régularités de comportements dans les publications ciblées, aussi bien que l'intégralité de leur discours politique.

Toutefois, reconnaissons cette approche possède ses limites : ainsi, dans l'impossibilité de faire une observation directe du phénomène, l'étude repose

essentiellement sur une lecture rétrospective et une analyse personnelle. Aucune hypothèse n'est formulée dès le départ, car celle –ci projeterai sur l'étude une éventuelle subjectivité porteuse de jugements.

Une autre entrave, est la perte d'une partie importante des archives, ce qui empêcha l'établissement d'une étude comparative relative à une même époque, car il serait illogique de comparer deux discours adversaires à des périodes différentes de guerre ou de paix. Pour cette raison, cette recherche se contenta d'une analyse généralisée de chaque périodique clandestin, sans entrer dans la comparaison factuelle. De ce fait, alors que certains évènements (comme par exemple les massacres de Damour ou de Tal El Zaatar) sont relatés en temps réel dans l'un, ou revus avec rétrospective dans l'autre.

De *Falastine Assawra*, *Al Qaeda*, à *Loubnan* et *Sawt El Hakika*, passant par *Al Marouni*, nous avons vu défiler des idées, des photographies, des caricatures, bref: des images et mots de guerre.

Le choix des périodiques ne fut pas aléatoire, mais bien le fruit de lecture d'une centaine de journaux, et d'un millier d'articles, suite à laquelle nous avons trié les plus importants, dans la mesure où ils étaient les plus expressifs. Ajoutons aussi que ces périodiques, bien que propriété de mouvements politiques définis, ne sont pas les produits uniques et orphelins de chaque parti. De ce fait, les Gardiens des Cèdres par exemple, publieront après la suspension de *Loubnan* un autre hebdomadaire clandestin¹⁰⁸, employant le même langage, et moyennant une politique éditoriale identique.

La presse clandestine est, quoiqu'il en soit, une expression de l'avidité des peuples à exprimer leurs opinions. Dans ce sens, c'est une preuve de vie, parfois même de survie, quand tous les moyens légitimes d'expression ne jouent plus le jeu.

¹⁰⁸ Revue des Gardiens du Cèdre (*Horras El Arez*).

Toutefois, bien que liée au concept parfois "romantique", ou charmeur de la "résistance" des peuples à "l'oppression" d'une occupation, cette presse clandestine n'est pas toujours la voix du droit, surtout quand le conflit devient interne. Dans le cas du Liban par exemple, et comme exposé dans cette recherche, la presse clandestine ouvre la porte à une liberté démesurée, qui dépasse les limites de la liberté d'autrui à exister, pour ne pas dire son droit d'être.

A la différence de la presse clandestine que connut la France pendant la deuxième Guerre Mondiale, la presse clandestine Libanaise ne vise pas un « ennemi », mais l'autre libanais. Ainsi, alors que la presse clandestine militante française cible l'occupation allemande et le régime, celle du Liban cible un confrère libanais. Elle sombre dans le confessionnalisme, et démontre le manque de vision commune pour le pays qui unit sur son territoire autant de gens différents les uns des autres. Le Liban des chrétiens, n'est pas celui des musulmans, et celui des maronites n'est pas celui dont rêvent les orthodoxes, les sunnites, les athées, les sectaristes, les séculaires...

Toutefois, l'intérêt de cette presse clandestine demeure le même entre Paris et Beyrouth : c'est un moyen d'exprimer authentiquement les concepts de chacun quand les autres ne veulent pas entendre, et une façon de dire : nous existons quand - même !

Nous l'avons vu aussi : très souvent, cette presse clandestine libanaise est agressive voire même violente. Elle a recours pour faire prévaloir son discours à dresser des bilans meurtriers des batailles, à peindre des images héroïques des massacres, rendant l'élimination de l'autre une nécessité pour la survie des siens. Ainsi, au cœur de cette propagande militante, l'information n'est plus claire. On a plutôt affaire à une sorte de presse communautaire, renfermée sur elle – même, et dont les discours alimentent encore plus le communautarisme et la haine. Bien qu'il soit difficile de mesurer, 35 ans plus tard, les effets immédiats des propos tendus tenus par les différents partis politiques sur le conscient collectif et comportemental de la société de cette époque, il en demeure une trace inconsciente qu'on décèle jusqu'à nos jours. Le vocabulaire de ces jours est souvent employé : nous nous verrons dire, en 2005, 2007 et 2009, à

l'éruption de tout conflit au Liban, que la droite libanaise puise encore de son histoire d'isolationniste, que les réfugiés palestiniens veulent faire du Liban un pays alternatif, et que les libanais maronite, en l'occurrence sont plus phéniciens qu'arabes.

Serait-ce lié à une crise d'identité libanaise ? Les libanais, toutes confessions confondues, ont – il des opinions différentes aujourd'hui de leur compatriotes que celles qu'ils affichaient en 1975 ? Peut – être pas. Disons – même probablement pas. Les images de guerre, comme la guerre des images, demeurent très présents dans l'inconscient collectif des libanais. Nous l'avons vu en 2007 : à la moindre escarmouche, les anciennes plaies s'ouvrent, au plus petit accrochage, on se tire dessus.

En effet, cette presse clandestine, profitant du chaos et de l'absence des institutions régulatrices, créa aux confessions l'opportunité de dire à haute voix ce que l'une pense de l'autre, et d'exprimer leurs propres visions du Liban. Or, de ces visions, il en existe plusieurs, parfois contradictoires. L'échec des libanais à écrire un livre d'histoire commun sur les événements de 1975 à nos jours, est le vif témoin de leur discordance omniprésente sur une vision de cette terre qui les unit. Soulignons – le : au Liban, il n'y a pas de livre d'Histoire commun. Tout s'arrête en 1943, date de l'indépendance du pays. Du reste, il revient à chaque confession, école, d'apprendre à ses élèves la version qui lui convient. C'est donc de l'inconscient collectif, plutôt que de la relecture consciente et ouverte de la guerre, que nous puisons nos mémoires.

Il est vrai que la presse au Liban a toujours été communautaire. Et bien qu'elle prêche durant la paix les principes d'une certaine tolérance consensuelle, elle s'avère en temps de guerre plus authentique.

Bibliographie

- M. CHAKHTOURA, La guerre des graffiti, Liban 1975-1978, Éditions Dar An-Nahar, 2005.
- M. CHAKHTOURA, Mémoires de Survie, Éditions l'Orient Le Jour, 2005.
- A. MENARGUES, Les Secrets de la guerre du Liban. Du coup d'État de Bachir Gémayel aux massacres des camps palestiniens, Éd. Albin Michel, 2004.
- F. KIWAN, Le Liban aujourd'hui, Éd. CNRS, Paris, 1994.
- J. SARKIS, Histoire de la guerre du Liban, PUF, coll. Perspectives internationales, Paris, 1993.
- S. KASSIR, «Au Liban, un pouvoir sans responsabilité, des querelles sans enjeux», Le Monde Diplomatique, octobre 1994.
- S. KASSIR, «Coup de force institutionnel au Liban», Le Monde diplomatique, novembre 1995.
- S. KASSIR, «Désordre établi au Liban», Le Monde Diplomatique, février 1997, p.7.
- S. KASSIR, La guerre du Liban, Karthala, 1994.
- S. KASSIR, une Histoire de Beyrouth, Fayard, 2003).
- S. KASSIR, La démocratie syrienne et l'indépendance du Liban, Éd. An-Nahar, 2004.
- S. KASSIR, Militaire contre qui ?, Éd. An-Nahar, 2004.
- K. PAKRADOUNI, La paix manquée : le mandat d'Elias Sarkis, Éd. FMA 1983.
- K. PAKRADOUNI, Le piège. De la malédiction libanaise à la guerre, Grasset 1991
- Shimon SHIEFFER, Snow Ball: The Story Behind the Lebanese War, Tel Aviv: Idanim, 1984.
- G. CHARBEL, "Mémoires des services secrets", Éd. Ryad El Rayyes 2007.
- J. BOU KHALIL, «Histoire des maronites durant la guerre», Éd. Al Matbouaat Lil Tawzii, 1990.
- T. de LA TOCNAYE, Les Peuples Rebelles, Éd. Godefroy de Barléon.
- L. SHILGER, "La Guerre des Mots", Centre National de Journalistes, étude, 2005.



- R. SNEIFER, « J'ai déposé les armes », Éd. Farabi, 2008.
- T. LIBAERT, « La Communication de crise », Éd. Dunid, 2005.
- G. TUENI, « La résolution 425 », Éd. An-Nahar, 1997.
- P. LARDELIER, « Violences Médiatiques », Éd. L'Harmattan, 2003.
- L. ELIAS, « Lettre ouverte à Nadim Bachir Gémayel », Éd. Les Éditions Libanaises, 2009.
- J-P BOURRE, 1990 : Génération Aoun. Vivre libre au Liban. Paris, Robert Laffont, 1990-
- M.F DAVIE, 1991 : Les circuits parallèles à Beyrouth : "Reconstruire Beyrouth, les paris sur le possible". *Études sur le Monde Arabe*, 5, 1991. Lyon, Maison de l'Orient.
- T. HABIB, Les graffiti de la guerre libanaise, 1975-1983. Annales de Sociologie et d'Anthropologie (Université Saint-Joseph, Beyrouth), 2, 1986.
- D. RONDEAU : Chronique du Liban rebelle : 1988-1990. Paris, Grasset, 1991.
- K. SABA, La sécurité et la liberté des Chrétiens dans le discours des Forces Libanaises. Mémoire de Maîtrise, Beyrouth, Université Saint-Joseph, 1989.
- P. BRETON, La parole manipulée, Éd. La Découverte, 2004.
- C. LERAY, L'analyse de contenu : de la théorie à la pratique, PUQ, 2008.
- J. de BONVILLE, L'analyse de contenu des médias : De la problématique au traitement statistique, Éd. De Boeck, 2006.
- H. MICHEL, La presse clandestine : histoire de la Résistance, Éd. Que sais-je ? 2005.
- L. TREMBLAY, La qualité de la langue et les médias écrits, Art. La Revue québécoise de linguistique théorique et appliquée et l'autre dans le Français moderne, 1996.
- Revue trimestrielle des sciences sociales, Médias et violence, IHESI (Institut des Hautes Études de la Sécurité Intérieure), 1995.

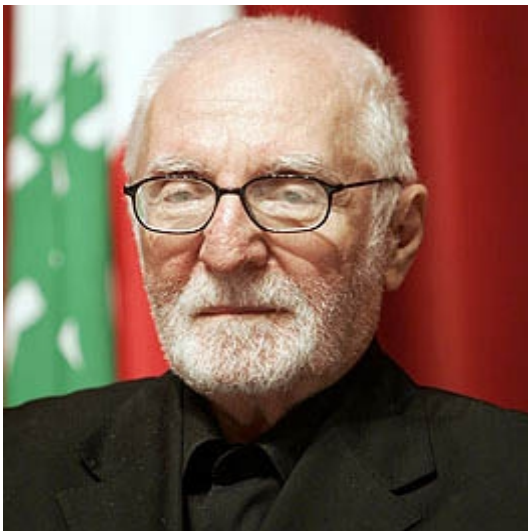
Table des annexes

ANNEXE 1.....	217
ANNEXE 2.....	222

Annexe 1 : Articles de référence

**L'Orient
LE JOUR.com**

GRÉGOIRE HADDAD, APÔTRE DE LA LAÏCITÉ



Il a été l'évêque grec catholique de Beyrouth, surnommé le prêtre rouge par ceux qui n'avaient rien compris, le prêtre du peuple par ceux qui avaient tout compris. Le père Grégoire Haddad se moque bien des titres. Seules ses convictions continuent à lui donner des ailes.

Dans sa modeste chambre avec vue sur le jardin, ce jardin qui « rentre chez moi au lieu que je ne sorte chez lui », le père Grégoire, comme tout le monde l'appelle, médite avec ce mélange de sérénité et de passion qui le caractérise. « Je suis toujours en colère, avoue-t-il dans un tendre sourire, mais ma colère est sereine et sans jugement. L'acceptation de l'autre est très importante, elle fait partie de la laïcité. » Sa porte reste ouverte à ceux, nombreux, qui le sollicitent tous les jours. Mais pour les recevoir, point de baisemains ou de formules de politesse, il leur préfère la sincérité d'un regard, la franchise et la simplicité d'un dialogue. Dans le fond, le temps n'a rien changé à ses combats. Ils sont justes ralentis par le poids des ans et devenus plus pressants, sans doute plus difficiles, avec la poussée d'un fanatisme généralisé qui ébranle le monde et les idéologies passées.

Le social, il y a trempé très tôt l'âme et l'esprit, réunissant derrière lui une troupe de volontaires entraînés par sa cause. Un « cœur ambulante avec des mains ouvertes et la tête qui gère tout honorablement », comme en témoigne un de ces « soldats anonymes », le père Grégoire a associé son nom et sa vie à de nombreuses œuvres, notamment le



Mouvement social, dont il fut le principal fondateur, ainsi que L'Oasis de l'espérance, l'Artisan du Liban et l'Association d'entraide professionnelle. Très proche de son alter ego et ami l'Abbé Pierre, avec qui il a partagé une communion et une action synonyme de générosité efficace, armé d'une vision et d'un charisme – même Moussa Sadr s'inspirera de ce grand homme –, le père Grégoire a répondu présent partout où il y a avait des besoins et des urgences. « L'Abbé Pierre m'a marqué, et surtout le fait que les gens doivent travailler pour vivre, et non pas devenir des êtres assistés, afin qu'ils puissent redevenir des êtres humains capables de collaborer à l'édification d'une société civile. » Le Mouvement social libanais, fondé en 1961, résume bien le double objectif qui l'anime encore aujourd'hui : le développement humain et social antireligieux et anticonfessionnel, loin de toute confrontation armée, la reconstruction de la citoyenneté et la solidarité parmi les jeunes. « Il faut beaucoup de courage et d'audace, avoue-t-il, pour poursuivre ce combat. Un grand nombre de jeunes en ont assez du confessionnalisme. Certains collaborent avec la société civile en organisant des manifestations pour faire entendre leur voix. Ainsi, cette spécification a été abolie de la carte d'identité. Le mariage civil est d'actualité. Tout comme la formation des jeunes et des enfants sur ce que signifie réellement la foi, la religion, la confession. Ils sont les vrais agents du changement dans le pays. »

Avant-gardiste et libéral

Tout au long de son parcours personnel et ecclésiastique, la liberté de penser du père Grégoire Haddad n'aura cessé d'être sujet à controverse. Pour preuve, sa démission de ses fonctions d'évêque de Beyrouth, qu'il fut contraint de présenter en 1974 après la crise qui a secoué la communauté melkite, suite à la publication de la revue culturelle mensuelle Afaq qui avait lancé un débat de fond sur les fondements de la foi chrétienne. En effet, le père Grégoire et les responsables de cette revue prônaient un courant de pensée qui se résumait en une formule : dans la religion chrétienne, il n'y a que deux absolus, le Christ et l'homme. Et toute attitude doit être jugée en fonction de ces deux critères. Les articles publiés avaient suscité de vifs remous au sein de la communauté, contraignant le Vatican à se saisir du dossier. Dans son verdict, ce dernier souligna que ses écrits n'étaient pas contraires à la foi chrétienne, mais que la situation du père Grégoire devait être réglée au niveau local. Ce qui l'a amené à quitter ses fonctions d'évêque de Beyrouth. Cet épisode, essentiel dans son parcours, confirme sa particularité, au risque d'agacer les frileux et les conservateurs qui l'ont combattu plus ou moins ouvertement. « Je ne suis pas un homme de religion, je suis un homme de foi », aime-t-il à rappeler. Chantre de la laïcité, mal comprise au Liban, qu'il définit comme une « autonomie du religieux par rapport au politique et une neutralité du politique par rapport à la religion », partisan de la non-violence, proche du peuple, des personnes en difficulté, désintéressé de la matière et des apparences, il refusera les concessions, tant sur la forme que sur le fond. Lorsqu'on ose le surnommer monseigneur, il répète : « Il n'y a qu'un Seigneur, le Seigneur notre Dieu ! » Même lorsqu'il fut nommé archevêque grec catholique de Beyrouth, il continuait de sillonner les rues de la capitale à pied, vêtu de sa modeste soutane et de ses célèbres sandales de pèlerin. Pèlerin, il l'est encore, même s'il ne cesse de répéter « Je ne suis rien... Je ne me suis jamais pris au sérieux, ce n'est pas maintenant, à la fin de ma vie, que je vais le faire ! » Pour lui, les mots restent insuffisants, légers, superficiels. « Je



cherche à parler comme je pense. L'essentiel, dit-il, est de prendre conscience qu'un Dieu d'amour vit en chacun de nous et pas en dehors. Je n'ai pas besoin de mots convenus de la religion pour prier, et pourtant, je ne me suis jamais senti aussi proche de Dieu. » Aujourd'hui, le père Grégoire Haddad pourrait être satisfait d'avoir transmis le flambeau de son œuvre, de son action et de ses valeurs. Il l'est à peine, sans doute encore révolté par toutes les injustices, les dysfonctionnements d'un système, d'un pays et d'un monde qui, à l'ère du fanatisme et de Facebook, privilégie les conflits et l'éphémère. De sa chambre avec vue sur les jardins de Dieu, par moment antre privé où il poursuit ses lectures, ses interrogations et ses réflexions, par d'autres quartier général d'où il continue à superviser ses troupes et à les animer, le père Grégoire est inlassablement à l'écoute, dans un silence attentif qui ressemble à une formidable leçon de tolérance. À l'automne de sa vie, Grégoire Haddad, le « prêtre d'après-demain », comme l'avait si justement qualifié le quotidien Le Monde, n'a pas fini de secouer les idées reçues et de poser les bonnes questions.

Carla HENOUD
L'Orient-Le Jour
15.07.2010

L'Orient LE JOUR.com

CHARIF AKHAWI, OU LA RÉSILIENCE CITOYENNE



« Selké wou emné » (praticable et sûre). L'expression est désormais bien ancrée dans les mémoires et symbolise tout le combat d'une société qui n'a eu de cesse, quinze ans durant, de résister pour ne pas perdre son humanité, à l'heure où le pays était entièrement plongé dans le cycle infernal du sang et de la haine. Si bien que, même pour les générations qui n'ont pas connu la guerre, le souvenir de Charif Akhawi, disparu il y a exactement 23 ans, le 9 avril 1987, reste particulièrement vivace. L'oubli n'a pas triomphé, parce que la résilience citoyenne n'a pas de mémoire sectaire et partielle. La non-violence n'a pas de couleur, d'identité particulière. Elle est, par nature, universelle. Sa fin en soi est l'individu, la personne humaine, dans sa dignité. Ce n'est en effet qu'à partir du moment où l'on écrase cette dignité et que l'on tente de segmenter, d'imposer des frontières, de tracer des « lignes rouges », que la violence surgit. Parce que la souffrance et l'humiliation sont trop fortes pour être contenues.

Sur les ondes de Radio Liban, dès 1975, Charif Akhawi a été le porte-drapeau de cette résilience du citoyen face à la fragmentation du pays. Son objectif principal était de sauver des vies, toutes les vies, au nom du droit fondamental à la vie, au moment où l'inhumanité, elle, par kidnappeurs et francs-tireurs interposés, cherchait à ôter le droit à la vie au nom d'une inculture mortifère de la différenciation identitaire.

Charif Akhawi était parti, avant la guerre, d'une idée simple, mais novatrice et ingénieuse : transformer son émission à la radio en service public à l'usage du citoyen, en créant, avec



la complicité du président Sleimane Frangié, un vaste réseau d'informateurs sur les routes, pour dénouer des goulots d'étranglement routiers et régler le problème de la circulation. Aussi intervenait-il directement, sur les ondes, à la manière d'un agent de la circulation, tantôt pour demander, d'une manière bienveillante, à un automobiliste de cesser d'obstruer la voie publique, et tantôt pour conseiller aux citoyens d'éviter tel ou tel axe en raison du trafic – un peu à la manière du fameux « bison futé » français. Devenu plus qu'un médiateur, un véritable serviteur au sein de l'espace public, Charif Akhawi était probablement loin de se douter que, la deuxième moitié des « seventies » pointant à l'horizon, il serait amené à devenir en quelque sorte l'ange gardien des Libanais.

Avec l'éruption de la violence et le morcellement du pays, la vie de Charif Akhawi bascule. De son bureau, près de l'Hôtel-Dieu, il refuse de se résigner face à la violence aux cent visages. Sa hantise devient progressivement de protéger les gens, de les guider pour trouver leur chemin dans les espaces urbains, devenus champs de la mort. Là où l'État a failli dans son devoir régalien d'assurer la sécurité des citoyens, son émission radio prendra le relais, même si cela a pour conséquence de le priver de rentrer chez lui auprès de sa famille, insécurité oblige : « selké wou emné » deviendra le meilleur allié de tous les Libanais. En pleine guerre, il déclare ainsi la guerre à la violence et prend parti pour la vie et la paix. C'est pourquoi il refuse le choix des armes par principe et rejette toutes les invitations qui lui sont faites de rejoindre tel ou tel camp ou faction. À tel point que son combat irrite au plus haut point les faiseurs de la guerre, ce qui lui vaudra de subir des pressions énormes, un enlèvement et une tentative d'attentat. Journaliste contre la violence, Charif Akhawi le sera jusqu'au bout, si bien que lorsqu'il démissionne finalement, c'est pour se consacrer, après la résistance civile, à la résistance culturelle, à travers une maison de production de documentaires pour la radio qui existe toujours.

Vingt-trois ans après sa disparition, Charif Akhawi reste un modèle pour tous ceux qui refusent de démissionner face à la régression et la violence. De nos jours, il aurait été, à n'en pas douter, un pourfendeur farouche et intransigeant de ceux qui n'ont cessé de cultiver, par l'usage propagandiste de la violence morale et symbolique, la haine dans les esprits et les cœurs, pour semer la discorde et susciter les divisions, détruire l'autonomie de l'individu et la personne humaine au nom de la sacro-sainte et parfaitement grégairienne tyrannie du groupe, étouffer nos libertés, violer notre souveraineté, réprimer et formater notre mémoire, et ramener le Liban dans les ténèbres de la servitude. En ce sens, de là où il est, il peut être serein : sa voix reste toujours aussi présente et rassurante, et sa lutte, civile et non violente, pour le respect de l'homme et pour l'unité se poursuit jusqu'à la victoire. Immanquablement.

Michel HAJJI GEORGIU
L'Orient-Le Jour
10.04.2010

Le Monde diplomatique



by Ignacio Ramonet – January

WHAT could be more symbolic of the disarray of the French press, as it faces an alarming fall in sales figures, than that the erstwhile Maoist daily *Libération* recently decided to cede a major shareholding to the banker Edouard de Rothschild? Last year the Socpresse group, publisher of some 70 major titles including *Le Figaro*, *L'Express*, *L'Expansion* and dozens of regional newspapers, was bought by an arms manufacturer, Serge Dassault. Another arms manufacturer, Arnaud Lagardère, already owns the Hachette group (1), with 47 magazines (including *Elle* and *Première*) besides dailies such as *La Provence*, *Nice-Matin* and *Corse-Presse*. If this decline in diversity continues, the independent press (2) risks being controlled by a few industrialists - Bouygues, Dassault, Lagardère, Pinault, Arnault, Bolloré and Bertelsmann - whose busy merger activities threaten plurality (3).

The fall in circulation is now affecting the quality press. For the first time in more than 15 years *Le Monde diplomatique* is also in the firing line. Since 1990 we have had a regular rise in sales. Between 2001 and 2003 we saw record sales, a cumulative rise of more than 25% (4). However, for 2004 (although the final results are not in yet) we expect a fall of about 12% (5). Most major dailies will also report falling sales, on top of already disappointing figures from 2003: *Le Figaro* -4.4%; *Libération* -6.2%; *Les Echos* -6.4%; *Le Monde* -7.5%; and *La Tribune* -12.3%.

This is far from being a French phenomenon. Sales of the American daily, the *International Herald Tribune*, dropped by 4.16% in 2003; in Britain sales of the *Financial Times* have fallen by 6.6%; over the past five years, newspaper sales have fallen by 7.7% in Germany, 9.5% in Denmark, 9.9% in Austria and 6.9% in Belgium. Even in Japan, with the highest purchase of newspapers in the world per head of population, sales have fallen by 2.2%. Over the past decade in the European Union the number of papers sold overall has fallen by a million a day. Worldwide, the distribution of purchased (rather than free) papers has been falling at an average of 2% a year. Some people are beginning to wonder whether the printed press is a thing of the past, a relic of the industrial era destined for extinction.

Titles are disappearing everywhere. In Hungary the daily *Magyar Hirlap* (owned by the Swiss Ringier group) closed on 5 November 2004. The previous day in Hong Kong, the prime reference weekly for Asian affairs, the *Far Eastern Economic Review* (owned by the US Dow Jones group), went out of business. In France, on 7 November 2004, the monthly magazine *Nova* suspended publication. In the US, between 2000 and 2004, more than 2,000 press jobs were lost - 4% of the total workforce. The recession has also hit agencies

that provide papers with information, with the industry giant, Reuters, recently announcing the lay-off of 4,500 staff.

Give-away dailies, and the internet

The external causes of this crisis are well-known. There is the devastating onslaught of give-away dailies. In France *20 Minutes* leads the way with more than 2 million readers a day, with runners-up *Le Parisien* (1.7 million) and *Metro* (1.6 million). These free papers drain substantial advertising revenue from the traditional press, since advertisers do not care care whether readers pay for the papers.

As a way of countering this competition - which could kill dailies and already threatens weeklies - some titles, particularly in Italy, Spain, Greece and Turkey (although the phenomenon is spreading in France), are offering DVDs, CDs, cartoon strips, books, atlases and encyclopaedias, plus stamp collections, collectable banknotes, sets of glasses and chess games, all in return for a small increase in the cover price. This only worsens the confusion between information and commodification, with the danger that readers no longer know what they are buying. In adopting these tactics, newspapers lose their distinct identity, their status is downgraded and they venture on a slippery slope with an unpredictable outcome.

The other external cause is, of course, the internet, which continues to expand at an extraordinary rate. During the first quarter of 2004 more than 4.7m websites were created. The world currently has some 70m websites and the net more than 700 million users. In developed countries many people have given up reading newspapers, and even watching television, in favour of the computer screen. The arrival of ADSL (asymmetric digital subscriber line) has changed things dramatically. For between €10 and €30 a month people can enjoy broadband access. In France 5.5m households have already signed up, giving them high-speed downloads of online news (79% of the world's newspapers have online editions) and a huge range of other information, email, photos, music, radio and television, films and video games.

There is also "blogging", which exploded worldwide in 2004. "Blogs" are personal diaries that mix news and opinion, verified facts and rumours, documented analysis and personal impressions. They have proved so successful that most online newspapers now have them. Their popularity suggests that many readers prefer the subjectivity and partiality of the bloggers to the hypocritical and false objectivity and impartiality of major papers. The growing possibility of connecting to the net through the new generation of mobile phones is likely to accelerate this process. Information is ever more mobile and nomadic. People can now access what is happening anywhere in the world at any moment of every day.

In India the Times Internet company, a multimedia subsidiary of the daily *Times of India*, has a service that every month sends to subscribers more than 30m messages via SMS, a technology that is rapid, concise and inexpensive. In Japan and South Korea a growing number of people now receive the day's news via their mobile phones, which give continuous access to radio, plus television and 24-hour news channels. As a result,

competition between non-net news sectors has now become so severe that all the providers are losing audiences (6).

The internal causes

But this crisis also has internal causes, which are mostly due to the loss of credibility of print media. One serious reason is that the press is being taken over by industrial groups that both run the economy and are in league with those who control politics. Another is that onesidedness, lack of objectivity, lies, manipulations and fraud are on the increase. We are under no illusion that there was ever a golden age of news, but such excesses now affect even the quality press. In the US the scandal of Jayson Blair - a journalist who falsified facts, plagiarised articles and invented stories - did huge damage to the *New York Times*, which had often put his stories on the front page (7). This newspaper of reference among the professional classes went through enormous structural changes afterwards: executive editor Howell Raines and managing editor Gerald Boyd were forced to resign, and for the first time a post of ombudsman was created - Daniel Okrent, opinion columnist and former editor-at-large of Time Inc.

A few months later came an even more shocking scandal at the leading daily, *USA Today*. Its readers were astonished to discover that its most celebrated journalist, Jack Kelley, a star who had interviewed 36 heads of state, covered a dozen wars and been a household name around the world for 20 years - was a compulsive fabricator of stories, a serial forger. Between 1993 and 2003 he had invented hundreds of sensational stories. By luck he always seemed to be on the spot when things happened, and readers would be treated to his graphic descriptions of them. He claimed to have witnessed a bombing in a pizza parlour in Jerusalem and described how three men next to him had been lifted up bodily by the explosion; they came down again with their heads blown off and rolling around in the street.

Another outrageous story was his article about Cuba. Kelley had photographed a worker in a hotel ("Jacqueline") and reported on her clandestine flight aboard a makeshift boat, and how she drowned in the straits of Florida. In reality the woman (real name Yamilet Fernandez) is alive and well, and never endured any such dramatic events. Another *USA Today* journalist, Blake Morrison, met her and revealed that Kelley had made up the story (8). The Kelley frauds, now regarded as among the gravest scandals in the history of US journalism, cost the jobs of the *USA Today* editor, Karen Jurgensen, executive editor, Brian Gallagher, and news editor, Hal Ritter (9).

More recently, during the presidential election campaign, a new ethical storm hit the media. Dan Rather, star presenter of CBS's television news programme and anchorman for the prestigious *Sixty Minutes* programme, admitted that he had made public, without checking, forged documents that cast doubt on President George Bush's service in the Texas National Air Guard (10). Rather announced that he was stepping down from his job.

Agents of propaganda

Compounding these disasters we now have a situation in which major media, notably television's Fox News (11), have been transformed into propaganda organs for White House lies about the war in Iraq. Newspapers failed either to check or challenge statements from the Bush administration. If they had, a documentary such as Michael Moore's *Fahrenheit 9/11* would not have enjoyed the success that it did. The information in the film had been around for a long time, but it had been kept under wraps by the media.

Even the *Washington Post* and the *New York Times* took part in this "brainwashing", as was revealed in a recent article by John Pilger (12). He quoted headlines claiming that Iraq had secret arsenals of bacteriological, chemical and nuclear weapons and concluded that all these articles were propaganda. An internal email from *New York Times* star reporter Judith Miller (which was published in the *Washington Post*) admitted that her main source for such stories had been Ahmed Chalabi, an Iraqi exile known for his dubious statements. He was the leader of the Iraqi National Congress (INC), based in Washington and funded by the CIA. A US Congress inquiry later concluded that all the information supplied by Chalabi and other INC exiles had been worthless.

A CIA officer, Robert Baer, revealed how the system of disinformation worked. The INC took information from supposed defectors and passed it to the CIA. Then the INC would tell reporters, "If you don't believe us, phone the CIA", setting up a self-confirming loop. In this way, the *New York Times* could claim that it had two sources for its stories about weapons of mass destruction in Iraq, the *Washington Post* likewise. Journalists didn't bother to inquire further. Anyway their editors were asking them to support the government, out of patriotism (13).

The *Washington Post*'s editor, Steve Coll, was forced to resign on 25 August 2004, after an inquiry highlighted the lack of space given to articles that contested the government's positions before the invasion of Iraq (14). The *New York Times* also offered a mea culpa in an editorial on 26 May 2004, in which it admitted a lack of rigour in its presentation of events leading up to the war, and publicly regretted having given "erroneous information".

France has also had its share of media disasters, including the way major papers treated recent stories about the victimisation of an Algerian-born baggage handler at Orly airport, a paedophile ring in Outreau and a woman who falsely claimed to have been the victim of an anti-Semitic attack on the Paris underground. Similar things have happened in other countries. In Spain, after the Madrid bombings of 11 March 2004, the media controlled by the government of José-Maria Aznar tried to manipulate the situation for electoral purposes by concealing the involvement of al-Qaida and blaming Eta, the Basque separatist organisation.

Journalism of compliancy

All these scandals, plus media cosyng up to the economic and political powers-that-be, have done tremendous harm to press credibility. They reveal a disturbing democratic deficit. A journalism of compliance is in the ascendancy and critical journalism on the decline. We could be forgiven for thinking that, given the new realities of globalisation and media mega-groups, the idea of a free press is threatened with extinction.

Recent statements by Serge Dassault confirm the worst fears. When he took over *Le Figaro*, he told his editors: “I would hope that, where possible, the newspaper will devote more thought to our commercial interests. In my view, there are sometimes news items that require a lot of caution. For instance, articles that talk about contracts being negotiated. There is some news that does more harm than good. The risk is that it threatens the commercial or industrial interests of our country” (15). What he meant by “our country” was his arms manufacturing company, Dassault-Aviation. Presumably it was also to protect his company that he censored the story about the fraudulent sale of Mirage aircraft to Taiwan, and the story about discussions between Jacques Chirac and Abdelaziz Bouteflika on the planned sale of Rafale aircraft to Algeria (16).

He set off alarm bells for journalists when he expanded on his reasons for deciding to buy *L'Express* and *Le Figaro* (17). A newspaper, he said, “makes it possible to convey a certain number of healthy ideas . . . Leftwing ideas are non-healthy ideas. Today we’re in a mess because of leftwing ideas that are still around” (18). We could put these remarks beside comments by Patrick Le Lay of French media giant TF1. Describing his company’s mission he said: “The job of TF1 is to help Coca-Cola to sell its product. What we sell to Coca-Cola is an availability of human brain-time” (19). Such statements express starkly the dangers inherent in the overlap of information and marketing. Obsessive commercialism directly contradicts the ethics of journalism.

Commercial interests can make substantial inroads into journalism without readers even realising it. Walter Wells, editor of the *International Herald Tribune* (which belongs to the *New York Times*, a company that is quoted on the stock exchange) recently warned of the dangers of press enterprises going public on the Stock Exchange. As he said, when people take an editorial decision they have to ask themselves whether it will raise or lower the value of their publishing company’s shares. This has become a major preoccupation. Editors constantly receive directives from a paper’s financial owners, which is something new in journalism (20).

On the net, manipulation and entrapment of readers can go even further. So the Forbes.com site, owned by US economics journal *Forbes*, creates new possibilities for advertising by including promotional links within the content of articles. Advertisers buy keywords, and when a reader’s mouse passes over them, a pop-up appears with an advertising message. Journalists are not told in advance which keywords have been bought, and some wonder if they will soon be asked to write articles containing keywords to keep advertisers happy and revenues rolling.

Public awareness

The public is increasingly aware of these new dangers and sensitive to media manipulation. Yet it also paradoxically believes that, despite the media saturation in our society, we live in a state of information insecurity. Information may proliferate but we have zero guarantee of its reliability. It may turn out to be false. Journalism today is characterised by speculation and spectacle, to the detriment of properly investigative journalism. Display and packaging have taken over from verification of facts.

Instead of functioning as a last bastion against standards declining because of the pressures of high-speed communication, newspapers are failing in their duty. By sometimes adopting a lazy police-style (21) approach to investigation they have helped discredit an institution that used to be regarded as the fourth estate. As *Le Monde diplomatique*'s founder, Hubert Beuve-Méry, always used to remark: "Comment is free; facts are sacred." But current media attitudes take the opposite position - and editors seem to think that their opinions, rarely substantiated, are sacred, while facts can happily be distorted to fit those opinions.

In our current situation, in which enthusiasm for action is waning and people's visions of the future are pessimistic, the editorial team of *Le Monde diplomatique* is making every effort to improve its content. For us, it is crucially important not to betray our readers' trust. More than ever we rely on their activity and solidarity to defend our independence and the freedom that this guarantees for us. We would like to remind them gently that the best way to support us is to subscribe and to encourage friends and family to do the same.

We are the paper of a society in movement, of those with a critical view of society, of those who want the world to change. We intend to stay faithful to the fundamental principles of our way of making news. That means slowing down the acceleration of media; opting for journalism that can illuminate the darker areas of present reality; interesting ourselves in situations that are not in the media's spotlight, but that can help us to a better understanding of the international context; offering even more complete, deep-ranging and better-documented supplements on major contemporary issues; going to the heart of those issues with rigour and seriousness; presenting news and information not often published, and, indeed, often concealed; and daring to go against the tide of the dominant media.

We remain convinced that the quality of public debate depends on the quality of available information, and that the quality of public discussion is the crucial factor in creating a rich democracy.

Index des Noms Propres

Abou Mazen, ou Mahmoud Abbas, Mahmoud Abbas, né le 26 mars 1935 à Safed en Galilée est le Président de l'Autorité palestinienne depuis janvier 2005 et le Secrétaire général de l'Organisation de libération de la Palestine. Il a également occupé le poste de Premier ministre de l'Autorité palestinienne sous la présidence de Yasser Arafat.

Moussa Sadr est né dans la ville de Qom en Iran le 15 avril 1928. D'origine libanaise, il visite le Liban en 1955 et s'y installe en 1959.

Le 19 décembre 1967, il fonde le Conseil supérieur chiite, et en devient le président le 23 mai 1969.

Le 2 juin 1970, sous la pression de Sadr et d'une grève générale au Liban Sud qui s'est progressivement étendue à d'autres régions du pays, le parlement libanais vote la création du conseil du Sud (Majles al Janoub). L'objectif de ce conseil, était d'aider à la reconstruction et à l'amélioration des services au Liban Sud, ravagé par le conflit israélo-palestinien.

Il crée le mouvement des dépossédés en 1974, pour permettre aux chiites libanais d'obtenir plus de droits. Le 20 janvier 1975, il annonça la naissance de la milice Amal (ou espoir), (acronyme d'Afwaj al-Mouqawama Al-Lubnaniyya), pour assurer la défense de la communauté chiite.

Lorsque la guerre civile éclate en mai 1975, Moussa Sadr refuse d'engager ses forces dans le conflit Liban. Il déclare que « l'arme ne résout pas la crise, mais augmente la déchirure de la nation » (27 juin 1975). Il tente d'enrayer le conflit en servant de médiateur entre les parties en conflit.

Pierre Gémayel était un leader politique libanais de la famille Gémayel. Il est resté comme le fondateur du parti Kataëb (aussi connu sous le nom de parti phalangiste), un homme influent au parlement, et pour être le père de Bachir Gémayel et Amine Gémayel, tous les deux élus, de son vivant, présidents du Liban. À la fin des années 30 et au début des années 40, il s'opposa au mandat français sur le Liban, et plaida pour un état indépendant de tout contrôle étranger. Il a été connu pour ses manœuvres politiques habiles, qui l'ont mené à prendre des positions qui ont été vues par ses défenseurs comme pragmatiques, mais par ses adversaires comme contradictoires, ou même hypocrites. Politicien controversé, il a survécu à plusieurs attentats.

Pierre Gémayel est né le 6 novembre 1905, dans la ville de Mansourah, Égypte. Il est originaire du village de Bikfaya (Liban) où sa famille tient un rôle prééminent depuis 1540. Forcés de fuir en Égypte après avoir été condamnés à mort en 1914 pour s'être opposés à l'Empire ottoman Gémayel, catholique maronite élevé à l'école des jésuites, fit des études de pharmacie à la faculté de médecine de Beyrouth, où il ouvrit plus tard une officine. Il s'intéressa aussi au sport, et mena l'équipe du Liban aux jeux olympiques de 1936 à Berlin, où il put observer l'organisation du parti nazi. Bien que rejetant l'idéologie hitlérienne, il en a admiré la formidable organisation et son efficacité, et la même année, à son retour au Liban, il fonda le parti Kataëb, et l'organisa selon une structure similaire.

Charles Hélou, qui sera plus tard président du Liban de 1964 à 1970, a travaillé avec Pierre Gémayel à l'organisation du parti à ses débuts. Au moment de sa présidence, pourtant, Hélou n'était plus membre du parti, et Gémayel tenta sans succès de s'opposer à lui lors de l'élection présidentielle de 1964.

Il était toujours en poste quand il mourut à Bikfaya, le 29 août 1984, âgé de 78 ans.

Ahmed Jibril né en 1928, est le fondateur et le chef du mouvement d'extrême gauche Front Populaire pour la Libération de la Palestine Commandement Général (FPLP-CG).

Le FPLP-CG est à l'origine de nombreuses attaques contre Israël. Le groupe s'est fait remarquer pour ses prises d'otages de militaires israéliens pendant la guerre du Liban. Le fils d'Ahmed Jibril, Jihad Ahmed Jibril, qui dirigeait l'aile militaire du FPLP-CG, a été tué par l'explosion d'une voiture piégée à Beyrouth le 20 mai 2002.

Aflak, Michel, Michel Aflak (Damas 1910 - 23 juin 1989 à Paris) est l'un des fondateurs du parti Baas et de l'idéologie nationaliste arabe

Berri Nabih : Avocat francophone, chef des chiites *Amal*, issu du *Mouvement des déshérités* de Moussa el Sadr Nabih Berri est président de l'assemblée Nationale. Il entretient des liens étroits avec la Syrie.

Beydoun, Mohamed Youssef : de confession chiite, il est né en 1931, est marié et père de cinq enfants. Il a fait ses études secondaires au lycée français et obtenu une licence en droit à l'USJ. Il est élu député de Beyrouth en 1972 et reconduit à cette fonction en 1992 et 1996. Ministre de l'Industrie et du commerce de 1980 à 1982 dans le gouvernement Wazzan, il est ministre des Ressources hydrauliques et électriques dans le cabinet Omar Karameh de 1990 à 1992. Il est nommé ministre de l'Éducation nationale, de la jeunesse et des sports, ministre de l'Enseignement technique et professionnel, ministre de la Culture et de l'enseignement supérieur dans le gouvernement de Selim Hoss. .

Chamoun, Camille : Ancien président de la république libanaise, fondateur du (Courant National Libre (CNL) ou Hezb Al Wataniyn Al Ahrar.

Chamoun, Dany : Fils de l'ancien président Chamoun, assassiné par les milices de Samir Geagea. Ce dernier a été condamné à vie pour ce meurtre.

Chamoun, Dory : Fils de l'ancien président, a longtemps vécu en exil mais s'affirme maintenant comme l'un des chefs de file de l'opposition chrétienne.

Chamseddine, Mohamed, Mahdî : Ayatollah, président du Conseil supérieur chiite au Liban. Considéré comme modéré et proche d'Amal, il entretient également des liens étroits avec Téhéran. Il a lancé en mars 1985 un *djihad défensif* contre les Israéliens.

Eddé, Raymond (1913 - 2000) : Né en 1913 dans une famille chrétienne, Raymond Eddé crée en 1947 le *Bloc national*. Il siège au Parlement de 1953 à 1976 et est à plusieurs reprises ministre. Partisan d'un Liban démocratique, il refuse le sectarisme des Kataëb (Phalanges), les actions des fedayin à partir du territoire libanais et la création de fait sur le sol national d'un État dans l'État palestinien. Il s'oppose par la suite à toute occupation étrangère qu'elle soit israélienne ou syrienne et dénonce la mainmise de fait de Damas sur son pays. Il s'exile à Paris en 1974 où il meurt en mai 2000. Surnommé le *Amid* ce qui signifie "*le doyen*", Raymond Eddé aura incarné pendant toute sa vie politique l'idée d'un Liban indépendant.

Fadlallah, Sayed, Mohamed, Hussein : Né en 1936 en Irak, Ayatollah, formé à Nadjaf, il s'est installé au Liban en 1996 où il a créé le Cercle de la Fraternité et l'Institut légal islamique. Il est le chef spirituel du Hezbollah.

Frangié Hamid : Membre de la grande famille maronite des Frangié dont le fief est à Zgortha dans le Nord du pays, il est rival de Camille Chamoun aux élections de 1952 mais s'efface devant ce dernier. Par dépit, il s'allie aux forces de l'opposition lors des événements de 1958.

Frangié, Souleiman : Maronite du Nord Liban, frère d'Hamid, il est élu président de la République en 1970 avec le concours de Kamal Joumlatt. Uni par des liens familiaux au clan d'Hafez et Assad, il adopte une position pro-syrienne à la fin de son mandat qui s'achève en 1976.

Frangié, Souleiman junior : Maronite, ministre de l'Agriculture et ministre de l'Habitat et des coopératives dans le cabinet de Selim Hoss.

Geagea, Samir : Né en 1952 dans une famille chrétienne modeste, il entreprend des études de médecine puis rejoint à 23 ans les Phalanges de Bachir Gémayel. Il suit des stages de formation militaire en Israël et participe à de nombreuses opérations. Sa milice forte de 6 000 hommes, dont un tiers seulement d'active, est alors financée par un impôt forcé prélevé en zone chrétienne. A la tête d'un commando en juin 1978, il assassine Tony Frangié, le fils du président, sa femme et ses enfants dans leur propriété d'Ehden. Il est combattu par la suite par le général Aoun qui exige le désarmement des *Forces libanaises*. Celles-ci seront dissoutes le 23 mars 1994. Le 24 avril de cette même année, Samir Geagea est arrêté. Il a été condamné trois fois à la prison à vie en 1995 pour les meurtres de Dany Chamoun et d'un responsable chrétien Elias Zayeck ainsi que pour la tentative d'assassinat de Michel Murr. Il a à nouveau été condamné à la prison à perpétuité le 25 avril 1999 pour le meurtre de Rachid Karamah.

Hachem, Akl, Ibrahim (1950-2000) : Sergent dans les services de renseignement de l'armée libanaise, Akl Hachem a déserté en 1976 pour rejoindre les anciens Kataëb de Nicolas Haddad. Avec les miliciens d'Elie Hobeika et des officiers déserteurs, son groupe fonde les *Forces de défense du Liban-libre* qui deviendront *l'Armée du Liban-libre* puis *l'Armée du Liban Sud*. Nommé commandant du secteur nord par le major Saad Haddad qui commande alors les *Forces de défense*, Hachem qui est chrétien s'en prend dès 1977 aux chiïtes de la région de Hanine, puis se livre en 1981 au massacre de la population musulmane de Barachite. Des contacts qu'il a noués avec le Mossad à partir de 1978, il en retire le leadership du canton du *Liban libre* lorsque Tsahal envahit la bande frontalière. Ses commanditaires l'envoient en 1982, lors de l'opération *Paix en Galilée*, faire exploser une voiture piégée dans le quartier juif de Beyrouth, puis il participe en coopération avec les *Forces libanaises* au massacre de Sabra et Chatila. Lorsque Saad Haddad meurt en 1984, Hachem cherche à lui succéder mais les Israéliens lui préfèrent le général Antoine Lahad. Ce dernier, pour s'assurer de sa loyauté, lui confie le commandement de la *Brigade ouest* qui compte 800 à 1000 miliciens. En 1996, lorsque Lahad est affaibli par la maladie, Tel Aviv prépare Akl Hachem à sa succession mais malgré les protections rapprochées dont il bénéficie, il tombe dans l'attentat du 30 janvier dernier devant sa maison de Debel.

Le Hezbollah a bien revendiqué cet attentat et a même produit des cassettes de l'action aux agences de presse, mais le Parti de Dieu n'était pas le seul à en vouloir au milicien. Il peut aussi avoir été la victime d'une vengeance du général Lahad dont il était le rival.

Hariri, Rafic : né le 1er novembre 1944 à Saida et mort assassiné le 14 février 2005 à Beyrouth. Il a été homme d'affaires et homme politique libanais musulman sunnite. Il fait fortune en Arabie saoudite avant de diriger cinq gouvernements au Liban entre 1992 et 2004 et notamment de 1992 à 1998 puis de 2000 à 2004.

Hoss, Selim : Sunnite, il occupe professionnellement diverses fonctions parmi lesquelles celle de président de la Banque nationale pour le développement industriel et touristique. Chargé par Elias Sarkis de former le premier gouvernement de son mandat le 8 décembre 1976, il s'oppose au président sur des questions de liberté de la presse, de favoritisme confessionnel ou de gaspillage des deniers publics et prend prétexte d'ennuis de santé pour démissionner le 22 octobre 1980 après avoir dirigé deux cabinets. Il dirige à nouveau le gouvernement pendant trois ans et demi après l'assassinat de Rachid Karamé en juin 1987 et se trouve opposé au général Aoun lorsque ce dernier est nommé par Amine Gémayel juste à la fin de son mandat. A la suite des accords de Taëf, il est désigné par le président Hraoui pour diriger le gouvernement. Prosyrien, considéré comme un homme de principe, ferme dans ses convictions comme dans l'action, posé et réfléchi, Selim Hoss a pratiquement toujours gouverné dans des conditions difficiles qui ont mis en valeur son intégrité, sa modération et son sens des responsabilités.

Hobeika, Elie : Chef phalangiste, commandant les services secrets des Forces libanaises au début des années quatre vingt, ce personnage haut en couleur qui portait toujours sur lui un pistolet, un couteau et une grenade est le responsable direct des massacres de Sabra et Chatila du 16 au 18 septembre 1982 au cours desquels 1300 Palestiniens devaient trouver la mort. Il n'a jamais été sanctionné pour ce qui est considéré comme l'une des grandes tragédies de l'histoire.

Hraoui, Elias, originaire de Zahlé, ancien Premier ministre, son mandat de président de la république renouvelé en 1995 pour trois ans n'ira pas au-delà de son terme en novembre

1998. Les liens de M. Hraoui avec la Syrie le desservent vis à vis de la communauté maronite dont il est issu.

Joublatt, Kamal : Leader charismatique druze, jacobin de gauche, secrétaire général en 1972 du Front de soutien à la révolution palestinienne qui regroupe les partis de gauche du monde arabe, il réunit en 1975 les partis libanais de gauche se réclamant du panarabisme et du tiers mondialisme dans un Mouvement national libanais, allié à l'OLP. Les milices de son mouvement conquièrent au printemps 1976 les fiefs maronites de la montagne mais il est assassiné en mars 1977.

Joublatt, Walid, ancien chef de la milice druze, maintenant leader de la communauté, reste un élément essentiel dans la vie politique du Liban.

Karameh, Elie, voir Kataëb et FL dans l'index des partis politiques.

Karameh, Rachid : homme politique sunnite, président du conseil, assassiné en 1987 par la milice de Samir Geagea. Ce dernier a été condamné à vie pour ce meurtre.

Khaled, Hassan, Le Grand Mufti (1921-1989) fut Mufti de la République libanaise et leader de la communauté sunnite du pays.

Il présida les cours islamiques du pays pendant 23 ans et la Coalition Islamique, regroupant les anciens Premiers ministres du pays, les parlementaires, ministres et notables sunnites du pays.

Modéré, fervent défenseur de l'unité nationale lors de la Guerre du Liban, il meurt assassiné le 16 mai 1989, par l'explosion d'une voiture piégée à Beyrouth. 21 autres personnes perdirent la vie dans l'attentat. Les services de renseignement syriens sont fortement soupçonnés d'être derrière cet assassinat.

Khomeiny, Ayatollah, Ruhollah Khomeiny est né le 24 décembre 1902 dans une famille religieuse vivant près d'Ispahan, en Iran. Il devient théologien et accède à la dignité de mojtahed, ou celui qui a l'habilité d'interpréter la loi Islamique. Puis, il accède au titre d'ayatollah (signe miraculeux de Dieu) ce qui fait de lui un des hommes religieux les plus

respectés au pays.

Il s'intéresse tôt aux questions politiques et publie un livre de réfutation du laïcisme. Mais son véritable activisme ne commença qu'en 1962, lorsque la mort de deux puissants ayatollahs en 1961 et 1962 le hissa au sommet de la hiérarchie religieuse du pays. S'opposant à la " révolution blanche " lancée par le Chah d'Iran, Khomeiny est emprisonné après avoir joué un rôle important dans les émeutes du 4 Juin 1963. Ne renonçant pas à son opposition, il est expulsé d'Iran en Octobre 1964 et il se réfugie en Irak. Khomeiny séjournera en Irak jusqu' en 1978 quand il est exilé de nouveau mais en France cette fois-ci. Khomeiny devient alors un symbole pour des millions d'Iraniens qui se sont levés contre la dictature du Chah.

En 1979, l'empire s'effondre et Khomeiny entre triomphant au pays et l'ère de la république commence alors. En 1983 Khomeiny s'affirme maître absolu du pays, mais la base du régime se rétrécit. La prolongation de la guerre Iran - Irak, du fait de l'entêtement de l'ayatollah lui évitera bien des sympathies et l'acceptation en août 1988 du cessez-le-feu constitue pour Khomeiny un dur échec personnel. Ayatollah Khomeiny meurt le premier Juin 1989.

Lahad, Antoine, (général) commandant de l'armée du Liban Sud (ALS) qui comporte environ 3000 hommes sous contrôle israélien. Le général Lahad a été condamné à mort par contumace par un tribunal militaire siégeant à Beyrouth. La France accepterait de le recueillir avec un certain nombre de ses officiers au cas où l'armée israélienne abandonnerait la zone tampon dans laquelle l'ALS opère en tant que supplétif.

Lahoud, Emile, né le 12 janvier 1936, est un homme politique du Liban. Il fut président de la République du 24 novembre 1998 au 23 novembre 2007. Maronite, il est le fils du général Jamil Lahoud (un des chefs du mouvement pour l'indépendance du Liban) et est né d'une mère arménienne. Il a servi à divers postes de l'armée depuis 1959, y compris celui de commandant de l'armée libanaise de 1989 à 1998.

Lahoud, Emile Jr : Fils du président Emile Lahoud, il s'est présenté aux élections législatives de l'été 2000 sur la liste *Metn Accord* conduite par Michel Murr. Il a recueilli 37 413 suffrages, en seconde place derrière Michel Murr.

Murr, Michel : est un ingénieur, homme d'affaires et homme politique libanais. Il est élu en 1968 député grec orthodoxe du Metn. Il échoue aux élections de 1972 mais reste actif dans la vie politique lors de la guerre civile. Il est ministre de l'Habitat et ministre des Postes et Télécommunications entre 1979 et 1980 dans le gouvernement de Salim El Hoss et ministre des Postes et Télécommunications entre 1980 et 1982 dans le gouvernement de Chafic Wazzan.

Après la guerre, il s'impose comme la force électorale la plus puissante du Metn occupant en conséquence le poste de vice-Premier ministre de 1990 jusqu'en novembre 2000, tout en étant ministre de la Défense (1990-1992) dans les gouvernements de Omar Karamé et Rachid Solh, puis ministre de l'Intérieur de Rafic Hariri et Salim El Hoss entre 1994 et 2000.

Il quitte le gouvernement après les élections de 2000, mais conserve son siège de député, acquis en 1991. Son fils, Elias Murr, lui succède au sein du ministère de l'Intérieur dans les deux gouvernements de Rafic Hariri entre 2000 et 2004. En octobre 2004, Michel Murr est élu vice-président du Parlement.

Il réussit en 2005 à forger une alliance électorale avec le Courant patriotique libre du général Michel Aoun et conserve ainsi son siège de député et devient membre du Bloc de la réforme et du changement dirigé par l'ancien général. En 2008, il quitte l'alliance électorale avec le Courant patriotique libre, pour être indépendant de l'influence des deux principaux blocs politiques libanais.

Fin 2008, il s'allie avec le camp opposé pour mener la bataille électorale au Metn aux côtés du parti Phalangiste en vue des prochaines législatives. Le 7 juin, il est élu député malgré de fortes présomptions de fraude électorale.

Nasrallah, Sayyed, Hassan, secrétaire général du Hezbollah, M. Nasrallah bénéficie d'une certaine reconnaissance du monde politique pour sa résistance à Israël.

Saadeh, Antoun : Homme politique, de tendance fasciste, créateur en 1932 du *Parti social nationaliste syrien* dit encore *Parti populaire syrien* ou PPS. Partisan d'un rattachement du Liban à une Grande Syrie qui comprendrait également la Palestine, la Transjordanie, le Sinaï, l'Irak et Chypre, il s'exile pendant la guerre au Brésil. De retour au Liban en 1947, il lance ses partisans dans une campagne d'attentats. Il est arrêté le 7 juillet 1949, condamné à mort avec douze de ses compagnons par un tribunal militaire et exécuté le lendemain.

Sadr, Moussa (al) : Chiite formé à Qom, l'Imam Sadr crée dans les années soixante dix le *Mouvement des déshérités* qui regroupe les chiites pauvres en révolte larvée contre le système libanais. L'émir prêchera ensuite la réconciliation des communautés. Il disparaîtra étrangement en 1978 au cours d'un voyage officiel en Libye.

Dans les années 1960, la communauté chiite se réveille sous l'impulsion d'un religieux venu d'Iran (mais dont la famille était originaire du sud du Liban), l'Imam Moussa Sadr. Cet homme, à la puissante personnalité, mystique et politique, a pu obtenir l'appui des émigrés revenus au pays et voulant renverser la domination des grands propriétaires terriens qui monopolisaient jusque là la représentation politique de leur communauté.

L'action de Moussa Sadr, fondée sur la reviviscence des thèmes de la souffrance et de la lutte contre l'injustice, propres à l'islam chiite, a permis de compléter en 1969 l'émancipation juridique des chiites par rapport à l'islam sunnite avec un plein développement des institutions communautaires. Cette situation nouvelle autorise une affirmation encore plus forte de la revendication sociale chiite qui, auparavant, n'avait trouvé de possibilité d'expression que dans les organisations politiques de gauche. Moussa Sadr, en créant le *Mouvement des déshérités*, est le premier à réussir à traduire une exigence de transformations sociales. Les autres religieux chiites, en Irak et en Iran, auront ainsi la possibilité de méditer sur la réussite de cette expérience libanaise. L'organisation politique *Amal*, issue du *Mouvement des déshérités*, aura des rapports ambigus avec les forces arabistes.

Mouawad, René, Ancien président de la république libanaise, assassiné par les Syriens en 1989.

Sarkis, Elias, Ancien président de la république libanaise de 1976 à 1982.

Yasser Arafat, né le 24 août 1929 dans la ville du Caire et décédé le 11 novembre 2004 à Clamart en France, de son vrai nom Mohamed Abdel Raouf Arafat al-Qudwa al-Husseini et connu aussi sous son kounya Abou Ammar a été un activiste puis homme d'État palestinien.

Index des Partis Politiques

PSNS :

Le Parti social nationaliste syrien connu aussi sous le nom donné par la France de Parti populaire syrien (PPS) ou de Parti saadiste ou encore au Liban de Parti nationaliste est un parti politique laïque créé en 1932 à Beyrouth, qui préconise une grande nation syrienne.

Territorialement, cette vision de la Syrie comprend le Liban, la Syrie, la Palestine, la Jordanie, l'Irak, le Koweït, Chypre en plus du Sinaï en Égypte, la Cilicie en Turquie et le Chatt al-arab en Iran. Elle considère qu'il n'existe que quatre nations arabes, dont la Syrie, les autres étant l'Arabie, l'Égypte et le Maghreb. Le PSNS est responsable de deux tentatives de coup d'État : en juin 1949 et le 31 décembre 1961.

À l'instar d'autres partis, le PSNS établira sa milice et prendra part aux combats durant la guerre libanaise.

Dachnaksoutioun, Tahcnag, Tachnak :

Fédération révolutionnaire arménienne, de tendance socialiste, fondée à Tiflis en 1890 en vue de défendre et d'émanciper les Arméniens de l'Empire ottoman.

Ce parti inclut dans son programme la lutte contre l'autocratie tsariste à partir de 1904. Les dachnaks dirigèrent la République indépendante d'Arménie (mai 1918-décembre 1920). Après la bolchevisation du pays, ils furent chassés du pouvoir, puis du pays. Dans les communautés de la diaspora, le Dachnaksoutioun a maintenu son organisation et sa presse et continue à militer pour la création d'une Arménie libre, indépendante et réunifiée.

Les Phalanges

Les Phalanges - en arabe Kataëb - ont été créées en 1936 par des personnalités chrétiennes, Pierre Gémayel, pharmacien à Bikfaya au Nord de Beyrouth, George Naccache, Shafic Naspid, Emile Yared et Charles Hélou qui sera président de la République de 1964 à 1970. Contrairement au Bloc National d'Émile Eddé, le mouvement s'oppose à la présence de la France au Liban, puissance mandataire, et à celle des Syriens. Il collabore notamment avec le groupe sunnite al-Najjadah.

Après l'indépendance en 1943, les Phalanges se transforment de mouvement populiste en parti politique grâce au large soutien de la communauté maronite. Elles font cependant prévaloir une idéologie multiconfessionnelle dans le cadre national unitaire, se réclamant pour la cause des anciens Phéniciens, l'un des premiers peuplements du Liban. Dans ce cadre, elles défendent leur prééminence garantie par le Pacte national de 1943 et la constitution. En fait, les dirigeants utiliseront le clientélisme comme mode d'action.

C'est ce qui va provoquer plus tard l'alliance objective entre les musulmans libanais et les Palestiniens réfugiés. Face à cette menace, les Phalanges ainsi que les autres chrétiens libanais forment des milices armées au début des années soixante-dix. Ainsi, alors que son père Pierre Gémayel reste nominalement à la tête des Kataëb, son fils Bachir crée fin 1970 les Forces libanaises qui, peu à peu, englobent les autres milices chrétiennes. Il fait également appel aux Syriens pour protéger la communauté.

En 1982, Israël envahit le Liban. Bachir, leader de fait des Phalanges, est élu président sous la protection des baïonnettes de Tsahal. Mais il est assassiné. Son frère Amine prend la relève.

Pierre Gémayel meurt en 1984. Ses opposants au sein du mouvement prennent le pouvoir, espérant ainsi revenir sur la pratique instaurée par l'ancien président consistant à refuser de donner des postes dans l'administration aux "clients" du parti. Elie Karamé succède ainsi à Pierre Gémayel (1984-86) puis George Saadeh (1986 - 1998). Le parti prend alors ses distances avec la Syrie, mais se rallie aux accords de

Taëf de 1989 qui instaurent la deuxième République libanaise. Amine Gémayel et quelques-uns de ses amis s'y opposent. Il partira alors en exil et y restera 12 ans.

Les Forces Libanaises

Forces libanaises ou FL, désigne un parti politique libanais et une ancienne milice chrétienne qui jouèrent un rôle majeur dans la guerre civile qui ravagea le Liban de 1975 à 1990. Quand la guerre civile fut terminée, le mouvement se transforma en parti politique avant d'être interdit en 1994 et de voir les activités de ses militants sévèrement limitées par les gouvernements prosyriens jusqu'à la Révolution du Cèdre qui conduisit au retrait des troupes syriennes en 2005. Le mouvement est officiellement laïc, mais dans les faits il a toujours été composé majoritairement par des chrétiens, et plus spécialement par des Maronites

Noumour, voir Chamoun.

Marada, La Brigade Marada est une ancienne milice du Liban devenue ensuite un parti politique. Ce parti est dirigé par Souleiman Frangié Jr. Il regroupe des maronites des montagnes du nord du Liban, qui se considèrent comme les descendants des Mardaïtes.

Marada reste allié de la Syrie tout au long de cette guerre, la famille Frangié étant très proche de la famille el Assad. Frangié essaya de se faire réélire en 1988.

En 2006, El Marada n'est plus une "milice". Elle est devenue un parti politique. Elle est proche du bloc de la résistance et du développement, le bloc prosyrien, avec entre autres le Hezbollah, Amal, le Parti social nationaliste syrien, et est allié du bloc de Michel Aoun, le bloc de la réforme et du changement.

PSP, Parti Socialiste Progressiste, voir Joumblatt

Amal, voir Nabih Berry.

Baas

De l'arabe Baas, renaissance. Le mouvement baasiste a été créé à Damas dans les années 40 par le chrétien Michel Aflak et le musulman sunnite Salah Al Din Bitar. En 1953, ce mouvement prend le nom de Parti Baath Arabe Socialiste. Il atteint son apogée dans les années 60, et devient l'une des principales expressions du nationalisme arabe révolutionnaire.

Bloc national

Le Bloc national est un parti politique libanais fondé en 1947 par l'ancien Président de la république Émile Eddé. À la mort de ce dernier, son fils, Raymond Eddé, ancien ministre et député, en prend la présidence.

Le Bloc national s'est opposé à l'accord du Caire de 1969 qui a autorisé les actions militaires lancées par les Fedayins palestiniens contre Israël à partir du territoire libanais. Refusant de prendre part à la guerre civile, le Bloc national s'est opposé aussi bien à l'occupation syrienne qu'à l'occupation israélienne.

Présent particulièrement au sein de la bourgeoisie chrétienne modérée et chez les avocats, ce parti connaît des soubresauts depuis le décès de Raymond Eddé en 2000. Au poste de « Amid » (doyen), lui a succédé son neveu, Carlos Eddé, inconnu dans la politique libanaise et ayant vécu précédemment au Brésil. De nombreux cadres ont quitté depuis le parti. Le Bloc national fait partie aujourd'hui de l'alliance du 14 Mars, lancée après l'assassinat de Rafic Hariri.

Al Saïqa (l'Éclair)

Mouvement nationaliste considéré terroriste, créé par le parti Baas syrien le 1er octobre 1968. La Saïqa est dirigée Mohsen Zouheir (assassiné en France), Sam Attari et Issam al Khadi.

FDPLP : Front Démocratique et Populaire pour la Libération de la Palestine)

Mouvement nationaliste d'extrême gauche issu, en février 1969, d'une scission avec le F.P.L.P. Cette organisation est dirigée par Nayef Hawatmeh et est soutenue par la Chine, l'U.R.S.S., la Syrie et la Libye.

FLA : Le Front Arabe de Libération

Organisation nationaliste contrôlée par l'Iraq et prônant l'unité arabe et non la lutte pour libérer la Palestine. Le F.L.A. est dirigé par le Dr. Zaïd Hidar.

Le Front de la Lutte Populaire Palestinienne (F.L.P.P.). Mouvement de guérilla et terrorisme, dirigé par Bahjat Abou Gharbiya. Cette organisation, qui était soutenue par l'Égypte, a rejoint les rangs du Fatah en juillet 1971 et l'on suppose que ses membres furent versés, compte tenu de leurs caractères violents, dans les commandos de Septembre Noir (deux d'entre les terroristes qui attaquèrent les athlètes israéliens à Munich émanaient du F.L.P.P. : Abou Halla et Abdullah Mohammed Samir).

FPLP : Le Front Populaire de Libération de la Palestine/Commandement Général

Organisation nationaliste, créée en 1968 et dirigée par Ahmed Jibril. Ce mouvement est soutenu par l'Iraq, l'Iran et la Syrie.

Le Front Populaire de Libération de la Palestine/Dissident (F.P.L.P. /D.) ou Front Populaire Révolutionnaire pour la Libération de la Palestine (F.P.R.L.P.). Mouvement nationaliste d'extrême gauche, créé en 1972. Cette organisation était dirigée par le médecin pédiatre Waddia Haddad (décédé le 31 mars 1978 des suites d'une leucémie, dans un hôpital de Berlin-Est) et entretenait des liens avec le Sud Yémen, Carlos, et la R.A.F. Ce mouvement est issu d'une scission, en 1972, du F.P.L.P. (Haddad était alors l'adjoint de Georges Habache) et s'est installé à Bagdad (Iraq). C'est en Iraq qu'Haddad aurait rencontré le terroriste Ramirez Illitch Sanchez, alias Carlos, qui aurait été imposé au F.P.L.P. /D par le K.G.B. soviétique. Après le décès d'Haddad, les membres de l'organisation se sont éparpillés (Abou Ibrahim fonde le Mouvement du 15 Mai et Agop Agopian fonde l'Asala).

FLPP : Front de la Lutte Populaire Palestinienne

Organisation de guérilla nationaliste, issue d'une scission avec le Fatah, en 1961, et dirigée par Samir Gochen.

FPLP : Front Populaire de Libération de la Palestine

Mouvement de guérilla marxiste internationaliste, fondé en décembre 1967 par le médecin pédiatre Georges Habache. Le F.P.L.P. entretient des liens avec, entre autres, l'O.L.P., la R.A.F., la Syrie, l'Iraq, l'I.R.A., la Chine, l'A.E.R.J., la Libye, le F.D.P.L.P., l'A.P.L.T, le Secours Rouge hollandais, le P.K.K. et la J.C.R. sud-américaine. Le F.P.L.P. est divisé en deux commandements : le Commandement des Opérations en Palestine Occupée (C.O.P.O.) et le Commandement des Opérations Spéciales à l'Étranger (C.O.S.E.), dirigé par Wadih Haddad jusqu'en 1972.

FLP : Front de Libération de la Palestine

Mouvement nationaliste issu, dans le milieu des années soixante-dix, d'une scission avec le F.P.L.P.-C.G. Le F.L.P., soutenu par l'Iraq, est dirigé par Talaat Yaakoub (tué le 17 novembre 1988) et Muhammad Abbas, alias Abou Abbas (membre du Comité exécutif de l'O.L.P. de 1984 à 1991). Abou Abbas est arrêté, en Iraq, le 14 avril 2003, par les forces spéciales américaines et il meurt en détention en mars 2004). Le F.L.P. s'est scindé en deux factions, l'une pro syrienne et l'autre pro libyenne. La branche principale du F.L.P. était basée à Bagdad, en Iraq.

OLP : Organisation de Libération de la Palestine

Mouvement nationaliste créé par Ahmed Choukheiri le 29 mai 1964, sous l'impulsion du Président égyptien Nasser. L'organisation sera dirigée ensuite par Mohammed Abed Arthouf Arafat, alias Abou Amar, alias Yasser Arafat (élu à la tête de l'organisation le 4 février 1969). L'O.L.P. entretient les mêmes liens que le Fatah (voir plus haut). L'O.L.P. a affirmé, il y a quelques années, renoncer à l'action terroriste; cependant, de nombreux faits semblent démontrer que cette promesse ne serait guère tenue (l'O.L.P. se servant de la "raison sociale" d'autres mouvements pour l'accomplissement de

certaines attentats). En septembre 1993, l'O.L.P. et l'État d'Israël se reconnaîtront mutuellement à Washington.

Les **Forces de défense israélienne** (en hébreu *Tsva Haganah Le-Israel*) souvent abrégées **Tsahal**. Ce sont l'armée d'Israël, officiellement fondée en 1948, en remplacement et en amélioration (en termes de prestige, de rigueur, d'organisation et de qualité d'équipement militaire) des organisations armées antérieures.

Gardes (gardiens) des Cèdres

Milice maronite créée en 1969, par Etienne Sakr, alias Abou Arz, qui la dirige. Créée pour s'opposer à la présence étrangère au Liban, elle combat les Palestiniens et les Syriens. Elle est basée à Jezzine (Liban). Membre du Front Libanais dès 1978, et forte de quelque 3 000 combattants elle combat l'armée syrienne à Beyrouth et à la bataille de Zahlé en 1981. Elle soutient la politique du Général Aoun.

Le Front Libanais

Le Front Libanais fut une coalition de partis essentiellement chrétiens formé en 1976, au cours de la guerre civile. Il était destiné à faire face au MNL de Kamal Joumblatt. Ce Front fut présidé par Camille Chamoun, et ses principaux acteurs étaient Pierre Gémayel, et le président Souleiman Frangié, dont l'office venait de prendre fin. Elle comprenait également des intellectuels de première classe, comme l'éminent professeur de philosophie Charles Malek, qui avait reçu 63 doctorats honorifiques avant de présider l'Assemblée générale des Nations Unies, et Fouad Frem Al Boustani, le président de l'Université libanaise.

Le front également inclus des personnalités religieuses comme le Père Charbel Kassis, qui fut plus tard remplacé par le père Boulus Naaman, "chef du congrès permanent des ordres monastiques libanais». Pour un bref moment le poète Saïd Akl en était aussi membre.

Quand la guerre éclata au Liban, et avant même la formation du Front libanais, la plupart de ses futurs dirigeants avaient transformé leurs partis politiques en milices.

En 1978, le fils de Souleiman Frangié, Tony, et sa famille a été assassiné par des miliciens Phalangistes, agissant sur les ordres de Bachir Gémayel. Ceci poussa Frangié à démissionner du Front.



Durant la seconde moitié des années 1980, la plupart des dirigeants éminents du Front Libanais sont morts (Pierre Gémayel en 1984, puis Chamoun et Charles Malek en 1987). Des dirigeants moins influents leurs succédèrent, notamment Georges Saadeh et Karim Pakradouni. Le Front libanais survécut une courte période seulement. Dany Chamoun, fils du défunt Camille Chamoun, forma dès lors un nouveau Front libanais anti-syrien. Toutefois, celui-ci fut assassiné le 21 octobre 1990, une semaine après l'invasion syrienne. Sa mort marqua la fin du Front Libanais.

Résumé :

Cette thèse porte sur la presse clandestine au Liban, celle qui – non autorisée par l'État– fut publiée et véhiculée par les partis politiques belligérants durant la guerre au Liban entre 1975 et 1982.

Elle étudie dans son ensemble la nature d'une sélection significative, non exhaustive, des publications les plus représentatives de cette époque, ses messages, pour aboutir à la compréhension du public et des moyens de distribution de ces écrits.

Travail de première main, cette étude se base sur une recherche d'archives, qui sera plus tard approfondie par l'analyse de contenu, du langage, et de la sémiologie quand la publication le permet. Ainsi, nous repasserons en vue les périodiques Falastine Assawra, Al Qaeda, Al Marouni, Loubnan et Sawt El Hakika pour mieux sonder les points de vue sur les sujets traités ainsi que la façon de faire selon la vision de chacun.

Ainsi, nous avons affaire à des instruments qui témoignent d'une étape cruciale et fondamentale dans l'évolution de la presse libanaise, notamment celle qui s'occupe essentiellement des zones de crise et des manifestations les plus humaines de la liberté de penser.

On en conclura que la guerre est aussi bien médiatique qu'armée quand il s'agit d'un affrontement d'idéologies, et que dans un pays multi confessionnel comme le Liban, l'histoire est non seulement un point de vue, mais une lutte de construction d'image qui va plus loin que les faits. Michel Foucault le dit bien : "on a beau dire ce que l'on voit, ce que l'on voit ne tient pas dans ce que l'on dit".

Descripteurs :

Presse clandestine, presse non autorisée, Liban, médias, guerre, guerre du Liban, communautés confessionnelles, expression, journalisme, communication.

Title and Abstract

The clandestine press during the war in Lebanon (1975-1982), Its organization, distribution and readers

This thesis focuses on the underground press, or what is known as the clandestine press in Lebanon, that was published and promoted by the belligerent political parties during the war in Lebanon between 1975 and 1982. Noteworthy, these publications were not authorized by the Lebanese authorities at that time.

It analyses the nature of a significant selection of 5 of the most representative publications of that period, along with their messages, their readers and their different means of distribution.

As a first study of its kind, this research is based on archival documents, which content was later handled with depth, thus analysing the language and the semiotics when the publication permitted so. Accordingly, we chose to reflect the views of Falastine Assawra, Al Qaeda, Al Marouni, Loubnan and Sawt Al Hakika, examining the direction of the communication in each.

Noteworthy, this research deals with instruments that reflect a fundamental and crucial step in the evolution of the Lebanese press. It is essentially a means of communication used during times of crisis, serving political propaganda, sometimes agendas. Nevertheless, these publications are a manifestation of the freedom of speech.

We conclude that war is made with both arms and media, especially when it involves a clash of ideologies. It also teaches us that in a multi-confessional country like Lebanon, history is not only a point of view, but also a clash for image-building that goes beyond facts. Michel Foucault said it quite well: "we may say what you see, what we see does not always stand out in what we say."



Keywords:

Clandestine press, unauthorized press, Lebanon, media, war, war in Lebanon, confessional communities, freedom of speech, journalism, communication

Table des matières

AVANT PROPOS	11
INTRODUCTION.....	13
GENESE DE L'IDEE	13
PROBLEMATIQUE ET CORPS DU SUJET	14
METHODOLOGIE.....	16
<i>Collecte des données :</i>	18
<i>Nature des archives :</i>	18
<i>Répartition du sujet :</i>	19
<i>Analyse de contenu :</i>	19
CONTRAINTES METHODOLOGIQUES :	20
<i>Documentation et ressources :</i>	20
<i>Le Financement :</i>	20
CONTRAINTES PRATIQUES :	21
<i>La situation politique :</i>	21
APERÇU HISTORIQUE	23
<i>Les communautés à la veille de la guerre</i>	<i>23</i>
<i>Les Guerres du Liban (1975 – 1982)</i>	<i>26</i>
L'EVEIL CHIITE.....	32
LA PRESSE CLANDESTINE : UN PHENOMENE DE GUERRE.....	33
LE CADRE DE L'ETUDE	39
LES PARTIS POLITIQUES	40
<i>Les partis Islamo – progressistes</i>	<i>40</i>
<i>Les factions Palestiniennes</i>	<i>41</i>
<i>Les partis chrétiens.....</i>	<i>41</i>
<i>Les sous- communautés dissidentes.....</i>	<i>45</i>
ANALYSE DETAILLEE DES PERIODIQUES CLANDESTINS.....	49
FALASTINE ASSAWRA	49
AL QAEDA	90



AL MAROUNI	111
LOUBNAN	140
SAWT EL HAKIKA	176
PUBLIC ET DISTRIBUTION	205
CONCLUSION	210
BIBLIOGRAPHIE	214
TABLE DES ANNEXES	216
ANNEXE 1 : ARTICLES DE REFERENCE	217
ANNEXE 2 : SELECTION DE JOURNAUX	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
INDEX DES NOMS PROPRES	228
INDEX DES PARTIS POLITIQUES	239
RESUME :	247
TITLE AND ABSTRACT	248